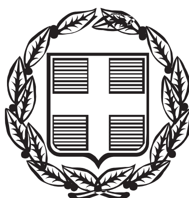




ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ **Αρ. Φύλλου 206**

4 Σεπτεμβρίου 2002

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 3048

Κύρωση των Πράξεων του XXII Παγκόσμιου Ταχυδρομικού Συνεδρίου (Πεκίνο 1999)

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νομό που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

1. Κυρώνονται και έχουν την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, οι Πράξεις του XXII Παγκόσμιου Ταχυδρομικού Συνεδρίου που υπογράφηκαν στις 15 Σεπτεμβρίου 1999 στο Πεκίνο οι οποίες περιλαμβάνουν:

α. Το Έκτο Πρόσθετο Πρωτόκολλο του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης με το οποίο τροποποιήθηκαν τα άρθρα 22, 25 και 29 του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης (κυρώθηκε με το Ν. 2883/2001 (ΦΕΚ 18 Α΄).

β. Την Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση με το Τελικό Πρωτόκολλο.

γ. Τον Γενικό Κανονισμό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης.

δ. Τη Διευθέτηση σχετικά με τις Υπηρεσίες των Ταχυδρομικών Πληρωμών, το κείμενο των οποίων σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

Sixième Protocole additionnel
à la Constitution de l'Union postale universelle

Table des matières

Sixième Protocole additionnel
à la Constitution de l'Union postale universelle

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle réunis en Congrès à Beijing, vu l'article 30, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

Article I
(Article 22 modifié)
Actes de l'Union

1. La Constitution est l'Acte fondamental de l'Union. Elle contient les règles organiques de l'Union.

2. Le Règlement général comporte les dispositions assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union. Il est obligatoire pour tous les Pays-membres.

3. La Convention postale universelle, le Règlement de la poste aux lettres et le Règlement concernant les colis postaux comportent les règles communes applicables au service postal international ainsi que les dispositions concernant les services de la poste aux lettres et des colis postaux. Ces Actes sont obligatoires pour tous les Pays-membres.

4. Les Arrangements de l'Union et leurs Règlements règlent les services autres que ceux de la poste aux lettres et des colis postaux entre les Pays-membres qui y sont parties. Ils ne sont obligatoires que pour ces pays.

5. Les Règlements, qui contiennent les mesures d'application nécessaires à l'exécution de la Convention et des Arrangements, sont arrêtés par le Conseil d'exploitation postale, compte tenu des décisions prises par le Congrès.

6. Les Protocoles finals éventuels annexés aux Actes de l'Union visés aux paragraphes 3, 4 et 5 contiennent les réserves à ces Actes.

Article II
(Article 25 modifié)

Signature, authentification, ratification et autres modes d'approbation des Actes de l'Union

1. Les Actes de l'Union issus du Congrès sont signés par les plénipotentiaires des Pays-membres.

2. Les Règlements sont authentifiés par le Président et le Secrétaire général du Conseil d'exploitation postale.

3. La Constitution est ratifiée aussitôt que possible par les pays signataires.

4. L'approbation des Actes de l'Union autres que la Constitution est régie par les règles constitutionnelles de chaque pays signataire.

5. Lorsqu'un pays ne ratifie pas la Constitution ou n'approuve pas les autres Actes signés par lui, la Constitution et les autres Actes n'en sont pas moins valables pour les pays qui les ont ratifiés ou approuvés.

Article III
(Article 29 modifié)
Présentation des propositions

1. L'administration postale d'un Pays-membre a le droit de présenter, soit au Congrès, soit entre deux Congrès, des propositions concernant les Actes de l'Union auxquels son pays est partie.

2. Toutefois, les propositions concernant la Constitution et le Règlement général ne peuvent être soumises qu'au Congrès.

3. En outre, les propositions concernant les Règlements sont soumises directement au Conseil d'exploitation postale, mais elles doivent être transmises au préalable par le Bureau international à toutes les administrations postales des Pays-membres.

Article IV
Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.

2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés sont tenus d'y adhérer dans le plus bref délai possible.

3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés aux paragraphes 1 et 2 doivent être adressés au Directeur général du Bureau international. Celui-ci notifie ce dépôt aux Gouvernements des Pays-membres.

Article V
Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1er janvier 2001 et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Beijing, le 15 septembre 1999.

Convention postale universelle

Table des matières

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Chapitre 2

Responsabilité

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Chapitre 4

Dispositions particulières aux colis postaux

Chapitre 5

Service EMS

Troisième partie

Dispositions transitoires et finales

Protocole final de la Convention postale universelle

Convention postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 3, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 4, de ladite Constitution, arrêté, dans la présente Convention, les règles applicables au service postal international.

Première partie

Règles communes applicables au service postal international

Chapitre unique

Dispositions générales

Article premier
Service postal universel

1. Pour renforcer le concept d'unicité du territoire postal de l'Union, les Pays-membres veillent à ce que tous les utilisateurs/clients jouissent du droit à un service postal universel qui correspond à une offre de services postaux de base de qualité, fournis de manière permanente en tout point de leur territoire, à des prix abordables.

2. A cette fin, les Pays-membres établissent, dans le cadre de leur législation postale nationale ou par d'autres moyens habituels, la portée des services postaux concernés ainsi que les conditions de qualité et de prix abordables en tenant compte à la fois des besoins de la population et de leurs conditions nationales.

3. Les Pays-membres veillent à ce que les offres de services postaux et les normes de qualité soient respectées par les opérateurs chargés d'assurer le service postal universel.

Article 2
Liberté de transit

1. Le principe de la liberté de transit est énoncé à l'article premier de la Constitution. Il entraîne l'obligation, pour chaque administration postale, d'acheminer toujours par les voies les plus rapides et les moyens les plus sûrs qu'elle emploie pour

ses propres envois les dépêches closes et les envois de la poste aux lettres à découvert qui lui sont livrés par une autre administration postale.

2. Les Pays-membres qui ne participent pas à l'échange des lettres contenant des matières biologiques périssables ou des matières radioactives ont la faculté de ne pas admettre ces envois au transit à découvert à travers leur territoire. Il en est de même pour les envois de la poste aux lettres, autres que les lettres, les cartes postales et les cécogrammes, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux dispositions légales qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans le pays traversé.

3. La liberté de transit des colis postaux à acheminer par les voies terrestre et maritime est limitée au territoire des pays participant à ce service.

4. La liberté de transit des colis-avion est garantie dans le territoire entier de l'Union. Toutefois, les Pays-membres qui ne participent pas au service des colis postaux ne peuvent être obligés d'assurer l'acheminement, par voie de surface, des colis-avion.

5. Si un Pays-membre n'observe pas les dispositions concernant la liberté de transit, les autres Pays-membres ont le droit de supprimer le service postal avec ce pays.

Article 3
Appartenance des envois postaux

1. Tout envoi postal appartient à l'expéditeur aussi longtemps qu'il n'a pas été délivré à l'ayant droit, sauf si ledit envoi a été saisi en application de la législation du pays de destination.

Article 4
Création d'un nouveau service

1. Les administrations postales peuvent, d'un commun accord, créer un nouveau service non expressément prévu par les Actes de l'Union. Les taxes relatives au nouveau service sont fixées par chaque administration intéressée, compte tenu des frais d'exploitation du service.

Article 5
Unité monétaire

1. L'unité monétaire prévue à l'article 7 de la Constitution et utilisée dans la Convention et les autres Actes de l'Union est le Droit de tirage spécial (DTS).

Article 6
Timbres-poste

1. Seules les administrations postales émettent les timbres-poste attestant le paiement de l'affranchissement selon les Actes de l'Union. Les marques d'affranchissement postal, les empreintes de machines à affranchir et les empreintes à la presse d'imprimerie ou d'autres procédés d'impression ou de timbrage conformes aux dispositions du Règlement de la poste aux lettres ne peuvent être utilisés que sur l'autorisation de l'administration postale.

2. Les sujets et les motifs des timbres-poste doivent être conformes à l'esprit du préambule de la Constitution de l'UPU et des décisions prises par les organes de l'Union.

Article 7
Taxes

1. Les taxes relatives aux différents services postaux internationaux et spéciaux sont fixées par les administrations postales, en conformité avec les principes énoncés dans la Convention et les Règlements. Elles doivent en principe être liées aux coûts afférents à la fourniture de ces services.

2. Les taxes appliquées, y compris celles mentionnées à titre indicatif dans les Actes, doivent être au moins égales à celles appliquées aux envois du régime intérieur présentant les mêmes caractéristiques (catégorie, quantité, délai de traitement, etc.).

3. Les administrations postales sont autorisées à dépasser toutes les taxes figurant dans les Actes, y compris celles qui ne sont pas mentionnées à titre indicatif:

3.1 si les taxes qu'elles appliquent pour les mêmes services dans leur régime intérieur sont plus élevées que celles fixées;

3.2 si cela est nécessaire pour couvrir les coûts d'exploitation de leurs services ou pour tout autre motif raisonnable.

4. Au-dessus de la limite minimale des taxes fixée sous 2, les administrations postales ont la faculté de concéder des taxes réduites basées sur leur législation intérieure pour les envois de la poste aux lettres déposés dans leur pays. Elles ont notamment la possibilité d'accorder des tarifs préférentiels à leurs clients ayant un important trafic postal.

5. Il est interdit de percevoir sur les clients des taxes postales de n'importe quelle nature autres que celles qui sont prévues dans les Actes.

6. Sauf les cas prévus dans les Actes, chaque administration postale garde les taxes qu'elle a perçues.

Article 8
Franchise postale

1. Principe

1.1 Les cas de franchise postale sont expressément prévus par la Convention.

2. Service postal

2.1 Les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal expédiés par les administrations postales ou par leurs bureaux, soit par avion, soit par voie de surface ou encore par voie de surface et transportés par avion (S.A.L.), sont exonérés de toutes taxes postales.

2.2 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal:

2.2.1 échangés entre les organes de l'Union postale universelle et les organes des Unions restreintes;

2.2.2 échangés entre les organes de ces Unions;

2.2.3 envoyés par lesdits organes aux administrations postales ou à leurs bureaux.

2.3 Sont exonérés de toutes taxes postales les colis relatifs au service postal échangés entre:

2.3.1 les administrations postales;

2.3.2 les administrations postales et le Bureau international;

2.3.3 les bureaux de poste des Pays-membres;

2.3.4 les bureaux de poste et les administrations postales.

2.4 Les colis-avion, à l'exception de ceux qui émanent du Bureau international, n'acquittent pas les surtaxes aériennes.

3. Prisonniers de guerre et internés civils

3.1 Sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes, les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux adressés aux prisonniers de guerre ou expédiés par eux soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés au Règlement concernant la poste aux lettres. Les belligérants recueillis et internés dans un pays neutre sont assimilés aux prisonniers de guerre proprement dits en ce qui concerne l'application des dispositions qui précèdent.

3.2 Les dispositions prévues sous 3.1 s'appliquent également aux envois de la poste aux lettres, aux colis postaux et aux envois des services financiers postaux, en provenance d'autres pays, adressés aux personnes civiles internées visées par la Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, ou expédiés par elles soit directement, soit par l'entremise des bureaux mentionnés au Règlement concernant la poste aux lettres.

3.3 Les bureaux mentionnés au Règlement concernant la poste aux lettres bénéficient également de la franchise postale pour les envois de la poste aux lettres, les colis postaux et les envois des services financiers postaux concernant les personnes visées sous 3.1 et 3.2 qu'ils expédient ou qu'ils reçoivent, soit directement, soit à titre d'intermédiaire.

3.4 Les colis sont admis en franchise postale jusqu'au poids de 5 kilogrammes. La limite de poids est portée à 10 kilogrammes pour les envois dont le

contenu est indivisible et pour ceux qui sont adressés à un camp ou à ses hommes de confiance pour être distribués aux prisonniers.

4. Cécogrammes

4.1 Les cécogrammes sont exonérés de toutes taxes postales, à l'exclusion des surtaxes aériennes.

Article 9
Sécurité postale

1. Les administrations postales adoptent et mettent en œuvre une stratégie d'action en matière de sécurité, à tous les niveaux de l'exploitation postale, afin de conserver et d'accroître la confiance de la clientèle à l'égard des services postaux et de parvenir ainsi à obtenir un avantage concurrentiel sur le marché.

2. Cette stratégie doit viser à:

2.1 améliorer la qualité de service de l'exploitation dans son ensemble;

2.2 rendre les employés davantage conscients de l'importance de la sécurité;

2.3 créer ou renforcer des services de sécurité;

2.4 assurer la diffusion, en temps opportun, d'informations relatives à l'exploitation, à la sécurité et aux enquêtes menées en la matière;

2.5 encourager la proposition aux législateurs de lois, de règlements et de mesures spécifiques destinés à améliorer la qualité et à renforcer la sécurité des services postaux dans le monde.

Deuxième partie

Règles applicables à la poste aux lettres et aux colis postaux

Chapitre 1

Offre de prestations

Article 10
Services de base

1. Les administrations postales assurent l'admission, le traitement, le transport et la distribution des envois de la poste aux lettres. Elles fournissent aussi les mêmes prestations pour les colis postaux soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leurs clients.

2. Les envois de la poste aux lettres sont classifiés selon l'un des deux systèmes suivants. Chaque administration postale est libre de choisir le système qu'elle applique à son trafic sortant.

3. Le premier système est fondé sur la vitesse de traitement des envois. Ces derniers sont alors répartis en:

3.1 envois prioritaires: envois transportés par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface) avec priorité; limites de poids: 2 kilogrammes en général, mais 5 kilogrammes dans les relations entre les administrations admettant de leurs clients des envois de cette catégorie, 5 kilogrammes pour les envois contenant des livres et brochures (service facultatif), 7 kilogrammes pour les cécogrammes;

3.2 envois non prioritaires: envois pour lesquels l'expéditeur a choisi un tarif moins élevé qui implique un délai de distribution plus long; limites de poids: identiques à celles sous 3.1.

4. Le second système est fondé sur le contenu des envois. Ces derniers sont alors répartis en:

4.1 lettres et cartes postales, collectivement dénommées «LC»; limite de poids: 2 kilogrammes, mais 5 kilogrammes dans les relations entre les administrations admettant de leurs clients des envois de cette catégorie;

4.2 imprimés, cécogrammes et petits paquets, collectivement dénommés «AO»; limites de poids: 2 kilogrammes pour les petits paquets, mais 5 kilogrammes dans les relations entre les administrations admettant de leurs clients des envois de cette catégorie, 5 kilogrammes pour les imprimés, 7 kilogrammes pour les cécogrammes.

5. Les sacs spéciaux contenant des imprimés (journaux, écrits périodiques, livres et autres), à l'adresse du même destinataire et de la même destination, sont dans les deux systèmes dénommés «sacs M»; limite de poids: 30 kilogrammes.

6. L'échange des colis dont le poids unitaire dépasse 20 kilogrammes est facultatif, avec un maximum de poids unitaire ne dépassant pas 50 kilogrammes.

7. D'une façon générale, les colis sont livrés aux destinataires dans le plus bref délai et conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Lorsque les colis ne sont pas livrés à domicile, les destinataires doivent, sauf impossibilité, être avisés sans retard de leur arrivée.

8. Tout pays dont l'administration postale ne se charge pas du transport des colis a la faculté de faire exécuter les clauses de la Convention par les entreprises de transport. Il peut, en même temps, limiter ce service aux colis en provenance ou à destination de localités desservies par ces entreprises. L'administration postale demeure responsable de l'exécution de la Convention et du Règlement concernant les colis postaux.

Article 11

Taxes d'affranchissement et surtaxes aériennes

1. L'administration d'origine fixe les taxes d'affranchissement pour le transport des envois de la poste aux lettres dans toute l'étendue de l'Union. Les taxes d'affranchissement comprennent la remise des envois au domicile des destinataires, pour autant que le service de distribution soit organisé dans les pays de destination pour les envois dont il s'agit.

2. Les taxes applicables aux envois prioritaires de la poste aux lettres comprennent les coûts supplémentaires éventuels de la transmission rapide.

3. Les administrations qui appliquent le système fondé sur le contenu des envois de la poste aux lettres sont autorisées à:

3.1 percevoir des surtaxes pour les envois-avion de la poste aux lettres;

3.2 percevoir pour les envois de surface transportés par la voie aérienne avec priorité réduite «S.A.L.» des surtaxes inférieures à celles qu'elles perçoivent pour les envois-avion;

3.3 fixer des taxes combinées pour l'affranchissement des envois-avion et des envois S.A.L., en tenant compte du coût de leurs prestations postales et des frais à payer pour le transport aérien.

4. Les administrations établissent les surtaxes à percevoir pour les colis-avion.

5. Les surtaxes doivent être en relation avec les frais de transport aérien et être uniformes pour au moins l'ensemble du territoire de chaque pays de destination, quel que soit l'acheminement utilisé; pour le calcul de la surtaxe applicable à un envoi-avion de la poste aux lettres, les administrations sont autorisées à tenir compte du poids des formules à l'usage du public éventuellement jointes.

6. L'administration d'origine a la faculté de concéder, pour les envois de la poste aux lettres contenant:

6.1 des journaux et écrits périodiques publiés dans son pays, une réduction qui ne peut en principe dépasser 50% du tarif applicable à la catégorie d'envois utilisée;

6.2 des livres et brochures, partitions de musique et cartes géographiques qui ne contiennent aucune publicité ou réclame autre que celle qui figure sur la couverture ou les pages de garde de ces objets, la même réduction que celle prévue sous 6.1.

7. L'administration d'origine a la faculté d'appliquer aux envois non normalisés des taxes différentes de celles applicables aux envois normalisés définis dans le Règlement de la poste aux lettres.

8. Les réductions des taxes selon 6 s'appliquent également aux envois transportés par avion, mais aucune réduction n'est accordée sur la partie de la taxe destinée à couvrir les frais de ce transport.

Article 12
Taxes spéciales

1. Aucune taxe de remise ne peut être perçue sur le destinataire pour les petits paquets d'un poids inférieur à 500 grammes. Lorsque les petits paquets de plus de 500 grammes sont frappés d'une taxe de remise en régime intérieur, la même taxe peut être perçue pour les petits paquets provenant de l'étranger.

2. Les administrations postales sont autorisées à percevoir, dans les cas mentionnés ci-après, les mêmes taxes que dans le régime intérieur.

2.1 Taxe de dépôt en dernière limite d'heure d'un envoi de la poste aux lettres, perçue sur l'expéditeur.

2.2 Taxe de dépôt en dehors des heures normales d'ouverture des guichets, perçue sur l'expéditeur.

2.3 Taxe d'enlèvement au domicile de l'expéditeur, perçue sur ce dernier.

2.4 Taxe de retrait d'un envoi de la poste aux lettres en dehors des heures normales d'ouverture des guichets, perçue sur le destinataire.

2.5 Taxe de poste restante, perçue sur le destinataire; en cas de renvoi d'un colis à l'expéditeur ou de réexpédition, le montant de la reprise ne peut dépasser le montant fixé par le Règlement concernant les colis postaux.

2.6 Taxe de magasinage pour tout envoi de la poste aux lettres dépassant 500 grammes et pour tout colis dont le destinataire n'a pas pris livraison dans les délais prescrits. Cette taxe ne s'applique pas aux cécogrammes. Pour les colis, elle est perçue par l'administration qui effectue la livraison, au profit des administrations dans les services desquelles le colis a été gardé au-delà des délais admis; en cas de renvoi du colis à l'expéditeur ou de réexpédition, le montant de la reprise ne peut dépasser le montant fixé par le Règlement concernant les colis postaux.

3. Lorsqu'un colis est normalement livré au domicile du destinataire, aucune taxe de livraison ne peut être perçue sur ce dernier. Lorsque la livraison au domicile du destinataire n'est normalement pas assurée, l'avis d'arrivée du colis doit être remis gratuitement. Dans ce cas, si la livraison au domicile du destinataire est offerte à titre facultatif en réponse à l'avis d'arrivée, une taxe de livraison peut être perçue sur le destinataire. Cette taxe doit être la même que celle appliquée au service intérieur.

4. Les administrations postales disposées à se charger des risques pouvant résulter du cas de force majeure sont autorisées à percevoir une taxe pour risque de force majeure dont le montant maximal est fixé par les Règlements.

Article 13
Envois recommandés

1. Les envois de la poste aux lettres peuvent être expédiés sous recommandation.

2. La taxe des envois recommandés doit être acquittée à l'avance. Elle se compose de la taxe d'affranchissement et d'une taxe fixe de recommandation dont le montant maximal est fixé par le Règlement de la poste aux lettres.

3. Dans les cas où des mesures de sécurité exceptionnelles sont nécessaires, les administrations postales peuvent percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires, en plus de la taxe mentionnée sous 2, les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure.

Article 14
Envois à livraison attestée

1. Les envois de la poste aux lettres peuvent être expédiés par le service des envois à livraison attestée dans les relations entre les administrations qui se chargent de ce service.

2. La taxe des envois à livraison attestée doit être acquittée à l'avance. Elle se compose de la taxe d'affranchissement et d'une taxe de livraison attestée fixée par l'administration d'origine. Cette taxe doit être inférieure à la taxe de recommandation.

Article 15
Envois avec valeur déclarée

1. Les envois prioritaires et non prioritaires et les lettres contenant des valeurs-papier, des documents ou des objets de valeur ainsi que les colis peuvent être échangés avec assurance du contenu pour la valeur déclarée par l'expéditeur. Cet échange est limité aux relations entre les administrations postales qui se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois, soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

2. Le montant de la déclaration de valeur est en principe illimité. Chaque administration a la faculté de limiter la déclaration de valeur, en ce qui la concerne, à un montant qui ne peut être inférieur à celui qui est fixé par les Règlements. Toutefois, la limite de valeur déclarée adoptée dans le service intérieur n'est applicable que si elle est égale ou supérieure au montant de l'indemnité fixée pour la perte d'un envoi recommandé ou d'un colis pesant 1 kilogramme. Le montant maximal est notifié en DTS aux Pays-membres de l'Union.

3. La taxe des envois avec valeur déclarée doit être acquittée à l'avance. Elle se compose:

3.1 pour les envois de la poste aux lettres, de la taxe d'affranchissement, de la taxe fixe de recommandation prévue à l'article 13.2 et d'une taxe d'assurance;

3.2 pour les colis, de la taxe principale, d'une taxe d'expédition perçue à titre facultatif et d'une taxe ordinaire d'assurance: les surtaxes aériennes et les taxes pour services spéciaux s'ajoutent éventuellement à la taxe principale; la taxe d'expédition ne doit pas dépasser la taxe de recommandation des envois de la poste aux lettres.

4. Au lieu de la taxe fixe de recommandation, les administrations postales ont la faculté de percevoir la taxe correspondante de leur service intérieur ou, exceptionnellement, une taxe dont le montant maximal est fixé par le Règlement de la poste aux lettres.

5. Le montant maximal de la taxe d'assurance est fixé par les Règlements.

5.1 Pour la poste aux lettres, cette taxe est applicable quel que soit le pays de destination, même dans les pays qui se chargent des risques pouvant résulter d'un cas de force majeure.

5.2 Pour les colis, la taxe éventuelle pour risques de force majeure sera fixée de manière que la somme totale formée par cette taxe et la taxe ordinaire d'assurance ne dépasse pas le montant maximal de la taxe d'assurance.

6. Dans les cas où des mesures de sécurité exceptionnelles sont nécessaires, les administrations peuvent percevoir sur les expéditeurs ou les destinataires, en plus des taxes mentionnées sous 3, 4 et 5, les taxes spéciales prévues par leur législation intérieure.

7. Les administrations postales ont le droit de fournir à leurs clients un service d'envois avec valeur déclarée correspondant à des spécifications autres que celles définies au présent article.

Article 16
Envois contre remboursement

1. Certains envois de la poste aux lettres et les colis peuvent être expédiés contre remboursement. L'échange des envois contre remboursement exige l'accord préalable des administrations d'origine et de destination.

Article 17
Envois exprès

1. A la demande des expéditeurs et à destination des pays dont les administrations se chargent de ce service, les envois sont livrés à domicile par porteur spécial aussitôt que possible après leur arrivée au bureau de distribution. Toute administration a le droit de limiter ce service aux envois prioritaires, aux envois-avion ou, s'il s'agit de la seule voie utilisée entre deux administrations, aux envois LC de surface.

2. Les administrations qui ont plusieurs filières de transmission du courrier de la poste aux lettres doivent faire passer les envois exprès par la filière de transmission interne la plus rapide, à l'arrivée de ceux-ci au bureau d'échange du courrier arrivant, et traiter ensuite ces envois le plus rapidement possible.

3. Les envois exprès sont soumis, en sus de la taxe d'affranchissement, à une taxe s'élevant au minimum au montant de l'affranchissement d'un envoi ordinaire prioritaire/non prioritaire, selon le cas, ou d'une lettre ordinaire de port simple, et au

maximum au montant fixé par les Règlements. Cette taxe doit être acquittée complètement à l'avance. Pour les colis, elle est due même si le colis ne peut être distribué par exprès, mais seulement l'avis d'arrivée.

4. Lorsque la remise par exprès entraîne des sujétions spéciales, une taxe complémentaire peut être perçue selon les dispositions relatives aux envois de même nature du régime intérieur. Pour les colis, cette taxe complémentaire reste exigible même si le colis est renvoyé à l'expéditeur ou réexpédié; dans ces cas, le montant de la reprise ne peut toutefois dépasser le maximum fixé par le Règlement concernant les colis postaux.

5. Si la réglementation de l'administration de destination le permet, les destinataires peuvent demander au bureau de distribution la livraison par exprès dès leur arrivée des envois qui leur sont destinés. Dans ce cas, l'administration de destination est autorisée à percevoir, au moment de la distribution, la taxe applicable dans son service intérieur.

Article 18
Avis de réception

1. L'expéditeur d'un envoi recommandé, d'un envoi à livraison attestée, d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée peut demander un avis de réception au moment du dépôt en payant une taxe dont le montant maximal est fixé par les Règlements. L'avis de réception est renvoyé à l'expéditeur par la voie la plus rapide (aérienne ou de surface).

2. Toutefois, pour les colis, les administrations peuvent limiter ce service aux colis avec valeur déclarée si cette limitation est prévue dans leur régime intérieur.

Article 19
Remise en main propre

1. A la demande de l'expéditeur et dans les relations entre les administrations postales qui ont donné leur consentement, les envois recommandés, les envois à livraison attestée et les envois avec valeur déclarée sont remis en main propre. Les administrations peuvent convenir de n'admettre cette faculté que pour les envois de l'espèce accompagnés d'un avis de réception. Dans tous les cas, l'expéditeur paie une taxe de remise en main propre dont le montant maximal est fixé par le Règlement de la poste aux lettres.

Article 20
Envois francs de taxes et de droits

1. Dans les relations entre les administrations postales qui se sont déclarées d'accord à cet égard, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau d'origine, la totalité des taxes et des droits dont les envois de la poste aux lettres et les colis postaux sont grevés à la livraison. Tant qu'un

envoi de la poste aux lettres n'a pas été remis au destinataire, l'expéditeur peut, postérieurement au dépôt, demander que l'envoi soit remis franc de taxes et de droits.

2. L'expéditeur doit s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par le bureau de destination. Le cas échéant, il doit effectuer un paiement provisoire.

3. L'administration d'origine perçoit sur l'expéditeur une taxe dont le montant maximal est fixé par les Règlements et qu'elle garde comme rémunération pour les services fournis dans le pays d'origine.

4. En cas de demande formulée postérieurement au dépôt d'un envoi de la poste aux lettres, l'administration d'origine perçoit en outre une taxe additionnelle dont le montant maximal est fixé par le Règlement.

5. L'administration de destination est autorisée à percevoir une taxe de commission dont le montant maximal est fixé par les Règlements. Cette taxe est indépendante de la taxe de présentation à la douane. Elle est perçue sur l'expéditeur au profit de l'administration de destination.

6. Toute administration postale a le droit de limiter le service des envois francs de taxes et de droits aux envois de la poste aux lettres recommandés et avec valeur déclarée.

Article 21
Service de correspondance commerciale-réponse internationale

1. Les administrations postales peuvent convenir entre elles de participer à un service facultatif «correspondance commerciale-réponse internationale» (CCRI). Mais toutes les administrations sont obligées d'assurer le service de retour des envois CCRI.

Article 22
Coupons-réponse internationaux

1. Les administrations postales ont la faculté de vendre des coupons-réponse internationaux émis par le Bureau international et d'en limiter la vente conformément à leur législation intérieure.

2. La valeur du coupon-réponse est fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Le prix de vente fixé par les administrations postales intéressées ne peut être inférieur à cette valeur.

3. Les coupons-réponse sont échangeables dans tout Pays-membre contre des timbres-poste et, si la législation intérieure du pays d'échange n'y fait pas obstacle, également contre des entiers postaux ou contre des marques ou empreintes d'affranchissement postal représentant l'affranchissement minimal d'un envoi prioritaire ordinaire de la poste aux lettres ou d'une lettre-avion ordinaire expédié à l'étranger.

4. L'administration postale d'un Pays-membre a, en outre, la faculté d'exiger le dépôt simultané des coupons-réponse et des envois à affranchir en échange de ces coupons-réponse.

Article 23
Colis fragiles. Colis encombrants

1. Tout colis contenant des objets pouvant se briser facilement et dont la manipulation doit être effectuée avec un soin particulier est dénommé «colis fragile».

2. Est dénommé «colis encombrant» tout colis:

2.1 dont les dimensions dépassent les limites fixées au Règlement concernant les colis postaux ou celles que les administrations peuvent fixer entre elles;

2.2 qui, par sa forme ou sa structure, ne se prête pas facilement au chargement avec d'autres colis ou qui exige des précautions spéciales.

3. Les colis fragiles et les colis encombrants sont passibles d'une taxe supplémentaire dont le montant maximal est fixé dans le Règlement concernant les colis postaux. Si le colis est fragile et encombrant, la taxe supplémentaire n'est perçue qu'une seule fois. Toutefois, les surtaxes aériennes relatives à ces colis ne subissent aucune majoration.

4. L'échange des colis fragiles et des colis encombrants est limité aux relations entre les administrations qui acceptent ces envois.

Article 24
Service de groupage «Consignment»

1. Les administrations postales peuvent convenir entre elles de participer à un service facultatif de groupage dénommé «Consignment» pour les envois groupés d'un seul expéditeur destinés à l'étranger.

2. Dans la mesure du possible, ce service est identifié par le logo défini au Règlement concernant les colis postaux.

3. Les détails de ce service sont fixés bilatéralement entre l'administration d'origine et celle de destination sur la base des dispositions définies par le Conseil d'exploitation postale.

Article 25
Envois non admis. Interdictions

1. Les envois qui ne remplissent pas les conditions requises par la Convention et les Règlements ne sont pas admis.

2. Sauf exceptions établies dans les Règlements, l'insertion des objets visés ci-après est interdite dans toutes les catégories d'envois:

2.1 les stupéfiants et les substances psychotropes;

2.2 les matières explosibles, inflammables ou autres matières dangereuses ainsi que les matières radioactives;

2.2.1 ne tombent pas sous le coup de cette interdiction:

2.2.1.1 les matières biologiques expédiées dans les envois de la poste aux lettres visées à l'article 44;

2.2.1.2 les matières radioactives expédiées dans les envois de la poste aux lettres et les colis postaux visées à l'article 26;

2.3 les objets obscènes ou immoraux;

2.4 les animaux vivants, sauf les exceptions prévues sous 3;

2.5 les objets dont l'importation ou la circulation est interdite dans le pays de destination;

2.6 les objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres envois ou l'équipement postal;

2.7 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

3. Sont toutefois admis:

3.1 dans les envois de la poste aux lettres autres que les envois avec valeur déclarée:

3.1.1 les abeilles, les sangsues et les vers à soie;

3.1.2 les parasites et les destructeurs d'insectes nocifs destinés au contrôle de ces insectes et échangés entre les institutions officiellement reconnues;

3.2 dans les colis, les animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par la réglementation postale des pays intéressés.

4. L'insertion des objets visés ci-après est interdite dans les colis postaux:

4.1 les documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle échangés entre l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux;

4.2 les correspondances de toute nature échangées entre des personnes autres que l'expéditeur et le destinataire ou les personnes habitant avec eux.

5. Il est interdit d'insérer des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux:

5.1 dans les envois de la poste aux lettres sans valeur déclarée; cependant, si la législation intérieure des pays d'origine et de destination le permet, ces objets peuvent être expédiés sous enveloppe close comme envois recommandés;

5.2 dans les colis sans valeur déclarée échangés entre deux pays qui admettent la déclaration de valeur; de plus, chaque administration a la faculté d'interdire l'insertion de l'or en lingots dans les envois avec ou sans valeur déclarée en provenance ou à destination de son territoire ou transmis en transit par son territoire; elle peut limiter la valeur réelle de ces envois.

6. Les imprimés et les cécogrammes:

6.1 ne peuvent porter aucune annotation ni contenir aucun document ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle;

6.2 ne peuvent contenir aucun timbre-poste, aucune formule d'affranchissement, oblitérés ou non, ni aucun papier représentatif d'une valeur.

7. Le traitement des envois admis à tort ressort des Règlements. Toutefois, les envois qui contiennent les objets visés sous 2.1, 2.2 et 2.3 ne sont en aucun cas acheminés à destination, ni livrés aux destinataires, ni renvoyés à l'origine.

Article 26
Matières radioactives

1. L'admission de matières radioactives conditionnées et emballées conformément aux dispositions respectives des Règlements est limitée aux relations entre les administrations postales qui se sont déclarées d'accord pour admettre ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

2. Lorsqu'elles sont expédiées dans les envois de la poste aux lettres, elles sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres et à la recommandation.

3. Les matières radioactives contenues dans les envois de la poste aux lettres ou les colis postaux doivent être acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes.

4. Les matières radioactives ne peuvent être déposées que par des expéditeurs dûment autorisés.

Article 27
Réexpédition

1. En cas de changement d'adresse du destinataire, les envois lui sont réexpédiés immédiatement aux conditions fixées par les Règlements.

2. Les envois ne sont cependant pas réexpédiés:

2.1 si l'expéditeur en a interdit la réexpédition par une annotation en une langue connue dans le pays de destination;

2.2 s'ils portent, en sus de l'adresse du destinataire, la mention «ou à l'occupant des lieux».

3. Les administrations postales qui perçoivent une taxe pour les demandes de réexpédition dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe dans le service international.

4. Aucun supplément de taxe n'est perçu pour les envois de la poste aux lettres réexpédiés de pays à pays, sauf les exceptions prévues au Règlement. Toutefois, les administrations qui perçoivent une taxe de réexpédition dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe pour les envois de la poste aux lettres du régime international réexpédiés dans leur propre service.

Article 28
Envois non distribuables

1. Les administrations postales assurent le renvoi des envois qui n'ont pu être remis aux destinataires pour une cause quelconque.

2. Le délai de garde des envois est fixé par les Règlements.

3. Tout colis qui ne peut être livré au destinataire ou qui est retenu d'office est traité selon les instructions données par l'expéditeur dans les limites fixées par le Règlement concernant les colis postaux.

4. Si l'expéditeur a fait abandon d'un colis qui n'a pu être livré au destinataire, ce colis est traité par l'administration de destination selon sa propre législation. Ni l'expéditeur ni d'autres administrations postales ne sont tenus de payer les taxes postales, droits de douane ou autres dont le colis pourrait être passible.

5. Les objets contenus dans un colis et dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, sans avis préalable et sans formalité judiciaire. La vente a lieu au profit de qui de droit, même en route, à l'aller et au retour. Si la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

6. Aucun supplément de taxe n'est perçu pour les envois non distribuables de la poste aux lettres renvoyés au pays d'origine, sauf les exceptions prévues au Règlement. Toutefois, les administrations qui perçoivent une taxe de renvoi dans leur service intérieur sont autorisées à percevoir cette même taxe pour les envois du régime international qui leur sont renvoyés.

7. Nonobstant les dispositions sous 6, lorsqu'une administration reçoit, pour retour à l'expéditeur, des envois déposés à l'étranger par des clients résidant sur son territoire, elle est autorisée à percevoir du ou des expéditeurs une taxe de traitement par envoi n'excédant pas la taxe d'affranchissement qui aurait été perçue si l'envoi avait été déposé à l'administration en question.

7.1 Aux fins des dispositions sous 7, le ou les expéditeurs s'entendent comme étant les personnes ou entités dont le nom figure sur l'adresse ou les adresses de retour.

Article 29
Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi de la poste aux lettres peut le faire retirer du service ou en faire modifier ou corriger l'adresse dans les conditions prescrites au Règlement.

2. Chaque administration postale est tenue d'accepter les demandes de retrait, de modification ou de correction d'adresse concernant tout envoi de la poste aux lettres déposé dans le service d'une autre administration, si sa législation le permet.

3. L'expéditeur doit payer, pour chaque demande, une taxe spéciale dont le montant maximal est fixé par les Règlements.

4. L'expéditeur d'un colis peut en demander le retour ou en faire modifier l'adresse. Il doit garantir le paiement des sommes exigibles pour toute nouvelle transmission.

5. Toutefois, les administrations ont la faculté de ne pas admettre les demandes visées sous 4 lorsqu'elles ne les acceptent pas dans leur régime intérieur.

Article 30
Réclamations

1. Les réclamations sont admises dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour du dépôt d'un envoi.

2. Chaque administration postale est tenue d'accepter les réclamations concernant tout envoi déposé dans le service d'une autre administration.

3. Les colis ordinaires et les colis avec valeur déclarée doivent faire l'objet de réclamations distinctes.

4. Le traitement des réclamations est gratuit. Toutefois, si l'emploi du service EMS est demandé, les frais supplémentaires sont en principe à la charge du demandeur.

Article 31
Contrôle douanier

1. L'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination sont autorisées à soumettre les envois au contrôle douanier, selon la législation de ces pays.

2. Les envois soumis au contrôle douanier peuvent être frappés, au titre postal, d'une taxe de présentation à la douane dont le montant maximal est fixé par les Règlements. Cette taxe n'est perçue qu'au titre de la présentation à la douane et du dédouanement des envois qui ont été frappés de droits de douane ou de tout autre droit de même nature.

Article 32
Taxe de dédouanement

1. Les administrations postales qui ont obtenu l'autorisation d'opérer le dédouanement au nom des clients sont autorisées à percevoir sur les clients une taxe basée sur les coûts réels de l'opération.

Article 33
Droits de douane et autres droits

1. Les administrations postales sont autorisées à percevoir sur les expéditeurs ou sur les destinataires des envois, selon le cas, les droits de douane et tous autres droits éventuels.

Chapitre 2

Responsabilité

Article 34
Responsabilité des administrations postales. Indemnités

1. Généralités

1.1 Sauf dans les cas prévus à l'article 35, les administrations postales répondent:

1.1.1 de la perte, de la spoliation ou de l'avarie des envois recommandés, des colis ordinaires et des envois avec valeur déclarée;

1.1.2 de la perte des envois à livraison attestée.

1.2 Lorsque la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu à indemnisation, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées, à l'exception de la taxe d'assurance.

2. Envois recommandés

2.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement de la poste aux lettres. Si l'expéditeur réclame un montant inférieur au montant fixé dans le Règlement de la poste aux lettres, les administrations ont la faculté de payer ce montant moindre et d'être remboursées sur cette base par les autres administrations éventuellement concernées.

2.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi recommandé, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas

dépasser le montant fixé par le Règlement de la poste aux lettres en cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

3. Envois à livraison attestée

3.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi à livraison attestée, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes acquittées.

4. Colis ordinaires

4.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité fixée par le Règlement concernant les colis postaux.

4.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un colis ordinaire, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant fixé par le Règlement concernant les colis postaux en cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

4.3 Les administrations postales peuvent convenir d'appliquer dans leurs relations réciproques le montant par colis fixé par le Règlement concernant les colis postaux, sans égard au poids du colis.

5. Envois avec valeur déclarée

5.1 En cas de perte, de spoliation totale ou d'avarie totale d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant, en DTS, de la valeur déclarée.

5.2 En cas de spoliation partielle ou d'avarie partielle d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur a droit à une indemnité qui correspond, en principe, au montant réel de la spoliation ou de l'avarie. Elle ne peut toutefois en aucun cas dépasser le montant, en DTS, de la valeur déclarée. Les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération.

6. Dans les cas visés sous 4 et 5, l'indemnité est calculée d'après le prix courant, converti en DTS, des objets ou marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où l'envoi a été accepté au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire des objets ou marchandises évalués sur les mêmes bases.

7. Lorsqu'une indemnité est due pour la perte, la spoliation totale ou l'avarie totale d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée, l'expéditeur ou, selon le cas, le destinataire a droit, en outre, à la restitution des taxes et droits acquittés, à l'exception de la taxe de recommandation ou d'assurance. Il en est de même des envois recommandés, des colis ordinaires ou des envois avec valeur déclarée refusés par les destinataires à cause de leur mauvais état, si celui-ci est imputable au service postal et engage sa responsabilité.

8. Par dérogation aux dispositions prévues sous 2, 4 et 5, le destinataire a droit à l'indemnité après avoir pris livraison d'un envoi recommandé, d'un colis ordinaire ou d'un envoi avec valeur déclarée spolié ou avarié.

9. L'administration d'origine a la faculté de verser aux expéditeurs dans son pays les indemnités prévues par sa législation intérieure pour les envois recommandés et les colis sans valeur déclarée, à condition qu'elles ne soient pas inférieures à celles qui sont fixées sous 2.1 et 4.1. Il en est de même pour l'administration de destination lorsque l'indemnité est payée au destinataire. Les montants fixés sous 2.1 et 4.1 restent cependant applicables:

9.1 en cas de recours contre l'administration responsable;

9.2 si l'expéditeur se désiste de ses droits en faveur du destinataire ou inversement.

Article 35
Non-responsabilité des administrations postales

1. Les administrations postales cessent d'être responsables des envois recommandés, des envois à livraison attestée, des colis et des envois avec valeur déclarée dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur réglementation pour les envois de même nature. La responsabilité est toutefois maintenue:

1.1 lorsqu'une spoliation ou une avarie est constatée soit avant la livraison, soit lors de la livraison de l'envoi;

1.2 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, le destinataire, le cas échéant l'expéditeur s'il y a renvoi à l'origine, formule des réserves en prenant livraison d'un envoi spolié ou avarié;

1.3 lorsque, la réglementation intérieure le permettant, l'envoi recommandé a été distribué dans une boîte aux lettres et que le destinataire déclare ne pas l'avoir reçu lors de la procédure de réclamation;

1.4 lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi à l'origine, l'expéditeur d'un colis ou d'un envoi avec valeur déclarée, nonobstant décharge donnée régulièrement, déclare sans délai à l'administration qui lui a livré l'envoi avoir constaté un dommage; il doit administrer la preuve que la spoliation ou l'avarie ne s'est pas produite après la livraison.

2. Les administrations postales ne sont pas responsables:

2.1 en cas de force majeure, sous réserve de l'article 12.4;

2.2 lorsque, la preuve de leur responsabilité n'ayant pas été administrée autrement, elles ne peuvent rendre compte des envois par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure;

2.3 lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou provient de la nature du contenu;

2.4 lorsqu'il s'agit d'envois dont le contenu tombe sous le coup des interdictions prévues à l'article 25, et pour autant que ces envois aient été confisqués ou détruits par l'autorité compétente en raison de leur contenu;

2.5 en cas de saisie, en vertu de la législation du pays de destination, selon notification de l'administration de ce pays;

2.6 lorsqu'il s'agit d'envois avec valeur déclarée ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu;

2.7 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai de six mois à compter du lendemain du jour de dépôt de l'envoi;

2.8 lorsqu'il s'agit de colis de prisonniers de guerre et d'internés civils.

3. Les administrations postales n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme que celles-ci soient faites, et des décisions prises par les services de la douane lors de la vérification des envois soumis au contrôle douanier.

Article 36
Responsabilité de l'expéditeur

1. L'expéditeur d'un envoi est responsable de tous les dommages causés aux autres envois postaux par suite de l'expédition d'objets non admis au transport ou de la non-observation des conditions d'admission.

2. L'expéditeur est responsable dans les mêmes limites que les administrations postales.

3. L'expéditeur demeure responsable même si le bureau de dépôt accepte un tel envoi.

4. En revanche, l'expéditeur n'est pas responsable s'il y a eu faute ou négligence des administrations postales ou des transporteurs.

Article 37
Paiement de l'indemnité

1. Sous réserve du droit de recours contre l'administration responsable, l'obligation de payer l'indemnité et de restituer les taxes et droits incombe, selon le cas, à l'administration d'origine ou à l'administration de destination.

2. L'expéditeur a la faculté de se désister de ses droits à l'indemnité en faveur du destinataire. Inversement, le destinataire a la faculté de se désister de ses droits en faveur de l'expéditeur. L'expéditeur ou le destinataire peut autoriser une tierce personne à recevoir l'indemnité si la législation intérieure le permet.

3. L'administration d'origine ou de destination, selon le cas, est autorisée à désintéresser l'ayant droit pour le compte de l'administration qui, ayant participé au

transport et régulièrement saisie, a laissé s'écouler deux mois et, si l'affaire a été signalée par télécopie ou par tout autre moyen électronique permettant de confirmer la réception de la réclamation, trente jours sans donner de solution définitive à l'affaire ou sans avoir signalé:

3.1 que le dommage paraissait dû à un cas de force majeure;

3.2 que l'envoi avait été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu ou saisi en vertu de la législation du pays de destination.

4. L'administration d'origine ou de destination, selon le cas, est aussi autorisée à désintéresser l'ayant droit dans le cas où la formule de réclamation est insuffisamment remplie et a dû être retournée pour complément d'information, entraînant le dépassement du délai prévu sous 3.

5. S'agissant d'une réclamation relative à un envoi contre remboursement, l'administration d'origine est autorisée à désintéresser l'ayant droit à hauteur du montant du remboursement pour le compte de l'administration de destination qui, régulièrement saisie, a laissé s'écouler deux mois sans donner de solution définitive à l'affaire.

Article 38
Récupération éventuelle de l'indemnité sur l'expéditeur ou sur le destinataire

1. Si, après paiement de l'indemnité, un envoi recommandé, un colis ou un envoi avec valeur déclarée ou une partie du contenu antérieurement considéré comme perdu est retrouvé, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, est avisé que l'envoi est tenu à sa disposition pendant une période de trois mois, contre remboursement du montant de l'indemnité payée. Il lui est demandé, en même temps, à qui l'envoi doit être remis. En cas de refus ou de non-réponse dans le délai imparti, la même démarche est effectuée auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas.

2. Si l'expéditeur et le destinataire renoncent à prendre livraison de l'envoi, celui-ci devient la propriété de l'administration ou, s'il y a lieu, des administrations qui ont supporté le dommage.

3. En cas de découverte ultérieure d'un envoi avec valeur déclarée dont le contenu est reconnu comme étant de valeur inférieure au montant de l'indemnité payée, l'expéditeur ou le destinataire, selon le cas, doit rembourser le montant de cette indemnité contre remise de l'envoi, sans préjudice des conséquences découlant de la déclaration frauduleuse de valeur.

Article 39
Echange des envois

1. Les administrations peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, aussi bien des dépêches closes que des envois à découvert, sur la base des dispositions des Règlements.

2. Lorsque des circonstances extraordinaires obligent une administration postale à suspendre temporairement et d'une manière générale ou partielle l'exécution de services, elle doit informer immédiatement les administrations intéressées.

3. Lorsque le transport en transit de courrier à travers un pays a lieu sans participation de l'administration postale de ce pays, cette dernière doit en être informée d'avance. Cette forme de transit n'engage pas la responsabilité de l'administration postale du pays de transit.

4. Les administrations ont la faculté d'expédier par avion, avec priorité réduite, les dépêches d'envois de surface, sous réserve de l'accord des administrations qui reçoivent ces dépêches dans les aéroports de leur pays.

Article 40
Echange de dépêches closes avec des unités militaires

1. Des dépêches closes de la poste aux lettres peuvent être échangées par l'intermédiaire des services territoriaux, maritimes ou aériens d'autres pays:

1.1 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies;

1.2 entre les commandants de ces unités militaires;

1.3 entre les bureaux de poste de l'un des Pays-membres et les commandants de divisions navales ou aériennes, de navires de guerre ou d'avions militaires de ce même pays en station à l'étranger;

1.4 entre les commandants de divisions navales ou aériennes, de navires de guerre ou d'avions militaires du même pays.

2. Les envois de la poste aux lettres compris dans les dépêches visées sous 1 doivent être exclusivement à l'adresse ou en provenance des membres des unités militaires ou des états-majors et des équipages des navires ou avions de destination ou expéditeurs des dépêches. Les tarifs et les conditions d'envoi qui leur sont applicables sont déterminés, d'après sa réglementation, par l'administration postale du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou auquel appartiennent les navires ou les avions.

3. Sauf entente spéciale, l'administration postale du pays qui a mis à disposition l'unité militaire ou dont relèvent les navires de guerre ou avions militaires est redevable, envers les administrations concernées, des frais de transit des dépêches, des frais terminaux et des frais de transport aérien.

Article 41
Détermination de la responsabilité entre les administrations postales

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu l'envoi sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la remise au destinataire ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à une autre administration.

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les administrations en cause supportent le dommage à parts égales. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un colis ordinaire et que le montant de l'indemnité ne dépasse pas le montant calculé selon l'article 34.4.1 pour un colis de 1 kilogramme, cette somme est supportée, à parts égales, par les administrations d'origine et de destination, à l'exclusion des administrations intermédiaires.

3. En ce qui concerne les envois avec valeur déclarée, la responsabilité d'une administration à l'égard des autres administrations n'est en aucun cas engagée au-delà du maximum de déclaration de valeur qu'elle a adopté.

4. Les administrations postales qui n'assurent pas le service des envois avec valeur déclarée assument, pour de tels envois transportés en dépêches closes, la responsabilité prévue pour les envois recommandés, respectivement pour les colis ordinaires. Cette disposition s'applique également lorsque les administrations postales n'acceptent pas la responsabilité des valeurs pour les transports effectués à bord des navires ou des avions qu'elles utilisent.

5. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un envoi avec valeur déclarée s'est produite sur le territoire ou dans le service d'une administration intermédiaire qui n'assure pas le service des envois avec valeur déclarée, l'administration d'origine supporte le dommage non couvert par l'administration intermédiaire. La même règle est applicable si le montant du dommage est supérieur au maximum de valeur déclarée adopté par l'administration intermédiaire.

6. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'a pu être obtenue tombent à la charge des administrations responsables de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

7. L'administration qui a effectué le paiement de l'indemnité est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Chapitre 3

Dispositions particulières à la poste aux lettres

Article 42
Objectifs en matière de qualité de service

1. Les administrations doivent fixer un délai pour le traitement des envois prioritaires et envois-avion ainsi que pour celui des envois non prioritaires et de surface à destination ou en provenance de leur pays. Ce délai ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur.

2. Les administrations d'origine doivent publier les objectifs en matière de qualité de service pour les envois prioritaires et envois-avion à destination de l'étranger en prenant comme point de repère les délais fixés par les administrations d'origine et de destination et comprenant le temps de transport.

3. Les administrations postales entreprennent de vérifier périodiquement le respect des délais établis soit dans le cadre des enquêtes organisées par le Bureau international ou par les Unions restreintes, soit sur la base d'accords bilatéraux.

4. Il est également souhaitable que les administrations postales vérifient périodiquement le respect des délais établis au moyen d'autres systèmes de contrôle, notamment des contrôles externes.

5. Autant que possible, les administrations appliquent des systèmes de contrôle de la qualité de service pour les dépêches de courrier international (aussi bien arrivant que partant); il s'agit d'une évaluation effectuée, dans la mesure du possible, à partir du dépôt jusqu'à la distribution (de bout en bout).

6. Tous les Pays-membres fournissent au Bureau international des informations actualisées sur les heures limites d'arrivée du moyen de transport (LTAT) qui leur servent de référence dans l'exploitation de leur service postal international. Ils avisent le Bureau international des changements éventuels dès que ceux-ci sont prévus afin de lui permettre de communiquer ces changements aux administrations postales avant l'application de ceux-ci.

7. Autant que possible, des informations doivent être fournies séparément pour les flux de courrier prioritaire et non prioritaire.

Article 43
Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs résidant sur son territoire déposent ou font déposer dans un pays étranger, en vue de bénéficier des conditions tarifaires plus favorables qui y sont appliquées.

2. Les dispositions prévues sous 1 s'appliquent sans distinction soit aux envois de la poste aux lettres préparés dans le pays de résidence de l'expéditeur et transportés ensuite à travers la frontière, soit aux envois de la poste aux lettres confectionnés dans un pays étranger.

3. L'administration de destination a le droit d'exiger de l'expéditeur et, à défaut, de l'administration de dépôt le paiement des tarifs intérieurs. Si ni l'expéditeur ni l'administration de dépôt n'accepte de payer ces tarifs dans un délai fixé par l'administration de destination, celle-ci peut soit renvoyer les envois à l'administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa propre législation.

4. Aucun Pays-membre n'est tenu d'acheminer ni de distribuer aux destinataires les envois de la poste aux lettres que des expéditeurs ont déposés ou fait déposer en grande quantité dans un pays autre que celui où ils résident si le montant des frais terminaux à percevoir s'avère moins élevé que le montant qui aurait été perçu si les envois avaient été déposés dans le pays de résidence des expéditeurs. Les administrations de destination ont le droit d'exiger de l'administration de dépôt une rémunération en rapport avec les coûts supportés, qui ne pourra être supérieure au montant le plus élevé des deux formules suivantes: soit 80% du tarif intérieur applicable à des envois équivalents, soit 0,14 DTS par envoi plus 1 DTS par kilogramme. Si l'administration de dépôt n'accepte pas de payer le montant réclamé dans un délai fixé par l'administration de destination, celle-ci peut soit retourner les envois à l'administration de dépôt en ayant le droit d'être remboursée des frais de renvoi, soit les traiter conformément à sa propre législation.

Article 44
Matières biologiques admissibles

1. Les matières biologiques périssables, les substances infectieuses et le gaz carbonique solide (neige carbonique), lorsqu'il est employé pour réfrigérer des substances infectieuses, ne peuvent être acheminés par le courrier que dans le cadre d'échanges entre des laboratoires qualifiés officiellement reconnus. Ces marchandises dangereuses peuvent être acceptées dans le courrier en vue de leur acheminement par avion, à condition que la législation nationale, les instructions techniques en vigueur de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et les règlements de l'IATA concernant les marchandises dangereuses le permettent.

2. Les matières biologiques périssables et les substances infectieuses conditionnées et emballées selon les dispositions respectives du Règlement sont soumises au tarif des envois prioritaires ou au tarif des lettres recommandées. Il est permis de soumettre le traitement postal de ces envois à l'acquittement d'une surtaxe.

2.1 L'admission de matières biologiques périssables et de substances infectieuses est limitée aux Pays-membres dont les administrations postales se sont déclarées d'accord pour accepter ces envois soit dans leurs relations réciproques, soit dans un seul sens.

2.2 Ces substances ou matières sont acheminées par la voie la plus rapide, normalement par la voie aérienne, sous réserve de l'acquittement des surtaxes aériennes correspondantes, et bénéficient de la priorité à la livraison.

Article 45
Courrier électronique

1. Les administrations postales peuvent convenir entre elles de participer aux services de courrier électronique.

2. Le courrier électronique est un service postal qui utilise la voie des télécommunications pour transmettre, conformes à l'original et en quelques secondes, des messages reçus de l'expéditeur sous forme physique ou électronique et qui doivent être remis au destinataire sous forme physique ou électronique. Dans le cas de la

remise sous forme physique, les informations sont en général transmises par voie électronique sur la plus grande distance possible et reproduites sous forme physique aussi près que possible du destinataire. Les messages sous forme physique sont remis sous pli au destinataire comme envoi de la poste aux lettres.

3. Les tarifs relatifs au courrier électronique sont fixés par les administrations en considération des coûts et des exigences du marché.

Article 46
Frais de transit

1. Sous réserve de l'article 52, les dépêches closes échangées entre deux administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services d'une ou de plusieurs autres administrations (services tiers) sont soumises au paiement des frais de transit. Ceux-ci constituent une rétribution pour les prestations concernant le transit territorial, le transit maritime et le transit aérien.

2. Les envois à découvert peuvent également être soumis à des frais de transit.

3. Les modalités d'application et les barèmes ressortent du Règlement de la poste aux lettres.

Article 47
Frais terminaux. Dispositions générales

1. Sous réserve de l'article 52, chaque administration qui reçoit d'une autre administration des envois de la poste aux lettres a le droit de percevoir de l'administration expéditrice une rémunération pour les frais occasionnés par le courrier international reçu.

2. Pour l'application des dispositions concernant la rémunération des frais terminaux, les administrations postales sont classées comme «pays industrialisés» ou «pays en développement», conformément à la liste établie à cet effet par le Congrès.

3. Les dispositions de la présente Convention concernant le paiement des frais terminaux constituent des mesures transitoires conduisant à l'adoption d'un système de paiement tenant compte d'éléments propres à chaque pays.

4. Accès au régime intérieur

4.1 Chaque administration met à la disposition des autres administrations l'ensemble des tarifs, termes et conditions qu'elle offre dans son régime intérieur, dans des conditions identiques, à ses clients nationaux.

4.2 Une administration expéditrice peut, à des conditions comparables, demander à l'administration d'un pays industrialisé de destination de bénéficier des mêmes conditions que cette dernière a prévues avec ses clients nationaux pour des envois équivalents.

4.3 Les administrations des pays en développement doivent indiquer si elles autorisent l'accès aux conditions mentionnées sous 4.1.

4.3.1 Lorsqu'une administration d'un pays en développement déclare autoriser l'accès aux conditions offertes dans son régime intérieur, cette autorisation s'applique à l'ensemble des administrations de l'Union de manière non discriminatoire.

4.4 Il appartient à l'administration de destination de décider si les conditions d'accès à son régime intérieur sont remplies par l'administration d'origine.

5. Les taux des frais terminaux du courrier en nombre ne doivent pas être supérieurs aux taux les plus favorables appliqués par l'administration de destination en vertu d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux concernant les frais terminaux. Il appartient à l'administration de destination de juger si l'administration d'origine a rempli ou non les conditions d'accès.

6. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à modifier les rémunérations mentionnées aux articles 48 à 51 dans l'intervalle entre deux Congrès. La révision qui pourrait être faite devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives et prendre en considération l'ensemble des dispositions sur les frais terminaux de la Convention et du Règlement de la poste aux lettres. La modification éventuelle qui pourrait être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

7. Toute administration peut renoncer totalement ou partiellement à la rémunération prévue sous 1.

8. Les administrations intéressées peuvent, par accord bilatéral ou multilatéral, appliquer d'autres systèmes de rémunération pour le règlement des comptes au titre des frais terminaux.

Article 48
Frais terminaux. Dispositions applicables aux échanges entre pays industrialisés

1. La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, y compris le courrier en nombre, à l'exclusion des sacs M, est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme reflétant les coûts de traitement dans le pays de destination; ces coûts doivent être en relation avec les tarifs intérieurs. Le calcul des taux s'effectue selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. Pour les années 2001 à 2003, les taux par envoi et par kilogramme ne pourront être supérieurs à ceux qui ont été calculés à partir de 60% de la taxe d'une lettre de 20 grammes du régime intérieur, ni dépasser les taux suivants:

2.1 pour l'année 2001, 0,158 DTS par envoi et 1.684 DTS par kilogramme;

2.2 pour l'année 2002, 0,172 DTS par envoi et 1.684 DTS par kilogramme;

2.3 pour l'année 2003, 0,215 DTS par envoi et 1.684 DTS par kilogramme.

3. Pour les années 2004 et 2005, le Conseil d'exploitation postale déterminera le pourcentage final des tarifs approprié à chaque pays industrialisé en fonction des relations entre les coûts et les tarifs de chaque pays.

4. Pour la période de 2001 à 2005, les taux à appliquer ne pourront pas être inférieurs à 0,147 DTS par envoi et 1,491 DTS par kilogramme.

5. Pour les sacs M, le taux à appliquer est de 0,653 DTS par kilogramme.

5.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

6. L'administration de destination a le droit de percevoir une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi au titre de la distribution des envois recommandés et de 1 DTS par envoi au titre de la distribution des envois avec valeur déclarée.

7. Les dispositions prévues entre pays industrialisés s'appliquent à tout pays en développement déclarant vouloir s'y conformer et souhaitant être considéré comme un pays industrialisé pour les effets des dispositions des articles 48 à 50 et de celles du Règlement de la poste aux lettres s'y rapportant.

Article 49
Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier des pays en développement à destination des pays industrialisés

1. Rémunération

1.1 La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, à l'exclusion des sacs M, est de 3,427 DTS par kilogramme.

1.2 Pour les sacs M, le taux à appliquer est de 0,653 DTS par kilogramme.

1.2.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

1.3 L'administration de destination a le droit de percevoir une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi au titre de la distribution des envois recommandés et de 1 DTS par envoi au titre de la distribution des envois avec valeur déclarée.

2. Mécanisme de révision

2.1 Une administration expéditrice d'un flux de courrier de plus de 150 tonnes par an peut obtenir la révision du taux indiqué sous 1.1 lorsque, dans une relation donnée, elle constate que le nombre moyen d'envois contenus dans un kilogramme de courrier expédié est inférieur à 14.

2.2 Une administration destinataire d'un flux de courrier de plus de 150 tonnes par an peut obtenir la révision du taux indiqué sous 1.1 lorsque, dans une relation donnée, elle constate que le nombre moyen d'envois contenus dans un kilogramme de courrier reçu est supérieur à 21.

2.3 La révision est effectuée selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

3. Mécanisme d'harmonisation des systèmes

3.1 Lorsqu'une administration destinataire d'un flux de courrier de plus de 50 tonnes par an constate que le poids annuel de ce flux dépasse le seuil calculé selon les conditions précisées au Règlement de la poste aux lettres, elle peut appliquer au courrier excédant ce seuil le système de rémunération prévu à l'article 48, à condition qu'elle n'ait pas appliqué le mécanisme de révision.

4. Courrier en nombre

4.1 La rémunération pour le courrier en nombre est établie d'après l'application des taux par envoi et par kilogramme prévus à l'article 48.1.

Article 50
Frais terminaux. Dispositions applicables aux flux de courrier des pays industrialisés à destination des pays en développement

1. Rémunération

1.1 La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, à l'exclusion des sacs M, est de 3,427 DTS par kilogramme.

1.1.1 Les frais terminaux découlant de l'application du taux indiqué sous 1.1 sont majorés de 7,5% au titre d'un fonds pour le financement de l'amélioration de la qualité de service dans les pays en développement.

1.2 Pour les sacs M, le taux à appliquer est de 0.653 DTS par kilogramme.

1.2.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

1.3 L'administration de destination a le droit de percevoir une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi au titre de la distribution des envois recommandés et de 1 DTS par envoi au titre de la distribution des envois avec valeur déclarée.

2. Mécanisme de révision

2.1 Une administration destinataire d'un flux de courrier de plus de 150 tonnes par an peut obtenir la révision du taux lorsque, dans une relation donnée, elle constate que le nombre moyen d'envois contenus dans un kilogramme de courrier reçu est supérieur à 21.

2.2 La révision est effectuée selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

3. Courrier en nombre

3.1 Les administrations qui n'autorisent pas l'accès aux conditions offertes dans le régime intérieur peuvent demander. pour le courrier en nombre reçu. une rémunération de 0.14 DTS par envoi et de 1 DTS par kilogramme.

3.2 Les administrations qui autorisent l'accès aux conditions offertes dans le régime intérieur peuvent appliquer au courrier en nombre reçu une rémunération correspondant aux tarifs intérieurs. majorés de 9%, offerts aux clients nationaux pour les envois de l'espèce. sans pouvoir dépasser les taux indiqués à l'article 48.2.

Article 51
Frais terminaux. Dispositions applicables aux échanges entre pays en développement

1. Rémunération

1.1 La rémunération pour les envois de la poste aux lettres, à l'exclusion des sacs M, est de 3,427 DTS par kilogramme.

1.2 Pour les sacs M, le taux à appliquer est de 0,653 DTS par kilogramme.

1.2.1 Les sacs M de moins de 5 kilogrammes sont considérés comme pesant 5 kilogrammes pour la rémunération des frais terminaux.

1.3 L'administration de destination a le droit de percevoir une rémunération supplémentaire de 0,5 DTS par envoi au titre de la distribution des envois recommandés et de 1 DTS par envoi au titre de la distribution des envois avec valeur déclarée.

2. Mécanisme de révision

2.1 Une administration destinataire d'un flux de courrier de plus de 150 tonnes par an peut obtenir la révision du taux lorsque, dans une relation donnée, elle constate que le nombre moyen d'envois contenus dans un kilogramme de courrier reçu est supérieur à 21.

2.2 La révision est effectuée selon les conditions précisées dans le Règlement de la poste aux lettres.

3. Courrier en nombre

3.1 Les administrations qui n'autorisent pas l'accès aux conditions offertes dans le régime intérieur peuvent demander, pour le courrier en nombre reçu, une rémunération de 0,14 DTS par envoi et de 1 DTS par kilogramme.

3.2 Les administrations qui autorisent l'accès aux conditions offertes dans le régime intérieur peuvent appliquer au courrier en nombre reçu une rémunération correspondant aux tarifs intérieurs, majorés de 9%, offerts aux clients nationaux pour les envois de l'espèce, sans pouvoir dépasser les taux indiqués à l'article 48.2.

Article 52
Exemption de frais de transit et de frais terminaux

1. Sont exempts des frais de transit territorial ou maritime et des frais terminaux les envois de la poste aux lettres relatifs au service postal mentionnés à l'article 8.2.2 et les envois postaux non distribués retournés à l'origine dans des dépêches closes. Les envois de récipients vides sont exempts des frais terminaux, mais non pas des frais de transit dont le paiement incombe à l'administration postale propriétaire des récipients.

Article 53
Frais de transport aérien

1. Les frais de transport pour tout le parcours aérien sont:

1.1 lorsqu'il s'agit de dépêches closes, à la charge de l'administration du pays d'origine;

1.2 lorsqu'il s'agit d'envois prioritaires et d'envois-avion en transit à découvert, y compris ceux qui sont mal acheminés, à la charge de l'administration qui remet les envois à une autre administration.

2. Ces mêmes règles sont applicables aux envois exempts de frais de transit territorial et maritime, aux termes de l'article 52, s'ils sont acheminés par avion.

3. Chaque administration de destination qui assure le transport aérien du courrier international à l'intérieur de son pays a droit au remboursement des coûts supplémentaires occasionnés par ce transport, pourvu que la distance moyenne pondérée des parcours effectués dépasse 300 kilomètres. Sauf accord prévoyant la gratuité, les frais doivent être uniformes pour toutes les dépêches prioritaires et les dépêches-avion provenant de l'étranger, que ce courrier soit réacheminé ou non par voie aérienne.

4. Cependant, lorsque la compensation des frais terminaux perçue par l'administration de destination est fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs, aucun remboursement supplémentaire au titre des frais de transport aérien intérieur n'est effectué.

5. L'administration de destination exclut, en vue du calcul de la distance moyenne pondérée, le poids de toutes les dépêches pour lesquelles le calcul de la compensation des frais terminaux est spécifiquement fondé sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs de l'administration de destination.

6. Sauf entente spéciale entre les administrations intéressées, les barèmes des frais de transit figurant dans le Règlement s'appliquent aux dépêches-avion pour leurs parcours territoriaux ou maritimes éventuels. Toutefois, ne donnent lieu à aucun paiement de frais de transit territorial:

6.1 le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;

6.2 le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces dépêches en vue de leur réacheminement.

Article 54
Taux de base et calcul des frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre administrations au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est

calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes, des envois prioritaires et des envois-avion en transit à découvert, de même que les modes de décompte y relatifs, ressortent du Règlement de la poste aux lettres.

Chapitre 4

Dispositions particulières aux colis postaux

Article 55
Objectifs en matière de qualité de service

1. Les administrations de destination doivent fixer un délai pour le traitement des colis-avion à destination de leur pays. Ce délai, augmenté du temps normalement requis pour le dédouanement, ne doit pas être moins favorable que celui appliqué aux envois comparables de leur service intérieur.

2. Les administrations de destination doivent également, autant que possible, fixer un délai pour le traitement des colis de surface à destination de leur pays.

3. Les administrations d'origine fixent des objectifs en matière de qualité pour les colis-avion et les colis de surface à destination de l'étranger, en prenant comme point de repère les délais fixés par les administrations de destination.

4. Les administrations vérifient les résultats effectifs par rapport aux objectifs qu'elles ont fixés en matière de qualité de service.

Article 56
Quote-part territoriale d'arrivée

1. Les colis échangés entre deux administrations postales sont soumis aux quotes-parts territoriales d'arrivée pour chaque pays et pour chaque colis, calculées en combinant le taux indicatif par colis et le taux indicatif par kilogramme fixés par le Règlement.

2. Tenant compte des taux indicatifs ci-dessus, les administrations fixent leurs quotes-parts territoriales d'arrivée afin que celles-ci soient en relation avec les frais de leur service.

3. Les quotes-parts visées sous 1 et 2 sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que la présente Convention ne prévoie des dérogations à ce principe.

4. Les quotes-parts territoriales d'arrivée doivent être uniformes pour l'ensemble du territoire de chaque pays.

Article 57
Quote-part territoriale de transit

1. Les colis échangés entre deux administrations ou entre deux bureaux du même pays au moyen des services terrestres d'une ou de plusieurs autres administrations sont soumis, au profit des pays dont les services participent à l'acheminement territorial, aux quotes-parts territoriales de transit fixées par le Règlement selon l'échelon de distance.

2. Pour les colis en transit à découvert, les administrations intermédiaires sont autorisées à réclamer la quote-part forfaitaire par envoi fixée par le Règlement.

3. Les quotes-parts visées sous 1 et 2 sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que la présente Convention ne prévoie des dérogations à ce principe.

4. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à réviser et à modifier les quotes-parts territoriales de transit dans l'intervalle entre deux Congrès. La révision, qui pourra être faite grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux administrations effectuant des opérations de transit, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

5. Aucune quote-part territoriale de transit n'est due pour:

5.1 le transbordement des dépêches-avion entre deux aéroports desservant une même ville;

5.2 le transport de ces dépêches entre un aéroport desservant une ville et un entrepôt situé dans cette même ville et le retour de ces mêmes dépêches en vue de leur réacheminement.

Article 58
Quote-part maritime

1. Chacun des pays dont les services participent au transport maritime de colis est autorisé à réclamer les quotes-parts maritimes visées sous 2. Ces quotes-parts sont à la charge de l'administration du pays d'origine, à moins que la présente Convention ne prévoie des dérogations à ce principe.

2. Pour chaque service maritime emprunté, la quote-part maritime est fixée par le Règlement concernant les colis postaux selon l'échelon de distance.

3. Les administrations postales ont la faculté de majorer de 50% au maximum la quote-part maritime calculée conformément à l'article 58.2. Par contre, elles peuvent la réduire à leur gré.

4. Le Conseil d'exploitation postale est autorisé à réviser et à modifier les quotes-parts maritimes dans l'intervalle entre deux Congrès. La révision, qui pourra être faite grâce à une méthodologie qui assure une rémunération équitable aux administrations effectuant des opérations de transit, devra s'appuyer sur des données économiques et financières fiables et représentatives. La modification éventuelle qui pourra être décidée entrera en vigueur à une date fixée par le Conseil d'exploitation postale.

Article 59
Frais de transport aérien

1. Le taux de base à appliquer au règlement des comptes entre administrations au titre des transports aériens est approuvé par le Conseil d'exploitation postale. Il est calculé par le Bureau international d'après la formule spécifiée dans le Règlement de la poste aux lettres.

2. Le calcul des frais de transport aérien des dépêches closes et des colis-avion en transit à découvert est indiqué dans le Règlement concernant les colis postaux.

3. Le transbordement en cours de route, dans un même aéroport, des colis-avion qui empruntent successivement plusieurs services aériens distincts se fait sans rémunération.

Article 60
Exemption de quotes-parts

1. Les colis de service et les colis de prisonniers de guerre et d'internés civils ne donnent lieu à l'attribution d'aucune quote-part, exception faite des frais de transport aérien applicables aux colis-avion.

Chapitre 5

Service EMS

Article 61
Service EMS

1. Le service EMS constitue le plus rapide des services postaux par moyens physiques et, dans les échanges entre administrations qui ont décidé d'assurer ce service, il a la priorité sur d'autres envois postaux. Il consiste à collecter, à transmettre et à distribuer dans des délais très courts des correspondances, des documents ou des marchandises.

2. Le service EMS est réglementé sur la base d'accords bilatéraux. Les aspects qui ne sont pas expressément régis par ces derniers sont soumis aux dispositions appropriées des Actes de l'Union.

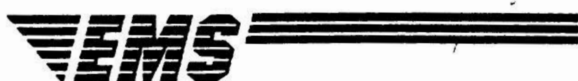
3. Ce service est, dans la mesure du possible, identifié par un logotype du modèle ci-après, composé des éléments suivants:

– une aile orange;

– des lettres EMS en bleu;

– trois bandes horizontales orange.

Le logotype peut être complété par le nom du service national.



4. Les tarifs inhérents au service sont fixés par l'administration d'origine compte tenu des coûts et des exigences du marché.

Troisième partie

Dispositions transitoires et finales

Article 62
Obligation d'assurer le service des colis postaux

1. Par dérogation à l'article 10.1, les pays qui, avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, n'étaient pas parties à l'Arrangement concernant les colis postaux ne sont pas tenus d'assurer le service des colis postaux.

Article 63
Engagements relatifs aux mesures pénales

1. Les gouvernements des Pays-membres s'engagent à prendre, ou à proposer aux pouvoirs législatifs de leur pays, les mesures nécessaires:

1.1 pour punir la contrefaçon des timbres-poste, même retirés de la circulation, et des coupons-réponse internationaux;

1.2 pour punir l'usage ou la mise en circulation:

1.2.1 de timbres-poste contrefaits (même retirés de la circulation) ou ayant déjà servi, ainsi que d'empreintes contrefaites ou ayant déjà servi de machines à affranchir ou de presses d'imprimerie;

1.2.2 de coupons-réponse internationaux contrefaits;

1.3 pour interdire et réprimer toute opération frauduleuse de fabrication et de mise en circulation de vignettes et timbres en usage dans le service postal, contrefaits ou imités de telle manière qu'ils pourraient être confondus avec les vignettes et timbres émis par l'administration postale d'un des Pays-membres;

1.4 pour empêcher et, le cas échéant, punir l'insertion de stupéfiants et de substances psychotropes, de même que de matières explosibles, inflammables ou d'autres matières dangereuses, dans des envois postaux en faveur desquels cette insertion ne serait pas expressément autorisée par la Convention;

1.5 pour empêcher et punir l'insertion dans les envois postaux d'objets à caractère pédophile ou pornographique représentant des enfants.

Article 64
Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et les Règlements

1. Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives à la présente Convention doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant. La moitié au moins des Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

2. Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement de la poste aux lettres et au Règlement concernant les colis postaux doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale.

3. Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives à la présente Convention et à son Protocole final doivent réunir:

3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres de l'Union ayant répondu à la consultation, s'il s'agit de modifications;

3.2 la majorité des suffrages s'il s'agit de l'interprétation des dispositions.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec la modification proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette modification, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

Article 65
Mise à exécution et durée de la Convention

1. La présente Convention sera mise à exécution le 1er janvier 2001 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé la présente Convention en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Beijing, le 15 septembre 1999

Protocole final de la Convention postale universelle

Au moment de procéder à la signature de la Convention postale universelle conclue à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit:

Article I
Appartenance des envois postaux

1. L'article 3 ne s'applique pas à Antigua-et-Barbuda, à l'Australie, à Bahrain, à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hongkong, Chine, à la Dominique, à l'Egypte, aux Fidji, à la Gambie, au Ghana, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Maurice, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie – Nouvelle-Guinée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa occidental, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu, à la Zambie et au Zimbabwe.

2. L'article 3 ne s'applique pas non plus au Danemark, dont la législation ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse des envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur à partir du moment où le destinataire a été informé de l'arrivée d'un envoi à son adresse.

Article II
Taxes

1. Par dérogation à l'article 7.5, l'administration postale du Canada est autorisée à percevoir des taxes postales autres que celles prévues dans les Règlements, lorsque les taxes en question sont admissibles selon la législation de son pays.

Article III
Exception à la franchise postale en faveur des cécogrammes

1. Par dérogation à l'article 8.4, les administrations postales de Saint-Vincent-et-Grenadines et de la Turquie, qui n'accordent pas la franchise postale aux cécogrammes dans leur service intérieur, ont la faculté de percevoir les taxes

d'affranchissement et les taxes pour services spéciaux, qui ne peuvent toutefois être supérieures à celles de leur service intérieur.

2. Par dérogation à l'article 8.4, les administrations postales de l'Allemagne, de l'Amérique (Etats-Unis), de l'Autriche, du Canada, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Japon et de la Suisse ont la faculté de percevoir les taxes pour services spéciaux qui sont appliquées aux cécogrammes dans leur service intérieur.

Article IV
Services de base

1. Nonobstant les dispositions de l'article 10, l'Australie n'approuve pas l'extension des services de base aux colis postaux.

Article V
Petits paquets

1. Par dérogation à l'article 10 de la Convention, l'administration postale de l'Arabie saoudite est autorisée à ne pas accepter les petits paquets dont le poids est supérieur à 1 kilogramme.

Article VI
Imprimés. Poids maximal

1. Par dérogation à l'article 10.4.2, les administrations postales du Canada et de l'Irlande sont autorisées à limiter à 2 kilogrammes le poids maximal des imprimés à l'arrivée et à l'expédition.

Article VII
Prestation du service des colis postaux

1. La Lettonie et la Norvège se réservent le droit d'assurer la prestation du service des colis postaux soit en suivant les dispositions de la Convention, soit, dans le cas des colis partants et après accord bilatéral, en employant tout autre moyen plus avantageux pour leurs clients.

Article VIII
Colis. Poids maximal

1. Par dérogation à l'article 10.6, l'administration postale du Canada est autorisée à limiter à 30 kilogrammes le poids maximal des colis à l'arrivée et à l'expédition.

Article IX
Limites maximales pour les envois avec valeur déclarée

1. La Suède se réserve le droit de limiter la valeur du contenu des envois de la poste aux lettres recommandés et avec valeur déclarée ainsi que des colis avec et sans valeur déclarée à destination de la Suède, selon les limites maximales indiquées dans le tableau ci-après:

1° Envois de la poste aux lettres arrivants

	Valeur commerciale Indemnité maximale maximale du contenu	Valeur maximale	déclarée
Envois DTS recommandés M: 150 DTS)	500 DTS	–	30 (sacs
Envois avec DTS valeur déclarée	4000 DTS	4000 DTS	4000

2° Colis arrivants

Colis sans DTS par colis valeur déclarée DTS kilogramme	4500 DTS	–	40 + 4,50 par
Colis avec DTS valeur déclarée	4500 DTS	4500 DTS	4500

Cette restriction ne peut pas être contournée par une déclaration partielle de la valeur dépassant 4000 DTS (pour les envois de la poste aux lettres) et 4500 DTS (pour les colis postaux). Aucune nouvelle restriction n'est imposée quant à la nature du contenu des envois recommandés et des envois avec valeur déclarée. Les envois dont la valeur dépasse ces limites seront renvoyés au bureau d'origine.

Article X
Avis de réception

1. L'administration postale du Canada est autorisée à ne pas appliquer l'article 18 en ce qui concerne les colis, étant donné qu'elle n'offre pas le service d'avis de réception pour les colis dans son régime intérieur.

Article XI
Service de correspondance commerciale-réponse internationale

1. Par dérogation à l'article 21.1, l'administration postale du Viet Nam n'accepte pas l'obligation d'assurer le service de retour des envois CCRI.

Article XII
Interdictions (poste aux lettres)

1. A titre exceptionnel, les administrations postales du Liban et de la Rép. pop. dém. de Corée n'acceptent pas les envois recommandés qui contiennent des pièces de monnaie ou des billets de monnaie ou toute valeur au porteur ou des chèques de voyage ou du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses, des bijoux et d'autres objets précieux. Elles ne sont pas tenues par les dispositions du Règlement de la poste aux lettres d'une façon rigoureuse en ce qui concerne leur responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés, de même qu'en ce qui concerne les envois contenant des objets en verre ou fragiles.

2. A titre exceptionnel, les administrations postales de l'Arabie saoudite, de la Bolivie, de la Chine (Rép. pop.), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, de l'Iraq, du Népal, du Pakistan, du Soudan et du Viet Nam n'acceptent pas les envois recommandés contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et autres objets précieux.

3. L'administration postale de Myanmar se réserve le droit de ne pas accepter les envois avec valeur déclarée contenant les objets précieux mentionnés à l'article 25.5, car sa législation interne s'oppose à l'admission de ce genre d'envois.

4. L'administration postale du Népal n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des coupures ou des pièces de monnaie, sauf accord spécial conclu à cet effet.

5. L'administration postale de l'Ouzbékistan n'accepte pas les envois recommandés ou ceux avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des chèques, des timbres-poste ou des monnaies étrangères et décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie de ce genre d'envois.

6. L'administration postale de l'Iran (Rép. islamique) n'accepte pas les envois contenant des objets contraires à la religion islamique.

7. L'administration postale des Philippines se réserve le droit de ne pas accepter d'envois de la poste aux lettres (ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée) contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux.

8. L'administration postale de l'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque. En outre, elle n'accepte pas les envois recommandés à destination de l'Australie ni les envois en transit à découvert qui contiennent des objets de valeur, tels que bijoux, métaux précieux, pierres précieuses ou semi-précieuses, titres, pièces de monnaie ou autres effets négociables. Elle décline toute responsabilité en ce qui concerne les envois postés en violation de la présente réserve.

9. L'administration postale de la Chine (Rép. pop), à l'exclusion de la Région administrative spéciale de Hongkong, n'accepte pas les envois avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage, conformément à ses règlements internes.

10. Les administrations postales de la Lettonie et de la Mongolie se réservent le droit de ne pas accepter des envois ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des effets au porteur et des chèques de voyage, étant donné que leur législation nationale s'y oppose.

11. L'administration postale du Brésil se réserve le droit de ne pas accepter le courrier ordinaire, recommandé ou avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque en circulation et des valeurs quelconques au porteur.

12. L'administration postale du Viet Nam se réserve le droit de ne pas accepter les lettres contenant des objets et des marchandises.

Article XIII
Interdictions (colis postaux)

1. Les administrations postales du Canada, de Myanmar et de la Zambie sont autorisées à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant les objets précieux visés à l'article 25.5.2, étant donné que leur réglementation intérieure s'y oppose.

2. A titre exceptionnel, les administrations postales du Liban et du Soudan n'acceptent pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses et d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles. Elles ne sont pas tenues par les dispositions y relatives du Règlement concernant les colis postaux.

3. L'administration postale du Brésil est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, ainsi que toute valeur au porteur, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

4. L'administration postale du Ghana est autorisée à ne pas accepter de colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie et des billets de monnaie en circulation, étant donné que sa réglementation intérieure s'y oppose.

5. Outre les objets cités à l'article 25, l'administration postale de l'Arabie saoudite n'accepte pas les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries et autres objets précieux. Elle n'accepte pas non plus les colis contenant des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente, des produits destinés à l'extinction du feu, des liquides chimiques ou des objets contraires aux principes de la religion islamique.

6. Outre les objets cités à l'article 25, l'administration postale d'Oman n'accepte pas les colis contenant:

6.1 des médicaments de toute sorte, à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une ordonnance médicale émanant d'une autorité officielle compétente;

6.2 des produits destinés à l'extinction du feu et des liquides chimiques;

6.3 des objets contraires aux principes de la religion islamique.

7. Outre les objets cités à l'article 25, l'administration postale de l'Iran (Rép. islamique) est autorisée à ne pas accepter les colis contenant des articles contraires aux principes de la religion islamique.

8. L'administration postale des Philippines est autorisée à ne pas accepter de colis contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou toute valeur au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux, ou qui contiennent des liquides et des éléments facilement liquéfiables ou des objets en verre ou assimilés ou fragiles.

9. L'administration postale de l'Australie n'accepte aucun envoi postal contenant des lingots ou des billets de banque.

10. L'administration postale de la Chine (Rép. pop.) n'accepte pas les colis ordinaires contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, des chèques de voyage, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierres précieuses ou d'autres objets précieux. En outre, sauf en ce qui concerne la Région administrative spéciale de Hongkong, les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de monnaie, des valeurs quelconques au porteur ou des chèques de voyage ne sont pas acceptés non plus.

11. L'administration postale de la Mongolie se réserve le droit de ne pas accepter, selon sa législation nationale, les colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des titres à vue et des chèques de voyage.

12. L'administration postale de la Lettonie n'accepte pas les colis ordinaires ni les colis avec valeur déclarée contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, des valeurs quelconques (chèques) au porteur ou des devises étrangères, et elle décline toute responsabilité en cas de perte ou d'avarie concernant de tels envois.

Article XIV
Objets passibles de droits de douane

1. Par référence à l'article 25, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les envois avec valeur déclarée contenant des objets passibles de droits de douane: Bangladesh et El Salvador.

2. Par référence à l'article 25, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires et recommandées contenant des objets passibles de droits de douane: Afghanistan, Albanie, Azerbaïdjan, Bélarus, Cambodge, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Estonie, Italie, Lettonie, Népal, Ouzbékistan, Pérou, Rép. pop. dém. de Corée, Saint-Marin, Turkménistan, Ukraine et Vénézuéla.

3. Par référence à l'article 25, les administrations postales des pays suivants n'acceptent pas les lettres ordinaires contenant des objets passibles de droits de douane: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire (Rép.), Djibouti, Mali, Mauritanie et Viet Nam.

4. Nonobstant les dispositions prévues sous 1 à 3, les envois de sérums, de vaccins ainsi que les envois de médicaments d'urgente nécessité qu'il est difficile de se procurer sont admis dans tous les cas.

Article XV
Retrait. Modification ou correction d'adresse

1. L'article 29 ne s'applique pas à Antigua-et-Barbuda, aux Bahamas, à Bahrain, à la Barbade, au Belize, au Botswana, au Brunei Darussalam, au Canada, à Hongkong, Chine, à la Dominique, aux Fidji, à la Gambie, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, aux Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, à Grenade, à la Guyane, à l'Iraq, à l'Irlande, à la Jamaïque, au Kenya, à Kiribati, à Kuwait, au Lesotho, à la Malaisie, au Malawi, à Myanmar, à Nauru, au Nigéria, à la Nouvelle-Zélande, à l'Ouganda, à la Papouasie – Nouvelle-Guinée, à la Rép. pop. dém. de Corée, à Saint-Christophe-et-Nevis, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-Grenadines, à Salomon (îles), au Samoa occidental, aux Seychelles, à la Sierra Leone, à Singapour, au Swaziland, à la Tanzanie (Rép. unie), à la Trinité-et-Tobago, à Tuvalu, à Vanuatu et à la Zambie, dont la législation ne permet pas le retrait ou la modification d'adresse d'envois de la poste aux lettres à la demande de l'expéditeur.

2. L'article 29 s'applique à l'Australie dans la mesure où il est compatible avec la législation intérieure de ce pays.

3. Par dérogation à l'article 29.4, El Salvador, le Panama (Rép.), les Philippines et le Vénézuéla sont autorisés à ne pas renvoyer les colis après que le destinataire en a demandé le dédouanement, étant donné que leur législation douanière s'y oppose.

Article XVI
Réclamations

1. Par dérogation à l'article 30.4, les administrations postales de l'Arabie saoudite, du Cap-Vert, de l'Egypte, du Gabon, des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, de la Grèce, de l'Iran (Rép. islamique), de la Mongolie, de Myanmar, des Philippines, de la Rép. pop. dém. de Corée, du Soudan, de la Syrienne (Rép. arabe), du Tchad, de l'Ukraine et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les envois de la poste aux lettres.

2. Par dérogation à l'article 30.4, les administrations postales de l'Argentine, de l'Autriche, de la Slovaquie et de la Tchèque (Rép.) se réservent le droit de percevoir une taxe spéciale lorsque, à l'issue des démarches entreprises suite à la réclamation, il se révèle que celle-ci est injustifiée.

3. Les administrations postales de l'Afghanistan, de l'Arabie saoudite, du Cap-Vert, du Congo (Rép.), de l'Egypte, du Gabon, de l'Iran (Rép. islamique), de la Mongolie, de Myanmar, du Soudan, du Suriname, de la Syrienne (Rép. arabe), de l'Ukraine et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de réclamation sur leurs clients pour les colis.

Article XVII
Taxe de présentation à la douane

1. L'administration postale du Gabon se réserve le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur ses clients.

2. Les administrations postales du Congo (Rép.) et de la Zambie se réservent le droit de percevoir une taxe de présentation à la douane sur leurs clients pour les colis.

Article XVIII
Responsabilité des administrations postales

1. Les administrations postales du Bangladesh, du Bénin, du Burkina Faso, du Congo (Rép.), de la Côte d'Ivoire (Rép.), de Djibouti, de l'Inde, du Liban, de Madagascar, du Mali, de la Mauritanie, du Népal, du Niger, du Sénégal, du Togo et de la Turquie sont autorisées à ne pas appliquer l'article 34.1.1.1 en ce qui concerne la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés.

2. Par dérogation aux articles 34.1.1.1 et 35.1, les administrations postales du Chili, de la Chine (Rép. pop.), de la Colombie et de l'Egypte ne répondent que de la perte et de la spoliation totale ou de l'avarie totale du contenu des envois recommandés.

3. Par dérogation à l'article 34, les administrations postales de l'Arabie saoudite et de l'Egypte n'assument aucune responsabilité en cas de perte ou d'avarie des envois contenant les objets visés à l'article 25.5.

4. Les administrations postales de l'Inde et du Népal sont autorisées à ne pas appliquer l'article 34.1.1.1 en ce qui concerne la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie de colis postaux ordinaires.

Article XIX
Dédommagement

1. Par dérogation à l'article 34, les administrations postales ci-après ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service: Amérique (Etats-Unis), Angola, Antigua-et-Barbuda, Australie, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Belize, Bolivie, Botswana, Brunei Darussalam, Canada, Dominicaine (Rép.), Dominique, El Salvador, Fidji, Gambie, ceux des Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord dont la réglementation intérieure s'y oppose, Grenade, Guatémala, Guyane, Kiribati, Lesotho, Malawi, Malte, Maurice, Nauru, Nigéria, Papouasie – Nouvelle-Guinée, Philippines, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Salomon (îles), Seychelles, Sierra Leone, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Zambie et Zimbabwe.

2. Par dérogation à l'article 34, les administrations postales de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Autriche, du Brésil, du Chili, de la Grèce, du Kenya, de la Lettonie, du Mexique, d'Oman, de l'Ouzbékistan, du Qatar, de la Rép. pop. dém. de Corée, de la Roumanie, de la Turquie, de l'Ukraine et du Viet Nam ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis sans valeur déclarée perdus, spoliés ou avariés dans leur service aux pays qui ne paient pas une telle indemnité conformément au paragraphe 1 du présent article.

3. Par dérogation à l'article 34.8, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à maintenir le droit de l'expéditeur à un dédommagement pour les colis avec valeur déclarée après livraison au destinataire, sauf si l'expéditeur renonce à son droit en faveur du destinataire.

4. Lorsqu'elle agit à titre d'administration postale intermédiaire, l'Amérique (Etats-Unis) est autorisée à ne pas payer d'indemnité de dédommagement aux autres administrations en cas de perte, de spoliation ou d'avarie des colis avec valeur déclarée transmis à découvert ou expédiés dans des dépêches closes.

5. Par dérogation à l'article 34, l'administration postale du Viet Nam a la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les envois recommandés et les colis perdus ou endommagés qui contiennent de la monnaie, des valeurs au porteur, des chèques de voyage ainsi que de l'or, de l'argent et des pierres précieuses.

6. Nonobstant les dispositions de l'article 34, le Canada a la faculté, en regard des colis ordinaires, de ne pas payer d'indemnité, de ne pas répondre de la perte, de la spoliation ou de l'avarie totale ou partielle et de ne pas restituer à l'expéditeur les taxes et les droits acquittés.

Article XX
Exceptions au principe de la responsabilité

1. Par dérogation à l'article 34, l'Arabie saoudite, la Bolivie, l'Egypte, l'Iraq, les Philippines, la Rép. dém. du Congo, le Soudan, la Turquie et le Yémen sont autorisés à ne payer aucune indemnité pour l'avarie des colis originaires de tous les pays et qui leur sont destinés contenant des liquides et des corps facilement liquéfiables, des objets en verre et des articles de même nature fragile ou périssable.

2. Par dérogation à l'article 34, l'Arabie saoudite et le Soudan ont la faculté de ne pas payer une indemnité de dédommagement pour les colis contenant des objets interdits visés à l'article 25.5.

Article XXI
Non-responsabilité des administrations postales

1. L'administration postale de la Bolivie n'est pas tenue d'observer l'article 35.1 pour ce qui concerne le maintien de la responsabilité en cas de spoliation ou d'avarie des envois recommandés.

2. L'administration postale du Népal est autorisée à ne pas appliquer l'article 35.1.4 en ce qui concerne les colis.

Article XXII
Paiement de l'indemnité

1. Les administrations postales du Bangladesh, de la Bolivie, de la Guinée, du Népal et du Nigéria ne sont pas tenues d'observer l'article 37.3 pour ce qui est de donner une solution définitive dans un délai de deux mois ou de porter à la connaissance de l'administration d'origine ou de destination, selon le cas, qu'un envoi de la poste aux lettres a été retenu, confisqué ou détruit par l'autorité compétente en raison de son contenu, ou a été saisi en vertu de sa législation intérieure.

2. Les administrations postales de l'Arabie saoudite, du Congo (Rép.), de Djibouti, du Liban et de Madagascar ne sont pas tenues d'observer l'article 37.3 pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de deux mois relative à un envoi de la poste aux lettres. Elles n'acceptent pas, en outre, que l'ayant droit soit désintéressé, pour leur compte, par une autre administration à l'expiration du délai précité.

3. Les administrations postales de l'Angola, de l'Arabie saoudite, de la Guinée et du Liban ne sont pas tenues d'observer l'article 37.3 pour ce qui est de donner une solution définitive à une réclamation dans le délai de deux mois relative à un colis. Elles n'acceptent pas, en outre, que l'ayant droit soit désintéressé, pour leur compte, par une autre administration à l'expiration du délai précité.

4. Les administrations postales du Niger et de la Thaïlande ne sont pas tenues d'observer l'article 37.3 pour ce qui est de donner une solution définitive dans un

délai de trente jours à une réclamation qui leur est transmise par télécopie. Elles n'acceptent pas non plus qu'une autre administration indemnise l'ayant droit en leur nom à l'expiration du délai susmentionné.

5. Nonobstant les dispositions de l'article 37.3, l'Amérique (Etats-Unis) et la Malaisie se réservent le droit de donner une solution définitive aux réclamations dans un délai de deux mois à compter de la date de leur présentation, quels que soient les moyens utilisés pour leur transmission.

Article XXIII
Dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres

1. Les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Grèce se réservent le droit de percevoir une taxe, en rapport avec le coût des travaux occasionnés, sur toute administration postale qui, en vertu de l'article 43.4, lui renvoie des objets qui n'ont pas, à l'origine, été expédiés comme envois postaux par leurs services.

2. Par dérogation à l'article 43.4, l'administration postale du Canada se réserve le droit de percevoir de l'administration d'origine une rémunération lui permettant de récupérer au minimum les coûts lui ayant été occasionnés par le traitement de tels envois.

3. L'article 43.4 autorise l'administration postale de destination à réclamer à l'administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord se réserve le droit de limiter ce paiement au montant correspondant au tarif intérieur du pays de destination applicable à des envois équivalents.

4. L'article 43.4 autorise l'administration postale de destination à réclamer à l'administration de dépôt une rémunération appropriée au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres postés à l'étranger en grande quantité. Les pays suivants se réservent le droit de limiter ce paiement aux limites autorisées dans le Règlement pour le courrier en nombre: Amérique (Etats-Unis), Australie, Bahamas, Barbade, Brunei Darussalam, Chine (Rép. pop.), Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grenade, Guyane, Inde, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Antilles néerlandaises et Aruba, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Singapour, Sri Lanka, Suriname et Thaïlande.

5. Nonobstant les réserves sous 4, les pays suivants se réservent le droit d'appliquer dans leur intégralité les dispositions de l'article 43 de la Convention au courrier reçu des Pays-membres de l'Union: Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chypre, Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, France, Grèce, Guinée, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Liban, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Portugal, Sénégal, Syrienne (Rép. arabe) et Togo.

6. Aux fins de l'application de l'article 43.4, l'administration postale de l'Allemagne se réserve le droit de demander à l'administration postale du pays de dépôt des envois une rémunération d'un montant équivalant à celui qu'elle aurait reçu de l'administration postale du pays où l'expéditeur réside.

Article XXIV
Frais terminaux

1. Par dérogation aux articles 49.1.3 et 51.1.3, les administrations postales de l'Arabie saoudite, de l'Egypte, des Emirats arabes unis, du Kuwait, de la Lettonie, d'Oman, du Qatar, de la Syrienne (Rép. arabe) et du Viet Nam ne sont pas tenues de payer une rémunération supplémentaire au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres recommandés en provenance de leur pays.

2. Nonobstant les articles 49.1.3 et 51.1.3, les administrations postales de Djibouti, du Ghana, de l'Inde, du Népal et du Yémen ne sont pas tenues de payer une rémunération supplémentaire au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres recommandés et avec valeur déclarée expédiés de leur pays.

3. Nonobstant les réserves faites par des pays aux articles 49.1.3 et 51.1.3, l'administration postale de l'Australie n'exigera pas de signature au moment de la livraison d'envois recommandés pour lesquels une rémunération supplémentaire de la distribution n'est pas payée.

4. Au regard des pays ayant émis des réserves aux obligations découlant des articles 49.1.3 et 51.1.3 qui prévoient une rémunération supplémentaire pour les envois recommandés et avec valeur déclarée, l'Amérique (Etats-Unis) se réserve le droit de traiter ces envois comme du courrier ordinaire et de ne pas verser d'indemnité pour les pertes, spoliations ou avaries de ce type d'envois qui ont pu avoir lieu dans son service.

5. Nonobstant les réserves faites à l'article XXIV, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni se réservent le droit d'appliquer totalement les dispositions approuvées par le Congrès de Beijing concernant la perception d'une rémunération supplémentaire au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres recommandés et avec valeur déclarée dans leurs relations avec les autres pays.

6. Nonobstant les réserves faites à l'article XXIV.1 et 2, les Pays-membres dont les noms suivent se réservent le droit d'appliquer, dans les relations réciproques avec les pays signataires de ces réserves, la rémunération supplémentaire au titre de la distribution d'envois de la poste aux lettres recommandés adoptée par le Congrès de Beijing: Afrique du Sud, Autriche, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie (Rép.), Burkina Faso, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Costa-Rica, Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Dominicaine (Rép.), Dominique, Egypte, El Salvador, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gabon, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Territoires d'outre-mer dépendant du Royaume-Uni, Grèce, Grenade, Guatémala, Guyane, Haïti, Honduras (Rép.), Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Liechtenstein, Malaisie, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Moldova, Nicaragua,

Pays-Bas, Pérou, Pologne (Rép.), Saint-Christophe (Saint-Kitts)-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Soudan, Suède, Suisse, Suriname, Tchèque (Rép.), Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay et Vénézuéla.

7. Par sa résolution C 46/1999, le Congrès charge le Conseil d'exploitation postale d'établir jusqu'à 2002 une formule de conversion des tarifs intérieurs et/ou des coûts des administrations postales en taux de frais terminaux et de déterminer les pourcentages finals des tarifs intérieurs applicables en 2004 et 2005. Au cas où cette instruction ne serait pas mise à exécution en temps voulu, l'Allemagne se réserve le droit de déterminer elle-même ces pourcentages pour les années 2004 et 2005 en vertu de l'article 48.3, conformément aux principes énoncés dans cet article.

8. Par sa résolution C 46/1999, le Congrès charge le Conseil d'exploitation postale d'établir jusqu'à 2002 une formule de conversion des tarifs ou des coûts intérieurs des administrations postales en taux de frais terminaux et de déterminer les pourcentages finals des tarifs intérieurs applicables pour les années 2004 et 2005. Nonobstant l'article XXIV.7, par lequel un pays se réserve le droit de déterminer lui-même ces pourcentages pour les années 2004 et 2005 en vertu de l'article 48.3 au cas où le CEP n'aurait pas mis à exécution l'instruction de la résolution C 46/1999 en temps voulu, l'Amérique (Etats-Unis), le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Pays-Bas se réservent le droit de continuer d'appliquer les taux de frais terminaux fondés sur la méthode et les pourcentages de conversion des tarifs intérieurs en taux de frais terminaux en vigueur pour les années 2001 à 2003, à moins qu'un accord prévoyant l'application de taux de frais terminaux différents, selon entente réciproque, ait été établi ou que le CEP ait déterminé les nouveaux pourcentages des tarifs intérieurs à appliquer pour les années 2004 et 2005.

9. L'administration postale de l'Allemagne se réserve le droit d'administrer elle-même les ressources financières allouées au Fonds de financement de l'amélioration de la qualité de service dans les pays en développement, conformément à l'article 50.1.1.1, jusqu'à ce que les principes et critères établis par le CEP au sujet du système de gestion et de financement de ce Fonds et des procédures de fonctionnement soient mis en application.

10. L'Amérique (Etats-Unis) appuie le système de frais terminaux tel qu'il est décrit aux articles 47 à 51. Cependant, en ce qui concerne les échanges avec les membres de l'Organisation mondiale du commerce, l'Amérique (Etats-Unis) se réserve le droit d'appliquer ces accords concernant les frais terminaux conformément aux dispositions qui seront adoptées lors des futures négociations relatives à l'Accord général sur le commerce des services.

11. Nonobstant les réserves faites à l'article XXIV, les Pays-membres dont les noms suivent se réservent le droit d'appliquer, dans les relations réciproques avec les pays signataires de ces réserves et dans leur intégralité, les dispositions adoptées par le Congrès de Beijing en matière de frais terminaux: Afrique du Sud, Autriche, Bahamas, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Brésil, Bulgarie (Rép.), Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Congo (Rép.), Costa-Rica, Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Dominicaine (Rép.), Dominique, Egypte, El Salvador, Equateur, Espagne, Estonie, Finlande, France, Gabon, Grèce, Grenade, Guatémala, Guyane, Haïti, Honduras (Rép.), Italie, Jamaïque, Kenya, Liechtenstein, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique,

Moldova, Nicaragua, Pays-Bas, Pérou, Pologne (Rép.), Portugal, Saint-Christophe (Saint-Kitts)-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Sénégal, Slovaquie, Soudan, Suède, Suisse, Suriname, Tchèque (Rép.), Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay et Vénézuéla.

Article XXV
Frais de transport aérien intérieur

1. Par dérogation à l'article 53.3, les administrations postales de l'Arabie saoudite, des Bahamas, du Cap-Vert, du Congo (Rép.), de Cuba, de la Dominicaine (Rép.), d'El Salvador, de l'Equateur, du Gabon, de la Grèce, du Guatémala, de la Guyane, du Honduras (Rép.), de la Mongolie, du Népal, de la Papouasie – Nouvelle-Guinée, du Pérou, des Philippines, de la Rép. pop. dém. de Corée, de Salomon (îles) et de Vanuatu se réservent le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays par voie aérienne.

2. Par dérogation à l'article 53.3, l'administration postale de Myanmar se réserve le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays, qu'elles soient ou non réacheminées par avion.

3. Par dérogation à l'article 53.3, l'administration postale du Bangladesh se réserve le droit de percevoir les paiements dus au titre de l'acheminement des dépêches internationales à l'intérieur du pays, que ces dépêches soient ou non réacheminées par avion et quelle que soit la distance parcourue.

4. Par dérogation aux articles 53.4 et 53.5, les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), du Canada, de l'Iran (Rép. islamique) et de la Turquie sont autorisées à recouvrer, sous forme de taux uniformes, des administrations postales en cause leurs frais de transport aérien intérieur occasionnés par le courrier d'arrivée en provenance de toute administration pour laquelle elles appliquent la compensation pour frais terminaux fondée spécifiquement sur les coûts ou sur les tarifs intérieurs.

5. A titre de réciprocité, l'administration postale d'Oman est en droit de recouvrer auprès des administrations postales mentionnées sous 1 à 3 ci-dessus les frais supplémentaires occasionnés par le transport aérien à l'intérieur de son pays des dépêches de la poste aux lettres en provenance de ces administrations, que le réacheminement de telles dépêches ait lieu par voie aérienne ou par une autre voie.

Article XXVI
Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles

1. Par dérogation à l'article 56, l'administration postale de l'Afghanistan se réserve le droit de percevoir 7,50 DTS de quote-part territoriale d'arrivée exceptionnelle supplémentaire par colis.

Article XXVII

Tarifs spéciaux

1. Les administrations postales de l'Amérique (Etats-Unis), de la Belgique et de la Norvège ont la faculté de percevoir pour les colis-avion des quotes-parts territoriales plus élevées que pour les colis de surface.

2. L'administration postale du Liban est autorisée à percevoir pour les colis jusqu'à 1 kilogramme la taxe applicable aux colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kilogrammes.

3. L'administration postale du Panama (Rép.) est autorisée à percevoir 0,20 DTS par kilogramme pour les colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.) en transit.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Convention, et ils l'ont signé en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Beijing, le 15 septembre 1999.

Règlement général de l'Union postale universelle

Table des matières

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

120. Procédure de présentation des propositions au Congrès
121. Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
122. Examen des propositions entre deux Congrès
123. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
124. Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

Chapitre IV

Finances

125. Fixation et règlement des dépenses de l'Union
126. Sanctions automatiques
127. Classes de contribution
128. Paiement des fournitures du Bureau international

Chapitre V

Arbitrages

129. Procédure d'arbitrage

Chapitre VI

Dispositions finales

130. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
131. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
132. Mise à exécution et durée du Règlement général

Règlement général de l'Union postale universelle

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 4, de ladite Constitution, arrêté, dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

Chapitre I

Fonctionnement des organes de l'Union

Article 101
Organisation et réunion des Congrès et Congrès extraordinaires

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent.

2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.

3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix, sous réserve des sanctions prévues à l'article 126.

4. En principe, chaque Congrès désigne le pays dans lequel le Congrès suivant aura lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable, le Conseil d'administration est autorisé à désigner le pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier pays.

5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date, le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international.

6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil d'administration et après entente avec le Gouvernement de la Confédération suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le pays siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les paragraphes 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

Article 102
Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration se compose de quarante et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. La présidence est dévolue de droit au pays hôte du Congrès. Si ce pays se désiste, il devient membre de droit et, de ce fait, le groupe géographique auquel il appartient dispose d'un siège supplémentaire auquel les restrictions du paragraphe 3 ne sont pas applicables. Dans ce cas, le Conseil d'administration élit à la présidence un des membres appartenant au groupe géographique dont fait partie le pays hôte.

3. Les quarante autres membres du Conseil d'administration sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

4. Chaque membre du Conseil d'administration désigne son représentant, qui doit être compétent dans le domaine postal.

5. Les fonctions de membre du Conseil d'administration sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.

6. Le Conseil d'administration a les attributions suivantes:

6.1 superviser toutes les activités de l'Union dans l'intervalle des Congrès, en tenant compte des décisions du Congrès, en étudiant les questions concernant les politiques gouvernementales en matière postale et en tenant compte des politiques réglementaires internationales telles que celles qui sont relatives au commerce des services et à la concurrence;

6.2 examiner et approuver, dans le cadre de ses compétences, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;

6.3 favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;

6.4 examiner et approuver le budget et les comptes annuels de l'Union;

6.5 autoriser, si les circonstances l'exigent, le dépassement du plafond des dépenses conformément à l'article 125, paragraphes 3, 4 et 5;

6.6 arrêter le Règlement financier de l'UPU;

6.7 arrêter les règles régissant le Fonds de réserve;

6.8 arrêter les règles régissant le Fonds spécial;

6.9 arrêter les règles régissant le Fonds des activités spéciales;

6.10 arrêter les règles régissant le Fonds volontaire;

6.11 assurer le contrôle de l'activité du Bureau international;

6.12 autoriser, s'il est demandé, le choix d'une classe de contribution inférieure, conformément aux conditions prévues à l'article 127, paragraphe 6;

6.13 autoriser le changement de groupe géographique, si un pays le demande, en tenant compte des avis exprimés par les pays qui sont membres des groupes géographiques concernés;

6.14 arrêter le Statut du personnel et les conditions de service des fonctionnaires élus;

6.15 créer ou supprimer les postes de travail du Bureau international en tenant compte des restrictions liées au plafond des dépenses fixé;

6.16 arrêter le Règlement du Fonds social;

6.17 approuver les rapports annuels établis par le Bureau international sur les activités de l'Union et sur la gestion financière et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à leur sujet;

6.18 décider des contacts à prendre avec les administrations postales pour remplir ses fonctions;

6.19 après consultation du Conseil d'exploitation postale, décider des contacts à prendre avec les organisations qui ne sont pas des observateurs de droit, examiner et approuver les rapports du Bureau international sur les relations de l'UPU avec les autres organismes internationaux, prendre les décisions qu'il juge opportunes sur la conduite de ces relations et la suite à leur donner; désigner, en temps utile, les organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;

6.20 arrêter, au cas où il le juge utile, les principes dont le Conseil d'exploitation postale doit tenir compte lorsqu'il étudiera des questions ayant des répercussions financières importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), suivre de près l'étude de ces questions et examiner et approuver, pour en assurer la conformité avec les principes précités, les propositions du Conseil d'exploitation postale portant sur les mêmes sujets;

6.21 étudier, à la demande du Congrès, du Conseil d'exploitation postale ou des administrations postales, les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant l'Union ou le service postal international; il appartient au Conseil d'administration de décider, dans les domaines susmentionnés,

s'il est opportun ou non d'entreprendre les études demandées par les administrations postales dans l'intervalle des Congrès;

6.22 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des administrations postales conformément à l'article 122;

6.23 approuver, dans le cadre de ses compétences, les recommandations du Conseil d'exploitation postale concernant l'adoption, si nécessaire, d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;

6.24 examiner le rapport annuel établi par le Conseil d'exploitation postale et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;

6.25 soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil d'exploitation postale, conformément à l'article 104, paragraphe 9.16;

6.26 désigner le pays siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101, paragraphe 4;

6.27 déterminer, en temps utile et après consultation du Conseil d'exploitation postale, le nombre de Commissions nécessaires pour mener à bien les travaux du Congrès et en fixer les attributions;

6.28 désigner, après consultation du Conseil d'exploitation postale et sous réserve de l'approbation du Congrès, les Pays-membres susceptibles:

– d'assumer les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions, en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres;

– de faire partie des Commissions restreintes du Congrès;

6.29 examiner et approuver le projet de plan stratégique à présenter au Congrès et élaboré par le Conseil d'exploitation postale avec l'aide du Bureau international; examiner et approuver les révisions annuelles du plan arrêté par le Congrès sur la base des recommandations du Conseil d'exploitation postale et travailler en concertation avec le Conseil d'exploitation postale à l'élaboration et à l'actualisation annuelle du plan.

7. A sa première réunion, qui est convoquée par le Président du Congrès, le Conseil d'administration élit, parmi ses membres, quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur.

8. Sur convocation de son Président, le Conseil d'administration se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union.

9. Le Président, les Vice-Présidents, les Présidents des Commissions du Conseil d'administration ainsi que le Président du Groupe de planification stratégique forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'administration. Il approuve, au nom du Conseil d'administration, le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et il assume toute autre tâche que le Conseil d'administration décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

10. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'administration participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont eu lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique. Le même droit est accordé au représentant de chaque membre de ses Commissions, de ses Groupes de travail ou de ses autres organes lorsque ceux-ci se réunissent en dehors du Congrès et des sessions du Conseil.

11. Le Président du Conseil d'exploitation postale représente celui-ci aux séances du Conseil d'administration à l'ordre du jour desquelles figurent des questions relatives à l'organe qu'il dirige.

12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'exploitation postale peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'administration en qualité d'observateurs.

13. L'administration postale du pays où le Conseil d'administration se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce pays n'est pas membre du Conseil d'administration.

14. Le Conseil d'administration peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international, tout représentant d'association ou d'entreprise ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

15. Les membres du Conseil d'administration participent effectivement à ses activités. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'administration peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Ils peuvent aussi être sollicités pour présider des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient. La participation des Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'administration s'effectue sans frais supplémentaires pour l'Union.

Article 103
Documentation sur les activités du Conseil d'administration

1. Après chaque session, le Conseil d'administration informe les Pays-membres de l'Union et les Unions restreintes sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'administration fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 104
Composition, fonctionnement et réunions du Conseil d'exploitation postale

1. Le Conseil d'exploitation postale se compose de quarante membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil d'exploitation postale sont élus par le Congrès, en fonction d'une répartition géographique spécifiée. Vingt-quatre sièges sont réservés aux pays en développement et seize sièges aux pays développés. Le tiers au moins des membres est renouvelé à l'occasion de chaque Congrès.

3. Le représentant de chacun des membres du Conseil d'exploitation postale est désigné par l'administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'administration postale.

4. Les frais de fonctionnement du Conseil d'exploitation postale sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des administrations postales participant au Conseil d'exploitation postale sont à la charge de celles-ci. Toutefois, le représentant de chacun des pays considérés comme défavorisés d'après les listes établies par l'Organisation des Nations Unies a droit, sauf pour les réunions qui ont lieu pendant le Congrès, au remboursement soit du prix d'un billet-avion aller et retour en classe économique ou d'un billet de chemin de fer en 1re classe, soit du coût du voyage par tout autre moyen, à condition que ce montant ne dépasse pas le prix du billet-avion aller et retour en classe économique.

5. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil d'exploitation postale choisit, parmi ses membres, un Président, un Vice-Président, les Présidents des Commissions et le Président du Groupe de planification stratégique.

6. Le Conseil d'exploitation postale arrête son Règlement intérieur.

7. En principe, le Conseil d'exploitation postale se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil d'administration et le Directeur général du Bureau international.

8. Le Président, le Vice-Président, les Présidents des Commissions du Conseil d'exploitation postale ainsi que le Président du Groupe de planification stratégique forment le Comité de gestion. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil d'exploitation postale et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier ou dont la nécessité apparaît durant le processus de planification stratégique.

9. Les attributions du Conseil d'exploitation postale sont les suivantes:

9.1 conduire l'étude des problèmes d'exploitation, commerciaux, techniques, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union, notamment des questions ayant des répercussions financières

importantes (taxes, frais terminaux, frais de transit, taux de base du transport aérien du courrier, quotes-parts des colis postaux et dépôt à l'étranger d'envois de la poste aux lettres), élaborer des informations et des avis à leur sujet et recommander des mesures à prendre à leur égard;

9.2 procéder à la révision des Règlements de l'Union dans les six mois qui suivent la clôture du Congrès, à moins que celui-ci n'en décide autrement; en cas d'urgente nécessité, le Conseil d'exploitation postale peut également modifier lesdits Règlements à d'autres sessions; dans les deux cas, le Conseil d'exploitation reste subordonné aux directives du Conseil d'administration en ce qui concerne les politiques et les principes fondamentaux;

9.3 coordonner les mesures pratiques pour le développement et l'amélioration des services postaux internationaux;

9.4 entreprendre, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration dans le cadre des compétences de ce dernier, toute action jugée nécessaire pour sauvegarder et renforcer la qualité du service postal international et le moderniser;

9.5 formuler des propositions qui seront soumises à l'approbation soit du Congrès, soit des administrations postales conformément à l'article 122; l'approbation du Conseil d'administration est requise lorsque ces propositions portent sur des questions relevant de la compétence de ce dernier;

9.6 examiner, à la demande de l'administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette administration postale transmet au Bureau international selon l'article 121, en préparer les commentaires et charger le Bureau de les annexer à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des administrations postales des Pays-membres;

9.7 recommander, si nécessaire, et éventuellement après approbation par le Conseil d'administration et consultation de l'ensemble des administrations postales, l'adoption d'une réglementation ou d'une nouvelle pratique en attendant que le Congrès décide en la matière;

9.8 élaborer et présenter, sous forme de recommandations aux administrations postales, des normes en matière technique, d'exploitation et dans d'autres domaines de sa compétence où une pratique uniforme est indispensable; de même, il procède, en cas de besoin, à des modifications de normes qu'il a déjà établies;

9.9 examiner, en consultation avec le Conseil d'administration et avec son approbation, le projet de plan stratégique de l'UPU, élaboré par le Bureau international et à soumettre au Congrès; réviser chaque année le plan approuvé par le Congrès avec le concours du Groupe de planification stratégique et du Bureau international, ainsi qu'avec l'approbation du Conseil d'administration;

9.10 approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union dans ses parties qui ont trait aux responsabilités et fonctions du Conseil d'exploitation postale;

9.11 décider des contacts à prendre avec les administrations postales pour remplir ses fonctions;

9.12 procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en développement;

9.13 prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;

9.14 étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en développement et élaborer des recommandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;

9.15 prendre, après entente avec le Conseil d'administration, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en développement;

9.16 examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil d'exploitation postale, par le Conseil d'administration ou par toute administration postale d'un Pays-membre.

10. Les membres du Conseil d'exploitation postale participent effectivement à ses activités. Les administrations postales des Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises, en respectant les conditions que le Conseil peut établir pour assurer le rendement et l'efficacité de son travail. Elles peuvent aussi être sollicitées pour présider des Groupes de travail lorsque leurs connaissances ou leur expérience le justifient.

11. Sur la base du plan stratégique de l'UPU adopté par le Congrès et, en particulier, de la partie afférente aux stratégies des organes permanents de l'Union, le Conseil d'exploitation postale établit, à sa session suivant le Congrès, un programme de travail de base contenant un certain nombre de tactiques visant à la réalisation des stratégies. Ce programme de base, comprenant un nombre limité de travaux sur des sujets d'actualité et d'intérêt commun, est révisé chaque année en fonction des réalités et des priorités nouvelles ainsi que des modifications apportées au plan stratégique.

12. Afin d'assurer une liaison efficace entre les travaux des deux organes, le Conseil d'administration peut désigner des représentants pour assister aux réunions du Conseil d'exploitation postale en qualité d'observateurs.

13. Le Conseil d'exploitation postale peut inviter à ses réunions, sans droit de vote:

13.1 tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;

13.2 des administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil d'exploitation postale;

13.3 toute association ou entreprise qu'il souhaite consulter sur des questions concernant ses activités.

Article 105
Documentation sur les activités du Conseil d'exploitation postale

1. Après chaque session, le Conseil d'exploitation postale informe les administrations postales des Pays-membres et les Unions restreintes sur ses activités en leur adressant notamment un compte rendu analytique ainsi que ses résolutions et décisions.

2. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Conseil d'administration, un rapport annuel sur ses activités.

3. Le Conseil d'exploitation postale établit, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux administrations postales des Pays-membres au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

Article 106
Règlement intérieur des Congrès

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès.

2. Chaque Congrès peut modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même.

Article 107
Langues de travail du Bureau international

Les langues de travail du Bureau international sont le français et l'anglais.

Article 108
Langues utilisées pour la documentation, les délibérations et la correspondance de service

1. Pour la documentation de l'Union, les langues française, anglaise, arabe et espagnole sont utilisées. Sont également utilisées les langues allemande, chinoise, portugaise et russe, à condition que la production dans ces dernières langues se limite à la documentation de base la plus importante. D'autres langues sont également utilisées, à condition que les Pays-membres qui en font la demande en supportent tous les coûts.

2. Le ou les Pays-membres ayant demandé une langue autre que la langue officielle constituent un groupe linguistique.

3. La documentation est publiée par le Bureau international dans la langue officielle et dans les langues des groupes linguistiques constitués, soit directement, soit par l'intermédiaire des bureaux régionaux de ces groupes, conformément aux

modalités convenues avec le Bureau international. La publication dans les différentes langues est faite selon le même modèle.

4. La documentation publiée directement par le Bureau international est, dans la mesure du possible, distribuée simultanément dans les différentes langues demandées.

5. Les correspondances entre les administrations postales et le Bureau international et entre ce dernier et des tiers peuvent être échangées en toute langue pour laquelle le Bureau international dispose d'un service de traduction.

6. Les frais de traduction vers une langue quelle qu'elle soit, y compris ceux résultant de l'application du paragraphe 5, sont supportés par le groupe linguistique ayant demandé cette langue. Les Pays-membres utilisant la langue officielle versent, au titre de la traduction des documents non officiels, une contribution forfaitaire dont le montant par unité contributive est égal à celui supporté par les Pays-membres ayant recours à l'autre langue de travail du Bureau international. Tous les autres frais afférents à la fourniture des documents sont supportés par l'Union. Le plafond des frais à supporter par l'Union pour la production des documents en allemand, chinois, portugais et russe est fixé par une résolution du Congrès.

7. Les frais à supporter par un groupe linguistique sont répartis entre les membres de ce groupe proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

8. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

9. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation – avec ou sans équipement électronique – dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

10. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées au paragraphe 9.

11. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 9, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

12. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

13. Les administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

Chapitre II

Bureau international

Article 109
Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, la durée minimale de leur mandat étant de cinq ans. Leur mandat est renouvelable une seule fois. Sauf décision contraire du Congrès, la date de leur entrée en fonctions est fixée au 1er janvier de l'année qui suit le Congrès.

2. Au moins sept mois avant l'ouverture du Congrès, le Directeur général du Bureau international adresse une note aux Gouvernements des Pays-membres en les invitant à présenter les candidatures éventuelles pour les postes de Directeur général et de Vice-Directeur général et en indiquant en même temps si le Directeur général ou le Vice-Directeur général en fonctions sont intéressés au renouvellement éventuel de leur mandat initial. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent parvenir au Bureau international deux mois au moins avant l'ouverture du Congrès. Les candidats doivent être des ressortissants des Pays-membres qui les présentent. Le Bureau international élabore la documentation nécessaire pour le Congrès. L'élection du Directeur général et celle du Vice-Directeur général ont lieu au scrutin secret, la première élection portant sur le poste de Directeur général.

3. En cas de vacance du poste de Directeur général, le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général jusqu'à la fin du mandat prévu pour celui-ci; il est éligible à ce poste et est admis d'office comme candidat, sous réserve que son mandat initial en tant que Vice-Directeur général n'ait pas déjà été renouvelé une fois par le Congrès précédent et qu'il déclare son intérêt à être considéré comme candidat au poste de Directeur général.

4. En cas de vacance simultanée des postes de Directeur général et de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration élit, sur la base des candidatures reçues à la suite d'une mise au concours, un Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au prochain Congrès. Pour la présentation des candidatures, le paragraphe 2 s'applique par analogie.

5. En cas de vacance du poste de Vice-Directeur général, le Conseil d'administration charge, sur proposition du Directeur général, un des Sous-Directeurs généraux au Bureau international d'assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général.

Article 110
Fonctions du Directeur général

1. Le Directeur général organise, administre et dirige le Bureau international, dont il est le représentant légal. Il est compétent pour classer les postes des grades G 1 à D 2 et pour nommer et promouvoir les fonctionnaires dans ces grades. Pour les nominations dans les grades P 1 à D 2, il doit prendre en considération les qualifications professionnelles des candidats recommandés par les administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, ou dans lesquels ils exercent leur activité professionnelle, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues. Les postes de Sous-Directeur général doivent, dans toute la mesure possible, être pourvus par des candidats provenant de régions différentes et d'autres régions que celles dont le Directeur général et le Vice-Directeur général sont originaires, compte tenu de la considération dominante de l'efficacité du Bureau international. Dans le cas de postes exigeant des qualifications spéciales, le Directeur général peut s'adresser à l'extérieur. Il tient également compte, lors de la nomination d'un nouveau fonctionnaire, de ce qu'en principe les personnes qui occupent les postes des grades D 2, D 1 et P 5 doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union. Lors de la promotion d'un fonctionnaire du Bureau international aux grades D 2, D 1 et P 5, il n'est pas tenu à l'application du même principe. En outre, les exigences d'une équitable répartition géographique et des langues passent après le mérite dans le processus de recrutement. Le Directeur général informe le Conseil d'administration une fois par an des nominations et des promotions aux grades P 4 à D 2.

2. Le Directeur général a les attributions suivantes:

2.1 assurer les fonctions de dépositaire des Actes de l'Union et d'intermédiaire dans la procédure d'adhésion et d'admission à l'Union ainsi que de sortie de celle-ci;

2.2 notifier les décisions prises par le Congrès à tous les Gouvernements des Pays-membres;

2.3 notifier à l'ensemble des administrations postales les Règlements arrêtés ou révisés par le Conseil d'exploitation postale;

2.4 préparer le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumettre en temps opportun à l'examen du Conseil d'administration; communiquer le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation du Conseil d'administration et l'exécuter;

2.5 exécuter les activités spécifiques demandées par les organes de l'Union et celles que lui attribuent les Actes;

2.6 prendre les initiatives visant à réaliser les objectifs fixés par les organes de l'Union, dans le cadre de la politique établie et des fonds disponibles;

2.7 soumettre des suggestions et des propositions au Conseil d'administration ou au Conseil d'exploitation postale;

2.8 préparer, à l'intention du Conseil d'exploitation postale et sur la base des directives données par ce dernier, le projet de plan stratégique à soumettre au Congrès et le projet de révision annuelle;

2.9 assurer la représentation de l'Union;

2.10 servir d'intermédiaire dans les relations entre:

- l'UPU et les Unions restreintes;
- l'UPU et l'Organisation des Nations Unies;
- l'UPU et les organisations internationales dont les activités présentent un intérêt pour l'Union;
- l'UPU et les organismes internationaux, associations ou entreprises que les organes de l'Union souhaitent consulter ou associer à leurs travaux;

2.11 assumer la fonction de Secrétaire général des organes de l'Union et veiller à ce titre, compte tenu des dispositions spéciales du présent Règlement, notamment:

- à la préparation et à l'organisation des travaux des organes de l'Union;
- à l'élaboration, à la production et à la distribution des documents, rapports et procès-verbaux;
- au fonctionnement du secrétariat durant les réunions des organes de l'Union;

2.12 assister aux séances des organes de l'Union et prendre part aux délibérations sans droit de vote, avec la possibilité de se faire représenter.

Article 111
Fonctions du Vice-Directeur général

1. Le Vice-Directeur général assiste le Directeur général et il est responsable devant lui.

2. En cas d'absence ou empêchement du Directeur général, le Vice-Directeur général exerce les pouvoirs de celui-ci. Il en est de même dans le cas de vacance du poste de Directeur général visé à l'article 109, paragraphe 3.

Article 112
Secrétariat des organes de l'Union

Le secrétariat des organes de l'Union est assuré par le Bureau international sous la responsabilité du Directeur général. Il adresse tous les documents publiés à l'occasion de chaque session aux administrations postales des membres de l'organe, aux administrations postales des pays qui, sans être membres de l'organe, collaborent aux études entreprises, aux Unions restreintes ainsi qu'aux autres administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

Article 113
Liste des Pays-membres

Le Bureau international établit et tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant leur classe de contribution, leur groupe géographique et leur situation par rapport aux Actes de l'Union.

Article 114
Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil d'administration, du Conseil d'exploitation postale et des administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres administrations postales sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il peut intervenir, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal.

Article 115
Coopération technique

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

Article 116
Formules fournies par le Bureau international

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les coupons-réponse internationaux et d'en approvisionner, au prix de revient, les administrations postales qui en font la demande.

Article 117
Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union et informe les administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil d'administration toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

Article 118
Revue de l'Union

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Article 119
Rapport annuel sur les activités de l'Union

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport annuel qui est communiqué, après approbation par le Conseil d'administration, aux administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre III

Procédure d'introduction et d'examen des propositions

Article 120
Procédure de présentation des propositions au Congrès

1. Sous réserve des exceptions prévues aux paragraphes 2 et 5, la procédure suivante règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les administrations postales des Pays-membres:

a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès;

b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès;

c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le

Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux administrations postales;

d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre quatre et deux mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit administrations postales; les propositions qui parviennent ultérieurement ne sont plus admises;

e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.

2. Les propositions concernant la Constitution ou le Règlement général doivent parvenir au Bureau international six mois au moins avant l'ouverture du Congrès; celles qui parviennent postérieurement à cette date mais avant l'ouverture du Congrès ne peuvent être prises en considération que si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des pays représentés au Congrès et si les conditions prévues au paragraphe 1 sont respectées.

3. Chaque proposition ne doit avoir en principe qu'un objectif et ne contenir que les modifications justifiées par cet objectif.

4. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention «Proposition d'ordre rédactionnel» par les administrations postales qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.

5. La procédure prescrite aux paragraphes 1 et 4 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

Article 121
Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres administrations postales. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

2. Ces propositions sont adressées aux autres administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Les propositions concernant les Règlements n'ont pas besoin d'appui, mais ne sont prises en considération par le Conseil d'exploitation postale que si celui-ci en approuve l'urgente nécessité.

Article 122
Examen des propositions entre deux Congrès

1. Toute proposition concernant la Convention, les Arrangements et leurs Protocoles finals est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux administrations postales des Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux administrations postales avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Les propositions de modification des Règlements sont traitées par le Conseil d'exploitation postale.

3. Si la proposition concerne un Arrangement ou son Protocole final, seules les administrations postales de Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au paragraphe 1.

Article 123
Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une notification du Directeur général du Bureau international aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées par le Conseil d'exploitation postale aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont notifiées aux administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 64.3.2 de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

Article 124
Mise en vigueur des Règlements et des autres décisions adoptés entre deux Congrès

1. Les Règlements entrent en vigueur à la même date et ont la même durée que les Actes issus du Congrès.

2. Sous réserve du paragraphe 1, les décisions de modification des Actes de l'Union qui sont adoptées entre deux Congrès ne sont exécutoires que trois mois, au moins, après leur notification.

Chapitre IV

Finances

Article 125
Fixation et règlement des dépenses de l'Union

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 2000 et suivantes:

36 680 816 francs suisses pour l'année 2000;
37 000 000 francs suisses pour les années 2001 à 2004.

La limite de base pour l'année 2004 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 2004.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais dereproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 2 948 000 francs suisses.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitements, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève.

4. Le Conseil d'administration est également autorisé à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

5. Par dérogation au paragraphe 1, le Conseil d'administration, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 125 000 francs suisses par année.

6. Si les crédits prévus par les paragraphes 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

7. Les pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

8. Les Pays-membres paient à l'avance leur part contributive aux dépenses annuelles de l'Union, sur la base du budget arrêté par le Conseil d'administration. Ces parts contributives doivent être payées au plus tard le premier jour de l'exercice

financier auquel se rapporte le budget. Passé ce terme, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 3% par an durant les six premiers mois et de 6% par an à partir du septième mois.

9. Lorsque les arriérés de contributions obligatoires hors intérêts dues à l'Union par un Pays-membre sont égaux ou supérieurs à la somme des contributions de ce Pays-membre pour les deux exercices financiers précédents, ce Pays-membre peut céder irrévocablement à l'Union tout ou partie de ses créances sur d'autres Pays-membres, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Les conditions de cession de créances sont à définir selon un accord convenu entre le Pays-membre, ses débiteurs/créanciers et l'Union.

10. Les Pays-membres qui, pour des raisons juridiques ou autres, sont dans l'impossibilité d'effectuer une telle cession s'engagent à conclure un plan d'amortissement de leurs comptes arriérés.

11. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, le recouvrement des arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union ne pourra pas s'étendre à plus de dix années.

12. Dans des circonstances exceptionnelles, le Conseil d'administration peut libérer un Pays-membre de tout ou partie des intérêts dus si celui-ci s'est acquitté, en capital, de l'intégralité de ses dettes arriérées.

13. Un Pays-membre peut également être libéré, dans le cadre d'un plan d'amortissement de ses comptes arriérés approuvé par le Conseil d'administration, de tout ou partie des intérêts accumulés ou à courir; la libération est toutefois subordonnée à l'exécution complète et ponctuelle du plan d'amortissement dans un délai convenu de dix ans au maximum.

14. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est constitué un Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil d'administration. Ce Fonds est alimenté en premier lieu par les excédents budgétaires. Il peut servir également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres.

15. En ce qui concerne les insuffisances passagères de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse fait, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Ce Gouvernement surveille sans frais la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans les limites des crédits fixés par le Congrès.

Article 126
Sanctions automatiques

1. Tout Pays-membre étant dans l'impossibilité d'effectuer la cession prévue au paragraphe 9 de l'article 125 et qui n'accepte pas de se soumettre à un plan d'amortissement proposé par le Bureau international conformément à l'article 125, paragraphe 10, ou ne le respecte pas perd automatiquement son droit de vote au Congrès et dans les réunions du Conseil d'administration et du Conseil d'exploitation postale et n'est plus éligible à ces deux Conseils.

2. Les sanctions automatiques sont levées d'office et avec effet immédiat dès que le Pays-membre concerné s'est acquitté entièrement de ses arriérés de contributions obligatoires dues à l'Union, en capital et intérêts, ou qu'il accepte de se soumettre à un plan d'amortissement de ses comptes arriérés.

Article 127
Classes de contribution

1. Les Pays-membres contribuent à la couverture des dépenses de l'Union selon la classe de contribution à laquelle ils appartiennent. Ces classes sont les suivantes:

classe de 50 unités;
classe de 40 unités;
classe de 35 unités;
classe de 25 unités;
classe de 20 unités;
classe de 15 unités;
classe de 10 unités;
classe de 5 unités;
classe de 3 unités;
classe de 1 unité;
classe de 0,5 unité, réservée aux pays les moins avancés énumérés par l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays désignés par le Conseil d'administration.

2. Outre les classes de contribution énumérées au paragraphe 1, tout Pays-membre peut choisir de payer un nombre d'unités de contribution supérieur à 50 unités.

3. Les Pays-membres sont rangés dans l'une des classes de contribution précitées au moment de leur admission ou de leur adhésion à l'Union, selon la procédure visée à l'article 21, paragraphe 4, de la Constitution.

4. Les Pays-membres peuvent changer ultérieurement de classe de contribution, à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres qui n'ont pas fait connaître leur souhait de changer de classe de contribution dans les délais prescrits sont maintenus dans la classe de contribution à laquelle ils appartenaient jusqu'alors.

5. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois.

6. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles telles que des catastrophes naturelles nécessitant des programmes d'aide internationale, le Conseil d'administration peut autoriser un déclassement temporaire d'une classe, une seule fois entre deux Congrès, à la demande d'un Pays-membre si celui-ci apporte la preuve qu'il ne peut plus maintenir sa contribution selon la classe initialement choisie. Dans les mêmes circonstances, le Conseil d'administration peut également autoriser le déclassement temporaire de Pays-membres n'appartenant pas à la catégorie des pays

les moins avancés et déjà rangés dans la classe de 1 unité en les faisant passer dans la classe de 0,5 unité.

7. En application du paragraphe 6, le déclassement temporaire peut être autorisé par le Conseil d'administration pour une période maximale de deux ans ou jusqu'au prochain Congrès, si celui-ci a lieu avant la fin de cette période. A l'expiration de la période fixée, le pays concerné réintègre automatiquement sa classe initiale.

8. Par dérogation aux paragraphes 4 et 5, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

Article 128
Paiement des fournitures du Bureau international

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêts au profit de l'Union, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Chapitre V

Arbitrages

Article 129
Procédure d'arbitrage

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des administrations postales en cause choisit une administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs administrations postales font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.

2. Au cas où l'une des administrations postales en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'administration postale défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique, qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration postale également désintéressée dans le litige. A

défaut d'une entente sur le choix, cette administration postale est désignée par le Bureau international parmi les administrations postales non proposées par les arbitres.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des administrations postales qui participent à cet Arrangement.

Chapitre VI

Dispositions finales

Article 130
Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès. Les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote.

Article 131
Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies

Les conditions d'approbation visées à l'article 130 s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

Article 132
Mise à exécution et durée du Règlement général

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1er janvier 2001 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Beijing, le 15 septembre 1999.

Arrangement concernant les services de paiement de la poste

Table des matières

Décomptes, comptes de liaison

9. Rémunération de l'administration de paiement
10. Relations financières entre les administrations participantes

Chapitre VI
Le postchèque

11. Fonctionnement des postchèques

Chapitre VII
Le réseau POSTNET

12. Conditions d'adhésion et de participation

Chapitre VIII
Les envois contre remboursement

13. Définition du service

Chapitre IX
Dispositions diverses

14. Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

Chapitre X
Dispositions finales

15. Dispositions finales

Arrangement concernant les services de paiement de la poste

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 4, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant.

Chapitre I

Dispositions préliminaires

Article premier
Objet de l'Arrangement

1. Le présent Arrangement régit l'ensemble des prestations visant au transfert de fonds postaux. Les pays contractants conviennent d'un commun accord des produits du présent Arrangement qu'ils entendent instaurer dans leurs relations réciproques.

2. Des organismes non postaux peuvent participer, par l'intermédiaire de l'administration postale, du service des chèques postaux ou d'une institution qui gère un réseau de transfert de fonds postaux, aux échanges régis par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'organisations postales définies par le présent Arrangement. L'administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

Article 2
Différents produits pouvant être offerts

1. Le mandat

1.1 L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste ou ordonne le débit de son compte courant postal et demande le paiement du montant en numéraire au bénéficiaire.

1.2 L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande qu'ils soient versés sur le compte courant postal du bénéficiaire ou sur d'autres types de comptes gérés par les administrations.

2. Le virement

2.1 Le titulaire d'un compte courant postal demande, par débit de son compte, l'inscription d'un montant au crédit du compte courant postal, d'autres types de comptes gérés par les administrations ou du compte courant bancaire du bénéficiaire par l'intermédiaire de l'administration de destination.

3. Le postchèque

3.1 Le postchèque est un titre international qui peut être délivré aux titulaires de comptes courants postaux et payable à vue dans les bureaux de poste des pays participant au service.

3.2 Le postchèque peut également être remis en paiement à des tiers après entente entre les administrations contractantes.

4. Le retrait sur le réseau de distributeurs automatiques de billets de banque POSTNET

4.1 Les institutions financières, postales ou non, qui adhèrent par convention au réseau POSTNET peuvent offrir à leurs détenteurs de cartes la possibilité de retirer des espèces aux distributeurs automatiques de billets de banque du réseau POSTNET.

5. Autres prestations

5.1 Les administrations postales peuvent convenir, dans leurs relations bilatérales ou multilatérales, d'instaurer d'autres prestations, dont les modalités sont à définir entre les administrations intéressées.

Chapitre II

Dépôt des ordres

Article 3
Emission des titres et admission des ordres de paiement (monnaie, conversion, montant)

1. Sauf entente spéciale, le montant des titres et des ordres est exprimé en monnaie du pays de paiement.

2. L'administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

3. Le montant des transferts de fonds est illimité, sauf décisions prises par les administrations concernées.

4. L'administration d'émission a toute liberté pour définir les documents et les modalités de dépôt des titres et des ordres de paiement, sauf lorsque ceux-ci sont à transférer par la voie postale. Dans ce cas, seules doivent être utilisées les formules prévues au Règlement.

5. Les titres et les ordres de paiement à transmettre par la voie des télécommunications sont soumis aux dispositions du Règlement des télécommunications internationales.

Article 4
Taxes

1. L'administration d'émission détermine librement la taxe à percevoir au moment de l'émission. A cette taxe principale, elle ajoute, éventuellement, les taxes afférentes à des services spéciaux rendus à l'expéditeur.

2. L'administration d'émission peut, après entente avec l'administration chargée du paiement, percevoir de l'expéditeur, à la demande de ce dernier, des taxes afférentes à des services spéciaux rendus au bénéficiaire. Le montant de ces taxes est reversé à l'administration chargée du paiement.

3. Les transferts de fonds échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par l'administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire, déterminée par cette dernière en fonction des coûts générés par les opérations qu'elle effectue, dont le montant est convenu entre les administrations concernées et prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'administration du pays intermédiaire si les administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.

4. Si des duplicata de mandats sont exigibles en vertu des dispositions du Règlement et si aucune faute de service n'a été commise, une taxe à ce titre, fixée par l'administration auprès de laquelle une demande a été formulée, peut être perçue sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, sauf si cette taxe a déjà été perçue au titre de l'avis de paiement.

5. Sont exonérés de toutes taxes les documents, les titres et les ordres de paiement relatifs aux transferts de fonds postaux échangés entre les administrations par la voie postale, dans les conditions prévues à l'article 8.2 et 3.1 à 3.3 de la Convention.

Chapitre III

Transmission des ordres

Article 5
Moyens d'échange

1. L'échange par la voie postale s'opère au moyen de formules prévues au Règlement, directement entre bureau d'émission et bureau de paiement ou par l'intermédiaire de bureaux d'échange.

2. L'échange par la voie des télécommunications s'opère par envoi adressé directement au bureau de paiement ou à un bureau d'échange, à condition que toutes les mesures nécessaires à la sécurité des échanges soient respectées par accord entre les administrations intéressées.

3. Les transferts de fonds peuvent être présentés au pays de paiement sur bandes magnétiques ou sur tout autre support convenu entre les administrations. Les administrations de paiement sont alors libres du choix des formules à utiliser comme support des sommes à payer en numéraire aux bénéficiaires.

4. Tous les transferts de fonds peuvent être effectués par l'intermédiaire de réseaux électroniques, selon les conventions particulières adoptées par les administrations concernées.

5. Les administrations peuvent convenir d'utiliser des moyens d'échange autres que ceux prévus à l'article 5.1 à 4.

Chapitre IV

Traitement dans le pays de paiement et réclamations

Article 6
Paiement

1. En principe, la somme entière du mandat doit être payée au bénéficiaire; des taxes facultatives peuvent être perçues si celui-ci demande des services spéciaux supplémentaires.

2. La validité des mandats s'étend:

2.1 en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission;

2.2 après accord entre administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission.

3. Après ces délais, les mandats parvenus aux bureaux de paiement ne sont payés que s'ils sont revêtus d'un «visa pour date» donné par le service désigné par l'administration d'émission, à la requête du bureau de paiement. Le visa pour date confère au mandat, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée

est celle qu'aurait un mandat émis le même jour. Les mandats parvenus aux administrations de paiement selon l'article 5.3 ne peuvent pas bénéficier du visa pour date.

4. Si le non-paiement d'un mandat avant l'expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite «de visa pour date» qui sera fixée par l'administration de paiement.

5. Le paiement des mandats est effectué selon la réglementation du pays de paiement.

Article 7
Réclamations

1. Les dispositions de l'article 30 de la Convention sont applicables.

Article 8
Responsabilité

1. Principe et étendue de la responsabilité

1.1 Les administrations sont responsables des sommes versées au guichet ou portées au débit du compte du tireur jusqu'au moment où le mandat a été régulièrement payé ou le compte du bénéficiaire a été crédité.

1.2 Les administrations sont responsables des indications erronées qu'elles ont fournies et qui ont entraîné soit un non-paiement, soit des erreurs dans l'exécution du transfert de fonds. La responsabilité s'étend aux erreurs de conversion et aux erreurs de transmission.

1.3 Les administrations sont dégagées de toute responsabilité:

1.3.1 en cas de retard qui peut se produire dans la transmission, l'expédition ou le paiement des titres et des ordres;

1.3.2 lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte de l'exécution d'un transfert de fonds, à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;

1.3.3 lorsque l'expéditeur n'a formulé aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 30.1 de la Convention;

1.3.4 lorsque le délai de prescription des mandats dans le pays d'émission s'est écoulé.

1.4 En cas de remboursement, quelle qu'en soit la cause, la somme à rembourser à l'expéditeur ne peut dépasser celle qu'il a versée ou qui a été portée au débit de son compte.

1.5 Les administrations peuvent convenir entre elles d'appliquer des conditions plus étendues de responsabilité adaptées aux besoins de leurs services intérieurs.

1.6 Les conditions de l'application du principe de la responsabilité, et notamment les questions de la détermination de la responsabilité, le paiement des sommes dues, les recours, le délai de paiement et les dispositions relatives au remboursement à l'administration intervenante, sont celles prescrites dans le Règlement.

Chapitre V

Décomptes, comptes de liaison

Article 9
Rémunération de l'administration de paiement

1. Pour chaque mandat payé, l'administration d'émission attribue à l'administration de paiement une rémunération dont le taux est fixé dans le Règlement en fonction du montant moyen des mandats compris dans un même compte mensuel.

2. Au lieu des taux prévus à l'article 9.1, les administrations peuvent convenir de taux de rémunération différents ou fixer une rémunération forfaitaire pour chaque paiement effectué.

3. Pour chaque virement, l'administration de destination peut demander le versement d'une taxe d'arrivée. Cette taxe peut être soit débitée du compte du bénéficiaire, soit prise en charge par l'administration d'émission par débit de son compte de liaison.

4. Les transferts de fonds effectués en franchise de taxe ne donnent lieu à aucune rémunération.

5. Lorsqu'il y a entente entre les administrations intéressées, les transferts de fonds de secours exemptés de taxes par l'administration d'émission peuvent être exonérés de rémunération.

Article 10
Relations financières entre les administrations participantes

1. Les administrations conviennent entre elles des moyens techniques à utiliser pour régler leurs créances.

2. Le compte courant de liaison

2.1 Lorsque les administrations disposent d'une institution de chèques postaux, chacune d'elles se fait ouvrir, à son nom auprès de l'administration correspondante, un compte courant de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et les créances réciproques résultant des échanges effectués au titre du service des chèques postaux et, éventuellement, les

mandats et toutes les autres opérations que les administrations conviendraient de régler par ce moyen.

2.2 Lorsque l'administration de paiement ne dispose pas d'une institution de chèques postaux, le compte courant de liaison peut être ouvert auprès d'une autre institution financière.

2.3 En cas de découvert sur un compte de liaison, les sommes dues sont productrices d'intérêts, dont le taux est fixé dans le Règlement.

3. Le compte mensuel

3.1 L'administration de paiement établit, pour chaque administration d'émission, un compte mensuel des sommes payées pour les mandats de poste. Les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

3.2 Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

4. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent article et à celles du Règlement qui en découlent.

Chapitre VI

Le postchèque

Article 11
Fonctionnement des postchèques

1. Délivrance des postchèques

1.1 Chaque administration peut délivrer des postchèques à ses titulaires de comptes courants postaux.

1.2 Il est remis également aux titulaires de comptes courants postaux auxquels des postchèques ont été délivrés une carte de garantie postchèque qui doit être présentée au moment du paiement.

1.3 Le montant maximal garanti est imprimé au verso de chaque postchèque, ou sur une annexe, dans la monnaie convenue entre les pays contractants.

1.4 Sauf accord particulier avec l'administration de paiement, l'administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.

1.5 L'administration d'émission peut percevoir une taxe sur le tireur d'un postchèque.

1.6 Le cas échéant, la durée de validité des postchèques est fixée par l'administration d'émission. Elle est indiquée sur le postchèque par

l'impression de la date ultime de validité. En l'absence d'une telle indication, la validité des postchèques est illimitée.

2. Paiement

2.1 Le montant des postchèques est payé au bénéficiaire en monnaie légale du pays de paiement.

2.2 Le montant maximal qui peut être payé au moyen d'un postchèque est fixé d'un commun accord par les pays contractants.

3. Responsabilité

3.1 L'administration de paiement est déchargée de toute responsabilité lorsqu'elle peut établir que le paiement a été effectué dans les conditions fixées aux articles correspondants du Règlement relatifs à la présentation des postchèques au guichet de paiement et aux conditions de leur paiement.

3.2 L'administration émettrice n'est pas tenue d'honorer les postchèques falsifiés ou contrefaits qui lui sont renvoyés après le délai prévu à l'article correspondant du Règlement relatif au renvoi des postchèques payés au service des chèques postaux d'origine.

4. Rémunération de l'administration de paiement

4.1 Les administrations qui émettent et qui paient des postchèques fixent bilatéralement le montant de la rémunération qui est attribuée à l'administration de paiement.

Chapitre VII

Le réseau POSTNET

Article 12
Conditions d'adhésion et de participation

1. L'adhésion au réseau nécessite la signature de la Convention POSTNET et l'acquittement d'un droit d'entrée.

2. Les conditions d'adhésion et de participation au service sont définies dans la Convention POSTNET.

Chapitre VIII

Les envois contre remboursement

Article 13
Définition du service

1. Sur la base d'accords bilatéraux, les envois de la poste aux lettres ordinaires, recommandés et avec valeur déclarée et les colis postaux ordinaires et avec valeur déclarée peuvent être expédiés contre remboursement.

2. L'organisme qui a délivré l'envoi remet les fonds à l'institution financière postale et demande le paiement du montant au bénéficiaire.

Chapitre IX

Dispositions diverses

Article 14
Demande d'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger

1. Lors de l'ouverture d'un compte courant postal à l'étranger et dans le cadre des vérifications d'usage concernant le requérant, les organismes financiers postaux ou non postaux des pays parties au présent Arrangement s'entendent bilatéralement sur l'assistance qu'ils peuvent se prêter mutuellement.

Chapitre X

Dispositions finales

Article 15
Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.

2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.

3. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement

3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.

3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil d'exploitation postale qui sont parties à l'Arrangement.

3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:

3.3.1 les deux tiers des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement ayant répondu à la consultation, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;

3.3.2 la majorité des suffrages, la moitié au moins des Pays-membres parties à l'Arrangement ayant répondu à la consultation, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;

3.3.3 la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.

3.4 Nonobstant les dispositions prévues sous 3.3.1, tout Pays-membre dont la législation nationale est encore incompatible avec l'addition proposée a la faculté de faire une déclaration écrite au Directeur général du Bureau international indiquant qu'il ne lui est pas possible d'accepter cette addition, dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date de notification de celle-ci.

4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er janvier 2001 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Beijing, le 15 septembre 1999.

Έκτο Πρόσθετο Πρωτόκολλο του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Περιεχόμενα

Έκτο Πρόσθετο Πρωτόκολλο του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Οι εξουσιοδοτημένοι εκπρόσωποι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης συναντήθηκαν στο Συνέδριο του Πεκίνου, εν όψει του άρθρου 30, παρ. 2, του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης που ολοκληρώθηκε στην Βιέννη στις 10 Ιουλίου 1964, υιοθέτησαν, υποκείμενες σε έγκριση, τις παρακάτω τροποποιήσεις σ' αυτό το Καταστατικό.

Άρθρο I
(Άρθρο 22 τροποποιημένο)
Πράξεις της Ένωσης

1. Το Καταστατικό θα είναι η θεμελιώδης Πράξη της Ένωσης, θα περιέχει τους οργανικούς κανόνες της Ένωσης.

2. Οι Γενικοί Κανονισμοί πρέπει να ενσωματώνουν αυτές τις διατάξεις οι οποίες διασφαλίζουν την εφαρμογή του Καταστατικού και την λειτουργία της Ένωσης. Είναι υποχρεωτικοί για όλες τις χώρες μέλη.

3. Η Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση, οι Κανονισμοί του Επιστολικού Ταχυδρομείου και των Ταχυδρομικών Δεμάτων πρέπει να περιλαμβάνουν τους κοινούς κανόνες που εφαρμόζονται στη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία και τις διατάξεις που αφορούν στις υπηρεσίες επιστολικού ταχυδρομείου και των ταχυδρομικών δεμάτων. Οι πράξεις αυτές θα είναι υποχρεωτικές για όλες τις χώρες μέλη.

4. Οι Συμφωνίες της Ένωσης και οι Κανονισμοί τους πρέπει να ρυθμίζουν τις άλλες, εκτός του επιστολικού ταχυδρομείου, υπηρεσίες και των ταχυδρομικών δεμάτων μεταξύ εκείνων των χωρών μελών που είναι μέλη σ' αυτή. Αυτές θα είναι υποχρεωτικές μόνο για τις χώρες αυτές.

5. Οι Κανονισμοί, οι οποίοι περιέχουν τους κανόνες εφαρμογής που είναι απαραίτητοι για την εκτέλεση της Σύμβασης και των Συμφωνιών, πρέπει να συντάσσονται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, λαμβάνοντας υπόψη τις αποφάσεις που έλαβε το Συνέδριο.

6. Τα Τελικά Πρωτόκολλα που είναι προσαρτημένα στις Πράξεις της Ένωσης και αναφέρονται στις παραγράφους 3, 4 και 5 περιέχουν τις επιφυλάξεις πάνω στις Πράξεις αυτές.

Άρθρο II
(Άρθρο 25 τροποποιημένο)
Υπογραφή, θεώρηση, επικύρωση και άλλες μορφές έγκρισης των Πράξεων της Ένωσης

1. Οι Πράξεις της Ένωσης που προκύπτουν από το Συνέδριο πρέπει να υπογράφονται από τους εξουσιοδοτημένους εκπροσώπους των χωρών μελών.

2. Οι Κανονισμοί θα επικυρώνονται από τον Πρόεδρο και το Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

3. Το Καταστατικό θα επικυρώνεται όσο το δυνατόν συντομότερα από τις συνυπογράφουσες χώρες.

4. Η έγκριση των Πράξεων της Ένωσης εκτός απ' αυτές του Καταστατικού θα διέπονται από τους θεσμικούς κανονισμούς κάθε συνυπογράφουσας χώρας.

5. Όταν κάποια χώρα δεν επικυρώνει το Καταστατικό ή δεν εγκρίνει τις άλλες Πράξεις που έχει υπογράψει, το Καταστατικό και οι άλλες Πράξεις δεν θα είναι πλέον έγκυρες για τις άλλες χώρες που τις έχουν επικυρώσει ή εγκρίνει.

Άρθρο III
(άρθρο 29 τροποποιημένο)
Παρουσίαση προτάσεων

1. Η ταχυδρομική υπηρεσία κάποιας χώρας μέλους θα έχει το δικαίωμα να παρουσιάσει, είτε στο Συνέδριο είτε μεταξύ Συνεδρίων, προτάσεις σχετικά με τις Πράξεις της Ένωσης της οποίας η χώρα είναι μέλος.

2. Ωστόσο, προτάσεις που αφορούν στο Καταστατικό και στους Γενικούς Κανονισμούς μπορούν να υποβληθούν μόνον στο Συνέδριο.

3. Επιπλέον, προτάσεις οι οποίες αφορούν στους Κανονισμούς θα υποβάλλονται απευθείας στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης αλλά πρέπει πρώτα να διαβιβάζονται από το Διεθνές Γραφείο στις ταχυδρομικές υπηρεσίες όλων των χωρών μελών.

Άρθρο IV
Προσχώρηση στο Συμπληρωματικό Πρωτόκολλο και στις άλλες Πράξεις της Ένωσης

1. Χώρες μέλη οι οποίες δεν έχουν υπογράψει το παρόν Πρωτόκολλο μπορούν να προσχωρήσουν σε αυτό οποιαδήποτε στιγμή.

2. Χώρες μέλη οι οποίες αποτελούν μέρη στις Πράξεις που ανανεώθηκαν στο Συνέδριο αλλά που δεν τις έχουν υπογράψει πρέπει να προσχωρήσουν σε αυτές συντομότερο δυνατόν.

3. Έγγραφα προσχώρησης που αφορούν στις περιπτώσεις που διατυπώθηκαν στις παραγράφους 1 και 2 πρέπει να σταλούν στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου, ο οποίος θα γνωστοποιήσει στις Κυβερνήσεις των χωρών μελών την υποβολή τους.

Άρθρο V
Έναρξη εκτέλεσης και διάρκεια του Συμπληρωματικού Πρωτοκόλλου στο Καταστατικό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Αυτό το Συμπληρωματικό Πρωτόκολλο θα τεθεί σε ισχύ την 1η Ιανουαρίου 2001 και θα παραμείνει σε ισχύ για αόριστο χρόνο.

Σε πιστοποίηση αυτού, οι συνυπογράφοντες των Κυβερνήσεων των χωρών μελών συνέταξαν αυτό το Συμπληρωματικό Πρωτόκολλο, το οποίο θα έχει την ίδια ισχύ και το ίδιο κύρος ως αν οι διατάξεις του εισάγονταν στο ίδιο το εγχειρίδιο του Καταστατικού και το υπέγραψαν σε ένα πρωτότυπο μόνο, το οποίο θα κατατεθεί στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Αντίγραφο του θα επιδοθεί σε κάθε μέρος από την Κυβέρνηση της χώρας στην οποία διεξήχθη το Συνέδριο.

Αποφασίσθηκε στο Πεκίνο, 15 Σεπτεμβρίου 1999.

Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση

Περιεχόμενα

XXIV Καταληκτικά τέλη

XXV Τέλη εσωτερικής αεροπορικής διαβίβασης

XXVI Πρόσθετα ειδικά χερσαία καταληκτικά τέλη.

XXVII Ειδικές τιμολογήσεις

Παγκόσμια Ταχυδρομική Σύμβαση

Οι υπογραφόμενοι, πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών-μελών της Ένωσης, έχοντες υπ' όψη το άρθρο 22, παράγραφος 3 του καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης που συνομολογήθηκε στην Βιέννη την 10η Ιουλίου του 1964, έχοντες από κοινού συγκατατεθεί και υποκείμενοι στο άρθρο 25, παράγραφος 4, του καταστατικού, συντάξαμε σε αυτή την Σύμβαση τους παγκόσμια ισχύοντες κανόνες της διεθνούς ταχυδρομικής υπηρεσίας.

Μέρος Ι

Κανόνες εφαρμοστέοι από κοινού στο σύνολο της διεθνούς ταχυδρομικής υπηρεσίας

Θεμελιώδες κεφάλαιο Γενικές Διατάξεις

Άρθρο 1

Παγκόσμια ταχυδρομική υπηρεσία

1. Προκειμένου να υποστηριχθεί η αντίληψη του ενιαίου ταχυδρομικού εδάφους της Ένωσης, τα κράτη-μέλη θα διαβεβαιώσουν ότι όλοι οι χρήστες/πελάτες απολαμβάνουν το δικαίωμα σε μία παγκόσμια ταχυδρομική υπηρεσία που περιλαμβάνει την μόνιμη φροντίδα της βασικής ποιότητας των ταχυδρομικών υπηρεσιών σε όλα τα σημεία της επικράτειας τους, σε προσιτές τιμές.

2. Στοχεύοντας σε αυτό, τα κράτη -μέλη θα καθορίσουν μέσα στο πλαίσιο της εθνικής τους νομοθεσίας η με κάθε άλλο σύνηθες μέσο, το εύρος της προσφοράς των ταχυδρομικών υπηρεσιών, και την απαίτηση για ποιότητα και προσιτές τιμές, λαμβάνοντας ταυτόχρονα υπ' όψη τις ανάγκες του πληθυσμού και ης εθνικές συνθήκες.

3. Τα κράτη-μέλη θα διαβεβαιώσουν ότι η προσφορά των ταχυδρομικών υπηρεσιών και η ποιοτική τους σταθερότητα θα επιτευχθεί από τους υπεύθυνους για την παροχή της παγκόσμιας ταχυδρομικής υπηρεσίας Οργανισμούς.

Άρθρο 2

Ελευθερία διέλευσης

1. Η αρχή της ελευθερίας της διέλευσης στοιχειοθετείται στο άρθρο 1 του καταστατικού. Αυτό συνδέεται με την υποχρέωση της κάθε ταχυδρομικής υπηρεσίας να διαβιβάζει πάντοτε με την συντομότερη οδό και τα πλέον ασφαλή μέσα, τα οποία χρησιμοποιεί για τα δικά της αντικείμενα, κλειστές αποστολές ή απερικάλυπτα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου, τα οποία έχουν διαβιβαστεί σε αυτήν από μία άλλη ταχυδρομική υπηρεσία.

2. Τα κράτη - μέλη τα οποία δεν συμμετέχουν στην ανταλλαγή επιστολών που περιέχουν υποκείμενα σε φθορά βιολογικά ή ραδιενεργά υλικά θα επιλέγουν να μη\ αποδέχονται την διέλευση από το έδαφος τους, των αντικειμένων αυτών απερικάλυπτων. Το ίδιο θα ισχύει για αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου εκτός από επιστολές, ταχυδρομικά δελτάρια και αλληλογραφία των τυφλών, τα οποίο δεν ανταποκρίνονται στις νομικές απαιτήσεις που προσδιορίζουν τους όρους της κυκλοφορίας τους, της χώρας από την οποία διέρχονται.

3. Η ελευθερία της διέλευσης των ταχυδρομικών δεμάτων τα οποίο διαβιβάζονται μέσω χερσαίων ή θαλασσίων οδών, θα είναι περιορισμένη στα εδάφη των χωρών που παίρνουν μέρος στην υπηρεσία αυτή.

4. Η ελευθερία της διέλευσης των αεροπορικών ταχυδρομικών δεμάτων θα είναι εγγυημένη σε όλο το έδαφος της Ένωσης.. Ωστόσο από κράτη-μέλη τα οποία δε\ εκτελούν την υπηρεσία των ταχυδρομικών δεμάτων δεν θα απαιτείται να διαβιβάζουν τα αεροπορικά δέματα με μέσα επιφανείας.

5. Εάν ένα κράτος μέλος παραμελήσει να τηρήσει τις διατάξεις σχετικά με την ελευθερία διέλευσης, τα άλλα κράτη-μέλη μπορούν να διακόψουν την εκτέλεση της ταχυδρομικής υπηρεσίας με την χώρα αυτή.

Άρθρο 3

Ιδιοκτησία των ταχυδρομικών αντικειμένων

1. Ένα ταχυδρομικό αντικείμενο παραμένει στην κατοχή του αποστολέα μέχρι αυτό να παραδοθεί στον δικαιούχο ιδιοκτήτη, εκτός εάν το αντικείμενο αυτό έχει κατασχεθεί συνεπεία της νομοθεσίας της χώρας προορισμού.

Άρθρο 4

Δημιουργία μιας νέας υπηρεσίας

1. Οι ταχυδρομικές υπηρεσίες μπορούν μετά από αμοιβαία συγκατάθεση να δημιουργήσουν μία νέα υπηρεσία η οποία δεν προβλέπεται στις πράξεις της Ένωσης. Οι χρεώσεις της νέας υπηρεσίας θα προσδιορίζονται από κάθε συμμετέχουσα υπηρεσία, η οποία θα λαμβάνει υπ' όψη της το λειτουργικό κόστος.

Άρθρο 5

Νομισματική μονάδα

1. Η νομισματική μονάδα που ορίζεται στο άρθρο 7 του καταστατικού και που χρησιμοποιείται στην σύμβαση και τις άλλες πράξεις της Ένωσης είναι το ειδικό τραβηκτικό τέλος (DTS).

Άρθρο 6

Ταχυδρομικά γραμματόσημα

1. Μόνο οι ταχυδρομικές υπηρεσίες θα εκδίδουν ταχυδρομικά γραμματόσημα που πιστοποιούν την πληρωμή των ταχυδρομικών τελών σύμφωνα με τις πράξεις της Ένωσης. Αποτυπώματα ταχυδρομικής προπληρωμής που γίνονται από εκτυπωτικό μηχανισμό, ή άλλη εκτύπωση ή διαδικασία σφράγισης σύμφωνα με τα προβλεπόμενα από τον κανονισμό εκτέλεσης του επιστολικού ταχυδρομείου, μπορεί να χρησιμοποιηθεί μόνο μετά από εξουσιοδότηση της ταχυδρομικής υπηρεσίας.

2. Τα θέματα και ο σχεδιασμός των ταχυδρομικών γραμματοσήμων θα πρέπει να οριοθετούνται από το πνεύμα του προοιμίου του καταστατικού της ΠΤΕ και από τις αποφάσεις που λαμβάνονται από τα όργανα της Ένωσης.

Άρθρο 7

Τέλη

1. Τα τέλη για τις διάφορες διεθνείς και ειδικές ταχυδρομικές υπηρεσίες θα ορίζονται από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, σύμφωνα με τις αρχές που προσδιορίζονται στην Σύμβαση και τους Κανονισμούς. Κατά κανόνα θα σχετίζονται με το κόστος παροχής αυτών των υπηρεσιών.

2. Τα εισπραττόμενα τέλη, συμπεριλαμβανομένων και εκείνων που ορίζονται σαν ενδεικτικά στις Πράξεις, θα είναι τουλάχιστο ανάλογα με αυτά που εισπράττονται για τα αντικείμενα της εσωτερικής υπηρεσίας που έχουν τα ίδια χαρακτηριστικά.(κατηγορία ποσότητα, χρόνο διεκπεραίωσης κ.τ.λ.)

3. Οι ταχυδρομικές υπηρεσίες θα νομιμοποιούνται να υπερβαίνουν οποιαδήποτε τέλη εμφανίζονται στις Πράξεις, συμπεριλαμβανομένων και αυτών που ορίζονται σαν ενδεικτικά:

3.1. Εάν τα τέλη που εισπράττονταν για τις ίδιες υπηρεσίες στο εσωτερικό τους είναι υψηλότερα από αυτά που ορίζονται.

3.2 Εάν αυτό είναι απαραίτητο για την κάλυψη του κόστους της λειτουργίας της υπηρεσίας ή για οποιοδήποτε άλλο αιτιολογημένο λόγο.

4. Πάνω από το ελάχιστο επίπεδο τελών που ορίζεται στο 2. οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες, μπορούν να επιτρέψουν χαμηλότερα τέλη, βασιζόμενα στην εσωτερική τους νομοθεσία για αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου που ταχυδρομούνται στην χώρα τους. Αυτά μπορούν κατά περίπτωση να παρέχουν προτιμητέες τιμές στους μεγάλους χρήστες του ταχυδρομείου.

5. Κανενός είδους ταχυδρομικό τέλος δεν μπορεί να εισπραχθεί από τους πελάτες εκτός αυτών που προβλέπονται στις Πράξεις.

6. Εκτός όπου διαφορετικά ορίζεται στις Πράξεις, κάθε ταχυδρομική υπηρεσία θα παρακρατεί τα τέλη που έχει εισπράξει.

Άρθρο 8
Εξαίρεση από τα ταχυδρομικά τέλη

1. Αρχή

1.1 Περιπτώσεις εξαίρεσης από τα ταχυδρομικά τέλη θα ορίζονται επακριβώς από την Σύμβαση

2. Ταχυδρομική υπηρεσία

2.1 Αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου που αφορούν την εκτέλεση της ταχυδρομικής υπηρεσίας και στέλνονται από τις ταχυδρομικές Υπηρεσίες ή από τα Γραφεία τους, είτε αεροπορικά, είτε επιφανείας ή SAL θα εξαιρούνται από τα ταχυδρομικά τέλη.

2.2 Αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου που αφορούν την ταχυδρομική υπηρεσία θα εξαιρούνται από όλα τα ταχυδρομικά τέλη εκτός των αεροπορικών τελών εάν αυτά:

2.2.1 Ανταλλάσσονται μεταξύ των οργάνων της Π.Τ.Ε. και των οργάνων των περιορισμένων Ενώσεων.

2.2.2 Ανταλλάσσονται μεταξύ των οργάνων των Ενώσεων αυτών

2.2.3. Στέλνονται από τέτοια όργανα στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες ή τα Γραφεία τους.

2.3 Δέματα που αφορούν στην εκτέλεση της ταχυδρομικής υπηρεσίας θα εξαιρούνται από όλα τα ταχυδρομικά τέλη εάν ανταλλάσσονται μεταξύ των παρακάτω:

2.3.1 Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

2.3.2 Ταχυδρομικών Υπηρεσιών και Διεθνούς Γραφείου

2.3.3 Ταχυδρομικών Γραφείων των κρατών-μελών

2.3.4 Ταχυδρομικών Γραφείων και Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

2.4 Τα αεροπορικά δέματα με την εξαίρεση αυτών που στέλνονται από το Διεθνές Γραφείο θα απαλλάσσονται από πρόσθετα τέλη.

3. Αιχμάλωτοι πολέμου και πολιτικοί κρατούμενοι

3.1. Αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου, δέματα ή ταχυδρομικές οικονομικές υπηρεσίες απευθυνόμενες ή αποστελλόμενες από αιχμαλώτους πολέμου, είτε απευθείας ή μέσω των Γραφείων που αναφέρονται στους κανονισμούς εκτέλεσης του επιστολικού ταχυδρομείου, θα εξαιρούνται όλων των ταχυδρομικών τελών εκτός των αεροπορικών επιβαρύνσεων. Σε περίπτωση πολέμου, οι συλληφθέντες και κρατούμενοι σε μία ουδέτερη χώρα θα λογίζονται σαν αιχμάλωτοι πολέμου σε ότι αφορά τις αναφερόμενες προηγούμενες διατάξεις.

3.2. Οι διατάξεις που ορίζονται στο πιο πάνω 3.1 θα εφαρμόζονται επίσης στα αντικείμενα του επιστολικού, τα δέματα και τις ταχυδρομικές οικονομικές υπηρεσίες, που ταχυδρομούνται από άλλες χώρες και απευθύνονται ή αποστέλλονται από πολιτικούς κρατούμενους, όπως ορίζεται στην Σύμβαση της Γενεύης της12ης Αυγούστου του 1949 σχετικά με την προστασία των πολιτικών προσώπων σε περίπτωση πολέμου, είτε απευθείας είτε μέσω των Γραφείων που αναφέρονται στους Κανονισμούς Εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

3.3. Τα Γραφεία που αναφέρονται στους Κανονισμούς Εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου, θα επωφελούνται επίσης της εξαίρεσης από τα ταχυδρομικά τέλη σε ότι αφορά τα αντικείμενα του επιστολικού, τα δέματα και τις ταχυδρομικές οικονομικές υπηρεσίες, οι οποίες αφορούν πρόσωπα που αναφέρονται πιο πάνω στα άρθρα 3.1 και 3.2, τα οποία στέλνουν ή δέχονται, είτε απευθείας είτε σαν ενδιάμεσα.

3.4. Τα δέματα θα είναι αποδεκτά για ατελή ταχυδρόμηση μέχρι το βάρος των 5 Kgr. Το όριο βάρους μπορεί να αυξηθεί στα 10 Kgr στην περίπτωση δεμάτων το περιεχόμενο των οποίων δεν μπορεί να διαχωριστεί και δεμάτων που απευθύνονται σε στρατόπεδο ή αντιπροσώπους αιχμαλώτων (πρόσωπα εμπιστοσύνης) για την διανομή τους σε αυτούς.

4. Αλληλογραφία των τυφλών

5. Η αλληλογραφία των τυφλών θα απαλλάσσεται από όλα τα ταχυδρομικά τέλη με εξαίρεση τα αεροπορικά.

Άρθρο 9
Ταχυδρομική ασφάλεια

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες πρέπει να υιοθετήσουν και να εφαρμόσουν μία προληπτική στρατηγική ασφαλείας σε όλα τα επίπεδα των ταχυδρομικών λειτουργιών, να διατηρήσουν και να βελτιώσουν την εμπιστοσύνη του πελάτη στις ταχυδρομικές υπηρεσίες, προκειμένου να διασφαλίσουν ένα ανταγωνιστικό πλεονέκτημα στην αγορά.

2. Αυτή η στρατηγική θα σκοπεύει στο να:

2.1 Ανυψώσει την ποιότητα της υπηρεσίας στο σύνολό της.

2.2 Ευαισθητοποιήσει τον υπάλληλο στην σημασία της ασφάλειας

2.3 Δημιουργήσει και να ενισχύσει τις μονάδες ασφαλείας

2.4 Παρέχει πληροφορίες λειτουργίας, ασφάλειας και έρευνας ανά τακτή χρονική περίοδο και

2.5 Προτείνει για νομοθεσία, όπου αυτό είναι απαραίτητο, συγκεκριμένους νόμους ρυθμίσεις και μέτρα για την βελτίωση της ποιότητας και της ασφάλειας στις παγκόσμιες ταχυδρομικές υπηρεσίες.

Μέρος ΙΙ

Κανόνες ισχύοντες στο επιστολικό ταχυδρομείο και τα ταχυδρομικά δέματα

Κεφάλαιο 1

Παροχή των υπηρεσιών

Άρθρο 10
Βασικές υπηρεσίες

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα αποδέχονται, διαχειρίζονται, διαβιβάζουν και θα επιδίδουν αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου. Επίσης το ίδιο θα πραγματοποιούν και για τα ταχυδρομικά δέματα, είτε όπως ορίζεται στην Σύμβαση, ή στην περίπτωση των δεμάτων προς το εξωτερικό και μετά από διμερείς συμφωνίες με οποιοδήποτε άλλο τρόπο που είναι πλεονεκτικότερος για τους πελάτες τους.

2. Τα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου θα κατατάσσονται σύμφωνα με ένα από τα δύο ακόλουθα συστήματα. Κάθε Ταχυδρομική Υπηρεσία θα είναι ελεύθερη να επιλέξει το σύστημα που θα εφαρμόσει στα αντικείμενα της προς το εξωτερικό.

3. Το πρώτο σύστημα θα βασίζεται στην ταχύτητα της διαχείρισης των αντικειμένων. Αυτό θα διαχωρίζεται σε:

3.1 αντικείμενα προτεραιότητας, π.χ. αντικείμενα διαβιβαζόμενα με την ταχύτερη οδό (αεροπορικά ή επιφανείας) με προτεραιότητα: όριο βάρους 2 Kgr. εν γένει, αλλά 5 Kgr στις σχέσεις μεταξύ Υπηρεσιών που αποδέχονται τέτοια αντικείμενα για τους πελάτες τους. 5 Kgr για αντικείμενα που περιέχουν βιβλία ή φυλλάδια (προαιρετική υπηρεσία), 7 Kgr για την αλληλογραφία των τυφλών.

3.2 Αντικείμενα μη προτεραιότητας, π.χ. αντικείμενα για τα οποία ο αποστολέας έχει διαλέξει μια χαμηλότερη τιμή, εφαρμοζόμενη σε μεγαλύτερους χρόνους επίδοσης όρια βάρους τα ίδια που αναφέρονται στο 3.1

4. Το δεύτερο σύστημα θα βασίζεται στα περιεχόμενα των αντικειμένων. Αυτό θα διαχωρίζεται σε:

4.1 Επιστολές και ταχυδρομικά δελτάρια, μαζί αποκαλούμενα LC: Όριο βάρους 2 Kgr, αλλά 5 Kgr στις σχέσεις μεταξύ Υπηρεσιών που αποδέχονται τέτοια αντικείμενα για τους πελάτες τους.

4.2. Έντυπα, αλληλογραφία των τυφλών και μικροδέματα μαζί αποκαλούμενα ΑΟ: Όριο βάρους 2 Kgr για τα μικροδέματα αλλά 5 Kgr στις σχέσεις μεταξύ Υπηρεσιών που αποδέχονται τέτοια αντικείμενα για τους πελάτες τους, 5 Kgr για έντυπα, 7 Kgr για την αλληλογραφία των τυφλών.

5. Ειδικοί σάκοι που περιέχουν έντυπα (εφημερίδες, περιοδικά; βιβλία) για τον ίδιο παραλήπτη στην ίδια διεύθυνση θα αποκαλούνται σάκοι Μ και στα δύο συστήματα. Όριο βάρους 30 Kgr.

6. Η ανταλλαγή δεμάτων των οποίων το ατομικό τους βάρος υπερβαίνει τα 20 Kgr θα είναι προαιρετική με ανώτατο όριο ατομικού βάρους τα 50 Kgr.

7. Σαν γενικός κανόνας, τα δέματα θα επιδίδονται στους παραλήπτες, όσο αυτό είναι δυνατό, σύμφωνα με τους ισχύοντες κανόνες της χώρας προορισμού. Όταν τα δέματα δεν επιδίδονται στην διεύθυνση του παραλήπτη, αυτός θα ειδοποιείται χωρίς καθυστέρηση για την άφιξη τους, εκτός εάν αυτό είναι αδύνατο.

8. Οποιαδήποτε Ταχυδρομική Υπηρεσία δεν αναλαμβάνει την διαβίβαση ταχυδρομικών δεμάτων, μπορεί να διακανονίσει την εφαρμογή των διατάξεων της Σύμβασης από μεταφορικές εταιρείες. Είναι δυνατό, ταυτόχρονα, να περιορίσει την υπηρεσία αυτή σε δέματα καταγόμενα ή απευθυνόμενα σε μέρη που εξυπηρετούνται από τις εταιρείες αυτές. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα παραμένουν υπεύθυνες για την εκτέλεση της Σύμβασης και των κανονισμών των ταχυδρομικών δεμάτων.

Άρθρο 11
Ταχυδρομικά τέλη και αεροπορικές επιβαρύνσεις

1. Η Υπηρεσία καταγωγής θα ορίζει τα ταχυδρομικά τέλη για την διαβίβαση των επιστολικών αντικειμένων για οποιοδήποτε σημείο της επικράτειας της Ένωσης. Τα ταχυδρομικά τέλη θα καλύπτουν την επίδοση των αντικειμένων στο σημείο που αναγράφει η διεύθυνση με την προϋπόθεση ότι η υπηρεσία επίδοσης λειτουργεί στην χώρα προορισμού για τα αντικείμενα αυτά.

2. Τα ισχύοντα τέλη για τα επιστολικά αντικείμενα προτεραιότητας θα συμπεριλαμβάνουν οποιοδήποτε πρόσθετο κόστος ταχείας διαβίβασης.

3. Οι Υπηρεσίες οι οποίες εφαρμόζουν το σύστημα που βασίζεται στο περιεχόμενο των επιστολικών αντικειμένων θα είναι εξουσιοδοτημένες:

3.1. να εισπράττουν αεροπορικά πρόσθετα τέλη για τα αεροπορικά επιστολικά αντικείμενα

3.2 να εισπράττουν για τα αερομεταφερόμενα αντικείμενα επιφανείας (SAL) με περιορισμένη προτεραιότητα πρόσθετες χρεώσεις, χαμηλότερες από αυτές που εισπράττουν για τα αεροπορικά αντικείμενα.

3.3. να ορίζουν συνδυασμένα τέλη για την προπληρωμή των αεροπορικών και SAL αντικειμένων, λαμβάνοντας υπ' όψη το κόστος των ταχυδρομικών υπηρεσιών που καταβάλλεται από αυτές και το κόστος της αεροπορικής διαβίβασης.

4. Οι Ταχ. Υπηρεσίες θα ορίζουν το πρόσθετο αεροπορικό τέλος που εισπράττεται για τα αεροπορικά δέματα.

5. Τα πρόσθετα αεροπορικά τέλη θα σχετίζονται με τις χρεώσεις της αεροπορικής διαβίβασης και θα είναι ομοιόμορφα τουλάχιστον για το σύνολο της επικράτειας κάθε χώρας, ανεξάρτητα από την χρησιμοποιούμενη οδό. Για τον υπολογισμό των πρόσθετων αεροπορικών τελών για τα αεροπορικά αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου οι Υπηρεσίες θα είναι εξουσιοδοτημένες να λαμβάνουν υπ' όψη τους το βάρος οποιουδήποτε εντύπου χρησιμοποιείται από το κοινό που μπορεί να επισυνάπτεται στο αντικείμενο.

6. Η Υπηρεσία καταγωγής μπορεί να επιτρέψει τα επιστολικά αντικείμενα να περιέχουν:

6.1. Εφημερίδες και περιοδικά εκδιδόμενα στην χώρα της: χρησιμοποιείται μία έκπτωση όχι μεγαλύτερη από 50% καταρχήν στην εφαρμοζόμενη τιμή ανά κατηγορία αντικειμένων.

6.2. Βιβλία, φυλλάδια, μουσικά τεμάχια και χάρτες, που δεν περιλαμβάνουν στο περιεχόμενο τους δημοσιεύσεις ή διαφημίσεις εκτός αυτών που εμφαίνονται στο κάλυμμα ή το εξώφυλλο, χρησιμοποιείται η ίδια έκπτωση που αναγράφεται πιο πάνω στο 6.1.

7. Η Υπηρεσία καταγωγής μπορεί να εφαρμόζει σε μη τυποποιημένα αντικείμενα, τέλη διαφορετικά από αυτά που εφαρμόζονται στα τυποποιημένα αντικείμενα όπως ορίζεται στους κανονισμούς του επιστολικού ταχυδρομείου.

8. Οι εκπτώσεις στα τέλη σύμφωνα με το άρθρο 6 θα εφαρμόζονται επίσης σε αεροπορικά διαβιβαζόμενα αντικείμενα, αλλά δεν θα χορηγείται έκπτωση στο μέρος αυτό των τελών που προορίζεται να καλύψει π κόστος αυτής της διαβίβασης.

Άρθρο 12
Ειδικά τέλη

1. Τέλος επίδοσης δεν μπορεί να εισπράττεται από τον παραλήπτη στην περίπτωση μικροδεμάτων που έχουν βάρος λιγότερο από 500 γραμμάρια. Όταν ένα μικρόδεμα εσωτερικού που ζυγίζει πάνω από 500 γραμμάρια υπόκειται σε ένα τέλος επίδοσης, το ίδιο τέλος μπορεί να εισπράττεται στην περίπτωση εισερχόμενου διεθνούς μικροδέματος.

2. Οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα νομιμοποιούνται να εισπράττουν στις περιπτώσεις που αναφέρονται πιο κάτω τα ίδια τέλη όπως στην υπηρεσία εσωτερικού.

2.1 Τέλος για επιστολικά αντικείμενα που κατατίθενται μετά από την τελευταία προθεσμία κατάθεσης που θα εισπράττεται από τον αποστολέα.

2.2 Τέλος για αντικείμενα που ταχυδρομούνται εκτός του καθορισμένου ωραρίου λειτουργίας που θα εισπράττεται από τον αποστολέα.

2.3. Τέλος για την παραλαβή από την διεύθυνση του αποστολέα που θα. εισπράττεται από τον αποστολέα.

2.4. Τέλος για την απόσυρση ενός αντικειμένου του επιστολικού ταχυδρομείου εκτός του καθορισμένου ωραρίου λειτουργίας που θα εισπράττεται από τον παραλήπτη.

2.5. Τέλος Poste restante εισπράττεται από τον παραλήπτη. Στην περίπτωση επιστροφής στον αποστολέα ή αναδιαβίβασης ενός δέματος το ποσό με το οποίο επιβαρύνθηκε δεν θα μπορεί να υπερβαίνει το ποσό που ορίζεται στους κανονισμούς για τα ταχυδρομικά δέματα.

2.6. Τέλος αποθήκευσης για οποιοδήποτε επιστολικό αντικείμενο ζυγίζει πάνω από 500 γραμμάρια και για οποιοδήποτε δέμα του οποίου ο παραλήπτης δεν το παρέλαβε στην προκαθορισμένη χρονική περίοδο. Αυτό το τέλος δεν θα εφαρμόζεται για την αλληλογραφία των τυφλών. Στην περίπτωση των δεμάτων αυτό θα εισπράττεται από την Υπηρεσία που πραγματοποιεί την επίδοση, εκ μέρους της Υπηρεσίας στην οποία το δέμα έχει αποθηκευτεί πέρα από τις προκαθορισμένες περιόδους. Στην περίπτωση επιστροφής στον αποστολέα ή σε άλλη διεύθυνση το ποσό με το οποίο επιβαρύνθηκε δεν θα μπορεί να υπερβαίνει το ποσό που ορίζεται στους κανονισμούς για τα ταχυδρομικά δέματα.

3. Όπου ένα δέμα επιδίδεται κανονικά στην διεύθυνση του παραλήπτη, δεν θα μπορεί να εισπράττεται τέλος από αυτόν. Όπου η επίδοση στην διεύθυνση του παραλήπτη κανονικά δεν προβλέπεται η ειδοποίηση της άφιξης θα επιδίδεται ατελώς. Σε αυτή την περίπτωση εάν η επίδοση στην διεύθυνση του παραλήπτη παρέχεται προαιρετικά και αυτό αναγράφεται στην ειδοποίηση άφιξης ένα τέλος επίδοσης μπορεί να εισπράττεται από τον παραλήπτη. Αυτό θα είναι ίδιο με το αντίστοιχο της υπηρεσίας εσωτερικού.

4. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες που καλύπτουν τους κινδύνους που προέρχονται από ανωτέρα βία θα νομιμοποιούνται να εισπράττουν ένα τέλος για την κάλυψη των κινδύνων αυτών του οποίου το ανώτατο ποσό καθορίζεται στους κανονισμούς του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

Άρθρο 13
Συστημένα αντικείμενα

1. Αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου μπορεί να αποστέλλονται σαν συστημένα αντικείμενα.

2. Το τέλος των συστημένων αντικειμένων πρέπει να προκαταβάλλεται. Αυτό θα αποτελείται από το ταχυδρομικό τέλος και ένα προκαθορισμένο τέλος σύστασης του οποίου το ανώτερο ποσό προσδιορίζεται από τους κανονισμούς.

3. Στις περιπτώσεις όπου ιδιαίτερα μέτρα ασφαλείας απαιτούνται, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να εισπράττουν από τον αποστολέα ή τον παραλήπτη, επιπλέον του τέλους που αναφέρεται παραπάνω στο 2. τα ειδικά τέλη που προβλέπονται από την εσωτερική τους νομοθεσία.

Άρθρο 14
Αντικείμενα βεβαιωμένης επίδοσης.

1. Αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου μπορεί να στέλνονται με την υπηρεσία βεβαιωμένης επίδοσης μεταξύ Υπηρεσιών οι οποίες συμφωνούν να παρέχουν την υπηρεσία αυτή.

2. Το τέλος των αντικειμένων της καταγεγραμμένης επίδοσης θα προκαταβάλλεται. Αυτό θα αποτελείται από το ταχυδρομικό τέλος και ένα τέλος βεβαιωμένης επίδοσης προκαθορισμένο από την Υπηρεσία καταγωγής. Το τέλος αυτό θα είναι μικρότερο από το τέλος σύστασης.

Άρθρο 15
Ασφαλισμένα αντικείμενα

1. Αντικείμενα προτεραιότητας ή μη και επιστολές που περιέχουν εγγυήσεις, αξιόγραφα καθώς επίσης και δέματα, μπορεί να ανταλλάσσονται με την ασφάλιση των περιεχομένων τους για την αξία που δηλώνεται από τον αποστολέα τους. Αυτή η ανταλλαγή θα περιορίζεται μεταξύ των Ταχ. Υπηρεσιών οι οποίες έχουν εκδηλώσει την επιθυμία τους να αποδέχονται τέτοια αντικείμενα, είτε αμοιβαία είτε προς μία μόνο κατεύθυνση.

2. Καταρχάς το ποσό της ασφαλισμένης αξίας θα είναι απεριόριστο. Κάθε Υπηρεσία μπορεί να περιορίσει την δηλωμένη αξία, τόσο όσο αυτή αφορά, σε ένα ποσό το οποίο δεν μπορεί να είναι μικρότερο από το ποσό που ορίζεται στους κανονισμούς. Ωστόσο το όριο της δηλωμένης αξίας που υιοθετείται στην εσωτερική υπηρεσία θα εφαρμόζεται μόνο εάν είναι ίσο ή υψηλότερο από το ποσό που ορίζεται σαν αποζημίωση για την απώλεια ενός συστημένου αντικειμένου ή ενός δέματος βάρους ενός Kgr. Το ανώτατο ποσό θα κοινοποιείται σε DTS στα κράτη μέλη της Ένωσης.

3. Το τέλος των ασφαλισμένων αντικειμένων θα προκαταβάλλεται. Αυτό θα αποτελείται:

3.1.Για τα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου, από το σύνηθες ταχυδρομικό τέλος, το προκαθορισμένο τέλος σύστασης που ορίζεται στο άρθρο 13.2 και ένα τέλος ασφάλισης

3.2.Για τα δέματα, από το βασικό τέλος, ένα προαιρετικό τέλος αποστολής και ένα σύνηθες τέλος ασφάλισης. Οποιαδήποτε πρόσθετα αεροπορικά τέλη και τέλη για ειδικές υπηρεσίες θα προστίθενται στο βασικό τέλος. Το τέλος αποστολής δεν θα υπερβαίνει το τέλος σύστασης για τα αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου.

4. Αντί του προκαθορισμένου τέλους σύστασης, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να εισπράξουν το αντί-

στοιχο τέλος της εσωτερικής τους υπηρεσίας ή, κατ' εξαίρεση ένα τέλος του οποίου το ανώτατο ποσό ορίζεται στον Κανονισμό του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

5. Το ανώτατο ποσό του τέλους ασφάλισης θα ορίζεται στους Κανονισμούς του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

5.1. Για το επιστολικό ταχυδρομείο αυτό το τέλος θα εφαρμόζεται για οποιαδήποτε χώρα προορισμού, ακόμη και σε χώρες που αναλαμβάνουν την κάλυψη κινδύνων από λόγους ανωτέρας βίας.

5.2. Για τα δέματα, οποιοδήποτε τέλος για την κάλυψη κινδύνων που προέρχονται από ανώτερη βία θα ορίζεται έτσι ώστε το σύνολο αυτού του τέλους και του κανονικού τέλους ασφάλισης, να μην υπερβαίνει το ανώτατο ποσό του τέλους ασφάλισης.

6. Στις περιπτώσεις που απαιτούνται ιδιαίτερα μέτρα ασφαλείας, οι Υπηρεσίες μπορούν να εισπράττουν από τον αποστολέα ή τον παραλήπτη, επιπλέον των τελών που αναφέρονται πιο πάνω στα 3, 4 και 5 τα ειδικά τέλη που προβλέπονται από την εσωτερική τους νομοθεσία.

7. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες διατηρούν το δικαίωμα να προσφέρουν στους πελάτες τους μία υπηρεσία ασφαλισμένων αντικειμένων, με προδιαγραφές διαφορετικές από αυτές που ορίζονται σε αυτό το άρθρο.

Άρθρο 16
Αντικείμενα αντικαταβολής

1 .Μερικά αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου όπως και δέματα είναι δυνατόν να στέλνονται επί αντικαταβολή. Η ανταλλαγή αντικειμένων αντικαταβολής, προϋποθέτει την συμφωνία μεταξύ των Υπηρεσιών καταγωγής και προορισμού.

Άρθρο 17
Επείγοντα αντικείμενα

1. Με αίτημα του αποστολέα, αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου προς χώρες όπου εκτελείται η παραπάνω υπηρεσία, θα επιδίδονται από ειδικό διανομέα το συντομότερο δυνατό μετά την άφιξη τους στο Γραφείο επίδοσης. Οποιαδήποτε Υπηρεσία θα έχει το δικαίωμα να περιορίσει την υπηρεσία των αντικειμένων προτεραιότητας, στα αεροπορικά αντικείμενα και όταν αυτό είναι το μόνο μέσον που χρησιμοποιείται μεταξύ δύο Υπηρεσιών στα επιστολικά αντικείμενα επιφανείας.

2. Υπηρεσίες οι οποίες έχουν διάφορες ροές επιστολικού ταχυδρομείου θα εισάγουν τα κατεπείγοντα αντικείμενα στο ταχύτερο ρεύμα των εσωτερικών αποστολών, με την άφιξη τους στο Ανταλλακτήριο Γραφείο εισερχομένων και ακολούθως θα διαχειρίζονται τα αντικείμενα αυτά με τον ταχύτερο δυνατό τρόπο.

3. Τα κατεπείγοντα αντικείμενα θα υπάγονται, επί πλέον των ταχυδρομικών τελών, σε ένα τέλος το οποίο δεν θα μπορεί να είναι χαμηλότερο από το ποσό του ταχυδρομικού τέλους προπληρωμής ενός μη συστημένου προτεραιότητας /μη προτεραιότητας αντικειμένου κατά περίπτωση, ή μιας τιμής μη συστημένης επιστολής, και όχι μεγαλύτερο από το ποσό που ορίζεται στους κανονισμούς. Το ποσό αυτό πρέπει να προπληρώνεται εξ ολοκλήρου. Για τα δέματα είναι πληρωτέο ακόμη και εάν το δέμα είναι αδύνατο να επιδοθεί από ειδικό διανομέα, αλλά μόνο με ειδοποίηση άφιξης.

4. Όταν η επείγουσα επίδοση εμπλέκει ειδικές απαιτήσεις, ένα πρόσθετο τέλος μπορεί να εισπραχθεί σύμφωνα με τα προβλεπόμενα για τα αντικείμενα του αυτού είδους στην εσωτερική υπηρεσία. Για τα δέματα αυτό το επιπρόσθετο τέλος θα πληρώνεται ακόμη και εάν το δέμα επιστρέφεται στον αποστολέα ή αναδιαβιβάζεται. Ωστόσο σε αυτές τις περιπτώσεις το επιπλέον ποσό της επιβάρυνσης δεν μπορεί να υπερβαίνει το ανώτατο οριζόμενο στους κανονισμούς των δεμάτων.

5. Εάν οι κανονισμοί της Υπηρεσίας προορισμού το επιτρέπουν, οι παραλήπτες είναι δυνατό να ζητούν από τα Γραφεία επίδοσης κατά την άφιξή τους την κατεπείγουσα επίδοση των αντικειμένων που προορίζονται για αυτούς. Στην περίπτωση αυτή η Υπηρεσία προορισμού θα νομιμοποιείται να εισπράττει κατά την επίδοση το τέλος που έχει ορίσει για την εσωτερική της υπηρεσία.

Άρθρο 18
Απόδειξη παραλαβής

1 Ο αποστολέας ενός συστημένου αντικειμένου, ενός αντικειμένου βεβαιωμένης επίδοσης, ενός δέματος ή ενός μπορεί να ζητήσει μια απόδειξη παραλαβής ένα τέλος το ανώτατο ποσό του οποίου ορίζεται στους Κανονισμούς. Αυτή η απόδειξη παραλαβής θα επιστρέφεται σε αυτόν με την ταχύτερη οδό.

2. Ωστόσο για τα δέματα οι Υπηρεσίες μπορούν να περιορίσουν αυτή την υπηρεσία στα ασφαλισμένα δέματα, εάν ο περιορισμός αυτός προβλέπεται από την εσωτερική τους νομοθεσία.

Άρθρο 19
Επίδοση προσωπικά στον παραλήπτη

1. Μετά από αίτημα του αποστολέα και στην υπηρεσία μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών που έχουν δώσει την συγκατάθεσή τους, ασφαλισμένα αντικείμενα, αντικείμενα βεβαιωμένης επίδοσης, και ασφαλισμένα, θα επιδίδονται προσωπικά στον παραλήπτη. Οι Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν να επιτρέψουν την επιλογή αυτή μόνο στα αντικείμενα που συνοδεύονται από απόδειξη παραλαβής. Σε όλες τις περιπτώσεις ο αποστολέας θα πληρώνει ένα τέλος για την προσωπική επίδοση στον παραλήπτη, το ανώτατο ποσό του οποίου καθορίζεται στους κανονισμούς του επιστολικού ταχυδρομείου.

Άρθρο 20
Αντικείμενα προς επίδοση ελεύθερα τελών και φόρων

1. Στην υπηρεσία μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών που έχουν γνωστοποιήσει την συμφωνία τους σε αυτή την λειτουργία οι αποστολείς μπορούν, μετά από προηγούμενη δήλωση τους στο Γραφείο καταγωγής, να αναλάβουν να πληρώσουν το σύνολο των τελών και των φόρων στους οποίους τα επιστολικά αντικείμενα και τα ταχυδρομικά δέματα υπόκεινται κατά την επίδοσή τους. Εφόσον ένα επιστολικό αντικείμενο δεν έχει επιδοθεί στον παραλήπτη του, ο αποστολέας μπορεί να ζητήσει μετά την ταχυδρόμηση το αντικείμενο να επιδοθεί ελεύθερο τελών και φόρων.

2. Οι αποστολείς θα αναλαμβάνουν να πληρώνουν τα ποσά, τα οποία μπορεί να απαιτηθούν από το Γραφείο προορισμού .Εάν είναι απαραίτητο θα καταβάλλουν μία προκαταβολή.

3. Η Υπηρεσία καταγωγής θα εισπράξει από τον αποστολέα ένα τέλος, του οποίου το ανώτατο ποσό ορίζεται στους κανονισμούς, το οποίο θα παραμείνει σαν πληρωμή των υπηρεσιών που προσφέρθηκαν στην χώρα καταγωγής.

4. Στην περίπτωση ενός αιτήματος που γίνεται μετά την ταχυδρόμηση ενός επιστολικού αντικειμένου, η Υπηρεσία καταγωγής θα εισπράξει επίσης ένα πρόσθετο τέλος, το ανώτατο ποσό του οποίου καθορίζεται στους κανονισμούς του επιστολικού ταχυδρομείου.

5. Η Υπηρεσία προορισμού θα νομιμοποιείται να εισπράττει ένα τέλος προμήθειας το ανώτατο ποσό του οποίου καθορίζεται στους κανονισμούς του επιστολικού ταχυδρομείου. Αυτό το τέλος θα είναι ανεξάρτητο από το τέλος εκτελωνισμού. Αυτό θα εισπράττεται από τον αποστολέα για λογαριασμό της Υπηρεσίας προορισμού.

6. Κάθε ταχυδρομική Υπηρεσία μπορεί να περιορίσει στα συστημένα και ασφαλισμένα επιστολικά αντικείμενα πν υπηρεσία επίδοσης ελεύθερων τελών και φόρων.

Άρθρο 21
Διεθνής επιχειρηματική απαντητική υπηρεσία.

1. Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν μεταξύ τους να συμμετάσχουν σε μία προαιρετική επιχειρηματική απαντητική υπηρεσία (IBRS). Όλες οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες ωστόσο υποχρεούνται να παρέχουν την IBRS «Απαντητική» υπηρεσία και την υπηρεσία επιστροφής της IBRS.

Άρθρο 22
Διεθνή ένσημα απάντησης

1. Στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες επιτρέπεται να πωλούν διεθνή ένσημα απάντησης εκδιδόμενα από το Διεθνές Γραφείο και να περιορίζουν την πώλησή τους, σύμφωνα με την εσωτερική τους νομοθεσία.

2. Η αξία των διεθνών ενσήμων απάντησης θα ορίζεται από τους Κανονισμούς του Επιστολικού Ταχυδρομείου. Η τιμή πώλησης, οριζόμενη από την ενδιαφερόμενη Ταχυδρομική Υπηρεσία ότι δεν μπορεί να είναι μικρότερη από την αξία αυτή.

3. Τα διεθνή ένσημα απάντησης θα είναι ανταλλάξιμα σε οποιαδήποτε χώρα-μέλος με γραμματόσημα, και εάν δεν αποκλείεται από την εσωτερική νομοθεσία -της χώρας ανταλλαγής, με ταχυδρομικές χαρτοσημάνσεις ή σφραγίσεις ταχυδρομικής προπληρωμής ή εκτυπώσεις, που αντιπροσωπεύουν το ελάχιστο προπληρωτέο ταχυδρομικό τέλος για ένα μη συστημένο επιστολικό αντικείμενο προτεραιότητας, ή μία μη συστημένη αεροπορική επιστολή εξωτερικού.

4. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία μιας χώρας μέλους επιπρόσθετα διατηρεί το δικαίωμα της, να απαιτήσει τα διεθνή ένσημα απάντησης και τα αντικείμενα που προπληρώνονται με ανταλλαγή των ενσήμων αυτών, να προσκομίζονται ταυτόχρονα.

Άρθρο 23
Εύθραυστα δέματα. Ογκώδη δέματα

1. Οποιοδήποτε δέμα περιέχει αντικείμενα τα οποία είναι επικίνδυνο να σπάσουν εύκολα και τα οποία διαχειρίζονται με ειδική φροντίδα θα αποκαλούνται «εύθραυστα δέματα».

2. Τα παρακάτω θα χαρακτηρίζουν σαν «ογκώδες δέμα» οποιοδήποτε δέμα:

2.1. του οποίου οι διαστάσεις θα υπερβαίνουν τα όρια που ορίζονται στους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων ή αυτές Υπηρεσίες έχουν ορίσει μεταξύ τους.

2.2. το οποίο εξ αιτίας του σχήματός του, ή της δομής του δεν διατίθεται για φόρτωση με τα άλλα δέματα, ή το οποίο απαιτεί ειδικές προφυλάξεις.

3. Τα εύθραυστα και ογκώδη δέματα θα υπόκεινται σε ένα συμπληρωματικό τέλος, το ανώτατο ποσό του οποίου ορίζεται στους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων. Εάν το δέμα είναι και εύθραυστο και ογκώδες το συμπληρωματικό τέλος θα εισπράττεται μόνο μια φορά. Παρόλα αυτά τα πρόσθετα αεροπορικά τέλη των δεμάτων αυτών δεν θα αυξάνονται.

4. Η ανταλλαγή των εύθραυστων και ογκωδών δεμάτων θα περιορίζεται σε αυτές τις Υπηρεσίες οι οποίες αποδέχονται τα αντικείμενα αυτά.

Άρθρο 24
Υπηρεσία αποστολής (Consignment)

1. Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν μεταξύ τους να συμμετάσχουν σε μία προαιρετική υπηρεσία που ονομάζεται «Consignment» και, που διαχειρίζεται έναν αριθμό αντικειμένων του ίδιου αποστολέα με προορισμό το εξωτερικό.

2. Όπου είναι δυνατό, αυτή η υπηρεσία θα διακρίνεται από ένα σήμα, οριζόμενο στους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων.

3. Οι λεπτομέρειες της υπηρεσίας αυτής θα ορίζονται διμερώς μεταξύ των Υπηρεσιών καταγωγής και προορισμού στην βάση των διατάξεων που ορίζονται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

Άρθρο 25
Μη αποδεκτά αντικείμενα. Απαγορεύσεις

1. Αντικείμενα τα οποία δεν πληρούν τους όρους που ορίζονται παρακάτω στην Σύμβαση και τους Κανονισμούς δεν θα γίνονται αποδεκτά.

2. Με την επιφύλαξη των εξαιρέσεων που ορίζονται στους κανονισμούς, η εισαγωγή των αντικειμένων που αναφέρονται πιο κάτω θα απαγορεύεται σε όλες τις κατηγορίες των αντικειμένων.

2.1 ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών

2.2 εκρηκτικών, εύφλεκτων ή άλλων επικινδύνων ουσιών όπως και ραδιενεργών υλικών

2.2.1 Τα ακόλουθα δεν συμπεριλαμβάνονται σε αυτή την απαγόρευση·

2.2.1.1. Βιολογικές ουσίες αποστελλόμενες σε επιστολικά αντικείμενα που αναφέρονται στο άρθρο 44·

2.2.1.2Τα ραδιενεργά υλικά αποστελλόμενα σε επιστολικά αντικείμενα και ταχυδρομικά δέματα που αναφέρονται στο άρθρο 26·

2.3. Άσεμνα ή ανήθικα αντικείμενα

2..4. Ζωντανά ζώα, εκτός των εξαιρουμένων που προβλέπονται στο άρθρο 3

2.5. Αντικείμενα των οποίων η εισαγωγή ή η κυκλοφορία απαγορεύεται στην χώρα προορισμού

2.6. Αντικείμενα τα οποία από την φύση ή την συσκευασία τους, μπορεί να εκθέσουν τους υπαλλήλους σε κίνδυνο, να ρυπάνουν ή να καταστρέψουν άλλα αντικείμενα ή ταχυδρομικό εξοπλισμό.

2.7. Έγγραφα που έχουν τον χαρακτήρα της προσωπικής και ενεστώσας αλληλογραφίας, ανταλλασσόμενη μεταξύ προσώπων εκτός από τον αποστολέα και τον παραλήπτη ή προσώπων που συγκατοικούν με αυτούς.

3. Ωστόσο θα επιτρέπονται τα ακόλουθα

3.1 Στα επιστολικά αντικείμενα εξαιρουμένων των ασφαλισμένων

3.1.1 Μέλισσες βδέλλες και μεταξοσκώληκες

3.1.2. Παράσιτα και καταστροφείς βλαβερών εντόμων,

προοριζόμενων για τον έλεγχο των εντόμων αυτών, που ανταλλάσσονται μεταξύ επίσημα αναγνωρισμένων ιδρυμάτων·

3.2. Στα δέματα, ζωντανά ζώα των οποίων η διαβίβαση με το ταχυδρομείο επιτρέπεται από τους ταχυδρομικούς κανονισμούς των εμπλεκόμενων χωρών

4. Η εισαγωγή αντικειμένων που αναφέρονται πιο κάτω θα απαγορεύεται στα ταχυδρομικά δέματα

4.1 Εγγράφων που έχουν τον χαρακτήρα της προσωπικής και ενεστώσας αλληλογραφίας αντάλλασσα μενών μεταξύ του αποστολέα και του παραλήπτη ή προσώπων που συγκατοικούν με αυτούς.

4.2. Αλληλογραφία οποιουδήποτε είδους αντάλλασσα μένη μεταξύ προσώπων εκτός του αποστολέα και του παραλήπτη ή προσώπων που συγκατοικούν με αυτούς.

5. Θα απαγορεύεται η εισαγωγή νομισμάτων, τραπεζογραμματίων, συναλλαγματικών ή αξιών κάθε είδους πληρωτέων στον κομιστή, ταξιδιωτικών επιταγών, λευκόχρυσου. χρυσός ή ασημιού, επεξεργασμένων ή όχι, πολύτιμων πετρών, κοσμημάτων ή άλλων αντικειμένων αξίας.

5.1. Σε μη ασφαλισμένα-επιστολικά αντικείμενα ωστόσο, εάν η εσωτερική νομοθεσία των χωρών καταγωγής και προορισμού το επιτρέπει, τέτοια είδη μπορεί να στέλνονται σε κλειστούς φακέλους σαν συστημένα αντικείμενα.

5.2. Σε μη ασφαλισμένα δέματα ανταλλασσόμενα μεταξύ δύο χωρών οι οποίες αποδέχονται ασφαλισμένα δέματα, επιπρόσθετα, οποιαδήποτε Υπηρεσία μπορεί να απαγορεύσει την εισαγωγή ράβδων χρυσού σε ασφαλισμένα ή μη ασφαλισμένα αντικείμενα, καταγόμενα από ή απευθυνόμενα στο έδαφος της ή αποστελλόμμενα διαβατικά απερικάλυπτα δια μέσου του εδάφους της. Αυτό μπορεί να περιορίσει την πραγματική αξία αυτών των αντικειμένων.

6. Τυπωμένα χαρτιά και αλληλογραφία για χρήση των τυφλών

6.1. Δεν θα φέρουν καμία εγγραφή ή θα περιέχουν οποιοδήποτε έγγραφο που έχει τον χαρακτήρα της προσωπικής και ενεστώσας αλληλογραφίας

6.2. Δεν θα περιέχουν κανένα ταχυδρομικό γραμματόσημο ή έντυπο προπληρωμής, είτε ακυρωμένο είτε όχι ή οποιοδήποτε χαρτί που αντιπροσωπεύει χρηματική αξία.

7. Η διαχείριση των αντικειμένων που έχουν γίνει αποδεκτά από λάθος καθορίζεται από τους κανονισμούς. Ωστόσο αντικείμενα περιέχοντα είδη που αναφέρονται στα 2.1, 2.2 και 2.3 σε καμία περίπτωση δεν θα προωθούνται στον προορισμό τους, δεν θα επιδίδονται στους παραλήπτες τους και δεν θα επιστρέφοντα στον τόπο της καταγωγής τους.

Άρθρο 26
Ραδιενεργά υλικά

1. Η αποδοχή των ραδιενεργών υλικών που αποτελούνται και συσκευάζονται σύμφωνα με τις αντίστοιχες προβλέψεις των Κανονισμών, θα περιορίζεται μεταξύ Υπηρεσιών οι οποίες έχουν εκδηλώσει την θέληση τους να τα αποδέχονται είτε αμοιβαία είτε προς μία κατεύθυνση μόνο.

2. Όταν αυτά στέλνονται σε επιστολικά αντικείμενα, θα υπόκεινται σε τιμολογήσεις αντικειμένων προτεραιότητας ή τιμολογήσεις για επιστολές με τέλος σύστασης.

3. Ραδιενεργά αντικείμενα που περιέχονται σε επιστολικά αντικείμενα ή ταχυδρομικά δέματα, θα διαβιβάζονται με την ταχύτερη οδό, κανονικά αεροπορικά, υποκείμενα στην πληρωμή των πρόσθετων τελών.

4. Ραδιενεργά αντικείμενα μπορεί να ταχυδρομούνται μόνο από κατάλληλα εξουσιοδοτημένους αποστολείς.

Άρθρο 27
Αναδιαβίβαση

1. Εάν ένας παραλήπτης αλλάξει την διεύθυνση του, τα αντικείμενα θα αναδιαβιβάζονται σε αυτόν πάραυτα, υπό τους όρους που ορίζονται στους κανονισμούς.

2. Αντικείμενα ωστόσο δεν θα αναδιαβιβάζονται στις παρακάτω περιπτώσεις.

2.1. Εάν ο αποστολέας έχει απαγορεύσει την αναδιαβίβαση, μέσω μιας ειδοποίησης σε γλώσσα γνωστή στην χώρα προορισμού.

2.2 Εάν αυτά φέρουν επιπρόσθετα στην διεύθυνση του παραλήπτη την έκφραση ή «στον διαμένοντα»

3. Ταχυδρομικές Υπηρεσίες οι οποίες εισπράττουν ένα τέλος για αιτήσεις αναδιαβίβασης στις εσωτερικές τους υπηρεσίες, θα νομιμοποιούνται να εισπράττουν το ίδιο τέλος στην διεθνή υπηρεσία.

4. Εκτός από τις εξαιρέσεις που προβλέπονται στους Κανονισμούς, κανένα πρόσθετο τέλος δεν θα εισπράττεται για αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου που αναδιαβιβάζονται από χώρα σε χώρα. Ωστόσο Υπηρεσίες οι οποίες εισπράττουν ένα τέλος για αναδιαβίβαση αντικειμένων στις εσωτερική τους υπηρεσία, θα νομιμοποιούνται να εισπράττουν αυτό το ίδιο τέλος στα διεθνή αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου, που αναδιαβιβάζονται μέσα στις χώρες τους.

Άρθρο 28
Ανεπίδοτα αντικείμενα

1. Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα επιστρέφουν τα αντικείμενα για τα οποία δεν κατέστη δυνατή η επίδοση τους στους παραλήπτες για οποιαδήποτε αιτία.

2. Η περίοδος της παραμονής των αντικειμένων ορίζεται στους κανονισμούς.

3. Εάν ένα δέμα δεν μπορεί να επιδοθεί ή έχει παρακρατηθεί επίσημα, θα διαχειρίζεται σύμφωνα με τις οδηγίες που έχουν δοθεί από τον αποστολέα, μέσα στα όρια που ορίζονται από τους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων.

4. Εάν ο αποστολέας έχει εγκαταλείψει ένα δέμα το οποίο δεν κατέστη δυνατόν να επιδοθεί στον παραλήπτη, το δέμα αυτό θα διαχειρίζεται από την Υπηρεσία προορισμού σύμφωνα με την νομοθεσία της.. Ούτε ο αποστολέας ούτε σε οποιαδήποτε άλλη Ταχυδρομική Υπηρεσία δεν θα απαιτηθεί η κάλυψη ταχυδρομικών τελών, τελωνειακών δασμών και άλλων χρεώσεων τα οποία μπορεί να έχουν επιβαρύνει το δέμα.

5. Αντικείμενα περιεχόμενα σε ένα δέμα, για τα οποία υπάρχει ο φόβος της γρήγορης φθοράς ή αλλοίωσης, και μόνο τα αντικείμενα αυτά, μπορούν να εκποιηθούν αμέσως χωρίς προηγούμενη ειδοποίηση ή νομική διαδικασία. Η πώληση θα γίνει εκ μέρους του δικαιούχου ιδιοκτήτη ακόμη και κατά την διάρκεια τη· μεταβίβασης του. είτε κατά την αποστολή του είτε κατά την επιστροφή του. Αν η εκποίηση είναι αδύνατη, τα φθαρμένα ή υπό αποσύνθεση αντικείμενα καταστρέφονται.

6. Εκτός από τις εξαιρέσεις που ορίζονται στους Κανονισμούς του Επιστολικού Ταχυδρομείου, δεν θα εισπράττονται πρόσθετα τέλη για ανεπίδοτα αντικείμενα επιστρεφόμενα στην χώρα της καταγωγής τους. Ωστόσο Υπηρεσίες οι οποίες εισπράττουν ένα τέλος για την επιστροφή των αντικειμένων στην εσωτερική τους υπηρεσία θα νομι-

μοποιούνται να εισπράττουν το αντίστοιχο τέλος για το επιστρεφόμενο σε αυτές διεθνές ταχυδρομείο.

7. Παρά τις διατάξεις που αναφέρονται πιο πάνω στο 6, όταν μία Υπηρεσία παραλάβει για επιστροφή στον παραλήπτη, αντικείμενα που ταχυδρομήθηκαν στο εξωτερικό από πελάτες που κατοικούν στην χώρα της, θα νομιμοποιείται να εισπράττει από τον αποστολέα ή τους αποστολείς ένα τέλος διαχείρισης ανά αντικείμενο, το οποίο δεν θα υπερβαίνει το ταχυδρομικό τέλος το οποίο θα εισέπραττε εάν το αντικείμενο είχε κατατεθεί σε αυτήν.

7.1. Για την χρήση των διατάξεων που αναφέρονται πιο πάνω στο 7, ως αποστολέας ή αποστολείς θα λογίζονται τα πρόσωπα φυσικά ή νομικά, των οποίων το όνομα και οι διευθύνσεις εμφανίζονται σαν παραλήπτες των επιστρεφομένων αντικειμένων.

Άρθρο 29
Απόσυρση από το ταχυδρομείο.
Αλλαγή ή διόρθωση της διεύθυνσης μετά από αίτηση του αποστολέα.

1. Ο αποστολέας ενός επιστολικού αντικειμένου μπορεί να το αποσύρει από το ταχυδρομείο, ή να αλλάξει ή διορθώσει την διεύθυνση κάτω από τους όρους που ορίζονται στους κανονισμούς.

2. Εάν η νομοθεσία το επιτρέπει, κάθε Ταχυδρομική Υπηρεσία θα είναι υποχρεωμένη να δέχεται αιτήσεις απόσυρσης από το ταχυδρομείο, ή αλλαγής ή διόρθωσης της διεύθυνσης, για οποιοδήποτε επιστολικό αντικείμενο έχει κατατεθεί σε κάποια άλλη Υπηρεσία.

3. Ο αποστολέας θα πληρώσει για κάθε αίτηση, ένα ειδικό τέλος το ανώτατο. ποσό του οποίου ορίζεται στους Κανονισμούς.

4. Ο αποστολέας ενός δέματος μπορεί να ζητήσει την επιστροφή του ή την αλλαγή της διεύθυνσης του. Αυτός πρέπει να εγγυηθεί την πληρωμή των ποσών για οποιαδήποτε παραπέρα διαβίβαση.

5. Ωστόσο, οι Υπηρεσίες θα έχουν την επιλογή της μη αποδοχής των αιτήσεων που αναφέρονται στο 4, όταν αυτές δεν τις δέχονται στην εσωτερική τους υπηρεσία.

Άρθρο 30
Αναζητήσεις

1 .Οι αναζητήσεις θα γίνονται δεκτές μέσα σε περίοδο 6 μηνών από την επόμενη της ημερομηνίας κατά την οποία το αντικείμενο έχει κατατεθεί.

2. Κάθε Ταχυδρομική Υπηρεσία θα υποχρεώνεται να δέχεται αναζητήσεις που αφορούν οποιοδήποτε ταχυδρομικό αντικείμενο που έχει κατατεθεί σε κάποια άλλη Υπηρεσία.

3. Ξεχωριστές αναζητήσεις θα γίνονται για τα μη ασφαλισμένα και τα ασφαλισμένα αντικείμενα

4. Οι αναζητήσεις θα γίνονται ατελώς. Ωστόσο εάν μία αίτηση γίνεται για να διαβιβαστεί με το EMS, το πρόσθετο κόστος κατ' αρχή θα βαρύνει το πρόσωπο που έκανε την αίτηση.

Άρθρο 31
Τελωνειακός έλεγχος

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των χωρών καταγωγής και προορισμού θα εξουσιοδοτούνται να υποβάλλουν τα αντικείμενα σε τελωνειακό έλεγχο, σύμφωνα με την νομοθεσία αυτών των χωρών.

2. Αντικείμενα υποβαλλόμενα σε τελωνειακό έλεγχο μπορούν να υπόκεινται σε ένα τέλος παρουσίασης στο Τελωνείο, το ανώτατο ποσό του οποίου καθορίζεται στους κανονισμούς. Το τέλος αυτό θα εισπράττεται μόνο για την υποβολή στο Τελωνείο και τον εκτελωνισμό αντικειμένων τα οποία είναι ύποπτα επιβολής τελωνειακών τελών ή κάποιου άλλου παρεμφερούς τέλους.

Άρθρο 32
Τέλος εκτελωνισμού

1. Ταχυδρομικές Υπηρεσίες οι οποίες εξουσιοδοτούνται να εκτελωνίζουν αντικείμενα μέσω των Τελωνείων εκ μέρους των πελατών, μπορούν να χρεώνουν τους πελάτες με ένα τέλος εκτελωνισμού βασιζόμενο στο πραγματικό κόστος.

Άρθρο 33
Δασμοί και άλλα τέλη

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα νομιμοποιούνται να εισπράττουν από τουο αποστολείς ή τους παραλήπτες, ανάλογα με την περίπτωση, τους δασμούς και τα άλλα τέλη τα οποία μπορεί να επιβάλλονται

Κεφάλαιο 2

Ευθύνη

Άρθρο 34
Ευθύνη των ταχυδρομικών Υπηρεσιών-Αποζημιώσεις

1. Γενικά

1.1 Εκτός των περιπτώσεων που προβλέπονται στο άρθρο 35, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα είναι υπεύθυνες για:

1.1.1 Την απώλεια, κλοπή ή καταστροφή συστημένων αντικειμένων, συνήθων δεμάτων και ασφαλισμένων αντικειμένων

1.1.2 Την απώλεια των αντικειμένων βεβαιωμένης επίδοσης

1.2. Όταν η απώλεια, η ολική κλοπή ή η ολική καταστροφή, συστημένων αντικειμένων συνήθων δεμάτων και ασφαλισμένων αντικειμένων, οφείλεται σε λόγους ανωτέρας βίας για την οποία δεν καταβάλλεται αποζημίωση, ο αποστολέας θα έχει δικαίωμα για την επιστροφή των τελών που πλήρωσε, με την εξαίρεση του τέλους ασφάλισης.

2. Συστημένα αντικείμενα

2.1 Εάν ένα συστημένο αντικείμενο χαθεί, κλαπεί ή καταστραφεί ολοκληρωτικά. ο αποστολέας θα δικαιούται μιας αποζημίωσης που ορίζεται στους Κανονισμούς του επιστολικού ταχυδρομείου. Εάν ο αποστολέας έχει απαιτήσει ένα ποσό μικρότερο από αυτό που ορίζεται στους κανονισμούς, οι Υπηρεσίες μπορούν να πληρώσουν το μικρότερο ποσό αυτό, και να αποζημιωθούν σε αυτή την βάση από οποιαδήποτε άλλη Υπηρεσία εμπλέκεται.

2.2 Εάν ένα συστημένο αντικείμενο κλαπεί ή καταστραφεί μερικώς, ο αποστολέας νομιμοποιείται να αποζημιωθεί αντίστοιχα, κατ' αρχή με την πραγματική αξία των κλαπέντων ή καταστραφέγτων. Δεν μπορεί ωστόσο, σε καμία περίπτωση να υπερβεί το ποσό που ορίζεται στους Κανονισμούς του επιστολικού ταχυδρομείου για την περίπτωση απώλειας, ολικής κλοπής ή καταστροφής. Επακόλουθες ζημίες ή απώλεια κερδών δεν θα λαμβάνονται υπ' όψη.

3. Αντικείμενα βεβαιωμένης επίδοσης

3.1 Εάν ένα αντικείμενο βεβαιωμένης επίδοσης κλαπεί

ή καταστραφεί ολοκληρωτικά, ο αποστολέας νομιμοποιείται για την επιστροφή των τελών που πλήρωσε.

Συνήθη δέματα

4.1 Αν ένα δέμα χαθεί, κλαπεί ή καταστραφεί ολοκληρωτικά, ο αποστολέας θα νομιμοποιείται να εισπράξει σαν αποζημίωση ένα ποσό που ορίζεται στους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων.

4.2 Εάν ένα δέμα κλαπεί ή καταστραφεί μερικώς, ο αποστολέας νομιμοποιείται να αποζημιωθεί αντίστοιχα, κατ' αρχή με την πραγματική αξία των κλαπέντων ή καταστραφέντων. Δεν μπορεί ωστόσο, σε καμία περίπτωση να υπερβεί το ποσό που ορίζεται στους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων για την περίπτωση απώλειας, ολικής κλοπής ή καταστροφής. Επακόλουθες ζημίες ή απώλεια κερδών δεν θα λαμβάνονται υπ' όψη.

4.3 Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνήσουν να εφαρμόζουν αμοιβαία, στις μεταξύ τους σχέσεις, το ενιαίο ποσό για κάθε δέμα που ορίζεται στους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων, ανεξάρτητα από το βάρος του.

5. Ασφαλισμένα αντικείμενα

5.1 Αν ένα ασφαλισμένο αντικείμενο χαθεί, κλαπεί ή καταστραφεί ολοκληρωτικά, ο αποστολέας θα νομιμοποιείται να αποζημιωθεί αντίστοιχα, κατ' αρχή με την ασφαλισμένη αξία σε DTS .

5.2 Εάν ασφαλισμένο αντικείμενο κλαπεί ή καταστραφεί μερικώς, ο αποστολέας νομιμοποιείται να αποζημιωθεί αντίστοιχα, κατ' αρχή με την πραγματική αξία των κλαπέντων ή καταστραφέντων. Δεν μπορεί ωστόσο, σε καμία περίπτωση να υπερβεί το ποσό της δηλωμένης αξίας σε DTS. Επακόλουθες ζημίες ή απώλεια κερδών δεν θα λαμβάνονται υπ' όψη.

6. Στις περιπτώσεις που αναφέρονται στο 4 και το 5, η αποζημίωση θα υπολογίζεται σύμφωνα με την τρέχουσα τιμή, μετατρεπόμενη σε DTS, των αντικειμένων ή των αγαθών του αυτού είδους στον ίδιο τόπο και χρόνο στον οποίο το δέμα έγινε αποδεκτό για διαβίβαση. Γνωρίζοντας την τρέχουσα τιμή η αποζημίωση θα υπολογίζεται με την συνήθη αξία των αντικειμένων ή των αγαθών των οποίων η αξία αποτιμάται στην ίδια βάση.

7. Όταν μία αποζημίωση οφείλεται σε απώλεια ολοκληρωτική καταστροφή ή κλοπή, ενός συστημένου αντικειμένου, συνήθους δέματος, ή ασφαλισμένου αντικειμένου οφειλόμενη στον αποστολέα ή των παραλήπτη κατά περίπτωση, αυτοί θα νομιμοποιούνται στην επιστροφή των χρεώσεων και των τελών που έχουν καταβάλει με την εξαίρεση των τελών της σύστασης και της ασφάλισης. Το ίδιο θα εφαρμοστεί και στα συστημένα αντικείμενα, συνήθη δέματα, ή ασφαλισμένα αντικείμενα τα οποία δεν έγιναν αποδεκτά από τον παραλήπτη τους, λόγω της κακής τους κατάστασης, εάν αυτή πρέπει να αποδοθεί στην ταχυδρομική υπηρεσία και συνεπάγεται την ευθύνη της.

8. Παρά τις διατάξεις που ορίζονται παραπάνω στα 2, 4 και 5 ο παραλήπτης θα νομιμοποιείται στο να αποζημιώνεται μετά την παραλαβή ενός κλεμμένου ή κατεστραμμένου συστημένου αντικειμένου, συνήθους δέματος ή ασφαλισμένου αντικειμένου.

9. Η Υπηρεσία καταγωγής θα έχει την επιλογή να πληρώνει στους αποστολείς στην χώρα της τις αποζημιώσεις που περιγράφονται στην εσωτερική της νομοθεσία για συστημένα αντικείμενα και συνήθη δέματα, με την προϋπόθεση ότι αυτή δεν θα είναι χαμηλότερη από αυτή που ορίζεται στα άρθρα 2.1 και 4.1. Το ίδιο ισχύει και για την χώρα προορισμού όταν η αποζημίωση πληρώνεται στον παραλήπτη. Ωστόσο τα ποσά που ορίζονται στα 2.1 και 4.1 θα παραμείνουν ισχύοντα:

9.1 Στην περίπτωση προσφυγής κατά της υπεύθυνης Υπηρεσίας ή

9.2 Εάν ο αποστολέας παραχωρήσει τα δικαιώματα του στον παραλήπτη και αντίστροφα.

Άρθρο 35
Μη ευθύνη των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα παύουν να είναι υπεύθυνες για συστημένα αντικείμενα, αντικείμενα βεβαιωμένης επίδοσης, δέματα συνήθη και ασφαλισμένα τα οποία έχουν επιδοθεί σύμφωνα με τους όρους που ορίζονται στους κανονισμούς για αντικείμενα του αντίστοιχου είδους. Η ευθύνη ωστόσο θα παραμένει:

1.1 Όταν η κλοπή ή η καταστροφή ανακαλύπτονται είτε πριν είτε κατά την ώρα της επίδοσης του αντικειμένου.

1.2. Όταν οι εσωτερικοί κανονισμοί επιτρέπουν, ο παραλήπτης, ή ο αποστολέας εάν το αντικείμενο επιστρέφεται στην καταγωγή, να διατυπώσουν επιφυλάξεις κατά την παραλαβή ενός κλεμμένου ή κατεστραμμένου αντικειμένου.

1.3. Όταν οι εσωτερικοί κανονισμοί επιτρέπουν, συστημένο αντικείμενο που επιδόθηκε σε ιδιωτικό γραμματοκιβώτιο και κατά την πορεία της αναζήτησης ο παραλήπτης δηλώνει ότι δεν παρέλαβε το αντικείμενο.

1.4. Όταν ο παραλήπτης ή σε περίπτωση επιστροφής ο αποστολέας ενός δέματος ή ενός ασφαλισμένου αντικειμένου, παρά του ότι το παρέλαβε κανονικά, ειδοποιήσει την Υπηρεσία παράδοσης χωρίς καθυστέρηση ότι έχει διαπιστώσει καταστροφή ή βλάβη. Αυτός θα προσκομίσει αποδείξεις ότι η κλοπή ή η βλάβη δεν συνέβη μετά την παραλαβή.

2. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δεν θα είναι υπεύθυνες

2.1 Σε περίπτωση ανωτέρας βίας, σύμφωνα με το άρθρο 12.4

2.2. Όταν δεν μπορούν να προσδιορίσουν για αντικείμενα των οποίων τα επίσημα στοιχεία καταστράφηκαν από ανώτερη βία επίσημα πιστοποιημένη, αφού δεν κατέστη δυνατή η απόδειξη της ευθύνης της.

2.3. Όταν αυτού του είδους η απώλεια, κλοπή ή βλάβη, υπήρξε αποτέλεσμα λάθους ή αμέλειας του αποστολέα ή προέκυψε από την φύση των περιεχομένων

2.4. Στην περίπτωση αντικειμένων που υπάγονται στις απαγορεύσεις του άρθρου 25, εάν τα αντικείμενα αυτά έχουν παρακρατηθεί ή καταστραφεί από αρμόδιες αρχές εξαιτίας των περιεχομένων τους

2.5 Όταν τα αντικείμενα έχουν κατασχεθεί λόγω της νομοθεσίας της χώρας προορισμού, και αυτό έχει κοινοποιηθεί από την Υπηρεσία της χώρας αυτής.

2.6. Στην περίπτωση ασφαλισμένων αντικειμένων τα οποία έχουν ασφαλιστεί παράνομα με ποσό μεγαλύτερο της πραγματικής αξίας των περιεχομένων τους.

2.7. Όταν ο αποστολέας δεν καταθέσει αίτηση αναζητήσεως μέσα σε έξι μήνες από την επόμενη της κατάθεσης του αντικειμένου

2.8. Στην περίπτωση αιχμαλώτων πολέμου και πολιτικών κρατουμένων

3. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δεν θα φέρουν ευθύνη για τελωνειακές δηλώσεις οποιουδήποτε τύπου ή για αποφάσεις που παίρνονται από τα Τελωνεία κατά την εξέταση των αντικειμένων στον τελωνειακό έλεγχο.

Άρθρο 36
Ευθύνη του αποστολέα

1. Ο αποστολέας ενός αντικειμένου θα είναι υπεύθυνος για οποιαδήποτε καταστροφή επέλθει στα άλλα ταχυδρομικά αντικείμενα, σαν αποτέλεσμα αποστολής αντικειμένων μη αποδεκτών για διαβίβαση ή μη τήρησης των προβλεπόμενων όρων αποδοχής.

2. Η ευθύνη του αποστολέα θα εμπίπτει στους ίδιους κανονισμούς με αυτούς των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

3. Ο αποστολέας θα εξακολουθεί να είναι υπεύθυνος ακόμη και αν το Ταχυδρομικό Γραφείο κάνει δεκτό το αντικείμενο.

4. Ωστόσο ο αποστολέας δεν θα είναι υπεύθυνος στην περίπτωση λάθους ή αμέλειας από την πλευρά των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών ή των μεταφορέων

Άρθρο 37
Πληρωμή της αποζημίωσης

1. Με την επιφύλαξη του δικαιώματος αποζημίωσης από την υπεύθυνη Υπηρεσία, η υποχρέωση για την πληρωμή της αποζημίωσης και της επιστροφής των χρεώσεων και των τελών θα βαρύνει είτε στην Υπηρεσία καταγωγής είτε στην Υπηρεσία προορισμού.

2. Ο αποστολέας μπορεί να εκχωρήσει τα δικαιώματα του για αποζημίωση στον παραλήπτη. Αντίθετα ο παραλήπτης μπορεί να εκχωρήσει τα δικαιώματα του στον αποστολέα. Ο αποστολέας ή ο παραλήπτης μπορούν να εξουσιοδοτήσουν κάποιο τρίτο πρόσωπο να εισπράξει την αποζημίωση αν η εσωτερική νομοθεσία το επιτρέπει.

3. Η υπηρεσία της καταγωγής ή του προορισμού, κατά περίπτωση, θα εξουσιοδοτείται να αποζημιώνει τον δικαιούχο, εκ μέρους της Υπηρεσίας που έχει συμμετάσχει στην διαβίβαση η οποία αν και έχει ενημερωθεί δεόντως έχει αφήσει να παρέλθουν δύο μήνες, και αν η περίπτωση έχει γίνει γνωστή με fax ή άλλο ηλεκτρονικό μέσο με το οποίο η παραλαβή της αναζήτησης μπορεί να επιβεβαιωθεί, μετά την παρέλευση 30 ημερών αν η αναζήτηση δεν έχει οριστικά διευθετηθεί ή δεν της έχει αναφερθεί ότι:

3.1 η καταστροφή που προέκυψε είναι αποτέλεσμα ανώτερης βίας.

3.2 το αντικείμενο παρακρατήθηκε κατασχέθηκε ή καταστράφηκε από αρμόδια αρχή λόγω των περιεχομένων του ή κατασχέθηκε ένεκα της νομοθεσίας της χώρας προορισμού.

4. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία προορισμού ή καταγωγής, ανάλογα με την περίπτωση, θα εξουσιοδοτούνται να αποζημιώνουν τον δικαιούχο στις περιπτώσεις τις οποίες το έντυπο της αίτησης αναζήτησης δεν είναι κατάλληλα συμπληρωμένο και έχει επιστραφεί για πρόσθετες πληροφορίες και για τον λόγο αυτό το χρονικό όριο που ορίζεται στο άρθρο 3 εξαντλείται.

5. Στην περίπτωση μιας αίτησης που αφορά αντικείμενο αντικαταβολής, η Υπηρεσία καταγωγής θα εξουσιοδοτείται να αποζημιώνει τον δικαιούχο μέχρι του ύψους του ποσού της αντικαταβολής, εκ μέρους της Υπηρεσίας προορισμού η οποία αν και έχει επαρκώς πληροφορηθεί έχει αφήσει να παρέλθουν δύο μήνες χωρίς να έχει διευθετήσει το ζήτημα.

Άρθρο 38
Δυνατότητες επανείσπραξης της αποζημίωσης από τον αποστολέα ή τον παραλήπτη.

1. Εάν μετά την πληρωμή της αποζημίωσης ενός συστημένου αντικειμένου, ενός δέματος ή ασφαλισμένου αντικειμένου ή μέρους των περιεχομένων τους τα οποία προηγουμένως εθεωρούντο απολεσθέντα, βρεθούν, ο αποστολέας ή ο παραλήπτης κατά περίπτωση, θα ειδοποιείται ότι το αντικείμενο ευρίσκεται στην διάθεση του για μία περίοδο τριών μηνών έναντι επιστροφής του ποσού της αποζημίωσης που του έχει καταβληθεί. Στο ίδιο διάστημα θα ερωτάται σε ποιόν το αντικείμενο θα παραδοθεί. Στην περίπτωση άρνησης ή αδιαφορίας του στο να απαντήσει μέσα στην προβλεπόμενη περίοδο η ίδια ειδοποίηση θα στέλνεται στον παραλήπτη ή τον αποστολέα ανάλογα με την περίπτωση.

2. Αν ο αποστολέας ή ο παραλήπτης αρνηθούν να παραλάβουν το αντικείμενο, αυτό θα περιέρχεται στην ιδιοκτησία της Υπηρεσίας ή των Υπηρεσιών οι οποίες έφεραν την ευθύνη της απώλειας.

3. Στην περίπτωση της εκ των υστέρων ανακάλυψης περιεχομένων ενός ασφαλισμένου δέματος τα οποία βρέθηκαν λιγότερης αξίας από την αποζημίωση που πληρώθηκε στον αποστολέα η των παραλήπτη, ανάλογα με την περίπτωση, το ποσό της αποζημίωσης θα επιστραφεί, έναντι της παραλαβής των αντικειμένων, χωρίς να ληφθούν μέτρα για τις συνέπειες της παράνομης ασφάλισης..

Άρθρο 39
Ανταλλαγή των αντικειμένων

1. Οι Υπηρεσίες μπορούν να ανταλλάσσουν, μέσω ενός ή περισσοτέρων του αριθμού τους, κλειστές αποστολές όπως και απερικάλυπτα αντικείμενα, σύμφωνα με τις ανάγκες και τις απαιτήσεις της υπηρεσίας.

2. Όταν εξαιρετικές περιστάσεις, υποχρεώνουν προσωρινά μία Ταχυδρομική Υπηρεσία να αναστείλει τις υπηρεσίες της ολοκληρωτικά ή μερικά θα ειδοποιήσει αμέσως τις ενδιαφερόμενες Υπηρεσίες.

3. Όταν η διαβίβαση του διαβατικού ταχυδρομείου μέσω μιας χώρας γίνεται χωρίς την συμμετοχή της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας της χώρας αυτής, η Υπηρεσία αυτή θα πρέπει να το πληροφορείται εκ των προτέρων. Αυτός ο τύπος διαβίβασης, δεν θα εμπλέκει σε ευθύνη την Ταχυδρομική υπηρεσία της διαβατικής χώρας.

4. Οι Υπηρεσίες μπορούν να στέλνουν αποστολές επιφανείας αεροπορικά, με περιορισμένη προτεραιότητα, με την συγκατάθεση των Υπηρεσιών οι οποίες παραλαμβάνουν τέτοιο ταχυδρομείο στα αεροδρόμια της χώρας της.

Άρθρο 40
Ανταλλαγή κλειστών αντικειμένων με στρατιωτικές μονάδες.

1. Κλειστές αποστολές με αντικείμενα του επιστολικού ταχυδρομείου μπορούν να ανταλλάσσονται μέσω χερσαίων ή θαλάσσιων υπηρεσιών των άλλων χωρών:

1.1. μεταξύ των ταχυδρομικών γραφείων οποιασδήποτε χώρας και των αρμόδιων αξιωματικών των στρατιωτικών μονάδων που είναι στην διάθεση των Ηνωμένων Εθνών.

1.2 μεταξύ των αρμόδιων αξιωματικών τέτοιων στρατιωτικών μονάδων

1.3. μεταξύ των ταχυδρομικών γραφείων οποιασδήποτε χώρας και των αρμόδιων αξιωματικών των ναυτικών και αεροπορικών μονάδων, πολεμικών πλοίων ή στρατιωτικών αεροσκαφών της ίδιας χώρας που σταθμεύουν στο εξωτερικό.

1.4. μεταξύ των αρμόδιων αξιωματικών ναυτικών ή αεροπορικών μονάδων, πολεμικών πλοίων ή στρατιωτικών αεροσκαφών της ίδιας χώρας

2. Επιστολικά αντικείμενα που περιέχονται στις αποστολές που αναφέρονται στο 1. θα περιορίζονται σε αντικείμενα απευθυνόμενα η αποστελλόμενα από μελή στρατιωτικών μονάδων ή αξιωματικούς και πληρώματα πλοίων ή αεροσκαφών, από ή στα οποία αυτές οι αποστολές θα απευθύνονται. Τα τέλη και οι συνθήκες διαβίβασης που θα ισχύουν σε αυτές θα ορίζονται σύμφωνα με τους κανονισμούς της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας της χώρας η οποία διαθέτει την στρατιωτική μονάδα ή σε αυτή στην οποία τα πλοία και τα αεροσκάφη ανήκουν.

3. Αν δεν υπάρχει ειδική συμφωνία η Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας η οποία διαθέτει την στρατιωτική μονάδα ή σε αυτή στην οποία τα πλοία και τα αεροσκάφη ανήκουν θα είναι υπεύθυνη προς τις εμπλεκόμενες Υπηρεσίες για τα διαβατικά τέλη των αποστολών τα καταληκτικά και τα αεροπορικά τέλη.

Άρθρο 41
Ορισμός της ευθύνης μεταξύ των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

1. Μέχρι της απόδειξης του αντιθέτου, η ευθύνη θα παραμένει στην Ταχυδρομική Υπηρεσία η οποία έχοντας παραλάβει το αντικείμενο ανεπιφύλακτα και αφού έχει παραλάβει όλα τα προβλεπόμενα στοιχεία της αναζήτησης, δεν μπορεί να αποδείξει ούτε την επίδοση του στον παραλήπτη ή όπου είναι αναγκαίο την σωστή διαβίβαση του σε μία άλλη Υπηρεσία.

2. Εάν η απώλεια, κλοπή ή καταστροφή συμβεί κατά την διάρκεια της διαβίβασης, χωρίς να γίνει δυνατό να εξακριβωθεί σε ποίας χώρας την Υπηρεσία ή το έδαφος συνέβη, οι εμπλεκόμενες Υπηρεσίες θα φέρουν την ευθύνη της απώλειας αναλογικά. Ωστόσο στην περίπτωση ενός μη ασφαλισμένου δέματος, όταν το ποσό της αποζημίωσης δεν υπερβαίνει το υπολογιζόμενο ποσό στο άρθρο 34.4.1, για ένα δέμα του ενός κιλού, το ποσό αυτό θα βαρύνει αναλογικά την Υπηρεσία καταγωγής και αυτή του προορισμού, εξαιρουμένων των ενδιάμεσων Υπηρεσιών.

3. Σε ότι αφορά ασφαλισμένα αντικείμενα, η ευθύνη μιας Υπηρεσίας προς άλλες Υπηρεσίες, σε καμία περίπτωση δεν θα υπερβαίνει την ανώτατη δεδηλωμένη αξία που έχει υιοθετηθεί.

4. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες οι οποίες δεν εκτελούν την υπηρεσία των ασφαλισμένων αντικειμένων θα αναλαμβάνουν, σε ότι αφορά τα αντικείμενα αυτά που διαβιβάζονται σε κλειστές αποστολές, την ευθύνη που ορίζεται για τα συστημένα αντικείμενα ή τα μη ασφαλισμένα δέματα. Αυτή η διάταξη επίσης θα εφαρμόζεται όταν οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες δεν αναλαμβάνουν ευθύνη για ασφαλισμένα αντικείμενα μεταφερόμενα με πλοία ή αεροπλάνα που χρησιμοποιούνται από αυτές.

5. Εάν η απώλεια, κλοπή ή καταστροφή ενός ασφαλισμένου αντικειμένου συμβεί στο έδαφος μιας ενδιάμεσης Υπηρεσίας, η οποία δεν εκτελεί την υπηρεσία των ασφαλισμένων αντικειμένων, η Υπηρεσία της καταγωγής θα φέρει την ευθύνη της απώλειας που δεν καλύπτεται από την ενδιάμεση Υπηρεσία.. Ο ίδιος κανόνας θα εφαρμόζεται αν το ποσό της καταστροφής είναι μεγαλύτερο από το ανώτατο της δηλωμένης αξίας που υιοθετείται από την ενδιάμεση Υπηρεσία.

6. Τελωνειακή δασμοί και άλλα τέλη τα οποία δεν είναι δυνατό να τύχουν ακύρωσης, θα βαρύνουν την Υπηρεσία που είναι υπεύθυνη για την απώλεια την κλοπή ή την βλάβη.

7. Μία Υπηρεσία η οποία έχει πληρώσει την αποζημίωση, θα αναλάβει τα δικαιώματα μέχρι του ποσού της αποζημίωσης, από το πρόσωπο το οποίο την έχει εισπράξει για οποιαδήποτε ενέργεια που μπορεί να στραφεί εναντίον του παραλήπτη αποστολέα ή τρίτου.

Κεφάλαιο 3
Διατάξεις σχετικές με το επιστολικό ταχυδρομείο.

Άρθρο 42
Στόχοι ποιότητας της υπηρεσίας

1. Οι Υπηρεσίες πρέπει να ορίσουν στόχους υπηρεσίας για την διαχείριση των αντικειμένων προτεραιότητας και των αεροπορικών αντικειμένων και για την διαχείριση των αντικειμένων επιφανείας και των δεύτερης προτεραιότητας που απευθύνονται ή στέλνονται από την χώρα τους. Οι στόχοι δεν θα πρέπει να είναι λιγότερο ευνοϊκοί από αυτούς που εφαρμόζονται για παρεμφερή αντικείμενα στην εσωτερική τους υπηρεσία.

2. Οι Υπηρεσίες καταγωγής θα δημοσιεύσουν στόχους υπηρεσίας για τα αντικείμενα προτεραιότητας και τα αεροπορικά προς το εξωτερικό, αφού λάβουν υπόψη τους στόχους που έχουν τεθεί από τις Υπηρεσίες καταγωγής και προορισμού συμπεριλαμβάνοντας τον χρόνο διαβίβασης.

3. Οι ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα αναλάβουν να επιβεβαιώνουν περιοδικά εάν οι καθιερωμένοι χρόνοι επιτυγχάνονται, είτε μέσα στο πλαίσιο των ερευνών που οργανώνονται από το Διεθνές Γραφείο ή τις Περιορισμένες Ενώσεις, ή στην βάση διμερών συμφωνιών

4. Είναι επίσης επιθυμητό οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες να επιβεβαιώνουν περιοδικά ότι οι προβλεπόμενοι χρόνοι επιτυγχάνονται, χρησιμοποιώντας άλλα συστήματα ελέγχου της ποιότητας, κυρίως εξωτερικούς ποιοτικούς ελέγχους.

5. Όπου είναι δυνατό, οι Υπηρεσίες θα εφαρμόζουν συστήματα μετρήσεων ποιότητας για τις διεθνείς αποστολές (εισερχόμενες και εξερχόμενες): Αυτά όσο αυτό είναι δυνατό θα περιλαμβάνουν μετρήσεις από την κατάθεση έως την επίδοση (end to end).

6. Όλες οι χώρες μέλη θα ενημερώνουν συστηματικά το Διεθνές Γραφείο για τους μέγιστους χρόνους διαβίβασης-άφιξης (LTAT) τους οποίους τις επιδιώκουν για τις διεθνείς ταχυδρομικές λειτουργίες. Οποιεσδήποτε αλλαγές θα κοινοποιούνται με την κατάρτιση τους, προκειμένου να επιτρέψουν στο Διεθνές Γραφείο να κοινοποιήσει τις αλλαγές αυτές στις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες πριν την εφαρμογή τους.

7. Όπου είναι δυνατόν οι πληροφορίες για την ροή των αντικειμένων προτεραιότητας και μη προτεραιότητας θα δίδονται ξεχωριστά.

Άρθρο 43
Ταχυδρόμηση στο εξωτερικό αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου.

1. Μία χώρα μέλος δεν θα είναι υποχρεωμένη να διαβιβάζει ή να επιδίδει στον αποστολέα επιστολικά αντικείμενα τα οποία αποστολείς που κατοικούν στην επικράτεια της ταχυδρόμησαν ή φρόνησαν να ταχυδρομηθούν σε μια ξένη χώρα με σκοπό να αποκομίσουν κέρδος από τους ευνοϊκότερους όρους τιμολόγησης στην χώρα αυτή.

2. Οι διατάξεις που ορίζονται πιο πάνω στο1 θα εφαρμόζονται χωρίς διάκριση και στα επιστολικά αντικείμενα που συνθέτονται στην χώρα διαμονής του αποστολέα και μεταφέρονται εκτός των συνόρων και σε αυτά που συνθέτονται σε μία ξένη χώρα.

3. Η Υπηρεσία προορισμού μπορεί να απαιτήσει από τον αποστολέα και αν αυτό αποτύχει από την Υπηρεσία κατάθεσης, πληρωμή εσωτερικών τελών. Εάν ούτε ο αποστολέας ούτε η Υπηρεσία κατάθεσης συμφωνήσουν να πληρώσουν τα τέλη αυτά μέσα σε ένα διάστημα που θα οριστεί από την Υπηρεσία προορισμού, η τελευταία μπορεί είτε να επιστρέψει τα αντικείμενα στην Υπηρεσία κατάθεσης και θα νομιμοποιείται να απαιτήσει αποζημίωση για το κόστος της αναδιαβίβασης, ή θα τα διαχειριστεί σύμφωνα με την δική της νομοθεσία.

4. Μία χώρα μέλος δεν θα υποχρεώνεται να διαβιβάζει ή να επιδίδει στους παραλήπτες αντικείμενα τα οποία οι αποστολείς ταχυδρόμησαν ή φρόντισαν να ταχυδρομηθούν σε μεγάλες ποσότητες σε μια άλλη χώρα εκτός από αυτήν που κατοικούν, εάν το ποσό των καταληκτικών τελών που εισπράττεται είναι χαμηλότερο από το ποσό το οποίο θα εισέπρατταν εάν τα αντικείμενα είχαν κατατεθεί στην χώρα όπου οι αποστολείς κατοικούν. Η Υπηρεσία προορισμού μπορεί να απαιτήσει από την Υπηρεσία κατάθεσης ανάλογη πληρωμή με το προκύπτον κόστος και η οποία δεν θα μπορεί να υπερβαίνει τα ακόλουθα ποσά:

Είτε το 80 % της εσωτερικής τιμής για ανάλογα αντικείμενα, είτε 0,14 DTS ανά αντικείμενο και 1 DTS ανά κιλό. Εάν η Υπηρεσία κατάθεσης δεν συμφωνήσει να πληρώσει το ποσό που απαιτείται μέσα σε ένα χρονικό διάστημα που ορίζεται από την Υπηρεσία προορισμού, η Υπηρεσία προορισμού μπορεί είτε να επιστρέψει τα αντικείμενα στην Υπηρεσία κατάθεσης και θα νομιμοποιείται να απαιτήσει αποζημίωση για το κόστος της αναδιαβίβασης, ή θα τα διαχειριστεί σύμφωνα με την δική της νομοθεσία.

Άρθρο 44
Αποδοχή βιολογικών υλικών

1. Αλλοιώσιμα βιολογικά υλικά, μολυσματικά υλικά και στερεό διοξείδιο του άνθρακα (ξηρός πάγος) όταν χρησιμοποιείται σαν ψυκτικό για μολυσματικά υλικά μπορεί να ανταλλάσσεται δια του ταχυδρομείου μόνο μεταξύ επίσημα αναγνωρισμένων, πιστοποιημένων εργαστηρίων. Αυτά τα επικίνδυνα αγαθά μπορεί να γίνονται αποδεκτά στο ταχυδρομείο για αεροπορική μεταφορά, υποκείμενα στην εθνική νομοθεσία και τις τρέχουσες τεχνικές οδηγίες του Διεθνούς Οργανισμού Πολιτικής Αεροπορίας (ICAO) σύμφωνα με τους κανονισμούς για τα αλλοιώσιμα αντικείμενα της IATA.

2. Αλλοιώσιμα βιολογικά υλικά και μολυσματικά υλικά προετοιμασμένα και συσκευασμένα σύμφωνα με τις αντίστοιχες διατάξεις των κανονισμών θα υπόκεινται σε τέλη αντικειμένων προτεραιότητας ή σε τέλη συστημένων επιστολών. Επιτρέπεται η είσπραξη ενός πρόσθετου τέλους για την διαχείριση των αντικειμένων αυτών.

2.1 Η αποδοχή αλλοιώσιμων βιολογικών υλικών και μολυσματικών υλικών θα περιορίζεται στις χώρες αυτές των οποίων οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες έχουν δηλώσει την θέληση τους για την αποδοχή τέτοιων αντικειμένων, είτε αμοιβαία είτε προς μία κατεύθυνση μόνο.

2.2 Τέτοιες ουσίες ή υλικά θα διαβιβάζονται με την ταχύτερη οδό, συνήθως αεροπορικά και θα υπόκεινται στην πληρωμή των αντίστοιχων αεροπορικών τελών και θα δίδεται προτεραιότητα στην επίδοση τους.

Άρθρο 45
Ηλεκτρονικό ταχυδρομείο.

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συμφωνούν μεταξύ τους να συμμετάσχουν στις υπηρεσίες του ηλεκτρονικού ταχυδρομείου.

2. Το ηλεκτρονικό ταχυδρομείο είναι μία ταχυδρομική υπηρεσία η οποία χρησιμοποιεί τηλεπικοινωνίες για την διαβίβαση εντός δευτερολέπτων μηνυμάτων πανομοιότυπων με τα ταχυδρομούμενα πρωτότυπα από τον αποστολέα σε μία φυσική ή ηλεκτρονική μορφή για την επίδοση τους στον παραλήπτη επίσης σε μία φυσική ή ηλεκτρονική μορφή. Στην περίπτωση της φυσικής επίδοσης η πληροφορία γενικά διαβιβάζεται με ηλεκτρονικά μέσα για το μεγαλύτερο διάστημα της διαδρομής της και αναπαράγεται σε φυσική μορφή όσο το δυνατόν πλησιέστερα στον παραλήπτη. Τα φυσικά μηνύματα θα παραδίδονται εντός φακέλου στον παραλήπτη σαν ένα επιστολικό αντικείμενο.

3. Οι τιμολογήσεις που θα εφαρμόζονται για το ηλεκτρονικό ταχυδρομείο θα ορίζονται από τις Υπηρεσίες αφού λάβουν υπ' όψη τους το κόστος και τις απαιτήσεις της αγοράς.

Άρθρο 46
Διαβατικά τέλη

1. Σύμφωνα με το άρθρο 52 κλειστό ταχυδρομείο αντάλλασσομενο μεταξύ δύο Υπηρεσιών ή μεταξύ δύο Γραφείων της ίδιας χώρας μέσω των υπηρεσιών μιας άλλης Ταχ. Υπηρεσίας (υπηρεσίες τρίτου μέρους) θα υπόκεινται στην πληρωμή διαβατικών τελών. Τα τελευταία θα αποτελούν αποζημίωση για τις παρεχόμενες υπηρεσίες που αφορούν χερσαία διαβατικά, θαλάσσια διαβατικά και αεροπορικά διαβατικά τέλη.

2. Τα απερικάλυπτα αντικείμενα θα υπάγονται επίσης σε διαβατικά τέλη.

3. Οι όροι εφαρμογής και οι κλίμακες αναλύονται στους κανονισμούς του επιστολικού ταχυδρομείου.

Άρθρο 47
Καταληκτικά τέλη. Γενικές διατάξεις

1. Σύμφωνα με το άρθρο 52, κάθε Υπηρεσία που παραλαμβάνει επιστολικά αντικείμενα από μία άλλη Υπηρεσία, θα έχει το δικαίωμα να εισπράξει από την αποστέλλουσα Υπηρεσία μια αποζημίωση για το κόστος που επιβαρύνεται για την παραλαβή του διεθνούς ταχυδρομείου.

2. Για την εφαρμογή των διατάξεων που αφορούν την πληρωμή των καταληκτικών τελών οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες κατατάσσονται σε ανεπτυγμένες ή αναπτυσσόμενες σύμφωνα με τον κατάλογο που καταρτίστηκε για τον σκοπό αυτό από το Συνέδριο.

3. Οι διατάξεις της παρούσας σύμβασης που αφορούν την πληρωμή των καταληκτικών τελών αποτελούν μεταβατικές ρυθμίσεις και θα ακολουθείται ένα σύστημα πληρωμής ξεχωριστό για κάθε χώρα.

4. Πρόσβαση στην εσωτερική υπηρεσία

4.1 Κάθε Υπηρεσία θέτει στην διάθεση των άλλων Υπηρεσιών όλα τα τιμολόγια τους όρους και τις συνθήκες που προσφέρει στην υπηρεσία εσωτερικού υπό τους ίδιους ακριβώς όρους που τα διαθέτει στους εθνικούς πελάτες της.

4.2 Μία αποστέλλουσα Υπηρεσία μπορεί υπό παρόμοιες συνθήκες, να ζητήσει από μία Υπηρεσία αναπτυγμένης χώρας προορισμού να προσφέρει τους ίδιους όρους τους οποίους η δεύτερη προσφέρει στους εθνικούς της πελάτες για τα ομοειδή αντικείμενα.

4.3 Οι Υπηρεσίες των αναπτυσσομένων χωρών θα υποδείξουν εάν αυτές επιτρέπουν πρόσβαση στους όρους που αναφέρονται στο 4.1

4.3.1 Όταν μία Υπηρεσία αναπτυσσόμενης χώρας δηλώσει ότι εξουσιοδοτεί πρόσβαση στους όρους που προσφέρονται στο εσωτερικό της σύστημα, η εξουσιοδότηση αυτή θα εφαρμόζεται σε όλες της Υπηρεσίες της Ένωσης χωρίς καμία διάκριση.

4.4 Η Ταχ. Υπηρεσία προορισμού θα αποφασίζει αν οι όροι πρόσβασης στο εσωτερικό της δίκτυο, έχουν τηρηθεί από την Υπηρεσία καταγωγής.

5. Οι τιμολογήσεις των καταληκτικών τελών για ομαδικές καταθέσεις δεν θα είναι υψηλότερες από τις πλέον προσιτές τιμολογήσεις που εφαρμόζονται από τις Υπηρεσίες προορισμού με διμερείς ή πολυμερείς συμφωνίες που αφορούν τα καταληκτικά τέλη. Θα εξαρτάται από την Υπηρεσία προορισμού να αποφασίσει εάν οι όροι και οι συνθήκες-πρόσβασης συμπίπτουν με αυτούς της Υπηρεσίας καταγωγής.

6. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης θα εξουσιοδοτείται να τροποποιεί τις πληρωμές που αναφέρονται στα άρθρα 48 έως 51 μεταξύ των Συνεδρίων. Κάθε αναθεώρηση θα βασίζεται σε αξιόπιστα και αντιπροσωπευτικά οικονομικά και λογιστικά στοιχεία και θα λαμβάνει υπόψη της όλες τις διατάξεις για τα καταληκτικά τέλη της Σύμβασης και των κανονισμών εκτέλεσης του επιστολικού ταχυδρομείου. Οποιαδήποτε τροποποίηση αποφασιστεί κατά τον πιο πάνω τρόπο θα τίθεται σε ισχύ σε μία ημερομηνία που θα ορίζεται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

7. Οποιαδήποτε Υπηρεσία μπορεί να παραιτείται ολοκληρωτικά ή εν μέρει από την πληρωμή που ορίζεται από το 1.

8. Οι ενδιαφερόμενες Υπηρεσίες μπορούν με διμερείς ή μονομερείς συμφωνίες να εφαρμόζουν άλλα συστήματα πληρωμής για τον διακανονισμό των λογαριασμών των καταληκτικών τελών.

Άρθρο 48
Καταληκτικά τέλη. Διατάξεις εφαρμοζόμενες στις ανταλλαγές μεταξύ ανεπτυγμένων χωρών.

1. Πληρωμή για επιστολικά αντικείμενα συμπεριλαμβανομένου ομαδικού ταχυδρομείου αλλά εξαιρουμένων των σάκων Μ, θα καθορίζεται στην βάση της εφαρμογής των τιμολογήσεων ανά αντικείμενο και ανά κιλό που αντανακλά το κόστος διαχείρισης στην χώρα προορισμού. Αυτό το κόστος θα πρέπει να σχετίζεται με τις εσωτερικές τιμολογήσεις. Οι τιμές θα υπολογίζονται σύμφωνα με τους ειδικούς όρους των κανονισμών του επιστολικού ταχυδρομείου.

2. Για τα έτη 2000 έως 2003 οι τιμές ανά αντικείμενο και ανά κιλό δεν μπορεί να είναι μεγαλύτερες από αυτές που υπολογίζονται στην βάση του 60% του τέλους μιας επιστολής πρώτης μονάδας βάρους (20 γρ) στην εσωτερική υπηρεσία ή δεν πρέπει να υπερβαίνουν:

2.1 Για το έτος 2001, 0,158 DTS ανά αντικείμενο και 1, 684 DTS ανά κιλό

2.2 Για το έτος 2002, 0.172 DTS ανά αντικείμενο και 1. 684 DTS ανά κιλό

2.3 Για το έτος 2003, 0,215 DTS ανά αντικείμενο και 1, 684 DTS ανά κιλό

3. Για τα έτη 2004 και 2005 το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης θα ορίσει το τελικό ποσοστό των τελών κάθε ανεπτυγμένης χώρας που θα βασίζεται στις σχέσεις μεταξύ του κόστους και των τιμολογίων της κάθε χώρας.

4. Για την περίοδο από το έτος 2001 έως το έτος 2005 οι τιμές που θα εφαρμόζονται δεν θα μπορεί να είναι χαμηλότερες από 0.147 DTS ανά αντικείμενο και 1.491 DTS ανά κιλό.

5. Για τους σάκους Μ η εφαρμοζόμενη τιμή θα είναι 0.653 DTS ανά κιλό.

5.1 Σάκοι Μ που ζυγίζουν λιγότερο από 5 κιλά θα θεωρείται ότι ζυγίζουν 5 κιλά για την πληρωμή των καταληκτικών τελών.

6. Η Υπηρεσία προορισμού θα έχει το δικαίωμα να εισπράττει ένα πρόσθετο τέλος από 0,5 DTS ανά αντικείμενο για την επίδοση των συστημένων αντικειμένων και 1 DTS ανά αντικείμενο για την επίδοση των ασφαλισμένων αντικειμένων.

7. Οι εφαρμοζόμενες μεταξύ των αναπτυγμένων χωρών διατάξεις θα εφαρμόζονται και σε κάθε αναπτυσσόμενη χώρα η οποία δηλώνει ότι επιθυμεί να συμμορφωθεί με αυτές και θα ήθελε να θεωρείται σαν ανεπτυγμένη χώρα για την χρησιμοποίηση των διατάξεων των άρθρων 48 και 50 και των αντίστοιχων διατάξεων των κανονισμών του επιστολικού ταχυδρομείου.

Άρθρο 49
Καταληκτικά τέλη. Διατάξεις εφαρμοζόμενες στην ροή του ταχυδρομείου από τις αναπτυσσόμενες χώρες σε ανεπτυγμένες.

1 Πληρωμή

1.1 Η πληρωμή για τα επιστολικά αντικείμενα εξαιρουμένων των σάκων Μ, θα είναι 3,427 DTS ανά κιλό.

1.2. Για τους σάκους Μ η εφαρμοζόμενη τιμή θα είναι 0,653 DTS ανά κιλό

1.2.1 Οι σάκοι Μ που ζυγίζουν λιγότερο από 5 κιλά θα θεωρούνται ότι ζυγίζουν 5 κιλά για τον υπολογισμό των καταληκτικών τελών.

1.3. Η Υπηρεσία προορισμού θα έχει το δικαίωμα να εισπράττει μία επιπρόσθετη αποζημίωση από 0.5 DTS ανά αντικείμενο για την επίδοση των συστημένων αντικειμένων και 1 DTS ανά αντικείμενο για την επίδοση των ασφαλισμένων αντικειμένων.

2. Μηχανισμός αναθεώρησης

2.1 Μία Υπηρεσία που αποστέλλει όγκο αλληλογραφίας άνω των 150 τόνων ετησίως μπορεί να έχει την τιμή που δίδεται στο 1 αναθεωρούμενη όταν, σε μία δεδομένη σχέση διαπιστώσει ότι ο μέσος όρος αντικειμένων που περιέχεται σε ένα κιλό αποστελλόμενης αλληλογραφίας είναι λιγότερος από 14.

2.2 Μία Υπηρεσία που λαμβάνει όγκο αλληλογραφίας άνω των 150 τόνων ετησίως μπορεί να έχει την τιμή που δίδεται στο 1 αναθεωρούμενη όταν, σε μία δεδομένη σχέση διαπιστώσει ότι ο μέσος όρος αντικειμένων που περιέχεται σε ένα κιλό παραλαμβανόμενης αλληλογραφίας είναι μεγαλύτερος από 21.

2.3 Η αναθεώρηση θα εκτελείται στην βάση τους ειδικούς όρους των Κανονισμών Εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

3 Σύστημα μηχανισμού εναρμόνισης

3.1. Όταν μία Υπηρεσία λαμβάνει έναν όγκο αλληλογραφίας άνω των 50 τόνων ανά έτος διαπιστώσει ότι το

ετήσιο βάρος του όγκου αυτού υπερβαίνει το όριο που υπολογίζεται σύμφωνα με τους όρους των Κανονισμών Εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου, μπορεί να εφαρμόσει για τον επιπλέον όγκο το σύστημα πληρωμής που προβλέπεται στο άρθρο 48, με τον όρο ότι δεν θα έχει εφαρμόσει τον μηχανισμό αναθεώρησης.

4. Ομαδικό ταχυδρομείο

4.1 Η πληρωμή για το ομαδικό ταχυδρομείο θα καθορίζεται με την εφαρμογή των τιμών ανά αντικείμενο και ανά κιλό που προβλέπονται από το άρθρο 48.1

Άρθρο 50

Καταληκτικά τέλη. Διατάξεις εφαρμοζόμενες σε όγκους αλληλογραφίας από ανεπτυγμένες σε αναπτυσσόμενες χώρες.

1. Πληρωμή

1.1 Η πληρωμή για τα επιστολικά αντικείμενα. εξαιρουμένων των σάκων Μ, θα είναι 3.427 DTS ανά κιλό.

1.1.1 Τα καταληκτικά τέλη που προέρχονται από την εφαρμογή της τιμής που δίδεται στο 1.1 θα αυξάνονται κατά 7,5% για την δημιουργία ενός κεφαλαίου χρηματοδότησης της βελτίωσης της ποιότητας της υπηρεσίας στις αναπτυσσόμενες χώρες.

1.2. Για τους σάκους Μ η εφαρμοζόμενη τιμή θα είναι 0,653 DTS ανά κιλό.

1.2.1 Οι σάκοι Μ που ζυγίζουν λιγότερο από 5 κιλά θα θεωρούνται ότι ζυγίσουν 5 κιλά για τον υπολογισμό των καταληκτικών τελών.

1.3 Η Υπηρεσία προορισμού θα έχει το δικαίωμα να εισπράττει μία επιπρόσθετη πληρωμή από 0.5 DTS ανά αντικείμενο για την επίδοση των συστημένων αντικειμένων και 1 DTS ανά αντικείμενο για την επίδοση των ασφαλισμένων αντικειμένων.

2 Μηχανισμός αναθεώρησης

2.1 Μία Υπηρεσία που παραλαμβάνει έναν όγκο ταχυδρομείου άνω των 150 τόνων ανά έτος μπορεί να έχει αναθεωρήσει την τιμή όταν. σε μία δεδομένη σχέση διαπιστώσει ότι ο μέσος όρος των αντικειμένων που περιέχονται σε ένα κιλό παραλαμβανόμενης αλληλογραφίας είναι μεγαλύτερος των 21.

2.2 Η αναθεώρηση θα εκτελείται σύμφωνα με τους ειδικούς όρους των Κανονισμών Εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

3. Ομαδικό ταχυδρομείο

3.1 Οι Υπηρεσίες οι Οποίες ‘δεν επιτρέπουν πρόσβαση στους όρους πού προσφέρουν για την εσωτερική τους υπηρεσία μπορούν να ζητήσουν για το ομαδικό ταχυδρομείο που παραλαμβάνουν μια πληρωμή από 0,14 DTS ανά αντικείμενο και 1 DTS ανά κιλό.

3.2 Οι Υπηρεσίες οι οποίες επιτρέπουν πρόσβαση στους όρους που προσφέρουν για την εσωτερική τους υπηρεσία μπορούν να εφαρμόσουν για το παραλαμβανόμενο ταχυδρομείο μία πληρωμή αντίστοιχη των εσωτερικών τους τιμολογήσεων, προσαυξημένη κατά 9% από την προσφερόμενη στους εθνικούς της πελάτες για αντικείμενα του αυτού είδους, χωρίς να έχουν την δυνατότητα να υπερβούν τις τιμές που δίδονται στο άρθρο 48.2

Άρθρο 51

Καταληκτικά τέλη. Διατάξεις εφαρμοζόμενες στις ανταλλαγές μεταξύ αναπτυσσομένων χωρών

1. Πληρωμή

1.1 Η πληρωμή για τα επιστολικά αντικείμενα, εξαιρουμένων των σάκων Μ, θα είναι 3.427 DTS ανά κιλό.

1.2 Για τους σάκους Μ η εφαρμοζόμενη τιμή θα είναι 0,653 DTS ανά κιλό.

1.2.1 Οι σάκοι Μ που ζυγίζουν λιγότερο από 5 κιλά θα θεωρούνται ότι ζυγίζουν 5 κιλά για τον υπολογισμό των καταληκτικών τελών.

1.3. Η Υπηρεσία προορισμού θα έχει το δικαίωμα να εισπράττει μία επιπρόσθετη πληρωμή από 0,5 DTS ανά αντικείμενο για την επίδοση των συστημένων αντικειμένων και 1 DTS ανά αντικείμενο για την επίδοση των ασφαλισμένων αντικειμένων.

2. Μηχανισμός αναθεώρησης

2.1 Μία Υπηρεσία που παραλαμβάνει έναν όγκο ταχυδρομείου άνω των 150 τόνων ανά έτος μπορεί να έχει αναθεωρήσει την τιμή όταν. σε μία δεδομένη σχέση διαπιστώσει ότι ο μέσος όρος των αντικειμένων που περιέχονται σε ένα κιλό παραλαμβανόμενης αλληλογραφίας είναι μεγαλύτερος των 21.

2.2 Η αναθεώρηση θα εκτελείται σύμφωνα με τους ειδικούς όρους των Κανονισμών Εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

3. Ομαδικό ταχυδρομείο

3.1 Οι Υπηρεσίες οι οποίες δεν επιτρέπουν πρόσβαση στους όρους που προσφέρουν για την υπηρεσία εσωτερικού τους μπορούν να ζητήσουν για το ομαδικό ταχυδρομείο που παραλαμβάνουν μια πληρωμή από 0,14 DTS ανά αντικείμενο και 1 DTS ανά κιλό.

3.2 Οι Υπηρεσίες οι οποίες επιτρέπουν πρόσβαση στους όρους που προσφέρουν για την υπηρεσία εσωτερικού τους μπορούν να εφαρμόσουν για το παραλαμβανόμενο ταχυδρομείο μία πληρωμή αντίστοιχη των εσωτερικών τους τιμολογίων, προσαυξημένη κατά 9% από την προσφερόμενη στους εθνικούς της πελάτες για αντικείμενα του αυτού είδους, χωρίς να έχουν την δυνατότητα να υπερβούν τις τιμές που δίδονται στο άρθρο 48.2.

Άρθρο 52

Εξαίρεση από τα διαβατικά και καταληκτικά τέλη.

1. Τα επιστολικά αντικείμενα που σχετίζονται με την ταχυδρομική υπηρεσία και αναφέρονται στο άρθρο 8,2.2 και τα ανεπίδοτα ταχυδρομικά αντικείμενα που επιστρέφονται στην καταγωγή τους εντός κλειστών αποστολών θα εξαιρούνται από τα χερσαία και θαλάσσια διαβατικά και από τα καταληκτικά τέλη. Αποστολές με άδειους σάκους θα εξαιρούνται από τα καταληκτικά τέλη αλλά όχι από τα διαβατικά τα οποία θα πληρώνονται από την Υπηρεσία η οποία διαθέτει τους σάκους.

Άρθρο 53

Τέλη αεροπορικής διαβίβασης

1. Τα τέλη της αεροπορικής διαβίβασης για το σύνολο της διανυόμενης απόστασης θα βαρύνουν:

1.1. Στην περίπτωση κλειστών αποστολών, την Υπηρεσία της καταγωγής των αντικειμένων.

1.2 Στην περίπτωση αντικειμένων προτεραιότητας και αεροπορικών αντικειμένων που διαβιβάζονται απερικάλυπτα, συμπεριλαμβανομένων των αποστελλομένων κατά λάθος αντικειμένων, την Υπηρεσία που διαβιβάζει τα αντικείμενα σε μία άλλη Υπηρεσία.

2. Αυτές οι ίδιες ρυθμίσεις θα εφαρμόζονται για αντικείμενα που εξαιρούνται από τα χερσαία και θαλάσσια διαβατικά τέλη, υπό τους όρους του άρθρου 52, εάν αυτά διαβιβάζονται αεροπορικά.

3. Κάθε υπηρεσία προορισμού η οποία παρέχει την αε-

ροπορική διαβίβαση στο διεθνές ταχυδρομείο εντός της χώρας της θα νομιμοποιείται να αποζημιώνεται για το πρόσθετο κόστος που προκύπτει από μια τέτοια διαβίβαση, με την προϋπόθεση ότι ο μέσος όρος της απόστασης των τμημάτων της αεροπορικής διαβίβασης θα υπερβαίνει τα 300 χιλιόμετρα. Εκτός εάν κατόπιν έχει συμφωνηθεί να μην ισχύουν τέτοια τέλη, αλλά θα είναι ομοιόμορφα για όλα τα ταχυδρομεία αεροπορικά και προτεραιότητας καταγωγής εξωτερικού ανεξάρτητα από το αν αυτά αναδιαβιβάζονται αεροπορικά ή όχι.

4. Ωστόσο εάν τα καταληκτικά τέλη που επιβλήθηκαν από την Υπηρεσία προορισμού βασίζονται σαφώς στο κόστος ή τα εσωτερικά τέλη. δεν θα γίνεται πρόσθετη αποζημίωση για την εσωτερική αεροπορική διαβίβαση.

5. Η Υπηρεσία προορισμού θα εξαιρεί, για τον υπολογισμό του μέσου όρου απόστασης το βάρος όλων των αποστολών για τις οποίες ο υπολογισμός των καταληκτικών τελών έχει βασιστεί σαφώς στο κόστος ή τα εσωτερικά τέλη της

6. Εάν δεν υπάρχει ειδική συμφωνία μεταξύ των ενδιαφερομένων Υπηρεσιών, η κλίμακα των διαβατικών τελών που είναι στους Κανονισμούς θα εφαρμόζεται στην αεροπορική αλληλογραφία για οποιαδήποτε χερσαία ή θαλάσσια διαβίβαση. Παρόλα αυτά δεν θα καταβάλλονται χερσαία διαβατικά τέλη για:

6.1 Την διαμετακόμιση αεροπορικών αποστολών μεταξύ δύο αεροδρομίων που εξυπηρετούν την ίδια πόλη

6.2 Την διαβίβαση τέτοιων αποστολών από ένα αεροδρόμιο που εξυπηρετεί μία πόλη σε μια διαμετακομιστική μονάδα που βρίσκεται στην ίδια πόλη και την επιστροφή σε αυτό των ίδιων αποστολών για αναδιαβίβαση.

Άρθρο 54
Βασικά τέλη και υπολογισμός των τελών αεροπορικής διαβίβασης.

1. Η βασική τιμή που εφαρμόζεται στον διακανονισμό λογαριασμών μεταξύ των Υπηρεσιών για την αεροπορική διαβίβαση θα εγκρίνεται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Αυτό θα υπολογίζεται από το Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με τον ειδικό τύπο των Κανονισμών Εκτέλεσης.

2. Ο υπολογισμός των τελών αεροπορικής διαβίβασης στις κλειστές αποστολές, τα αντικείμενα προτεραιότητας και τα αεροπορικά που διαβιβάζονται απερικάλυπτα, όπως και οι σχετικές λογιστικές μέθοδοι, ορίζονται στους Κανονισμούς Εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

Κεφάλαιο 4

Διατάξεις ειδικά για τα ταχυδρομικά δέματα.

Άρθρο 55
Στόχοι ποιότητας της υπηρεσίας

1. Οι Υπηρεσίες προορισμού θα θέσουν ένα στόχο υπηρεσίας για την διαχείριση των αεροπορικών δεμάτων που απευθύνονται στην χώρα τους. Ο στόχος αυτός προσαυξανόμενος με τον χρόνο που απαιτείται για τον εκτελωνισμό, δεν θα είναι λιγότερο ευνοϊκός από των στόχο για τα παρεμφερή αντικείμενα της υπηρεσίας εσωτερικού.

2. Οι Υπηρεσίες προορισμού επίσης, όσο αυτό είναι δυνατό, θα ορίσουν έναν στόχο υπηρεσίας για την διαχείριση των δεμάτων επιφανείας που απευθύνονται στις χώρες τους.

3. Οι Υπηρεσίες καταγωγής θα ορίσουν στόχους υπηρεσίας για τα δέματα, αεροπορικά και επιφανείας που προορίζονται για το εξωτερικό, με σημείο αναφοράς τους στόχους που έχουν τεθεί από τις Υπηρεσίες προορισμού

4. Οι Υπηρεσίες θα παρακολουθούν τους στόχους που έχουν επιτύχει συγκριτικά με αυτούς που έχουν καθορίσει.

Άρθρο 56
Καταληκτικό χερσαίο τέλος

1. Δέματα ανταλλασόμενα μεταξύ δύο Ταχυδρομικών Υπηρεσιών θα υπόκεινται σε καταληκτικά χερσαία τέλη για κάθε χώρα και για κάθε δέμα υπολογιζόμενα, συνδυάζοντας την ενδεικτική τιμή ανά δέμα και ανά κιλό που ορίζεται στους Κανονισμούς.

2. Λαμβάνοντας υπ' όψη τις πιο πάνω ενδεικτικές τιμές οι Υπηρεσίες θα ορίζουν τα καταληκτικά χερσαία τους τέλη προσαρμόζοντας τα στο κόστος της υπηρεσίας.

3. Οι τιμές που αναφέρονται στα 1 και 2 θα είναι πληρωτέες από την Υπηρεσία της χώρας καταγωγής, εκτός εάν αυτή η Σύμβαση προβλέπει εξαιρέσεις από την αρχή αυτή.

4. Τα χερσαία καταληκτικά τέλη θα είναι ενιαία για το σύνολο της επικράτειας της κάθε χώρας.

Άρθρο 57
Διαβατικό χερσαίο τέλος

1. Δέματα ανταλλασσόμενα μεταξύ δύο Υπηρεσιών ή μεταξύ δύο Γραφείων της ίδιας χώρας με χερσαία μέσα μιας ή περισσοτέρων άλλων Υπηρεσιών θα υπόκεινται σε χερσαία διαβατικά τέλη, πληρωτέα στις χώρες των οποίων οι υπηρεσίες παίρνουν μέρος στην χερσαία διαβίβαση, όπως ορίζεται στους κανονισμούς. σύμφωνα με την εφαρμοζόμενη κλίμακα ανά απόσταση.

2. Για δέματα διαβιβαζα μένα απερικάλυπτα, οι ενδιάμεσες Υπηρεσίες νομιμοποιούνται να απαιτούν την απλή τιμή ανά δέμα που ορίζεται στους Κανονισμούς.

3. Οι τιμές που αναφέρονται στα 1 και 2 θα είναι πληρωτέες από την Υπηρεσία της χώρας καταγωγής εκτός εάν αυτή η Σύμβαση προβλέπει εξαιρέσεις από την αρχή αυτή.

4. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης θα εξουσιοδοτείται να αναθεωρεί και να τροποποιεί τα διαβατικά χερσαία τέλη μεταξύ δύο Συνεδρίων. Οποιαδήποτε αναθεώρηση γίνει, σύμφωνα με μία μεθοδολογία η οποία εξασφαλίζει ισότιμη αποζημίωση για Υπηρεσίες οι οποίες χειρίζονται διαβατικές διαδικασίες, θα πρέπει να βασίζεται σε αποτελεσματικά, αντιπροσωπευτικά οικονομικά και λογιστικά στοιχεία. Οποιαδήποτε αλλαγή αποφασιστεί κατά τα ανωτέρω θα ισχύσει σε ημερομηνία που θα οριστεί από το Συμβούλιο Ταχυδρομικές Εκμετάλλευσης.

5. Διαβατικά χερσαία τέλη δεν θα πληρώνονται για:

5.1 Την μεταφορά αεροπορικών αποστολών μεταξύ δύο αεροδρομίων που εξυπηρετούν την ίδια πόλη

5.2. Την διαβίβαση τέτοιων αποστολών από ένα αεροδρόμιο που εξυπηρετεί μία πόλη σε μια αποθήκη που βρίσκεται στην ίδια πόλη και την επιστροφή σε αυτό των ίδιων αποστολών για αναδιαβίβαση.

Άρθρο 58
Θαλάσσια τέλη

1. Κάθε μία από τις χώρες των οποίων οι υπηρεσίες συμμετέχουν στην θαλάσσια διαβίβαση των δεμάτων θα νομιμοποιείται να απαιτεί τα θαλάσσια τέλη που αναφέρονται στο 2. Τα τέλη αυτά θα είναι πληρωτέα από την Υπη-

ρεσία της χώρας καταγωγής, εκτός εάν αυτή η Σύμβαση προβλέπει εξαιρέσεις από την αρχή αυτή.

2. Για κάθε χρησιμοποιούμενη θαλάσσια διαβίβαση, η τιμή θα πρέπει να ορίζεται στους Κανονισμούς Εκτέλεσης των Ταχυδρομικών Δεμάτων, σύμφωνα με την εφαρμοζόμενη κλίμακα απόστασης.

3. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να αυξήσουν έως 50% κατ' ανώτατο όριο την θαλάσσια τιμή υπολογιζόμενη σύμφωνα με το άρθρο 58.2. Από την άλλη πλευρά μπορούν να την μειώσουν εάν το επιθυμούν.

4. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης θα εξουσιοδοτείται να αναθεωρεί και να τροποποιεί τις θαλάσσιες τιμές μεταξύ δύο Συνεδρίων. Οποιαδήποτε αναθεώρηση γίνει, σύμφωνα με μία μεθοδολογία η οποία εξασφαλίζει ισότιμη αποζημίωση για Υπηρεσίες οι οποίες χειρίζονται διαβατικές διαδικασίες, θα πρέπει να βασίζεται σε αξιόπιστα, αντιπροσωπευτικά οικονομικά και λογιστικά στοιχεία. Οποιαδήποτε αλλαγή αποφασιστεί κατά τα ανωτέρω θα ισχύσει σε ημερομηνία που θα οριστεί από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

Άρθρο 59
Τέλη αεροπορικής διαβίβασης

1. Η βασική εφαρμοζόμενη τιμή για τον διακανονισμό των λογαριασμών μεταξύ των Ταχ. Υπηρεσιών σε ότι αφορά την αεροπορική διαβίβαση θα εγκρίνεται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης. Αυτή θα υπολογίζεται από το Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με τον ειδικό τύπο των Κανονισμών Εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου.

2. Ο υπολογισμός των τελών αεροπορικής διαβίβασης των κλειστών αποστολών και των αεροπορικών δεμάτων που στέλνονται διαβατικά απερικάλυπτα ορίζεται στους Κανονισμούς των Ταχυδρομικών Δεμάτων.

3. Μεταφορά στο ίδιο αεροδρόμιο κατά την πορεία της διαβίβασης, αεροπορικών δεμάτων διαβιβαζόμενων αλληλοδιαδόχους από ιδιαίτερες αεροπορικές υπηρεσίες θα εκτελείται χωρίς αποζημίωση.

Άρθρο 60
Εξαιρέσεις από τα τέλη

1. Δεν θα επιβαρύνονται με τέλη, υπηρεσίες δεμάτων για αιχμαλώτους πολέμου και πολιτικούς κρατουμένους, εκτός των τελών αεροπορικής διαβίβασης που εφαρμόζονται στα αεροπορικά δέματα.

Κεφάλαιο 5

Άρθρο 61

EMS

1. Το EMS θα είναι η ταχύτερη ταχυδρομική υπηρεσία με συμβατικά μέσα και σε σχέση με τις Υπηρεσίες που έχουν συμφωνήσει να παρέχουν αυτή την υπηρεσία. το ΤΕΠ θα έχει προτεραιότητα έναντι όλων των άλλων ταχυδρομικών αντικειμένων. Αυτό θα συνίσταται στην περισυλλογή, αποστολή και επίδοση σε πολύ μικρό χρονικό διάστημα, αλληλογραφίας εγγράφων και αγαθών.

2. Το EMS θα λειτουργεί βάσει διμερών συμφωνιών. Τα σημεία που δεν καλύπτονται επακριβώς από αυτές, θα υπόκειται στις κατάλληλες διατάξεις των πράξεων της Ένωσης.

3. Η υπηρεσία αυτή όπου είναι δυνατό θα πιστοποιείται με ένα σήμα όπως φαίνεται στο πιο κάτω δείγμα και θα συμπεριλαμβάνει τα ακόλουθα στοιχεία.

- ένα πορτοκαλί παράπλευρο τα γράμματα EMS σε μπλε
- τρεις οριζόντιες πορτοκαλί γραμμές

Το σήμα μπορεί να συμπληρωθεί με την προσθήκη του ονόματος της εθνικής υπηρεσίας



4 Οι χρεώσεις για την υπηρεσία αυτή θα καθορίζονται από την Υπηρεσία καταγωγής, αφού λάβει υπόψη το κόστος και τις απαιτήσεις της αγοράς.

Μέρος III

Μεταβατικές και τελικές διατάξεις

Άρθρο 62
Υποχρέωση της παροχής της υπηρεσίας των ταχυδρομικών δεμάτων.

1 Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 10.1 χώρες οι οποίες, πριν από την έναρξη της εφαρμογής της Σύμβασης αυτής, δεν συμμετείχαν στην Συμφωνία για τα ταχυδρομικά δέματα, δεν θα είναι υποχρεωμένες να προσφέρουν την υπηρεσία των ταχυδρομικών δεμάτων.

Άρθρο 63
Ρυθμίσεις σχετικές με ποινικά-πειθαρχικά μέτρα.

1 Οι Κυβερνήσεις των χωρών μελών θα αναλάβουν να υιοθετήσουν ή να προτείνουν στους νομοθέτες των χωρών τους τα απαραίτητα μέτρα:

1.1 Για την τιμωρία για την παραχάραξη των ταχυδρομικών ενσήμων έστω και αν αποσυρθούν από την κυκλοφορία και των διεθνών ενσήμων απάντησης

1.2 Για την τιμωρία για χρήση ή κυκλοφορία

1.2.1 πλαστών ταχυδρομικών ενσήμων (έστω και αν αποσυρθούν από την κυκλοφορία) ή χρησιμοποιημένων γραμματοσήμων, όπως και την πλαστογράφηση των χρησιμοποιουμένων εκτυπώσεων των μηχανών προπληρωμής ή των τυπωμένων εκτυπώσεων.

1.2.2 Την πλαστογράφηση των διεθνών ενσήμων απαντήσεων

1.3 Την απαγόρευση και τον έλεγχο των παράνομων διαδικασιών της κατασκευής και κυκλοφορίας αυτοκόλλητων γραμματοσήμων ή εκτυπώσεων που χρησιμοποιούνται στην ταχυδρομική υπηρεσία, πλαστογράφηση ή απομίμηση με τέτοιο τρόπο ο οποίος μπορεί να παραπλανήσει για τα αυτοκόλλητα γραμματόσημα και τις εκτυπώσεις που εκδίδονται από την Ταχυδρομική Υπηρεσία μιας χώρας μέλους.

1.4 Για την πρόληψη και εάν είναι απαραίτητο, την τιμωρία για την εισαγωγή στα ταχυδρομικά αντικείμενα ναρκωτικών ή ψυχοτρόπων ουσιών, όπως και εκρηκτικών εύφλεκτων ή άλλων επικίνδυνων ουσιών των οποίων η εισαγωγή δεν έχει επακριβώς νομιμοποιηθεί από την Σύμβαση.,

1.5 Την πρόληψη και τιμωρία της εισαγωγής στα ταχυδρομικά αντικείμενα, αντικειμένων παιδοφιλικής φύσης ή πορνογραφικής που χρησιμοποιούνται παιδιά.

Άρθρο 64
Όροι για την αποδοχή προτάσεων που αφορούν την Σύμβαση και τους Κανονισμούς

1. Για να γίνουν πράξη προτάσεις που υποβάλλονται στο Συνέδριο σχετικές με την Σύμβαση πρέπει να εγκριθούν από την πλειοψηφία των χωρών μελών που είναι πα-

ρούσες και ψηφίζουν. Τουλάχιστον οι μισές από τις χώρες μέλη που αντιπροσωπεύονται στο Συνέδριο θα πρέπει να είναι παρούσες την στιγμή της ψηφοφορίας.

2. Για να γίνουν πράξη προτάσεις σχετικές με τους Κανονισμούς εκτέλεσης του Επιστολικού Ταχυδρομείου και των δεμάτων πρέπει να εγκριθούν από την πλειοψηφία των μελών του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

3. Για να γίνουν πράξεις προτάσεις που υποβάλλονται μεταξύ δύο Συνεδρίων σχετικές με την Σύμβαση και το τελικό της πρωτόκολλο πρέπει να επιτευχθεί:

3.1. δύο τρίτα των ψήφων και τουλάχιστον το ένα δεύτερο των χωρών μελών της Ένωσης να έχουν ανταποκριθεί στην γνωμοδότηση, εάν αυτές συμπεριλαμβάνουν τροποποιήσεις.

3.2. Την πλειοψηφία των ψήφων εάν αυτές περιλαμβάνουν ερμηνεία των διατάξεων.

4. Παρά τις προβλέψεις του πιο πάνω 3.1 οποιαδήποτε χώρα μέλος της οποίας η εθνική νομοθεσία είναι ακόμη μη συμβατή με την προτεινόμενη τροποποίηση, μπορεί μέσα σε ενενήντα ημέρες από την ημέρα της κοινοποίησης της τελευταία να κάνει μία γραπτή δήλωση στον Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου δηλώνοντας ότι αδυνατεί να αποδεχτεί την τροποποίηση.

Άρθρο 65
Έναρξη ισχύος και διάρκεια της Σύμβασης.

1. Η Σύμβαση αυτή θα τεθεί σε ισχύ την Ι11 Ιανουαρίου του έτους 2001 και θα παραμείνει ενεργή μέχρι την είσοδο σε ισχύ των πράξεων του επομένου Συνεδρίου.

Σε επιβεβαίωση των πιο πάνω οι πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών έχουν υπογράψει την Σύμβαση αυτή σε ένα μοναδικό πρωτότυπο το οποίο θα κατατεθεί στον Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Ένα αντίγραφο αυτού θα πρέπει να επιδοθεί σε κάθε μέλος από την Κυβέρνηση της χώρας στην οποία το Συνέδριο συνήλθε.

Αποφασίσθηκε στο Πεκίνο την 15η Σεπτεμβρίου του 1999.

Τελικό Πρωτόκολλο της Παγκοσμίας Ταχυδρομικής Σύμβασης

Την στιγμή της διαδικασίας της υπογραφής της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Σύμβασης συμπεριλαμβανομένης της ημέρας αυτής οι υπογραφόμενοι πληρεξούσιοι συμφώνησαν τα ακόλουθα.

Άρθρο Πρωτοκόλλου 1
Ιδιοκτησία των Ταχ. αντικειμένων.

1. Το άρθρο 3 δεν θα εφαρμοστεί στην Αντίγκουα και Μπαρμπούντα, Αυστραλία, Μπαχρέιν, Μπαρμπάντος, Μπελίζ, Μποτσουάνα, Μπρούνεϊ Νταρουσάλαμ, Καναδά, Χονγκ Κονγκ, Κίνα, Δομένικα, Αίγυπτο, Φίτζι, Γκάμπια, Γκάνα, Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας, Υπερατλαντικές εξαρτώμενες περιοχές από το Ηνωμένο Βασίλειο. Γρενάδα, Γουιάνα, Ιρλανδία, Τζαμάικα, Κένυα, Κιριμπάτι, Κουβέιτ, Λεσόθο, Μαλάουι, Μαλαισία, Μαουρίτιους, Ναούρου, Νέα Ζηλανδία, Νιγηρία, Παπούα Νέα Γουινέα, Άγιο Χριστόφορο και Νέβις, Αγία Λουκία, Άγιο Βικέντιο και Γρεναδίνες, Σαμόα, Σεϋχέλλες, Σιέρα Λεόνε, Σιγκαπούρη, Νήσους Σολομώντος, Ζουαζηλάγδη, Τανζανία (Ηνωμένη δημοκρατία) Τρινιντάντ και Τομπάγκο, Τουβαλού, Ουγκάντα, Βανουάτου, Ζάμπια και Ζιμπάμπουε.

2. Το άρθρο 3 δεν θα εφαρμοστεί ούτε και στην Δανία της οποίας η εσωτερική νομοθεσία δεν επιτρέπει απόσυρση από το ταχυδρομείο ή τροποποίηση της διεύθυνσης της αλληλογραφίας μετά από αίτηση του αποστολέα, από την στιγμή κατά την οποία ο παραλήπτης έχει πληροφορηθεί την άφιξη ενός αντικειμένου που απευθύνεται σε αυτόν.

Άρθρο Πρωτοκόλλου II
Τέλη.

1. Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 7.5 η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Καναδά θα εξουσιοδοτηθεί να εισπράττει ταχυδρομικά τέλη διαφορετικά από αυτά που προβλέπονται στους κανονισμούς, όταν αυτά τα τέλη είναι σύμφωνα με την νομοθεσία της χώρας της.

Άρθρο Πρωτοκόλλου III
Εξαίρεση από την εξαίρεση από τα ταχυδρομικά τέλη, της αλληλογραφίας των τυφλών.

1. Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 8.4 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Αγίου Βικέντιου και των Γρεναδίνων και η Τουρκία η οποία δεν αποδέχεται εξαίρεση από τα ταχυδρομικά τέλη για την αλληλογραφία των τυφλών στην εσωτερική της υπηρεσία, μπορούν να εισπράττουν τέλη για ειδικές υπηρεσίες οι οποίες δεν θα μπορούν να υπερβαίνουν αυτές της υπηρεσίας εσωτερικού τους.

2. Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 8.4 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των, Αυστρίας, Καναδά, Γερμανίας, Ηνωμένου Βασίλειου της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας, Ιαπωνίας, Ελβετίας, και των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής, μπορούν να εισπράττουν τέλη για ειδικές υπηρεσίες οι οποίες εφαρμόζονται για την αλληλογραφία των τυφλών της υπηρεσίας εσωτερικού τους.

Άρθρο Πρωτοκόλλου IV
Βασικές υπηρεσίες

1. Παρά τα προβλεπόμενα στο άρθρο 10 η Αυστραλία δεν συμφωνεί η επέκταση των βασικών υπηρεσιών να συμπεριλαμβάνει τα ταχυδρομικά δέματα.

Άρθρο Πρωτοκόλλου V
Μικροδέματα

1. Κατά παρέκκλιση του άρθρου 10 της Σύμβασης, η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Σαουδικής Αραβίας είναι εξουσιοδοτημένη να μην δέχεται μικροδέματα που υπερβαίνουν το βάρος του ενός κιλού.

Άρθρο Πρωτοκόλλου VI
Έντυπα. Ανώτατο βάρος.

Ι. Παρά το άρθρο 10.4.2 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Καναδά και της Ιρλανδίας εξουσιοδοτούνται να περιορίσουν στα 2 κιλά το ανώτατο βάρος για τα εισερχόμενα και εξερχόμενα έντυπα.

Άρθρο Πρωτοκόλλου VII
Διάταξη για την υπηρεσία των ταχυδρομικών δεμάτων.

1. Η Λετονία και η Νορβηγία διατηρούν το δικαίωμα να παρέχουν την υπηρεσία των ταχυδρομικών δεμάτων είτε όπως ορίζεται στην Σύμβαση ή στην περίπτωση των εξερχόμενων δεμάτων και μετά από διμερή συμφωνία με οποιοδήποτε άλλο τρόπο που είναι πιο ευνοϊκός στους πελάτες τους.

Άρθρο Πρωτοκόλλου VIII
Δέματα. Ανώτατο όριο βάρους

1. Παρά το άρθρο 10.6 η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Καναδά θα εξουσιοδοτείται να ορίσει σε 30 κιλά το ανώτατο όριο βάρους για τα εισερχόμενα και εξερχόμενα δέματα.

Άρθρο IX
Ανώτατα όρια για τα ασφαλισμένα αντικείμενα.

1. Η Σουηδία διατηρεί το δικαίωμα να περιορίζει την αξία των περιεχομένων των συστημένων και ασφαλισμένων επιστολικών αντικειμένων και των απλών ή ασφαλισμένων δεμάτων προς την χώρα της σύμφωνα με τα παρακάτω ανώτατα όρια.

Εισερχόμενα επιστολικά αντικείμενα

	Ανώτατη εμπορική Αξία περιεχομένων	Ανώτατη δηλωμένη αξία	Ανώτατη αποζημίωση
Συστημένα αντικείμενα	500 DTS	--	30 DTS (Σάκοι Μ: 150 DTS)
Ασφαλισμένα αντ/να	4000 DTS	4000 DTS	4000 DTS
Εισερχόμενα δέματα			
Απλά δέματα	4500 DTS	--	40 DTS για δέμα + 4,5DTS ανά κιλό
Ασφαλισμένα δέματα	4500 DTS	4500 DTS	4500 DTS

Ο περιορισμός δεν μπορεί να καταστρατηγείται με μερική ασφάλιση από την αξία που υπερβαίνει τα 4000 DTS (για επιστολικά αντικείμενα) και 4500 DTS (για δέματα). Δεν υπάρχουν νέοι περιορισμοί στην φύση των περιεχομένων των συστημένων και ασφαλισμένων αντικειμένων. Αντικείμενα τα οποία υπερβαίνουν αυτά τα όρια θα επιστρέφονται στην καταγωγή τους.

Άρθρο Πρωτοκόλλου X
Απόδειξη παραλαβής

1. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Καναδά θα εξουσιοδοτείται να μην εφαρμόζει το άρθρο 18, σε ότι αφορά τα δέματα δεδομένου ότι δεν παρέχει την υπηρεσία της απόδειξης παραλαβής για τα δέματα της υπηρεσίας εσωτερικού τους.

Άρθρο XI
Διεθνής επιχειρηματική απαντητική υπηρεσία

1. Παρά το άρθρο 21.1η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Βιέτ Ναμ δεν αποδέχεται την υποχρέωση της επιστροφής αντικειμένων της διεθνούς επιχειρηματικής απαντητικής αλληλογραφίας.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XII
Απαγορεύσεις (επιστολικό ταχυδρομείο)

1. Κατ' εξαίρεση, οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Λαϊκής Δημοκρατίας της Κορέας και του Λιβάνου δεν θα δέχονται συστημένα αντικείμενα τα οποία θα περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξιόγραφα οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι είτε επεξεργασμένα είτε όχι, πολύτιμους λίθους, κοσμήματα ή άλλα αντικείμενα αξίας. Αυτά δεν θα υπάγονται στους Κανονισμούς του Επιστολικού Ταχυδρομείου τους σχετικούς με την ευθύνη τους σε περιπτώσεις κλοπής ή καταστροφής, όπως και αντικειμένων που περιέχουν, αντικείμενα από γυαλί ή εύθραυστα και αναφέρονται σε αυτούς.

2. Κατ' εξαίρεση οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Βολιβίας της Κίνας (Λαϊκής Δημοκρατίας) εκτός της ειδικής Υπηρεσιακής περιοχής του Χονγκ-Κονγκ, Ιράκ, Νεπάλ, Πακιστάν, Σαουδικής Αραβίας, Σουδάν και Βιέτ Ναμ δεν θα δέχονται συστημένα αντικείμενα τα οποία θα περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξιόγραφα οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι είτε επεξεργασμένα είτε όχι, πολύτιμους λίθους, κοσμήματα ή άλλα αντικείμενα αξίας.

3. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Μυανμάρ διατηρεί το δικαίωμα να μην δέχεται ασφαλισμένα αντικείμενα που περιέχουν τα αντικείμενα αξίας που καταγράφονται στο άρθρο 25.5, διότι αυτά είναι αντίθετα στους εσωτερικούς τους κανονισμούς.

4. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Νεπάλ δεν δέχεται συστημένα ή ασφαλισμένα αντικείμενα που περιέχουν τραπεζογραμμάτια ή νομίσματα, εκτός μετά από ειδική συμφωνία πάνω στο θέμα αυτό.

5. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ουζμπεκιστάν δεν δέχεται ασφαλισμένα ή συστημένα αντικείμενα που περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, επιταγές, γραμματόσημα, ή ξένο συνάλλαγμα και δεν θα αναλαμβάνει ευθύνη στις περιπτώσεις απώλειας ή καταστροφής τέτοιων αντικειμένων.

6. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία) δεν θα δέχεται επιστολικά αντικείμενα, που περιέχουν αντικείμενα εναντίον των αρχών της Ισλαμικής θρησκείας.

7. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία των Φιλιππίνων διατηρεί το δικαίωμα να μην δέχεται κανενός είδους επιστολικό αντικείμενο (απλό, συστημένο ή ασφαλισμένο) που περιέχει νομίσματα, χαρτονομίσματα ή αξίες οποιουδήποτε είδους πληρωτέες στον κομιστή ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι είτε επεξεργασμένα είτε όχι, πολύτιμους λίθους, κοσμήματα ή άλλα αντικείμενα αξίας.

8. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Αυστραλίας δεν δέχεται ταχυδρομικά αντικείμενα οποιουδήποτε είδους που περιέχουν ράβδους χρυσού ή χαρτονομίσματα. Επιπρόσθετα δεν δέχεται συστημένα αντικείμενα για επίδοση στην Αυστραλία ή διαβατικά απερικάλυπτα διαβιβαζόμενα αντικείμενα που περιέχουν αξίες όπως κοσμήματα, πολύτιμα μέταλλα, πολύτιμους ή ημιπολύτιμους λίθους, αξίες, νομίσματα ή οποιοδήποτε τύπο διαπραγματεύσιμου οικονομικού μέσου, θα αποποιείται κάθε ευθύνη για ταχυδρομούμενα αντικείμενα τα οποία δεν εναρμονίζονται με την επιφύλαξη αυτή.

9. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Κίνας (Λαϊκή Δημοκρατία) εκτός της ειδικής Υπηρεσιακής περιοχής του Χονγκ-Κονγκ δεν θα δέχεται ασφαλισμένα αντικείμενα που περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, ξένα τραπεζογραμμάτια ή αξίες οποιουδήποτε είδους πληρωτέες στον κομιστή και ταξιδιωτικές εντολές σύμφωνα με τους εσωτερικούς της κανονισμούς.

10. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Λετονίας και της Μογγολίας διατηρούν το δικαίωμα να μην δέχονται, σύμφωνα με την εσωτερική τους νομοθεσία, απλό συστημένο ή ασφαλισμένο ταχυδρομείο που περιέχει νομίσματα,

χαρτονομίσματα, αξίες πληρωτέες στον κομιστή και ταξιδιωτικές επιταγές.

11. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Βραζιλίας διατηρεί το δικαίωμα να μην δέχεται απλό συστημένο ή ασφαλισμένο ταχυδρομείο που περιέχει νομίσματα, χαρτονομίσματα σε κυκλοφορία ή αξίες οποιουδήποτε είδους πληρωτέες στον κομιστή.

12. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Βιετ Ναμ διατηρεί το δικαίωμα να μην δέχεται επιστολές που περιέχουν αντικείμενα ή αγαθά.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XIII
Απαγορεύσεις (ταχυδρομικά δέματα)

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Καναδά. Μυανμάρ και Ζάμπιας θα εξουσιοδοτούνται να μην δέχονται ασφαλισμένα δέματα που περιέχουν αντικείμενα αξίας που καλύπτονται από το άρθρο 25.5.2 από την στιγμή που είναι αντίθετα με τους εσωτερικούς τους κανονισμούς.

2. Κατ' εξαίρεση οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Λιβάνου και του Σουδάν δεν θα δέχονται δέματα που περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξιόγραφα οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι είτε επεξεργασμένα είτε όχι, πολύτιμους λίθους ή άλλα αντικείμενα αξίας ή περιέχοντα υγρά ή εύκολα ρευστοποιούμενα στοιχεία ή αντικείμενα φτιαγμένα από γυαλί ή παρεμφερή υλικά ή εύθραυστα. Αυτά δεν θα υπάγονται στις σχετικές διατάξεις των Κανονισμών των Ταχυδρομικών Δεμάτων.

3. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Βραζιλίας θα εξουσιοδοτείται να μην δέχεται ασφαλισμένα δέματα που περιέχουν νομίσματα ή ξένα χαρτονομίσματα σε κυκλοφορία όπως και αξίες πληρωτέες στον κομιστή από την στιγμή που είναι αντίθετα με τους εσωτερικούς της κανονισμούς.

4. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Γκάνα θα εξουσιοδοτείται να μην δέχεται ασφαλισμένα δέματα που περιέχουν νομίσματα ή ξένα χαρτονομίσματα σε κυκλοφορία από την στιγμή που είναι αντίθετα με τους εσωτερικούς της κανονισμούς.

5. Επιπρόσθετα με τα αντικείμενα που καταγράφονται στο άρθρο 25, η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Σαουδικής Αραβίας θα εξουσιοδοτείται να μην δέχεται δέματα που περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξιόγραφα οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι είτε επεξεργασμένα είτε όχι, πολύτιμους λίθους ή άλλα αντικείμενα αξίας. Ούτε θα δέχεται δέματα περιέχοντα φάρμακα οποιουδήποτε είδους εκτός εάν αυτά συνοδεύονται από ιατρική συνταγή εκδιδόμενη από αρμόδια επίσημη αρχή, προϊόντα σχεδιασμένα για κατάσβεση πυρκαγιών, χημικά υγρά ή αντικείμενα τα οποία είναι αντίθετα με τις αρχές της Ισλαμικής θρησκείας.

6. Επιπρόσθετα στα αντικείμενα που αναφέρονται στο άρθρο 25 η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ομάν δεν θα δέχεται αντικείμενα που περιέχουν:

6.1 φάρμακα οποιασδήποτε κατηγορίας εκτός εάν αυτά συνοδεύονται από ιατρική συνταγή εκδιδόμενη από αρμόδια επίσημη αρχή.

6.2 προϊόντα πυρόσβεσης ή χημικά υγρά.

6.3 αντικείμενα αντίθετα στις αρχές της Ισλαμικής θρησκείας.

7. Επιπρόσθετα με τα αντικείμενα που καταγράφονται στο άρθρο 25 η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία) θα εξουσιοδοτείται να μην δέχεται δέματα που περιέχουν αντικείμενα αντίθετα με τις αρχές της Ισλαμικής θρησκείας.

8. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία των Φιλιππίνων θα εξουσιοδοτείται να μην δέχεται κανενός είδους δέματα νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξιόγραφα οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι είτε επεξεργασμένα είτε όχι, πολύτιμους λίθους ή άλλα αντικείμενα αξίας ή περιέχοντα υγρά ή εύκολα ρευστοποιούμενα στοιχεία ή αντικείμενα φτιαγμένα από γυαλί ή παρεμφερή υλικά ή εύθραυστα.

9. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Αυστραλίας δεν δέχεται ταχυδρομικά αντικείμενα οποιουδήποτε είδους που περιέχουν ράβδους χρυσού ή τραπεζογραμμάτια.

10. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Κίνας (Λαϊκή Δημοκρατία)δεν θα δέχεται απλά δέματα που περιέχουν νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξιόγραφα οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, λευκόχρυσο, χρυσό ή ασήμι είτε επεξεργασμένα είτε όχι, πολύτιμους λίθους ή άλλα αντικείμενα αξίας. Επιπρόσθετα με εξαίρεση την ειδική υπηρεσιακή περιοχή του Χονγκ-Κονγκ ασφαλισμένα δέματα περιέχοντα νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξιόγραφα οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές δεν θα γίνονται αποδεκτά.

11. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Μογγολίας διατηρεί το δικαίωμα να μην δέχεται σύμφωνα με την εθνική της νομοθεσία, δέματα περιέχοντα νομίσματα. χαρτονομίσματα, αξιόγραφα οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή και ταξιδιωτικές επιταγές.

12. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Λετονίας δεν δέχεται απλά και ασφαλισμένα δέματα περιέχοντα νομίσματα, χαρτονομίσματα, αξίες (επιταγές) οποιουδήποτε είδους πληρωτέα στον κομιστή ή ξένο συνάλλαγμα, και δεν θα δέχεται ευθύνη σε περίπτωση απώλειας ή καταστροφής τέτοιων αντικειμένων.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XIV
Αντικείμενα που υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς.

1. Σχετικά με το άρθρο 25 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Μπανγκλαντές και του Ελ Σαλβαδόρ δεν δέχονται ασφαλισμένα αντικείμενα που περιέχουν πράγματα που υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς.

2. Σχετικά με το άρθρο 25 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Αφγανιστάν, Αλβανίας, Αζερμπαϊτζάν, Λευκορωσίας, Καμπότζης, Χιλής, Κολομβίας, Κούβας, Λαϊκής Δημοκρατίας της Κορέας, Ελ Σαλβαδόρ, Εσθονίας, Ιταλίας, Λιθουανίας, Νεπάλ, Περού, Σαν Μαρίνο, Τουρκμενιστάν, Ουκρανίας, Ουζμπεκιστάν, και Βενεζουέλας, δεν δέχονται απλές και συστημένες επιστολές που περιέχουν αντικείμενα που υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς.

3. Σχετικά με το άρθρο 25 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Μπενίν, Μπουρκίνα Φάσο, Ακτής του Ελεφαντοστού, Τζιμπουτί, Μάλι, Μαυριτανίας και Βιετνάμ, δεν δέχονται απλές επιστολές που περιέχουν αντικείμενα που υπόκεινται σε τελωνειακούς δασμούς.

4. Παρά τις προβλέψεις που ορίζονται πιο πάνω στα 1 και 3 η αποστολή ορών, εμβολίων και αιτούμενου επειγόντως φαρμακευτικού υλικού το οποίο είναι δύσκολο να εξευρεθεί θα επιτρέπεται σε όλες τις περιπτώσεις.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XV
Απόσυρση από το Ταχυδρομείο. Αλλαγή ή διόρθωση της διεύθυνσης

1. Το άρθρο 29 δεν θα εφαρμόζεται στην Αντίγκουα και Μπαρμπούντα, Μπαχάμες, Μπαχρέιν, Μπαρμπάντος, Μπελίζ, Μποτσουάνα, Μπρουνέϊ, Νταρουσάλαμ, Καναδά, Χονγκ-Κονγκ, Κίνα. Λαϊκή Δημοκρατία της Κορέας, Δομινίκα, Φίτζι, Γκάμπια, Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας, Εξαρτώμενες υπερπόντιες κτήσεις του Ηνωμένου Βασιλείου, Γρενάδα, Γουιάνα, Ιράκ, Ιρλανδία, Τζαμάικα, Κένυα, Κιριμπάτι, Κουβέιτ, Λεσόθο, Μαλάουι, Μαλαισία, Μυανμάρ, Ναούρου, Νέα Ζηλανδία, Νιγηρία, Παπούα Νέα Γουϊνέα, Άγιος Χριστόφορος και Νέβις, Αγία Λουκία, Άγιος Βικέντιος και Γρεναδίνες, Σαμόα, Σεϋχέλλες, Σιέρα Λεόνε, Σιγκαπούρη, Νήσοι του Σολομώντος, Ζουαζηλάνδη, Τανζανία (Ηνωμένη Δημοκρατία), Τρίνινταντ και Ταμπάκο, Τουβαλού, Ουγκάντα, Βανουάτου, και Ζάμπιας των οποίων η εσωτερική νομοθεσία δεν επιτρέπει απόσυρση από το ταχυδρομείο ή αλλαγή της διεύθυνσης των επιστολικών αντικειμένων μετά από αίτηση του αποστολέα.

2. Το άρθρο 29 θα εφαρμοστεί στην Αυστραλία μόνο στο μέρος που το άρθρο αυτό συμβαδίζει με την εσωτερική της νομοθεσία.

3. Παρά το άρθρο 29.4 το Ελ Σαλβαδόρ, Παναμάς, Φιλιππίνες και Βενεζουέλα θα εξουσιοδοτούνται να μην επιστρέφουν ταχυδρομικά δέματα, μετά την αίτηση του παραλήπτη για τον εκτελωνισμό τους από το Τελωνείο, από την στιγμή που αυτό είναι ασυμβίβαστο με την Τελωνειακή νομοθεσία των χωρών αυτών.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XVI
Αναζητήσεις

1. Παρά το άρθρο 30.4 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Πράσινου Ακρωτηρίου, Τσαντ, Λαϊκής Δημοκρατίας της Κορέας, Αιγύπτου, Γκαμπόν, Υπερπόντιων εξαρτημένων κτήσεων του Ηνωμένου Βασιλείου, Ελλάδος, Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία) Μογγολία, Μυανμάρ, Φιλιππίνων, Σαουδικής Αραβίας, Σουδάν, Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας Ουκρανίας και Ζάμπιας, διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν από τους πελάτες τέλη για τις αναζητήσεις που γίνονται για τα επιστολικά αντικείμενα.

2. Παρά το άρθρο 30.4 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Αργεντινής της Αυστρίας της Τσεχίας και της Σλοβακίας διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν ένα ειδικό τέλος όταν μετά την συμπλήρωση της έρευνας που γίνεται μετά από αναζήτηση, αποδεικνύεται ότι η τελευταία ήταν αδικαιολόγητη.

3. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Αφγανιστάν, Πράσινου Ακρωτηρίου, Κονγκό (Δημοκρατία), Αιγύπτου, Γκαμπόν, Ιράν, (Ισλαμική Δημοκρατία) Μογγολία, Μυανμάρ, Σαουδικής Αραβίας, Σουδάν, Σουρινάμ, Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας, Ουκρανίας και Ζάμπιας διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν ένα τέλος αναζήτησης από τους πελάτες για τα ταχυδρομικά δέματα.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XVII
Τέλος παρουσίασης στο Τελωνείο.

1. Ταχυδρομική Υπηρεσία της Γκαμπόν διατηρεί το δικαίωμα να εισπράττει ένα τέλος παρουσίασης στο Τελωνείο από τους πελάτες.

2. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Κονγκό (Δημοκρατία) και της Ζάμπια διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν ένα τέλος παρουσίασης στο Τελωνείο από τους πελάτες για τα δέματα.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XVIII
Ευθύνη των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

Ι. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Μπανγκλαντές. Μπενίν. Μπουρκίνα Φάσο, Κονγκό (Δημ.) Ακτής Ελεφαντοστού, Τζιμπουτί, Ινδίας. Λιβάνου, Μαδαγασκάρης, Μάλι, Μαυριτανίας, Νεπάλ, Νίγηρα, Σενεγάλης, Τόγκο και Τουρκίας εξουσιοδοτούνται να μην εφαρμόζουν το άρθρο 34.1.1.1 σχετικό με την ευθύνη σε περιπτώσεις κλοπής ή καταστροφής συστημένων αντικειμένων.

2. Παρά τα άρθρα 34.1.1.1 και 35.1 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Χιλής, Κίνας, (Λαϊκής Δημοκρατίας) Κολομβίας και Αιγύπτου θα είναι υπεύθυνες μόνο για την απώλεια, ολική κλοπή ή ολική καταστροφή των περιεχομένων των συστημένων αντικειμένων.

3. Παρά το άρθρο 34. οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Αιγύπτου και της Σαουδικής Αραβίας δεν θα αποδέχονται ευθύνη σε περιπτώσεις απώλειας ή καταστροφής αντικειμένων που» περιέχουν αντικείμενα που αναφέρονται στο άρθρο 25.5

4. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Αιγύπτου και του Νεπάλ θα εξουσιοδοτούνται να μην εφαρμόζουν το άρθρο 34.1.1.1 που αφορά την ευθύνη σε περιπτώσεις κλοπής ή απώλειας απλών δεμάτων.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XIX
Αποζημιώσεις.

1. Παρά το άρθρο 34, οι ακόλουθες Ταχυδρομικές Υπηρεσίες θα έχουν το δικαίωμα να μην πληρώνουν αποζημιώσεις για μη ασφαλισμένα δέματα που χάθηκαν καταστράφηκαν ή κλάπηκαν στις υπηρεσίες τους: Αγκόλα, Αντίγκουα και Μπαρμπούδα, Αυστραλία, Μπαχάμες, Μπανγκλαντές, Μπαρμπάντος, Μπελίζ, Βολιβία, Μποτσουάνα, Μπρούνεϊ Νταρουσάλαμ, Καναδά, Δομινίκα. Δομινικανή Δημοκρατία, Ελ Σαλβαδόρ, Φίτζι, Γκάμπια, εκείνων των υπερπόντιων εδαφών του Ηνωμένου Βασιλείου της Βρετανίας και της Βορείου Ιρλανδίας των οποίων οι εσωτερικοί κανονισμοί δεν τους επιτρέπουν να ανταποκριθούν, Γρενάδα, Γουατεμάλα, Γουιάνα, Κιριμπάτι, Λεσόθο, Μαλάουι, Μάλτα, Μαουρίτιους, Ναούρου, Νιγηρίας, Παπούα Νέα Γουινέα, Φιλιππίνες. Άγιος Χριστόφορος και Νέβις, Αγία Λουκία, Άγιος Βικέντιος και Γρεναδίνες, Σεϋχέλλες, Σιέρα Λεόνε, Νήσοι του Σολόμωντος, Ζουαζηλάνδη, Τρινιντάντ και Τομπάγκο, Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής, Ζάμπια και Ζιμπάμπουε.

2. Παρά το άρθρο 34 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Αργεντινής, Αυστρίας, Βραζιλίας, Χιλής, Ελλάδος, Κένυας, Λετονίας, Μεξικό, Ομάν, Κατάρ, Ρουμανίας, Σαουδικής Αραβίας, Ουκρανίας, Ουζμπεκιστάν, και Βιετ Ναμ θα έχουν το δικαίωμα να μην πληρώνουν αποζημιώσεις για μη ασφαλισμένα δέματα χαμένα κλεμμένα ή κατεστραμμένα στην υπηρεσία τους στις χώρες οι οποίες δεν πληρώνουν τέτοιες αποζημιώσεις σύμφωνα με την παράγραφο 1 του άρθρου αυτού.

3. Παρά το άρθρο 34.8 οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής εξουσιοδοτούνται να διατηρούν το δικαίωμα του αποστολέα για αποζημίωση για ασφαλισμένα δέματα μετά την επίδοση στον παραλήπτη, εκτός εάν ο αποστολέας έχει μεταβιβάσει το δικαίωμά του στην διάθεση του παραλήπτη.

4. Οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής, όταν ενεργούν

σαν ενδιάμεση Ταχυδρομική Υπηρεσία εξουσιοδοτούνται να μην αποζημιώνουν άλλες Υπηρεσίες σε περίπτωση απώλειας, κλοπής ή καταστροφής διαβατικών ασφαλισμένων δεμάτων διαβιβαζόμενων απερικάλυπτα ή εντός κλειστών αποστολών.

5. Παρά το άρθρο 34 η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Βιετ Ναμ έχει το δικαίωμα να μην πληρώνει αποζημίωση για απώλεια ή καταστροφή συστημένων αντικειμένων ή δεμάτων που περιέχουν συνάλλαγμα, αξίες πληρωτέες στον κομιστή, ταξιδιωτικές επιταγές, χρυσό, ασήμι ή πολύτιμους λίθους.

6. Παρά τις διατάξεις του άρθρου 34 ο Καναδάς έχει το δικαίωμα να μην πληρώνει αποζημίωση ούτε σε περίπτωση απώλειας, κλοπής ή ολοκληρωτικής καταστροφής απλών δεμάτων και να μην επιστρέφει τα πληρωμένα τέλη.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XX
Εξαιρέσεις από την αρχή της ευθύνης

1. Παρά το άρθρο 34 η Βολιβία, Λαϊκή Δημοκρατία του Κονγκό, Αίγυπτος, Ιράκ, Φιλιππίνες Σαουδική Αραβία, Σουδάν Τουρκία και Υεμένη θα εξουσιοδοτούνται να μην πληρώνουν αποζημίωση για την καταστροφή δεμάτων προερχομένων από οποιαδήποτε χώρα και απευθυνόμενα προς αυτές, που περιέχουν υγρά ή ουσίες εύκολα ρευστοποιούμενες, αντικείμενα από γυαλί ή παρεμφερή αντικείμενα το ίδιο εύθραυστα ή που από την φύση τους υπόκεινται σε φθορά ή αλλοίωση.

2. Παρά το άρθρο 34 η Σαουδική Αραβία και το Σουδάν θα έχουν το δικαίωμα να μην πληρώνουν αποζημιώσεις για δέματα που περιέχουν τα απαγορευμένα αντικείμενα του άρθρου 25.5

Άρθρο Πρωτοκόλλου XXI
Μη ευθύνη της Ταχυδρομικής Υπηρεσίας.

1. Από την Ταχυδρομική Υπηρεσία της Βολιβίας δεν θα απαιτείται να τηρεί το άρθρο 35.1 σε ότι αφορά την διατήρηση της ευθύνης της σε περίπτωση ολικής κλοπής ή καταστροφής συστημένων αντικειμένων.

2. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Νεπάλ θα εξουσιοδοτείται να μην εφαρμόζει το άρθρο 35.1.4 σε ότι αφορά τα δέματα.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XXII
Πληρωμή της αποζημίωσης

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Μπανγκλαντές, Βολιβίας, Γουϊνέας, Νεπάλ, και της Νιγηρίας δεν θα υποχρεούνται να συμμορφωθούν με το άρθρο 37.3 σε ότι αυτό αφορά τον τελικό διακανονισμό του ζητήματος μέσα σε περίοδο δύο μηνών ή την πληροφόρηση της Υπηρεσίας καταγωγής ή προορισμού κατά περίπτωση, όταν ένα επιστολικό αντικείμενο έχει δεσμευθεί, παρακρατηθεί ή καταστραφεί από της αρμόδιες αρχές λόγω των περιεχομένων του, ή έχει κατασχεθεί ένεκα της εσωτερικής νομοθεσίας.

2. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Κονγκό (Δημοκρατία), Τζιμπουτί, Γουινέας, Λιβάνου, Μαδαγασκάρης και Σαουδικής Αραβίας δεν θα υποχρεούνται να συμμορφωθούν με το άρθρο 37.3 σε ότι αφορά τον τελικό διακανονισμό μιας απαίτησης που αφορά ένα επιστολικό αντικείμενο μέσα στην περίοδο των δύο μηνών. Δεν συμφωνούν ο δικαιούχος απαιτητής να αποζημιωθεί, εκ μέρους τους, από μια άλλη Υπηρεσία μετά την εκπνοή της προαναφερόμενης προθεσμίας.

3. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Αγκόλα, Γουινέας, Λιβάνου και Σαουδικής Αραβίας δεν θα υποχρεούνται να συμμορφωθούν με το άρθρο 37.3 σε ότι αφορά τον τελικό διακανονισμό μιας απαίτησης που αφορά ένα ταχυδρομικό δέμα μέσα στην περίοδο των δύο μηνών. Δεν συμφωνούν ο δικαιούχος απαιτητής να αποζημιωθεί, εκ μέρους τους, από μια άλλη Υπηρεσία μετά την εκπνοή της προαναφερόμενης προθεσμίας.

4. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Νιγηρίας, και της Ταϊλάνδης δεν θα υποχρεούνται να συμμορφωθούν με το άρθρο 37.3 στο μέρος που αυτό αφορά τον τελικό διακανονισμό ενός θέματος που στέλνεται σε αυτές με Fax μέσα στην περίοδο των τριάντα ημερών. Δεν συμφωνούν ο δικαιούχος απαιτητής να αποζημιωθεί, εκ μέρους τους, από μια άλλη Υπηρεσία μετά την εκπνοή της προαναφερόμενης προθεσμίας.

5. Παρά τις διατάξεις του άρθρου 37.3 η Μαλαισία και οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής διατηρούν το δικαίωμα της τελικής απάντησης σε αναζητήσεις μέσα σε δύο μήνες από την ημερομηνία της αναζήτησης, ανεξάρτητα από τα μέσα διαβίβασης της αναζήτησης.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XXIII
Ταχυδρόμηση στο Εξωτερικό επιστολικών αντικειμένων.

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Ελλάδας, του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας και των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής διατηρούν το δικαίωμα να επιβάλλουν ένα επιπλέον τέλος ανάλογο με το κόστος των απαιτούμενων εργασιών, σε οποιαδήποτε Υπηρεσία η οποία σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 43.4 στέλνει σε αυτές αντικείμενα για διάθεση, τα οποία δεν ήταν κανονικά σταλμένα σαν ταχυδρομικά αντικείμενα από τις υπηρεσίες τους.

2. Παρά το άρθρο 43.4 η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Καναδά διατηρεί το δικαίωμα να εισπράττει από την Υπηρεσία καταγωγής ένα ποσό τέτοιο και όχι μικρότερο, το οποίο θα διασφαλίζει την ανάκτηση, όχι λιγότερο από το κόστος που απαιτείται για την διαχείριση από αυτή, τέτοιων αντικειμένων.

3. Το άρθρο 43.4 επιτρέπει στην Ταχυδρομική Υπηρεσία προορισμού να απαιτήσει από την Υπηρεσία κατάθεσης, κατάλληλη αποζημίωση για την επίδοση επιστολικών αντικειμένων που κατατέθηκαν στο εξωτερικό σε μεγάλες ποσότητες. Το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας διατηρεί το δικαίωμα να περιορίζει κάθε τέτοια πληρωμή με το αντίστοιχο τέλος εσωτερικού για αντίστοιχα αντικείμενα, της χώρας προορισμού.

4. Το άρθρο 43.4 επιτρέπει στην Ταχυδρομική Υπηρεσία προορισμού να απαιτήσει από την Υπηρεσία κατάθεσης, κατάλληλη αποζημίωση για την επίδοση επιστολικών αντικειμένων που κατατέθηκαν στο εξωτερικό σε μεγάλες ποσότητες. Οι ακόλουθες χώρες διατηρούν το δικαίωμα να περιορίζουν κάθε τέτοια πληρωμή στα όρια που επιτρέπονται από τους Κανονισμούς για το ομαδικό ταχυδρομείο: Αυστραλία, Μπαχάμες, Μπαρμπάντος, Μπρούνεϊ Νταρουσάλαμ, Κίνα (Λαϊκή Δημοκρατία) Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας, Υπερπόντια εξαρτώμενα εδάφη του Ηνωμένου Βασιλείου της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας. Γρενάδα, Γουιάνα, Ινδία, Μαλαισία, Νεπάλ, Ολλανδία, Ολλανδικές Αντίλλες και Αρούμπα, Νέα Ζηλανδία, Αγία Λουκία, Άγιος Βικέντιος και Γρεναδίνες, Σι-

γκαπούρη, Σρι Λάνκα, Σουρινάμ, Ταϊλάνδη και Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής.

5. Παρά τις επιφυλάξεις πιο πάνω στο 4 οι ακόλουθες χώρες διατηρούν το δικαίωμα να εφαρμόζουν πλήρως τις διατάξεις του άρθρου 43 της Σύμβασης στο ταχυδρομείο που λαμβάνεται από χώρες μέλη της Ένωσης: Αργεντινή Μπενίν, Βραζιλία, Μπουρκίνα Φάσο, Καμερούν, Ακτή Ελεφαντοστού, Κύπρος, Αίγυπτος, Γαλλία, Γερμανία, Ελλάδα, Γουινέα, Ισραήλ, Ιταλία, Ιαπωνία, Ιορδανία, Λίβανος, Μάλι, Μαυριτανία, Μονακό, Μαρόκο, Πορτογαλία, Σαουδική Αραβία, Σενεγάλη, Συριακή Αραβική Δημοκρατία και Τόγκο.

6. Σε εφαρμογή του άρθρου 430.4 η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Γερμανίας διατηρεί το δικαίωμα να ζητά από την Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας ταχυδρόμησης, να χορηγεί την αποζημίωση που θα ελάμβανε από την Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας της οποίας ο αποστολέας είναι κάτοικος.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XXIV
Καταληκτικά τέλη.

1. Παρά τα άρθρα 49.1.3 και 51.1.3 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες της Αιγύπτου, Κουβέιτ, Λετονίας, Ομάν, Κατάρ, Σαουδικής Αραβίας, Συριακής Αραβικής Δημοκρατίας, Ηνωμένων Αραβικών Εμιράτων, και Βιετνάμ δεν απαιτείται να προβαίνουν σε πρόσθετη πληρωμή σε ότι αφορά την επίδοση συστημένων επιστολικών αντικειμένων που αποστέλλονται από τις χώρες τους.

2. Παρά τα άρθρα 49.1.3 και 51.1.3 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Τζιμπουτί, Γκάνας, Ινδίας, Νεπάλ, και Υεμένης δεν απαιτείται να προβαίνουν σε πρόσθετη πληρωμή σε ότι αφορά την επίδοση συστημένων και ασφαλισμένων επιστολικών αντικειμένων που αποστέλλονται από τις χώρες τους.

3. Παρά τις επιφυλάξεις που έχουν γίνει από την οποιαδήποτε χώρα σε ότι αφορά τα άρθρα 49.1.3 και 51.1.3 η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Αυστραλίας δεν θα παίρνει υπογραφή για συστημένα αντικείμενα για τα οποία η πρόσθετη πληρωμή που αφορά την επίδοσή τους δεν έχει πραγματοποιηθεί.

4. Σε ότι αφορά τις χώρες που έχουν κάνει επιφυλάξεις για τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τα άρθρα 49.1.3 και 51.1.3 σχετικά με την πραγματοποίηση πρόσθετης πληρωμής για συστημένα και ασφαλισμένα αντικείμενα οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής διατηρούν το δικαίωμα να διαχειρίζονται τέτοια αντικείμενα σαν απλό ταχυδρομείο και να μην πληρώνουν αποζημίωση για κάθε τέτοιο αντικείμενο χαμένο κλεμμένο ή κατεστραμμένο στις υπηρεσίες της.

5. Παρά τις επιφυλάξεις του άρθρου XXIV το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας και τα υπερπόντια εξαρτώμενα εδάφη του Ηνωμένου Βασιλείου θα διατηρούν το δικαίωμα της πλήρους εφαρμογής των διατάσεων του Συνεδρίου του Πεκίνου που αφορούν συμπληρωματική αποζημίωση για την επίδοση συστημένων και ασφαλισμένων επιστολικών αντικειμένων, στις σχέσεις τους με τις άλλες χώρες.

6. Παρά τις επιφυλάξεις που έγιναν στο άρθρο XXIV. 1 και 2 οι ακόλουθες χώρες μέλη θα διατηρούν το δικαίωμα της πλήρους εφαρμογής των διατάξεων που εγκρίθηκαν από το Συνέδριο του Πεκίνου που αφορούν την συμπληρωματική αποζημίωση για την επίδοση συστημένων επιστολικών αντικειμένων στις αμοιβαίες σχέσεις τους με τις χώρες που έχουν υπογράψει τις επιφυλάξεις αυτές: Αυστρία, Μπαχάμες, Μπαρμπάντος, Μπελίζ, Μπενίν, Βολιβία, Βραζιλία, Βουλγαρία (Δημοκρατία), Μπουρκίνα Φάσο, Καμερούν Καναδάς, Πράσινο Ακρωτήριο, Χιλή, Κόστα Ρίκα, Ακτή Ελεφαντοστού (Δημοκρατία), Κούβα, Τσέχικη Δημοκρατία, Δομινίκα, δομινικανή Δημοκρατία, Αίγυπτος, Ελ Σαλβαδόρ, Εσθονία, Φινλανδία, Γαλλία, Γκαμπόν, Ελλάδα, Γρενάδα, Γουατεμάλα, Γουιάνα, Αϊτή, Ονδούρα (Δημοκρατία), Ισλανδία, Ιταλία, Τζαμάικα, Ιαπωνία, Λιχτενστάϊν, Μαλαισία, Μάλι, Μαυριτανία, Μεξικό, Μολδαβία, Μαρόκο, Ολλανδία, Νικαράγουα, Περού, Πολωνία(Δημοκρατία), Άγιος Χριστόφορος (St Kits) και Νέβις, Αγία Λουκία, Άγιος Βικέντιος και Γρεναδίνες, Σενεγάλη, Σιγκαπούρη, Σλοβακία, Νότια Αφρική, Ισπανία, Σουδάν, Σουρινάμ, Σουηδία, Ελβετία, Τρινιντάντ και Τομπάγκο, Τυνησία, Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας και τα υπερπόντια εξαρτώμενα εδάφη του Ηνωμένου Βασιλείου, Ουρουγουάη και Βενεζουέλα.

7. Στο ψήφισμα C 46/1999 το Συνέδριο αναθέτει στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης να επεξεργαστεί, πριν το έτος 2002, την μεθοδολογία για την μετατροπή των τιμολογίων εσωτερικού και/ή τα κόστη των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών στις τιμές των καταληκτικών τελών και να ορίσει τα τελικά ποσοστά των τιμολογίων εσωτερικού για τα έτη 2004 και 2005. Εάν η οδηγία αυτή δεν εφαρμοστεί στην ορισμένη περίοδο, η Γερμανία διατηρεί το δικαίωμα να ορίσει από μόνη της τα ποσοστά σύμφωνα με το άρθρο 48.3 για τα έτη 2004 και 2005 σύμφωνα με τις αρχές που ορίζονται στο άρθρο αυτό.

8. Στο ψήφισμα C 46/1999 το Συνέδριο αναθέτει στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης να επεξεργαστεί, πριν το έτος 2002, την μεθοδολογία για την μετατροπή των τιμολογίων εσωτερικού και / ή τα κόστη των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών στις τιμές των καταληκτικών τελών και να ορίσει τα τελικά ποσοστά των τιμολογίων εσωτερικού για τα έτη 2004 και 2005. Παρά τα αναφερόμενα στο άρθρο XXIV. 7 για την διατήρηση του δικαιώματος του μονομερούς ορισμού των ποσοστών σύμφωνα με το άρθρο 48.3 για τα έτη 2004 και 2005, εάν το Σ.Τ.Ε. δεν έχει εφαρμόσει την οδηγία του ψηφίσματος C 46 / 1999 στην ορισμένη περίοδο, η Ολλανδία το Ηνωμένο Βασίλειο της Μεγάλης Βρετανίας και της Βόρειας Ιρλανδίας και οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής διατηρούν το δικαίωμα να συνεχίσουν να εφαρμόζουν τιμολογήσεις καταληκτικών τελών βασιζόμενες πάνω στην μεθοδολογία και τα ποσοστά της μετατροπής των τιμολογίων εσωτερικού που θα ισχύουν για τα έτη 2001 έως 2003, εκτός εάν έχει επιτευχθεί συμφωνία να εφαρμοστούν διαφορετικά καταληκτικά τέλη σε μία αμοιβαία συμφωνητέα βάση ή εκτός εάν το Σ.Τ.Ε. έχει διαφορετικά ορίσει τα νέα ποσοστά για τα τιμολόγια εσωτερικού που θα εφαρμοστούν για τα έτη 2004 και 2005.

9. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Γερμανίας διατηρεί το δικαίωμα να διαχειρίζεται από μόνη της τους οικονομικούς πόρους που προβλέπονται για τη χρηματοδότηση για την βελτίωση της ποιότητας της υπηρεσίας στις αναπτυσσόμενες χώρες σύμφωνα με το άρθρο 50.1.1.1 μέχρι οι αρχές και τα κριτήρια που ορίζονται από το Σ.Τ.Ε. και αφορούν την διαχείριση, την οικονομική και διαδικαστική δομή του κεφαλαίου αυτού, να έχουν εφαρμοστεί.

10. Οι Ηνωμένες Πορείες της Αμερικής υποστηρίζουν το σύστημα καταληκτικών τελών που θεσπίζεται στα άρθρα 47 και 51. Παρόλα αυτά ως προς τα μέλη του Παγκόσμιου Οργανισμού Εμπορίου οι Ηνωμένες Πολιτείες της Αμερικής διατηρούν το δικαίωμα να εφαρμόζουν τις συμφωνίες αυτές για τα καταληκτικά τέλη, σύμφωνα με τις

διατάξεις που θα υιοθετηθούν, στις μελλοντικές διαπραγματεύσεις, συμπεριλαμβανόμενης της Γενικής Συμφωνίας Εμπορίου και Υπηρεσιών.

11. Παρά τις επιφυλάξεις που έχουν γίνει στο άρθρο XXIV οι ακόλουθες χώρες μέλη θα διατηρούν το δικαίωμα της πλήρους εφαρμογής των διατάξεων που εγκρίθηκαν από το Συνέδριο του Πεκίνου πς σχετικές με τα καταληκτικά τέλη στις αμοιβαίες σχέσεις τους με τις χώρες που έχουν υπογράψει τις επιφυλάξεις αυτές: Αυστρία, Μπαχάμες, Μπελίζ, Μπενίν, Βολιβία, Βραζιλία, Βουλγαρία (Δημοκρατία), Μπουρκίνα Φάσο, Καμερούν Καναδάς, Χιλή, Κονγκό(Δημοκρατία), Κόστα Ρίκα, Ακτή Ελεφαντοστού (Δημοκρατία), Κούβα, Τσέχικη Δημοκρατία, Δομινίκα, Δομινικανή Δημοκρατία, Ισημερινός, Αίγυπτος, Ελ Σαλβαδόρ, Εσθονία, Φινλανδία, Γαλλία, Γκαμπόν, Ελλάδα, Γρενάδα, Γουατεμάλα, Γουιάνα, Αϊτή, Ονδούρα (Δημοκρατία), Ιταλία, Τζαμάικα, Κένυα Λιχτενστάϊν, Μάλι, Μαυριτανία, Μεξικό, Μολδαβία. Μαρόκο, Ολλανδία, Νικαράγουα, Περού, Πολωνία(Δημοκρατία), Άγιος Χριστόφορος (St Kits) και Νέβις, Αγία Λουκία, Άγιος Βικέντιος και Γρεναδίνες, Σενεγάλη, Σλοβακία, Νότια Αφρική, Ισπανία, Σουδάν, Σουρινάμ, Σουηδία, Ελβετία, Τρινιντάντ και Τομπάγκο, Τυνησία, Ουρουγουάη και Βενεζουέλα.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XXV
Εσωτερικά τέλη αεροπορικής διαβίβασης

1. Παρά το άρθρο 53.3 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες των Μπαχάμες, Πράσινου Ακρωτηρίου, Κονγκό (Δημοκρατία), Κούβας, Λαϊκής Δημοκρατίας της Κορέας, Δομινικανής Δημοκρατίας, Ισημερινού, Ελ Σαλβαδόρ, Γκαμπόν, Ελλάδος, Γουατεμάλας, Γουιάνας, Ονδούρας (δημοκρατία) Μογγολίας, Νεπάλ, Παπούα Νέας Γουινέας, Περού, Φιλιππίνων, Σαουδικής Αραβίας, Νήσων του Σολομώντα, και Βανουάτου διατηρούν το δικαίωμα να εισπράττουν τέλη για την αεροπορική διαβίβαση του διεθνούς ταχυδρομείου στο εσωτερικό της χώρας τους.

2. Παρά το άρθρο 53.3 η Ταχυδρομική Υπηρεσία της Μυανμάρ διατηρεί το δικαίωμα να εισπράττει τέλη για την διαβίβαση του διεθνούς ταχυδρομείου στο εσωτερικό της χώρας της είτε αυτό διαβιβάζεται αεροπορικά είτε όχι.

3. Παρά το άρθρο 53.3 η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Μπανγκλαντές διατηρεί το δικαίωμα να εισπράττει τέλη για την διαβίβαση του διεθνούς ταχυδρομείου στο εσωτερικό της χώρας της είτε αυτό διαβιβάζεται αεροπορικά είτε όχι, άσχετα από την διανυόμενη απόσταση.

4. Παρά τα άρθρα 53.4 και 53.5 οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Καναδά, Ιράν, (Ισλαμική Δημοκρατία), Τουρκίας και Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής, θα έχουν το δικαίωμα να εισπράττουν από τις εμπλεκόμενες Ταχυδρομικές υπηρεσίες, υπό την μορφή των ενιαίων τελών, το κόστος της εσωτερικής αεροπορικής διαβίβασης το οποίο προκύπτει από κάθε λαμβανόμενο ταχυδρομείο από οποιαδήποτε Υπηρεσία για την οποία εφαρμόζονται αποζημιώσεις καταληκτικών τελών βασισμένες ειδικά στο κόστος των εσωτερικών τιμολογήσεων.

5. Στην βάση της αμοιβαιότητας η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Ομάν θα έχει το δικαίωμα να εισπράττει, από τις Ταχυδρομικές Υπηρεσίες που αναφέρονται στις πιο πάνω παραγράφους 1 και 3, το επιπλέον κόστος που προκύπτει από την αεροπορική διαβίβαση μέσα στην χώρα του για επιστολικά ταχυδρομεία λαμβανόμενα από τις Υπηρεσίες αυτές, είτε τα ταχυδρομεία αυτά διαβιβάζονται αεροπορικά είτε με οποιοδήποτε άλλο τρόπο.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XXVI
Χερσαία αναλογούντα μερίδια άφιξης κατ' εξαίρεση.

1. Παρά το άρθρο 56, η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Αφγανιστάν διατηρεί το δικαίωμα να εισπράττει ένα πρόσθετο κατ' εξαίρεση αναλογούν μερίδιο άφιξης από 7,50 DTS ανά δέμα.

Άρθρο Πρωτοκόλλου XXVII
Ειδικά τιμολόγια.

1. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες του Βελγίου. Νορβηγίας και των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής μπορούν να εισπράττουν αναλογούντα μερίδια για τα αεροπορικά δέματα από τα επιφανείας.

2. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Λιβάνου θα εξουσιοδοτείται να εισπράττει για τα δέματα μέχρι του ενός κιλού το εφαρμοζόμενο τέλος για τα δέματα από 1 έως 3 κιλά.

3. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία του Παναμά (Δημοκρατία) θα εξουσιοδοτείται να εισπράττει 0.20DTS ανά κιλό για κάθε αερομεταφερόμενο διαβατικό δέμα επιφανείας (SAL).

Για την επιβεβαίωση των πιο πάνω οι πληρεξούσιοι έχουν συντάξει το Πρωτόκολλο αυτό το οποίο θα έχει την ίδια ισχύ όπως και οι διατάξεις οι οποίες είναι καταχωρημένες στο κείμενο της Σύμβασης και το έχουν υπογράψει σε ένα μόνο πρωτότυπο το οποίο κατατέθηκε στον Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Ένα αντίγραφο από αυτό θα επιδοθεί στο κάθε μέλος, από την Κυβέρνηση της χώρας στην οποία το Συνέδριο πραγματοποιήθηκε.

Αποφασίσθηκε στο Πεκίνο την 15 Σεπτεμβρίου του 1999.

Γενικός Κανονισμός της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Περιεχόμενα

Κεφάλαιο I

Λειτουργία των σωμάτων της Ένωσης

Γενικός Κανονισμός της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης

Οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών της Ένωσης, λαμβάνοντας υπόψη το άρθρο 22, παράγραφος 2, του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης που ολοκληρώθηκε στη Βιέννη στις 10 Ιουλίου 1964, έχουν συντάξει, κοινή συναινέσει, και σε ότι αφορά το άρθρο 25, παράγραφος 4 του Καταστατικού, αυτόν τον Γενικό Κανονισμό των παρακάτω διατάξεων διασφαλίζοντας την εφαρμογή του Καταστατικού και της λειτουργίας της Ένωσης.

Κεφάλαιο I

Λειτουργία των σωμάτων της Ένωσης

Άρθρο 101

Οργάνωση και σύγκλιση των Συνεδρίων και των Έκτακτων Συνεδρίων

1. Οι εκπρόσωποι των χωρών μελών θα συνεδριάζουν σε Συνέδριο το αργότερο εντός πέντε ετών μετά την ημερομηνία κατά την οποία τέθηκαν σε εφαρμογή οι Πράξεις του προηγούμενου Συνεδρίου.

2. Κάθε χώρα μέλος πρέπει να ορίζει για την εκπροσώπηση της στο Συνέδριο έναν ή περισσοτέρους πληρεξούσιους που θα χορηγήσει η Κυβέρνηση τους με τις απαραίτητες εξουσίες. Μπορεί, αν χρειάζεται, να κανονίσει να εκπροσωπηθεί από την αντιπροσωπεία κάποιας άλλης χώρας μέλους. Ωστόσο, είναι κατανοητό ότι η αντιπροσωπεία μπορεί να αντιπροσωπεύσει μόνο μία χώρα μέλος εκτός από τη δική της.

3. Σε δημόσιες συζητήσεις, κάθε χώρα δικαιούται μία ψήφο, που υπόκειται στις κυρώσεις που προβλέπονται στο άρθρο 126.

4. Κατ' αρχήν, κάθε Συνέδριο θα διορίζει τη χώρα στην οποία θα διεξαχθεί το επόμενο Συνέδριο. Εάν αυτός ο διορισμός αποδειχθεί ανέφικτος , το Διοικητικό Συμβούλιο θα εξουσιοδοτείται να ορίσει τη χώρα στην οποία θα συνέλθει το Συνέδριο, μετά από διαβουλεύσεις με τη δεύτερη.

5. Κατόπιν διαβουλεύσεων με το Διεθνές Γραφείο, η φιλοξενούσα Κυβέρνηση πρέπει να ορίσει την τελική ημερομηνία και την ακριβή τοποθεσία του Συνεδρίου. Κατ' αρχήν, ένα χρόνο πριν την ημερομηνία διεξαγωγής η φιλοξενούσα Κυβέρνηση θα στείλει πρόσκληση στην Κυβέρνηση κάθε χώρας μέλους της Ένωσης. Αυτή η πρόσκληση μπορεί να αποσταλεί είτε απευθείας ή μέσω του ενδιάμεσου της άλλης Κυβέρνησης ή μέσω του Γενικού Διευθυντού του Διεθνούς Γραφείου.

6. Όταν κάποιο Συνέδριο πρέπει να συγκληθεί χωρίς κάποια φιλοξενούσα Κυβέρνηση, το Διεθνές Γραφείο σε συμφωνία με το Διοικητικό Συμβούλιο και κατόπιν διαβουλεύσεων με την Κυβέρνηση της Ελβετικής Ομοσπονδίας, θα λάβει τα απαραίτητα μέτρα για την σύγκληση και οργάνωση του Συνεδρίου στη χώρα όπου βρίσκεται η έδρα της Ένωσης: Σ' αυτή την περίπτωση το Διεθνές Γραφείο θα περαιώσει τις υπηρεσίες της φιλοξενούσας Κυβέρνησης.

7. Το σημείο συνάντησης κάποιου έκτακτου Συνεδρίου πρέπει να ορισθεί, κατόπιν διαβουλεύσεων με το Διεθνές Γραφείο, από τις χώρες μέλη οι οποίες έχουν ξεκινήσει αυτό το Συνέδριο.

8. Οι παράγραφοι 2 έως 6 θα εφαρμοσθούν αναλογικά στα Έκτακτα Συνέδρια.

Άρθρο 102

Σύνθεση, λειτουργία και συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου.

1. Το Συμβούλιο Διαχείρισης θ' αποτελείται από σαράντα ένα μέλη τα οποία θα ασκούν τις υπηρεσίες τους κατά την διάρκεια της περιόδου η οποία μεσολαβεί μεταξύ δύο διαδοχικών Συνεδρίων.

2. Η προεδρία περιέρχεται δικαιωματικά στην χώρα η οποία φιλοξενεί το Συνέδριο. Εάν αυτή η χώρα παραιτηθεί απ' αυτό το δικαίωμα, καθίσταται αυτοδικαίως νόμιμο μέλος και σαν αποτέλεσμα, η γεωγραφική ομάδα στην οποία ανήκει θα έχει κάποια συμπληρωματική έδρα στη διάθεση της, στην οποία δεν θα ισχύουν οι περιοριστικές διατάξεις της παραγράφου 3. Σ' αυτή την περίπτωση, το Διοικητικό Συμβούλιο θα εκλέξει για την προεδρία μία από τις χώρες μέλη που ανήκουν σ' αυτή τη γεωγραφική ομάδα της οποίας αποτελεί μέρος η φιλοξενούσα χώρα.

3. Τα άλλα σαράντα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου θα εκλέγονται από το Συνέδριο με βάση την δίκαιη γεω-

γραφική κατανομή. Το ήμισυ τουλάχιστον των μελών πρέπει να ανανεώνεται σε κάθε Συνέδριο. Κανένα μέλος δεν μπορεί να εκλέγεται από τρία διαδοχικά Συνέδρια.

4. Κάθε μέλος του Διοικητικού Συμβουλίου θα ορίζει τον αντιπρόσωπο του, ο οποίος πρέπει να είναι αρμόδιος για ταχυδρομικά θέματα.

5. Οι υπηρεσίες του μέλους του Διοικητικού Συμβουλίου παρέχονται δωρεάν. Οι δαπάνες λειτουργίας αυτού του Συμβουλίου βαρύνουν την Ένωση.

6. Το Συμβούλιο Διαχείρισης θα έχει τα παρακάτω καθήκοντα:

6.1 Να εποπτεύει τις δραστηριότητες της Ένωσης μεταξύ των Συνεδρίων, διασφαλίζοντας την συμμόρφωση με τις αποφάσεις του Συνεδρίου, να μελετά τα ζητήματα που αφορούν στην κυβερνητική πολιτική σε ταχυδρομικά θέματα, και να λαμβάνει υπόψη διεθνείς κανονιστικές εξελίξεις όπως αυτές που σχετίζονται με το εμπόριο στις υπηρεσίες και στον ανταγωνισμό.

6.2 Να εξετάζει και να εγκρίνει, εντός του πλαισίου της αρμοδιότητας του, οποιαδήποτε ενέργεια θεωρηθεί απαραίτητη προκειμένου να διασφαλίσει, να ενισχύσει και εκσυγχρονίσει την ποιότητα της διεθνούς ταχυδρομικής υπηρεσίας.

6.3 Να προωθεί, να συντονίζει και να επιβλέπει όλες τις μορφές ταχυδρομικής τεχνικής βοήθειας εντός του πλαισίου της διεθνούς τεχνικής συνεργασίας.

6.4 Να εξετάζει και να εγκρίνει τον ετήσιο προϋπολογισμό και τους λογαριασμούς της Ένωσης.

6.5 Να εγκρίνει την υπέρβαση του ανώτατου ορίου δαπανών, εάν το απαιτούν οι περιστάσεις, σύμφωνα με το άρθρο 125, παράγραφοι 3, 4 και 5.

6.6 Να ορίζει τους Οικονομικούς Κανονισμούς της Π.Τ.Ε.

6.7 Να ορίζει τους κανόνες που διέπουν το Αποθεματικό Κεφάλαιο.

6.8 Να ορίζει τους κανόνες που διέπουν το Ειδικό Κεφάλαιο.

6.9 Να ορίζει τους κανόνες που διέπουν τις Δραστηριότητες των Ειδικών Κεφαλαίων.

6.10 Να ορίζει τους κανόνες που διέπουν το Εθελοντικό Κεφάλαιο.

6.11 Να εξασφαλίζει τον έλεγχο των δραστηριοτήτων του Διεθνούς Γραφείου.

6.12 Να εγκρίνει, εάν ζητηθεί, την επιλογή κατώτερης τάξης εισφορών , σύμφωνα με τους όρους οι οποίοι προβλέπονται από το άρθρο 127, παράγραφος 6.

6.13 Να εγκρίνει την αλλαγή μιας γεωγραφικής ομάδας εάν αυτό ζητείται, λαμβάνοντας υπόψη τις απόψεις που εκφράζονται από τις χώρες οι οποίες είναι μέλη των σχετικών γεωγραφικών ομάδων.

6.14 Να συντάξει τον Κανονισμό του Προσωπικού και των συνθηκών εργασίας οι οποίες διέπουν τους εκλεγμένους υπαλλήλους.

6.15 Να δημιουργεί ή να καταργεί τις θέσεις εργασίας λαμβάνοντας υπόψη του περιορισμούς οι οποίοι έχουν σχέση με το ανώτατο καθορισμένο όριο δαπανών.

6.16 Να ορίσει τους Κανονισμούς του Κοινωνικού Κεφαλαίου.

6.17 Να εγκρίνει την ετήσια έκθεση και την Έκθεση Οικονομικής Λειτουργίας επί του έργου της Ένωσης που καταρτίζει το Διεθνές Γραφείο και προβαίνει σε παρατηρήσεις επ' αυτών εάν συντρέχει λόγος .

6.18 Να αποφασίζει για τις επαφές τις οποίες πρέπει να έχει με τις ταχυδρομικές υπηρεσίες για την εκπλήρωση των καθηκόντων του.

6.19 Μετά από γνωμοδότηση του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, να αποφασίζει για τις επαφές με τους Οργανισμούς οι οποίοι δεν είναι αυτοδίκαια παρατηρητές, να εξετάζει και να εγκρίνει τις εκθέσεις του Διεθνούς Γραφείου σχετικά με τις σχέσεις της ΠΤΕ με άλλα διεθνή όργανα και να λαμβάνει αποφάσεις τις οποίες θεωρεί απαραίτητες για την διεξαγωγή των σχέσεων αυτών και των ενεργειών που πρέπει να λαμβάνονται επ' αυτών να ορίζει σε εύθετο χρόνο τους διακυβερνητικούς και μη-κυβερνητικούς διεθνείς οργανισμούς οι οποίοι πρέπει να προσκληθούν για να εκπροσωπηθούν σε ένα Συνέδριο και να αναθέτουν στο Γενικό Διευθυντή να απευθύνει τις απαραίτητες προσκλήσεις.

6.20 Να καθιερώνει αρχές, εάν κρίνεται απαραίτητο, τις οποίες πρέπει να λαμβάνει υπόψη του το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης στην εξέταση των ζητημάτων τα οποία έχουν σημαντικό οικονομικό αντίκτυπο (τέλη, καταληκτικά τέλη, διαβατικά τέλη, βασικά τέλη αεροπορικής μεταφοράς του ταχυδρομείου και κατάθεση στο εξωτερικό των αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου), να παρακολουθεί στενά την μελέτη αυτών των ζητημάτων και να εξετάζει και να εγκρίνει, προκειμένου να εξασφαλισθεί ομοιομορφία σύμφωνα με τις προαναφερθείσες αρχές, τις προτάσεις του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για τα ίδια θέματα.

6.21 Να μελετά, κατόπιν αιτήματος του Συνεδρίου, τα διοικητικά, νομοθετικά ή δικαστικά προβλήματα του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης ή των ταχυδρομικών υπηρεσιών που αφορούν στην Ένωση ή στη διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία' είναι στην αρμοδιότητα του Διοικητικού Συμβουλίου να αποφασίζει για τους προαναφερθέντες τομείς εάν είναι σκόπιμο ή όχι να πραγματοποιούνται μελέτες που ζητούν οι ταχυδρομικές υπηρεσίες στο διάστημα που μεσολαβεί μεταξύ των Συνεδρίων.

6.22 Να διατυπώνει προτάσεις οι οποίες πρέπει να υποβάλλονται για την έγκριση είτε από το Συνέδριο είτε από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες σύμφωνα με το άρθρο 122.

6.23 Να εγκρίνει, μέσα στο πλαίσιο της αρμοδιότητας του τις προτάσεις του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για υιοθέτηση, εάν είναι αναγκαίο, των κανονισμών ή μίας νέας διαδικασίας μέχρι το Συνέδριο να αποφασίσει επί του θέματος.

6.24 Να εξετάσει την ετήσια έκθεση που προετοιμάζει το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και οποιεσδήποτε προτάσεις που υποβάλλονται από το Συνέδριο.

6.25 Να υποβάλει θέματα για μελέτη στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για την εξέταση τους σύμφωνα με το άρθρο 104, παράγραφος 9.16.

6.26 Να ορίσει την χώρα όπου το επόμενο Συνέδριο θα διεξαχθεί στην περίπτωση που προβλέπεται στο άρθρο 101, παράγραφος 4.

6.27 Να ορίσει σε εύλογο χρονικό διάστημα και μετά από διαβουλεύσεις με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, τον αριθμό των Επιτροπών που απαιτούνται για την διεξαγωγή του έργου του Συνεδρίου και να καθορίσει τις λειτουργίες τους.

6.28 Να ορίσει, μετά από συνεννόηση με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και την έγκριση του Συνεδρίου, τις χώρες μέλη που μπορούν να:

- Ν' αναλάβουν την Αντιπροεδρία του Συνεδρίου και την Προεδρία και την Αντιπροεδρία των Επιτροπών , λαμβά-

νοντας υπόψη τους όσο είναι δυνατόν την δίκαιη γεωγραφική κατανομή των χωρών μελών και

- Να είναι μέλη των περιορισμένων επιτροπών του Συνεδρίου.

6.29. Να εξετάζει και να εγκρίνει το προσχέδιο του Σχεδίου Στρατηγικής που θα υποβληθεί στο Συνέδριο, το οποίο έχει εκπονηθεί από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης με την βοήθεια του Διεθνούς Γραφείου' να εξετάζει και να εγκρίνει την ετήσιες αναθεωρήσεις του Σχεδίου που έχουν εγκριθεί από το Συνέδριο βάσει των προτάσεων από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και να κάνει από κοινού συσκέψεις με το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για την βελτίωση και την ετήσια επικαιροποίηση του Σχεδίου.

7. Στην πρώτη του συνάντηση, η οποία πρέπει να συγκαλείται από τον Πρόεδρο του Συνεδρίου, το Διοικητικό Συμβούλιο θα πρέπει να εκλέξει 4 Αντιπροέδρους μεταξύ των μελών του και να καταρτίσει τους Κανόνες των Διαδικασιών του.

8. Κατά την σύγκληση του από τον Πρόεδρο του, το Διοικητικό Συμβούλιο πρέπει να συνεδριάζει κατά κανόνα μία φορά το χρόνο, στην έδρα της Ένωσης.

9. Ο Πρόεδρος, ο Αντιπρόεδρος και οι Πρόεδροι των Επιτροπών του Διοικητικού Συμβουλίου και ο Πρόεδρος της Ομάδας Εργασίας του Σχεδιασμού Στρατηγικής πρέπει να αποτελούν την Επιτροπή Διεύθυνσης. Αυτή η Επιτροπή πρέπει να προετοιμάσει και να διευθύνει το έργο σε κάθε Συνεδρίαση του Διοικητικού Συμβουλίου. Πρέπει να εγκρίνει, εκ μέρους του Διοικητικού Συμβουλίου, την ετήσια έκθεση των εργασιών της Ένωσης που έχει ετοιμάσει το Διεθνές Γραφείο και θα πρέπει να αναλαμβάνει οποιαδήποτε άλλο καθήκον που έχει αποφασίσει να του αναθέσει το Διοικητικό Συμβούλιο ή οποιαδήποτε άλλη εργασία που προκύπτει κατά την πορεία της διαδικασίας του στρατηγικού σχεδιασμού.

10. Ο εκπρόσωπος για το κάθε μέλος του Διοικητικού Συμβουλίου όταν συμμετέχει στις συνεδριάσεις του, εκτός από εκείνες που πραγματοποιούνται κατά τη διάρκεια του Συνεδρίου, δικαιούται της αποζημίωσης του κόστους είτε του αεροπορικού εισιτηρίου πρώτης θέσης μετ' επιστροφής είτε του εισιτηρίου τραίνου πρώτης θέσης είτε από τα έξοδα που προκύπτουν από την μετακίνηση του με οποιοδήποτε άλλο μέσο με την προϋπόθεση ότι αυτό το ποσό δεν υπερβαίνει την τιμή ενός αεροπορικού εισιτηρίου οικονομικής θέσης μετ' επιστροφής. Αυτό ισχύει και για κάθε μέλος των Επιτροπών του Διοικητικού Συμβουλίου, των Ομάδων Εργασίας ή άλλων οργάνων, όταν οι συνεδριάσεις αυτές πραγματοποιούνται εκτός Συνεδρίου και των συνόδων του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

11. Ο Πρόεδρος του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να εκπροσωπεί αυτό το όργανο στις συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου στην ημερήσια διάταξη κατά την οποία τίθενται ερωτήσεις ενδιαφέροντος για το όργανο που διευθύνει.

12. Προκειμένου να διασφαλισθεί αποτελεσματική συνοχή μεταξύ των εργασιών των δύο οργάνων, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί να ορίσει αντιπροσώπους για να παρίστανται στις συνεδριάσεις του Διοικητικού Συμβουλίου με την ιδιότητα του παρατηρητή.

13. Η Ταχυδρομική Υπηρεσία της χώρας στην οποία το Διοικητικό Συμβούλιο συνεδριάζει, καλείται να συμμετάσχει στις Συνόδους με την ιδιότητα του παρατηρητή εάν αυτή η χώρα δεν αποτελεί μέλος του Διοικητικού Συμβουλίου.

14. Το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να προσκαλέσει οποιοδήποτε διεθνές όργανο, οποιονδήποτε εκπρόσωπο ένωσης ή επιχείρησης ή οποιοδήποτε αρμόδιο πρόσωπο με το οποίο θα ήθελε να συνεργασθεί στις συνεδριάσεις του χωρίς δικαίωμα ψήφου. Μπορεί επίσης να προσκαλέσει, κάτω υπό τις ίδιες συνθήκες, μία ή περισσότερες ταχυδρομικές υπηρεσίες των χωρών μελών τις οποίες αφορούν τα θέματα που έχουν περιληφθεί στην ημερήσια διάταξη του .

15. Τα μέλη του Διοικητικού Συμβουλίου πρέπει να λαμβάνουν ενεργό ρόλο στις εργασίες του. Οι χώρες μέλη που δεν ανήκουν στο Διοικητικό Συμβούλιο μπορούν, μετά από αίτηση τους, να συνεργασθούν στις μελέτες που έχουν αναληφθεί, τηρώντας τους όρους τους οποίους έχει θεσπίσει το Συμβούλιο ώστε να διασφαλίσει την αποδοτικότητα και την αποτελεσματικότητα του έργου του. Επίσης μπορούν να προσκληθούν για να προεδρεύσουν στις Ομάδες Εργασίας όταν η εμπειρία τους και οι γνώσεις τους το επιτρέπουν. Η συμμετοχή των χωρών μελών που δεν ανήκουν στο Διοικητικό Συμβούλιο θα πραγματοποιείται χωρίς επιπλέον δαπάνες για την Ένωση.

Άρθρο 103

Έγγραφα των δραστηριοτήτων του Διοικητικού Συμβουλίου

1. Μετά από κάθε σύνοδο, το Διοικητικό Συμβούλιο πρέπει να ενημερώνει τις χώρες μέλη της Ένωσης και τις Περιορισμένες Ενώσεις για τις δραστηριότητες του στέλνοντας τους, μεταξύ των άλλων, μία συνοπτική έκθεση καθώς και τα ψηφίσματα τους και τις αποφάσεις τους.

2. Το Διοικητικό Συμβούλιο πρέπει να υποβάλει στο Συνέδριο μία περιεκτική έκθεση του έργου του και να την στέλνει στις ταχυδρομικές υπηρεσίες τουλάχιστον δύο μήνες πριν από την έναρξη του Συνεδρίου.

Άρθρο 104

Σύνθεση, λειτουργία και σύνοδοι του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

1. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να αποτελείται από σαράντα μέλη που πρέπει να ασκούν τις υπηρεσίες τους κατά την διάρκεια της περιόδου μεταξύ των διαδοχικών Συνεδρίων.

2. Τα μέλη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να εκλέγονται από το Συνέδριο βάσει ευρύτερης γεωγραφικής κατανομής. Είκοσι τέσσερις θέσεις πρέπει να δεσμεύονται για τις αναπτυσσόμενες χώρες και 16 θέσεις για τις αναπτυγμένες χώρες. Τουλάχιστον το ένα τρίτο των μελών θα πρέπει να ανανεώνεται σε κάθε Συνέδριο.

3. Ο εκπρόσωπος του κάθε μέλους του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να ορίζεται από την ταχυδρομική υπηρεσία της χώρας του. Αυτός ο εκπρόσωπος πρέπει να είναι το αρμόδιο στέλεχος της ταχυδρομικής υπηρεσίας.

4. Οι λειτουργικές δαπάνες του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να βαρύνουν την Ένωση. Τα μέλη του δεν πρέπει να λαμβάνουν καμία αμοιβή. Οι δαπάνες ταξιδιού και η αποζημίωση που προκαλούνται από τους εκπροσώπους των ταχυδρομικών υπηρεσιών κατά την συμμετοχή τους στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να βαρύνουν τις ταχυδρομικές τους

υπηρεσίες. Εν τούτοις, ο εκπρόσωπος για κάθε από τις χώρες που θεωρούνται μη προνομιούχες σύμφωνα με τους καταλόγους που καθιερώθηκαν από τα Ηνωμένα Έθνη, θα δικαιούται, εκτός από τις συναντήσεις οι οποίες λαμβάνουν χώρα κατά τη διάρκεια του Συνεδρίου, αποζημίωσης της αξίας ενός αεροπορικού εισιτηρίου μετ' επιστροφής ή ενός εισιτηρίου τραίνου μετ' επιστροφής πρώτης θέσης, ή τα έξοδα που προκύπτουν από κάποιο άλλο μέσο υπό την προϋπόθεση ότι το ποσό αυτό δεν υπερβαίνει την αξία ενός αεροπορικού εισιτηρίου μετ' επιστροφής οικονομικής θέσης.

5. Κατά την πρώτη του Σύνοδο, η οποία πρέπει να συγκαλείται και να κηρύσσεται η έναρξη του από τον Πρόεδρο του Συνεδρίου, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να επιλέξει μεταξύ των μελών του έναν Πρόεδρο, έναν Αντιπρόεδρο, τον Πρόεδρο της Επιτροπής και τον Πρόεδρο της Ομάδας Εργασίας Στρατηγικού Σχεδιασμού.

6. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να καταρτίσει τους Κανόνες του Πρωτοκόλλου του.

7. Κατ' αρχήν το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να συνεδριάζει κάθε χρόνο στην έδρα της Ένωσης. Η ημερομηνία και ο τόπος συνεδρίασης πρέπει να ορίζεται από τον Πρόεδρο του κατόπιν συμφωνίας με τον Πρόεδρο του Διοικητικού Συμβουλίου και τον Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου.

8. Ο Πρόεδρος, ο Αντιπρόεδρος και ο Πρόεδρος της Επιτροπής του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και ο Πρόεδρος της Ομάδας Εργασίας Στρατηγικού Σχεδιασμού πρέπει να αποτελούν την Επιτροπή Διεύθυνσης. Αυτή η Επιτροπή πρέπει να προετοιμάζει και να διευθύνει τις εργασίας της κάθε συνόδου του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και να αναλαμβάνει όλα τα καθήκοντα που έχει αποφασίσει το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης να της αναθέσει ή εάν προκύψει ανάγκη στην διάρκεια της διαδικασίας του στρατηγικού σχεδιασμού.

9. Οι αρμοδιότητες του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να είναι οι ακόλουθες:

9.1. Να διεξάγει την μελέτη των πλέον σημαντικών λειτουργικών, εμπορικών, τεχνικών, οικονομικών και τεχνικών προβλημάτων συνεργασίας τα οποία παρουσιάζουν ενδιαφέρον για τις ταχυδρομικές υπηρεσίες όλων των χωρών μελών, συμπεριλαμβανομένων των ζητημάτων με μεγάλο οικονομικό αντίκτυπο (τέλη , καταληκτικά τέλη, διαβατικά τέλη, τέλη αεροπορικής διαβίβασης, τέλη ταχυδρομικών δεμάτων και κατάθεση στο εξωτερικό των αντικειμένων του επιστολικού ταχυδρομείου) και να προετοιμάζει πληροφορίες, απόψεις, και προτάσεις για να διενεργούνται ενέργειες επ' αυτών·

9.2. Να αναθεωρεί τους Κανονισμούς της Ένωσης μέσα σε έξι μήνες από την επομένη της λήξης του Συνεδρίου εκτός εάν το Συνέδριο αποφασίσει διαφορετικά· σε περίπτωση επειγούσης ανάγκης, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί επίσης να τροποποιήσει τους εν λόγω Κανονισμούς σε άλλες συνεδριάσεις· και στις δύο περιπτώσεις, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να υπόκειται στην οδηγία του Διοικητικού Συμβουλίου για θέματα θεμελιώδους πολιτικής και αρχών·

9.3. Να συντονίζει πρακτικά μέτρα για την ανάπτυξη και βελτίωση των διεθνών ταχυδρομικών υπηρεσιών·

9.4. Να αναλαμβάνει, μετά την έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου μέσα στο πλαίσιο των αρμοδιοτήτων του , οποιαδήποτε ενέργεια που κρίνεται αναγκαία για την διαφύλαξη και αύξηση της ποιότητας υπηρεσίας καθώς επίσης και για τον εκσυγχρονισμό της διεθνούς ταχυδρομικής υπηρεσίας·

9.5. Να διατυπώνει προτάσεις οι οποίες πρέπει να υποβάλλονται για έγκριση είτε από το Συνέδριο είτε από ταχυδρομικές υπηρεσίες σύμφωνα με το άρθρο 122· η έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου απαιτείται όταν αυτές οι προτάσεις αφορούν ζητήματα που άπτονται των αρμοδιοτήτων του Διοικητικού Συμβουλίου·

9.6. Να εξετάζει, κατόπιν αιτήσεως της ταχυδρομικής υπηρεσίας χώρας μέλους, οποιαδήποτε πρόταση την οποία προωθεί αυτή η ταχυδρομική υπηρεσία στο Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με το άρθρο 121, να προετοιμάζει παρατηρήσεις πάνω σε αυτή και να καθοδηγεί το Διεθνές Γραφείο ώστε να επισυνάψει αυτές τις παρατηρήσεις στην πρόταση πριν την υποβολή της για έγκριση από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες χώρες μέλη·

9.7. Να προτείνει, εάν είναι αναγκαίο, και όπου αρμόζει μετά την έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου και της γνωμοδότησης του συνόλου όλων των ταχυδρομικών υπηρεσιών, την υιοθέτηση των κανονισμών ή μίας νέας διαδικασίας αναμένοντας την απόφαση του Συνεδρίου επί του θέματος·

9.8. Να προετοιμάσει και να κυκλοφορήσει, υπό τη μορφή προτάσεων στις ταχυδρομικές υπηρεσίες, πρότυπα για τεχνολογικές, λειτουργικές και άλλες διαδικασίες εντός της αρμοδιότητας του όπου μία ενιαία πρακτική κρίνεται αναγκαία ¥ κατά τον ίδιο τρόπο προβαίνει, εάν απαιτείται, σε τροποποιήσεις προτύπων που έχει ήδη εφαρμόσει·

9.9. Να εξετάζει μετά από γνωμοδότηση και έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου, το προσχέδιο του Στρατηγικού Σχεδιασμού που έχει συνταχθεί από το Διεθνές Γραφείο για μελέτη από το Συνέδριο· να αναθεωρεί κάθε χρόνο τον Σχεδιασμό που εγκρίνεται από το Συνέδριο με τη βοήθεια της Ομάδας Εργασίας Στρατηγικού Σχεδιασμού και του Διεθνούς Γραφείου καθώς επίσης και με την έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου·

9.10. Να εγκρίνει αυτά τα σημεία της ετήσιας έκθεσης των εργασιών της Ένωσης που έχει προετοιμασθεί από το Διεθνές Γραφείο που οποίο αφορά στις ευθύνες και καθήκοντα του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης·

9.11. Να αποφασίζει για τις επαφές που πρέπει να καθιερώνονται μεταξύ των ταχυδρομικών υπηρεσιών με σκοπό την εκπλήρωση των καθηκόντων τους·

9.12. Να μελετούν προβλήματα που αφορούν στην επαγγελματική εκπαίδευση και που ενδιαφέρουν τις νέες και αναπτυσσόμενες χώρες.

9.13. Να λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα, για την εξέταση πειραματισμών και προόδων που πραγματοποιούνται από κάποιες χώρες στον τεχνικό, λειτουργικό, οικονομικό και εκπαιδευτικό επαγγελματικό τομέα που ενδιαφέρουν τις ταχυδρομικές υπηρεσίες.

9.14. Να μελετά την παρούσα κατάσταση και τις ανάγκες των ταχυδρομικών υπηρεσιών στις νέες και αναπτυσσόμενες χώρες και να προετοιμάζει τις κατάλληλες προτάσεις πάνω στους τρόπους και τα μέσα για την βελτίωση των ταχυδρομικών υπηρεσιών αυτών των χωρών.

9.15. Να λαμβάνει, σε συνεννόηση με το Διοικητικό Συμ-

βούλιο, τα απαραίτητα μέτρα στο τομέα της τεχνικής συνεργασίας με όλες τις χώρες μέλη της Ένωσης και ιδιαίτερα με τις νέες και αναπτυσσόμενες χώρες.

9.16. Να εξετάζει οποιαδήποτε άλλα ζητήματα τα οποία του υποβάλλονται από μέλος του Ταχυδρομικού Συμβουλίου Εκμετάλλευσης, από το Διοικητικό Συμβούλιο ή από οποιασδήποτε ταχυδρομική υπηρεσία που αποτελεί χώρα μέλος.

10. Τα μέλη του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να μετέχουν ενεργά στις εργασίες του. Οι ταχυδρομικές υπηρεσίες των χωρών μελών που δεν ανήκουν στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης, μπορούν μετά από αίτηση τους, να συνεργασθούν σε μελέτες που έχουν αναληφθεί, τηρώντας τους όρους που έχει θέσει το Διοικητικό Συμβούλιο ώστε να διασφαλισθεί η αποδοτικότητα και η αποτελεσματικότητα του έργου του. Τέτοιες ταχυδρομικές υπηρεσίες μπορούν επίσης να ζητήσουν να προεδρεύσουν σε Ομάδες Εργασίας εφόσον η εμπειρία τους και οι γνώσεις τους το δικαιολογούν.

11. Με βάση το Στρατηγικό Σχεδιασμό της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης που υιοθετείται από το Συνέδριο και συγκεκριμένα το τμήμα που αφορά στις στρατηγικές των Μονίμων Οργάνων της Ένωσης, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει, στην πρώτη του σύνοδο μετά το Συνέδριο, να ετοιμάσει ένα προσχέδιο προγράμματος βασικών εργασιών, το οποίο θα περιέχει έναν αριθμό τακτικών που αποσκοπούν στην εφαρμογή των στρατηγικών. Αυτό το βασικό πρόγραμμα, το οποίο θα περικλείει έναν περιορισμένο αριθμό έργων σε τοπικά ζητήματα κοινού ενδιαφέροντος, θα αναθεωρείται ετησίως με την ευκαιρία των νέων πραγματικών συνθηκών και των νέων προτεραιοτήτων, καθώς επίσης και των αλλαγών που επήλθαν στο Σχεδιασμό Στρατηγικής.

12. Προκειμένου να διασφαλισθεί η αποτελεσματική συνοχή μεταξύ των εργασιών των δύο οργάνων, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να ορίσει εκπροσώπους ώστε να προσέρχονται στις συνόδους του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης ως παρατηρητές.

13. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης μπορεί να προσκαλεί τους κάτωθι ώστε να συμμετάσχουν στις συνεδριάσεις του χωρίς δικαίωμα ψήφου:

13.1. οποιοδήποτε διεθνές όργανο ή οποιοδήποτε αρμόδιο πρόσωπο με το οποίο επιθυμεί να συνεργασθεί μαζί του στις εργασίες του·

13.2. ταχυδρομικές υπηρεσίες ή χώρες μέλη που δεν ανήκουν στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης·

13.3. οποιαδήποτε ένωση ή επιχείρηση που επιθυμεί να συμβουλευθεί για θέματα τα οποία έχουν σχέση με τις δραστηριότητές του.

Άρθρο 105

Έγγραφα των δραστηριοτήτων του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

1. Μετά από κάθε σύνοδο, το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης θα ενημερώνει τις χώρες μέλη της Ένωσης και τις Περιορισμένες Ενώσεις σχετικά με τις δραστηριότητες του αποστέλλοντας τους, μεταξύ των άλλων, μία συνοπτική έκθεση με τα ψηφίσματα και τις αποφάσεις του.

2. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να ετοιμάσει για το Διοικητικό Συμβούλιο μία ετήσια έκθεση των εργασιών του.

3. Το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης πρέπει να ετοιμάσει για το Συνέδριο μία εμπεριστατωμένη έκθεση των εργασιών του και να την αποστείλω στις ταχυδρομικές υπηρεσίες των χωρών μελών τουλάχιστον δύο μήνες πριν την έναρξη του Συνεδρίου.

Άρθρο 106

Κανόνες των Διαδικασιών των Συνεδρίων

1. Για την οργάνωση των εργασιών του και την διεξαγωγή των συζητήσεων του, το Συνέδριο πρέπει να εφαρμόσει του·¥ Κανόνες Διαδικασιών των Συνεδρίων.

2. Κάθε Συνέδριο μπορεί να τροποποιήσει αυτούς τους Κανόνες σύμφωνα με τους όρους που προβλέπονται από τους ίδιους Κανόνες Διαδικασιών.

Άρθρο 107

Γλώσσες εργασίας του Διεθνούς Γραφείου

Οι γλώσσες εργασίας του Διεθνούς Γραφείου πρέπει να είναι η Γαλλική και η Αγγλική.

Άρθρο 108

Γλώσσες που χρησιμοποιούνται για τα έγγραφα, για συζητήσεις και για την υπηρεσιακή αλληλογραφία.

1. Για τα έγγραφα της Ένωσης, πρέπει να χρησιμοποιείται η Γαλλική, η Αγγλική, η Αραβική και η Ισπανική γλώσσα. Χρησιμοποιείται επίσης η Κινέζικη, η Γερμανική, η Πορτογαλική και η Ρωσική γλώσσα υπό τον όρο ότι μόνον τα πλέον βασικά σημαντικά έγγραφα θα παράγονται σε αυτές τις γλώσσες. Άλλες γλώσσες μπορούν επίσης να χρησιμοποιούνται με την προϋπόθεση ότι οι χώρες μέλη που το έχουν ζητήσει θα βαρύνονται όλων των εξόδων που περιλαμβάνονται.

2. Η χώρα μέλος ή οι χώρες μέλη οι οποίες έχουν ζητήσει μία γλώσσα άλλη από την επίσημη γλώσσα αποτελούν γλωσσική ομάδα.

3. Τα έγγραφα πρέπει να δημοσιεύονται από το Διεθνές Γραφείο στην επίσημη γλώσσα και στις γλώσσες που προσηκόντως αποτελούν γλωσσικές ομάδες, είτε κατευθείαν είτε μέσω των ενδιάμεσων των τοπικών γραφείων των ομάδων αυτών που είναι σε συμφωνία με τις συμφωνημένες διαδικασίες με το Διεθνές Γραφείο. Η δημοσίευση σε διαφορετικές γλώσσες πρέπει να πραγματοποιείται σύμφωνα με το ίδιο πρότυπο.

4. Τα έγγραφα τα οποία εκδίδονται απευθείας από το Διεθνές Γραφείο πρέπει να διανέμονται, στο μέτρο του δυνατού, ταυτόχρονα στις διαφορετικές γλώσσες που έχουν ζητηθεί.

5. Η αλληλογραφία μεταξύ των ταχυδρομικών υπηρεσιών και του Διεθνούς Γραφείου και μεταξύ του Διεθνούς Γραφείου με τρίτους μπορεί να ανταλλάσσεται σε οποιαδήποτε γλώσσα για την οποία το Διεθνές Γραφείο διαθέτει μεταφραστική υπηρεσία.

6. Οι δαπάνες της μετάφρασης σε μια οποιαδήποτε γλώσσα, συμπεριλαμβανομένων εκείνων που προκύπτουν από την εφαρμογή της παραγράφου 5, θα καλύπτονται από την γλωσσική ομάδας η οποία ζήτησε την γλώσσα αυτή. Οι χώρες μέλη που χρησιμοποιούν την επίσημη γλώσσα πρέπει να πληρώνουν, σχετικά με την μετάφραση των μη επίσημων εγγράφων, μία εφάπαξ συνει-

σφορά, το ποσό της οποίας για κάθε μονάδα συνεισφοράς θα είναι ίδια με αυτή που βαρύνει τις χώρες μέλη που χρησιμοποιούν τις άλλες γλώσσες εργασίας του Διεθνούς Γραφείου. Όλες οι άλλες δαπάνες οι σχετικές με την παροχή των εγγράφων θα βαρύνουν την Ένωση. Το ανώτατο όριο των δαπανών που βαρύνουν την Ένωση για την παραγωγή των εγγράφων στην Κινέζικη, Γερμανική, Πορτογαλική και Ρωσική γλώσσα θα ορίζονται με απόφαση του Συνεδρίου.

7. Οι δαπάνες που βαρύνουν την γλωσσική ομάδα πρέπει να κατανέμονται μεταξύ των μελών της ομάδας αυτής αναλόγως της εισφοράς στις δαπάνες της Ένωσης. Αυτές οι δαπάνες μπορούν να κατανέμονται μεταξύ των μελών της γλωσσικής ομάδας σύμφωνα με ένα άλλο σύστημα, με την προϋπόθεση ότι οι ενδιαφερόμενες χώρες συμφωνούν με αυτό και ενημερώνουν το Διεθνές Γραφείο για την απόφαση τους μέσω του ενδιαμέσου εκπροσώπου αυτής της ομάδας.

8. Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να εφαρμόσει οποιαδήποτε αλλαγή για την επιλογή της γλώσσας που έχει ζητηθεί από μία χώρα μέλος μετά από μία περίοδο η οποία δεν πρέπει να ξεπερνάει τα δύο χρόνια.

9. Για τις συζητήσεις στις συνεδριάσεις των οργάνων της Ένωσης η Γαλλική, η Αγγλική, η Ισπανική και η Ρωσική γλώσσα γίνονται αποδεκτές μέσω ενός συστήματος διερμηνείας - με ή χωρίς ηλεκτρονικό εξοπλισμό - η επιλογή του οποίου γίνεται σύμφωνα με την εκτίμηση των διοργανωτών της συνόδου μετά από γνωμοδότηση του Γενικού Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου και των ενδιαφερόμενων χωρών μελών.

10. Άλλες γλώσσες θα είναι επίσης αποδεκτές για τις συζητήσεις και τις συνεδριάσεις όπως αναφέρονται στην παράγραφο 9.

11. Οι αντιπροσωπείες οι οποίες χρησιμοποιούν άλλες γλώσσες πρέπει να εξασφαλίζουν την ταυτόχρονη διερμηνεία σε μία από τις γλώσσες που αναφέρονται στην παράγραφο 9, είτε από το ενδεικνυόμενο σύστημα στην ίδια παράγραφο, εφόσον μπορούν να γίνουν οι απαραίτητες τροποποιήσεις τεχνικής φύσεως, είτε από ιδιαίτερο διερμηνέα.

12. Οι δαπάνες υπηρεσιών διερμηνείας κατανέμονται μεταξύ των χωρών μελών οι οποίες χρησιμοποιούν την ίδια γλώσσα ανάλογα με την συνεισφορά τους στις δαπάνες της Ένωσης. Ωστόσο, οι δαπάνες εγκατάστασης και συντήρησης του τεχνικού εξοπλισμού πρέπει να βαρύνουν την Ένωση.

13. Οι Ταχυδρομικές Υπηρεσίες μπορούν να συνεννοούνται σχετικά με τη γλώσσα που θα χρησιμοποιείται για την υπηρεσιακή αλληλογραφία στις μεταξύ τους σχέσεις. Ελλείψει τέτοιας συνεννόησης η γλώσσα που θα χρησιμοποιείται θα πρέπει να είναι η Γαλλική.

Κεφάλαιο ΙΙ

Διεθνές Γραφείο

Άρθρο 109

Εκλογή του Γενικού Διευθυντή και του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου

1. Ο Γενικός Διευθυντής και ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου πρέπει να εκλέγονται από το Συνέδριο για την περίοδο μεταξύ των δύο συνεχών διαδοχικών Συνεδρίων και η ελάχιστη διάρκεια της θητείας τους στο αξίωμα θα είναι 5 χρόνια. Η θητεία τους στο αξίωμα πρέπει να ανανεώνεται μόνον μία φορά. Εκτός αντιθέτου αποφάσεως του Συνεδρίου, η ημερομηνία κατά την οποία αναλαμβάνουν τα καθήκοντα τους θα ορίζεται η 1η Ιανουαρίου του έτους που έπεται της σύγκλησης του Συνεδρίου.

2. Τουλάχιστον 7 μήνες πριν την έναρξη του Συνεδρίου, ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου απευθύνει ένα υπόμνημα στις Κυβερνήσεις των χωρών μελών προσκαλώντας τις να υποβάλλουν τις αιτήσεις τους, εάν υπάρχουν, για τα αξιώματα του Γενικού Διευθυντή και του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή και δηλώνοντας ταυτόχρονα εάν ο Γενικός Διευθυντής ή ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής ενδιαφέρονται για την ανανέωση της αρχικής τους θητείας στο αξίωμα. Οι αιτήσεις, συνοδευόμενες από βιογραφικά σημειώματα, πρέπει να φθάσουν στο Διεθνές Γραφείο τουλάχιστον δύο μήνες πριν την έναρξη του Συνεδρίου. Οι υποψήφιοι πρέπει να είναι υπήκοοι των χωρών μελών οι οποίες τους προτείνουν. Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να ετοιμάσει τα έγγραφα της αρχαιρεσίας για το Συνέδριο. Η εκλογή του Γενικού Διευθυντή και εκείνη του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή διεξάγεται με μυστική ψηφοφορία και η πρώτη εκλογή αφορά το αξίωμα του Γενικού Διευθυντή.

3. Εάν η θέση του Γενικού Διευθυντή παραμείνει κενή, ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής αναλαμβάνει τα καθήκοντα του Γενικού Διευθυντή μέχρι τη λήξη της θητείας του τελευταίου στην αξίωμα αυτό· ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής μπορεί να εκλεγεί σε αυτό το αξίωμα και γίνεται αυτομάτως αποδεκτής ως υποψήφιος, υπό τον όρο ότι η αρχική του θητεία στο αξίωμα του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή δεν έχει ήδη ανανεωθεί μία φορά από το προηγούμενο Συνέδριο και ότι εκδηλώνει ενδιαφέρον ώστε να θεωρηθεί υποψήφιος για το αξίωμα του Γενικού Διευθυντή.

4. Στην περίπτωση ταυτόχρονης χήρευσης των θέσεων του Γενικού Διευθυντή και του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή, το Διοικητικό Συμβούλιο πρέπει να εκλέξει, βάσει των παραληφθέντων αιτήσεων μετά την προκήρυξη των κενών θέσεων, έναν Αναπληρωτή Γενικό Διευθυντή για την χρονική περίοδο μέχρι το επόμενο Συνέδριο. Σχετικά με την υποβολή των αιτήσεων, εφαρμόζεται κατ' αναλογία η παράγραφος 2 .

5. Εάν η θέση του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή παραμείνει κενή, το Διοικητικό Συμβούλιο, μετά από πρόταση του Γενικού Διευθυντή, επιφορτίζει έναν από τους Βοηθούς Γενικούς Διευθυντές του Διεθνούς Γραφείου να αναλάβει τα καθήκοντα του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή μέχρι το επόμενο Συνέδριο.

Άρθρο 110

Καθήκοντα του Γενικού Διευθυντή

1. Ο Γενικός Διευθυντής πρέπει να οργανώνει, να διοικεί και να διευθύνει το Διεθνές Γραφείο του οποίου αποτελεί νόμιμο εκπρόσωπο. Πρέπει να είναι εξουσιοδοτημένος να κατανέμει θέσεις στους βαθμούς G1 έως D2 και να τοποθετεί και να προωθεί υπηρεσιακούς παράγοντες σε αυτούς τους βαθμούς. Για τις τοποθετήσεις στους βαθμούς PI έως D2 πρέπει να λαμβάνει υπόψη την επαγγελματική κατάρτιση των υποψηφίων τους οποίους προτεί-

νουν οι ταχυδρομικές υπηρεσίες των χωρών μελών των οποίων οι υποψήφιοι έχουν την εθνικότητα ή στις οποίες ασκούν τις επαγγελματικές τους δραστηριότητες, λαμβάνοντας υπόψη την δίκαιη γεωγραφική κατανομή σε σχέση με τις ηπείρους και τις γλώσσες. Τα αξιώματα των Βοηθών Γενικών Διευθυντών θα καλύπτονται όσο το δυνατόν από υποψηφίους από διαφορετικές περιοχές και από περιοχές άλλες από αυτές που κατάγονται ο Γενικός Διευθυντής και ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής, λαμβάνοντας υπόψη τον κυρίαρχο παράγοντα της αποτελεσματικότητας του Διεθνούς Γραφείου. Στην περίπτωση που τα αξιώματα απαιτούν ειδικά προσόντα, ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να ζητήσει αιτήσεις εκτός ταχυδρομικού χώρου. Επίσης πρέπει να λαμβάνει υπόψη του, για την τοποθέτηση ενός νέου υπηρεσιακού παράγοντα, ότι, καταρχήν, τα πρόσωπα που καταλαμβάνουν τις θέσεις των βαθμών D2, D1 και P5 πρέπει να είναι υπήκοοι διαφόρων χωρών μελών της Ένωσης. Για την προαγωγή ενός υπηρεσιακού παράγοντα του Διεθνούς Γραφείου στους βαθμούς D2, D1 και P5 δεν είναι απαραίτητο να εφαρμοσθεί αυτή η αρχή. Εξάλλου οι απαιτήσεις της δίκαιης γεωγραφικής κατανομής και των γλωσσών συνυπολογίζονται μετά από αξιολόγηση στην διαδικασία πρόσληψης. Ο Γενικός Διευθυντής ενημερώνει το Διοικητικό Συμβούλιο μία φορά τον χρόνο για τους διορισμούς και τις προαγωγές στους βαθμούς P4 καιD2.

2. Ο Γενικός Διευθυντής πρέπει να έχει τις ακόλουθες αρμοδιότητες:

2.1. να δρα ως θεματοφύλακας των Πράξεων της Ένωσης και ως μεσολαβητής στην διαδικασία προσχώρησης και εισδοχής στην Ένωση καθώς και της αποχώρησης από αυτήν·

2.2. να κοινοποιεί σε όλες τις Κυβερνήσεις των χωρών μελών τις αποφάσεις που ελήφθησαν από το Συνέδριο·

2.3. να ανακοινώνει σε όλες τις ταχυδρομικές υπηρεσίες τους Κανονισμούς που συντάχθηκαν ή αναθεωρήθηκαν από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης·

2.4. να προετοιμάσει το σχέδιο του ετήσιου προϋπολογισμού της Ένωσης στο κατώτατο πιθανό επίπεδο, το οποίο θα είναι συμβατό με τις ανάγκες της Ένωσης και να το υποβάλλει σε εύθετο χρόνο για εξέταση στο Διοικητικό Συμβούλιο· να κοινοποιήσει τον προϋπολογισμό στις χώρες μέλη της Ένωσης μετά την έγκριση του από το Διοικητικό Συμβούλιο και να τον εκτελεί·

2.5. να εκτελεί τις εξειδικευμένες δραστηριότητες τις οποίες ζητούν τα όργανα της Ένωσης και εκείνες οι οποίες του ανατίθενται από τις Πράξεις·

2.6. να λαμβάνει μέτρα για την επίτευξη των στόχων τους οποίους θέτουν τα όργανα της Ένωσης, στο πλαίσιο της καθιερωμένης πολιτικής και των διαθέσιμων κεφαλαίων·

2.7. να υποβάλει εισηγήσεις και προτάσεις στο Διοικητικό Συμβούλιο ή στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

2.8. να προετοιμάζει, για το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και βάσει των οδηγιών που έχουν εκδοθεί από αυτό, το προσχέδιο Στρατηγικού Σχεδιασμού ώστε να υποβληθεί στο Συνέδριο καθώς και το σχέδιο της ετήσιας αναθεώρησης·

2.9. να εξασφαλίσει την εκπροσώπηση της Ένωσης·

2.10. να ενεργεί ως ενδιάμεσος στις σχέσεις μεταξύ:

- της Π.Τ.Ε. και των Περιορισμένων Ενώσεων·
- της Π.Τ.Ε. και των Ηνωμένων Εθνών·
- της Π.Τ.Ε. και των διεθνών οργανισμών των οποίων οι δραστηριότητες παρουσιάζουν ενδιαφέρον της Ένωσης·
- της Π.Τ.Ε. και των διεθνών οργανισμών ή των ενώσεων ή των επιχειρήσεων ,τις οποίες τα όργανα της Ένωσης επιθυμούν να συμβουλευθούν ή να συνεργασθούν στις εργασίες τους·

2.11. να αναλαμβάνει τα καθήκοντα του Γενικού Γραμματέα των οργάνων της Ένωσης και με την ιδιότητα αυτή λαμβάνοντας υπόψη τις ειδικές διατάξεις αυτών των Γενικών Κανονισμών, να ασκεί εποπτεία για :

- την προετοιμασία και οργάνωση των εργασιών των οργάνων της Ένωσης·
- την προετοιμασία, παραγωγή και διανομή των εγγράφων, εκθέσεων και πρακτικών την λειτουργία της γραμματείας στη διάρκεια των Συνόδων των οργάνων της Ένωσης·

2.12. να παρίσταται στις συνόδους των οργάνων της Ένωσης και να λαμβάνει μέρος στις συζητήσεις χωρίς δικαίωμα ψήφου, με δυνατότητα να εκπροσωπείται.

Άρθρο 111

Καθήκοντα του Αναπληρωτή Γενικού Διευθυντή

1. Ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής βοηθάει τον Γενικό Διευθυντή και είναι υπεύθυνος απέναντί του.

2. Εάν ο Γενικός Διευθυντής απουσιάζει ή κωλύεται να εκπληρώσει τα καθήκοντα του, ο Αναπληρωτής Γενικός Διευθυντής πρέπει να ασκήσει τα καθήκοντα του. Το ίδιο ισχύει στην περίπτωση που χηρεύει η θέση του Γενικού Διευθυντή όπως αναφέρθηκε στο άρθρο 109, παράγραφος 3.

Άρθρο 112

Γραμματεία των οργάνων της Ένωσης

Η Γραμματεία των οργάνων της Ένωσης πρέπει να παρέχεται από το Διεθνές Γραφείο υπό την ευθύνη του Γενικού Διευθυντή. Πρέπει να διαβιβάζει όλα τα έγγραφα τα οποία εκδίδονται με την ευκαιρία της κάθε συνόδου στις ταχυδρομικές υπηρεσίες των μελών του οργάνου, στις ταχυδρομικές υπηρεσίες των χωρών οι οποίες, χωρίς να είναι μέλη του οργάνου, συνεργάζονται στις μελέτες που έχουν αναληφθεί , στις περιορισμένες ενώσεις καθώς και στις ταχυδρομικές υπηρεσίες άλλων χωρών μελών οι οποίες ζητούν αυτά τα έγγραφα.

Άρθρο 113

Κατάλογος των χωρών μελών

Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να προετοιμάζει και να διατηρεί ενημερωμένο τον κατάλογο των χωρών μελών της Ένωσης εμφανίζοντας σε αυτόν, την κατηγορία συνεισφοράς τους, την γεωγραφική τους ομάδα και τη θέση τους σε σχέση με τις Πράξεις της Ένωσης.

Άρθρο 114

Πληροφόρηση. Απόψεις. Αιτήσεις ερμηνείας και τροποποίησης των Πράξεων. Έρευνες. Ρόλος στην διευθέτηση των λογαριασμών.

1. Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να είναι οποτεδήποτε στην διάθεση του Διοικητικού Συμβουλίου, του Συμβουλίου Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και των ταχυδρομικών

υπηρεσιών με σκοπό την παροχή αυτών με οποιαδήποτε σημαντική πληροφορία σε θέματα που έχουν σχέση με την Υπηρεσία.

2. Συγκεκριμένα, πρέπει να συγκεντρώνει, να ταξινομεί, να δημοσιεύει και να διανέμει τις πάσης φύσεως πληροφορίες που ενδιαφέρουν την διεθνή ταχυδρομική υπηρεσία , να εκφέρει άποψη, μετά από αίτηση των μελών τα οποία βρίσκονται σε ασυμφωνία, σε επίμαχα ζητήματα, να ενεργοποιείται σε θέματα σχετική με διερμηνεία και τροποποιήσεις των Πράξεων της Ένωσης και γενικώς να προβαίνει στις μελέτες και τις εργασίες σύνταξης ή πληροφοριοδότησης οι οποίες του ανατίθενται από τις εν λόγω Πράξεις ή τις οποίες κρίνει σκόπιμες για το συμφέρον της Ένωσης.

3. Επίσης πρέπει να διεξάγει έρευνες οι οποίες ζητούνται από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες προκειμένου να γνωρίσει την άποψη άλλων ταχυδρομικών υπηρεσιών σε ένα συγκεκριμένο θέμα. Το αποτέλεσμα μίας έρευνας δεν επέχει θέση ψήφου και δεν είναι επίσημα δεσμευτικό.

4. θα μπορεί να ενεργεί σαν γραφείο συμψηφισμού στην εκκαθάριση λογαριασμών κάθε είδους που έχουν σχέση με την ταχυδρομική υπηρεσία.

Άρθρο 115

Τεχνική Συνεργασία

Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να αναπτύξει στο πλαίσιο της διεθνούς ταχυδρομικής συνεργασίας την ταχυδρομική τεχνική βοήθεια με όλες τις μορφές της.

Άρθρο 116

Έντυπα που χορηγούνται από το Διεθνές Γραφείο

Το Διεθνές Γραφείο επιφορτίζεται με την κατασκευή των διεθνών απαντητικών δελταρίων και εφοδιάζει με αυτά, σε τιμή κόστους, τις ταχυδρομικές υπηρεσίες που τα έχουν παραγγείλει.

Άρθρο 117

Πράξεις των Περιορισμένων Ενώσεων και Ειδικές Συμφωνίες.

1. Δύο αντίγραφα των Πράξεων των Περιορισμένων Ενώσεων και των Ειδικών Συμφωνιών οι οποίες συνάπτονται σε εφαρμογή του άρθρου 8 του Καταστατικού πρέπει να διαβιβάζονται στο Διεθνές Γραφείο από τα γραφεία των Ενώσεων αυτών, ή ελλείψει αυτών, από ένα των συμβαλλομένων μελών.

2. Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να διαπιστώνει ότι οι Πράξεις των Περιορισμένων Ενώσεων και οι Ειδικές Συμφωνίες δεν περιλαμβάνουν όρους λιγότερο ευνοϊκούς για το κοινό από εκείνους που προβλέπονται για τις Πράξεις της r Ένωσης και πρέπει να πληροφορεί τις ταχυδρομικές υπηρεσίες για την ύπαρξη αυτών των Ενώσεων και των Συμφωνιών. Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να ενημερώνει το Διοικητικό Συμβούλιο για οποιαδήποτε διαπιστωμένη ανωμαλία από την εφαρμογή αυτής της διάταξης.

Άρθρο 118

Περιοδικό Ένωση

Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να εκδίδει, με την βοήθεια των εγγράφων που έχει στη διάθεση του, ένα περιοδικό στα Αραβικά, Κινέζικα, Αγγλικά, Γαλλικά, Γερμανικά, Ρωσικά και Ισπανικά.

Άρθρο 119

Ετήσια έκθεση των εργασιών της Ένωσης

Το Διεθνές Γραφείο πρέπει να συντάσσει μία ετήσια έκθεση των εργασιών της Ένωσης, η οποία πρέπει να αποστέλλεται , μετά από την έγκριση του Διοικητικού Συμβουλίου, στις ταχυδρομικές υπηρεσίες, στις Περιορισμένες Ενώσεις και στα Ηνωμένα Έθνη.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ III

Διαδικασία για την υποβολή και εξέταση των προτάσεων.

Άρθρο 120

Διαδικασία για την υποβολή των προτάσεων στο Συνέδριο.

1. Με επιφύλαξη των εξαιρέσεων οι οποίες προβλέπονται στις παραγράφους 2 και 5, η ακόλουθη διαδικασία πρέπει να διέπει την υποβολή των προτάσεων πάσης φύσεως στο Συνέδριο από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες των χωρών μελών:

α. προτάσεις οι οποίες φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο τουλάχιστον έξι μήνες πριν την ημερομηνία που έχει ορισθεί για το Συνέδριο, πρέπει να γίνονται αποδεκτές·

β. καμία πρόταση συντακτικής φύσης δεν πρέπει να γίνεται αποδεκτή κατά την περίοδο των έξι μηνών πριν την ορισθείσα για το Συνέδριο ημερομηνίας ·

γ. προτάσεις πάνω σε θέματα ουσίας οι οποίες φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο στο διάστημα μεταξύ των έξι και τεσσάρων μηνών πριν την καθορισμένη ημερομηνία για το Συνέδριο δεν πρέπει να γίνονται αποδεκτές εκτός εάν υποστηρίζονται από δύο τουλάχιστον ταχυδρομικές υπηρεσίες·

δ. προτάσεις πάνω σε θέματα ουσίας οι οποίες φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο στο διάστημα μεταξύ των έξι και τεσσάρων μηνών που προηγείται της καθορισμένης ημερομηνίας για το Συνέδριο δεν πρέπει να γίνονται αποδεκτές εκτός εάν υποστηρίζονται από οκτώ τουλάχιστον ταχυδρομικές υπηρεσίες· προτάσεις που φθάνουν μετά από αυτό το διάστημα δεν θα γίνονται πλέον αποδεκτές·

ε. οι δηλώσεις υποστήριξης πρέπει να φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο μέσα στην ίδια προθεσμία με τις προτάσεις τις οποίες αφορούν·

2. Προτάσεις οι οποίες αφορούν στο Καταστατικό ή στους Γενικούς Κανονισμούς πρέπει να φθάνουν στο Διεθνές Γραφείο όχι αργότερα από τους έξι μήνες πριν από την έναρξη του Συνεδρίου· οποιεσδήποτε προτάσεις που παραλαμβάνονται μετά από την ημερομηνία αυτήν αλλά πριν από την έναρξη του Συνεδρίου δεν πρέπει να λαμβάνονται υπόψη παρά μόνον εάν το Συνέδριο αποφασίσει έτσι με την πλειοψηφία των δύο τρίτων των χωρών οι οποίες εκπροσωπούνται στο Συνέδριο και εφόσον τηρηθούν οι όροι που προβλέπονται στην παράγραφο 1.

3. Κάθε πρόταση πρέπει να έχει, κατ' αρχήν, μόνον ένα στόχο και να περιέχει μόνο τις τροποποιήσεις οι οποίες δικαιολογούνται από τον στόχο αυτόν.

4. Οι προτάσεις συντακτικής φύσης φέρουν ως επικεφαλίδα την ένδειξη «Προτάσεις συντακτικής φύσεως» από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες οι οποίες τις υποβάλλουν και πρέπει να δημοσιεύονται από το Διεθνές Γραφείο με αριθμό τον οποίο θα ακολουθεί το γράμμα R. Οι προτάσεις οι οποίες δεν φέρουν την ένδειξη αυτή αλλά οι οποίες, κατά την γνώμη του Διεθνούς Γραφείου, αφο-

ρούν μόνον την σύνταξη πρέπει να δημοσιεύονται με την ανάλογη σημείωση· το Διεθνές Γραφείο πρέπει να συντάξει έναν κατάλογο με τις προτάσεις αυτές για το Συνέδριο.

5. Η διαδικασία η οποία ορίζεται στις παραγράφους 1 και 4 δεν εφαρμόζεται ούτε στις προτάσεις που αφορούν στους Κανόνες Διαδικασιών των Συνεδρίων ούτε στις τροποποιήσεις που ήδη έχουν γίνει πάνω στις προτάσεις.

Άρθρο 121

Διαδικασία για την υποβολή προτάσεων μεταξύ Συνεδρίων

1. Για να ληφθεί υπόψη κάθε πρόταση που αφορά στην Σύμβαση ή στις Συμφωνίες, οι οποίες υποβάλλονται από μία Ταχυδρομική Υπηρεσία στο μεταξύ των Συνεδρίων διάστημα πρέπει να υποστηρίζεται από δύο τουλάχιστον άλλες ταχυδρομικές διευθύνσεις. Στις προτάσεις αυτές δεν δίνεται συνέχεια εφόσον το Διεθνές Γραφείο δεν παραλάβει, ταυτοχρόνως, τον απαραίτητο αριθμό των δηλώσεων υποστήριξης.

2. Οι προτάσεις αυτές πρέπει να διαβιβάζονται στις άλλες ταχυδρομικές υπηρεσίες μέσω του Διεθνούς Γραφείου.

3. Προτάσεις που αφορούν στους Κανονισμούς δεν έχουν ανάγκη υποστήριξης αλλά δεν πρέπει να λαμβάνονται υπόψη από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης εκτός κι αν αυτό κρίνει ότι υπάρχει επείγουσα ανάγκη.

Άρθρο 122

Μελέτη των προτάσεων μεταξύ των Συνεδρίων

1. Κάθε πρόταση που αφορά στην Σύμβαση, στις Συμφωνίες και στα Τελικά τους Πρωτόκολλα υποβάλλεται στην ακόλουθη διαδικασία: παρέχεται δίμηνη προθεσμία στις ταχυδρομικές υπηρεσίες των χωρών μελών για να εξετάσουν την πρόταση που κοινοποιείται με εγκύκλιο του Διεθνούς Γραφείου για να υποβάλλουν τις παρατηρήσεις τους, εάν έχουν, στο Γραφείο. Οι τροποποιήσεις δεν γίνονται αποδεκτές. Οι απαντήσεις συγκεντρώνονται με φροντίδα του Διεθνούς Γραφείου και κοινοποιούνται στις ταχυδρομικές υπηρεσίες οι οποίες καλούνται να ν' αποφανθούν υπέρ ή κατά της πρότασης. Οι υπηρεσίες οι οποίες δεν έστειλαν την ψήφο τους μέσα στην περίοδο των δύο μηνών θεωρούνται ότι απέχουν. Οι προαναφερθείσες προθεσμίες πρέπει να υπολογίζονται από την ημερομηνία των εγκυκλίων του Διεθνούς Γραφείου.

2. Οι προτάσεις για τροποποίηση των Κανονισμών θα πρέπει να επεξεργάζονται από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης.

3. Εάν η πρόταση αφορά μία Συμφωνία ή το Τελικό της Πρωτόκολλο, μόνον οι ταχυδρομικές υπηρεσίες των χωρών μελών οι οποίες μετέχουν στην Συμφωνία αυτή μπορούν να παίρνουν μέρος στην διαδικασία που περιγράφεται στην παράγραφο 1.

Άρθρο 123

Κοινοποίηση των αποφάσεων οι οποίες υιοθετούνται μεταξύ των Συνεδρίων

1. Οι τροποποιήσεις οι οποίες γίνονται στην Σύμβαση , στις Συμφωνίες και στα Τελικά Πρωτόκολλα των Πράξεις θα κοινοποιούνται επικυρωμένες στις Κυβερνήσεις των χωρών μελών από τον Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου.

2. Οι τροποποιήσεις οι οποίες γίνονται στους Κανονισμούς και στα Τελικά τους Πρωτόκολλα από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης κοινοποιούνται στις ταχυδρομικές υπηρεσίες από το Διεθνές Γραφείο. Το ίδιο ισχύει και για τις ερμηνείες οι οποίες προβλέπονται στο άρθρο 64.3.2 της Σύμβασης και στις αντίστοιχες διατάξεις της Συμφωνίας.

Άρθρο 124

Έναρξη ισχύος των Κανονισμών και των άλλων αποφάσεων που υιοθετούνται μεταξύ των Συνεδρίων.

1. Οι Κανονισμοί τίθενται σε ισχύ την ίδια ημερομηνία και έχουν την ίδια διάρκεια με τις Πράξεις οι οποίες ορίζονται από το Συνέδριο.

2. Με επιφύλαξη της παραγράφου 1, οι αποφάσεις τροποποίησης των Πράξεων της Ένωσης οι οποίες υιοθετούνται μεταξύ Συνεδρίων δεν εκτελούνται παρά μετά από την παρέλευση τριών μηνών τουλάχιστον από την κοινοποίησή τους.

Κεφάλαιο IV

Οικονομικά

Άρθρο 125

Καθορισμός και διακανονισμός των δαπανών της Ένωσης.

1. Με επιφύλαξη των διατάξεων των παραγράφων 2 έως 6, οι ετήσιες δαπάνες οι σχετικές με τις δραστηριότητες των οργάνων της Ένωσης δεν μπορούν να υπερβαίνουν τα παρακάτω ποσά για το 2000 και τα μετέπειτα έτη:

36. 680. 816 Ελβετικά Φράγκα για το 2000

37. 000. 000 Ελβετικά Φράγκα για τα έτη 2001 έως 2004.

Το βασικό όριο για το 2004 εφαρμόζεται επίσης για τα επόμενα έτη στην περίπτωση που το προγραμματισμένο Συνέδριο για το 2004 αναβληθεί.

2. Οι δαπάνες οι σχετικές με την σύγκληση του προσεχώς Συνεδρίου (έξοδα μετακίνησης της γραμματείας, μεταφορικά έξοδα, έξοδα εγκατάστασης εξοπλισμού ταυτόχρονης διερμηνείας, έξοδα αναπαραγωγής εγγράφων κατά την διάρκεια του Συνεδρίου κ.λ.π.) δεν πρέπει να υπερβαίνουν το όριο των 2. 948. 000 Ελβετικών Φράγκων.

3. Το Διοικητικό Συμβούλιο έχει δικαίωμα να υπερβαίνει τα όρια που προβλέπονται στις παραγράφους 1 και 2, για να αντιμετωπίσει τις αυξήσεις στα μισθολογικά κλιμάκια, τις εισφορές των συντάξεων ή των επιδομάτων, συμπεριλαμβανομένων των ταχυδρομικών προσαρμογών, που εγκρίνονται από τα Ηνωμένα Έθνη για να εφαρμοσθούν στο προσωπικό τους που εργάζεται στην Γενεύη.

4. Το Διοικητικό Συμβούλιο έχει επίσης δικαίωμα να αναπροσαρμόζει, κάθε χρόνο, το ποσό των δαπανών εκτός από εκείνες που σχετίζονται με το προσωπικό σύμφωνα με ελβετικό δείκτη τιμών καταναλωτή.

5. Κατά παρέκκλιση της παραγράφου 1, το Διοικητικό Συμβούλιο, ή σε περίπτωση επειγούσης ανάγκης, ο Γενικός Διευθυντής, μπορεί να επιτρέψει υπέρβαση των καθορισμένων ορίων για την αντιμετώπιση σημαντικών και απρόβλεπτων επισκευών του κτιρίου του Διεθνούς Γραφείου, υπό την προϋπόθεση ότι το ποσό της αύξησης δεν υπερβαίνει τα 125.000 Ελβετικά Φράγκα ετησίως.

6. Εάν οι εγκεκριμένες πιστώσεις στις παραγράφους 1

και 2 αποδειχθούν ανεπαρκείς για την εξασφάλιση της εύρυθμης λειτουργίας της Ένωσης, τα όρια αυτά μπορούν να ξεπερασθούν μόνον με έγκριση της πλειοψηφίας των χωρών μελών της Ένωσης. Οποιαδήποτε γνωμοδότηση πρέπει να περιλαμβάνει μία πλήρη περιγραφή των γεγονότων που δικαιολογούν ένα τέτοιο αίτημα.

7. Οι χώρες οι οποίες προσχωρούν στην Ένωση ή γίνονται αποδεκτές με την ιδιότητα του μέλους της Ένωσης καθώς και εκείνες που αποχωρούν από την Ένωση πρέπει να εξοφλούν την συνεισφορά τους για όλο το έτος κατά τη διάρκεια του οποίου πραγματοποιήθηκε η εισδοχή ή η αποχώρησή τους.

8. Οι χώρες μέλη πληρώνουν την εισφορά τους στην ετήσια δαπάνη της Ένωσης, εκ των προτέρων, με βάση τον προϋπολογισμό ο οποίος εγκρίνεται από το Διοικητικό Συμβούλιο. Οι εισφορές αυτές πρέπει να καταβάλλονται όχι αργότερα από την πρώτη ημέρα του οικονομικού έτους στην οποία ο προϋπολογισμός, αναφέρεται. Μετά από αυτήν την ημερομηνία, τα οφειλόμενα ποσά καθίστανται τοκοφόρα υπέρ της Ένωσης προς 3% ετησίως για τους έξι πρώτους μήνες και 6% ετησίως από τον έβδομο μήνα.

9. Όταν οι ληξιπρόθεσμες οφειλές της εντολής της συνεισφοράς, μη συμπεριλαμβανομένων των τόκων, οφείλονται στην Ένωση από μία χώρα μέλος και είναι ισοδύναμες ή μεγαλύτερες του ποσού των εισφορών αυτής της χώρους μέλους για τα προηγούμενα δύο οικονομικά έτη, τότε αυτή η χώρα μέλος μπορεί να εκχωρήσει αμετακλήτως στην Ένωση όλη ή τμήμα των πιστώσεων που της οφείλουν άλλες χώρες μέλη, σύμφωνα με τις διακανονισμούς που έχουν θεσπισθεί από το Διοικητικό Συμβούλιο. Οι συνθήκες αυτού του διακανονισμού πίστωσης πρέπει να καθορίζονται με συμφωνία μεταξύ της χώρας μέλους, τους οφειλέτες / πιστωτές της και την Ένωση.

10. Μία χώρα μέλος η οποία για νομικούς ή άλλους λόγους, δεν είναι σε θέση να πραγματοποιήσει τέτοιο διακανονισμό, αναλαμβάνει να τακτοποιήσει εντός χρονοδιαγράμματος την αποπληρωμή των καθυστερούμενων οφειλών.

11. Εκτός από τις εξαιρετικές περιπτώσεις, η πληρωμή των καθυστερουμένων οφειλών της εντολής για την εισφορά που οφείλεται στην Ένωση δεν μπορεί να εκτείνεται πέραν των δέκα ετών.

12. Σε εξαιρετικές περιπτώσεις, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να απαλλάξει μία χώρα μέλος από το σύνολο ή μέρος των οφειλόμενων τόκων, εάν η χώρα αυτή κατέβαλε ολόκληρο το ποσό των ληξιπρόθεσμων οφειλών.

13. Μία χώρα μέλος μπορεί επίσης να απαλλαχθεί, στο πλαίσιο ενός χρονοδιαγράμματος απόσβεσης που έχει εγκριθεί από το Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης για τους ληξιπρόθεσμους λογαριασμούς της , από το σύνολο ή μέρος των συσσωρευμένων ή τρεχούμενων τόκων· η απαλλαγή αυτή ωστόσο, υπόκειται σε πλήρη και ακριβή εκτέλεση του χρονοδιαγράμματος απόσβεσης μέσα σε συμφωνημένο διάστημα δέκα ετών το ανώτερο.

14. Για την αντιμετώπιση των ταμιακών αδυναμιών της Ένωσης, δημιουργείται Αποθεματικό Κεφάλαιο το ποσού του οποίου ορίζεται από το Διοικητικό Συμβούλιο. Το Κεφάλαιο αυτό τροφοδοτείται κατά κύριο λόγο από τα πλεονάσματα του Προϋπολογισμού. Μπορεί επίσης να χρησιμοποιηθεί για την ισοσκέλιση του προϋπολογισμό ή για την μείωση του ποσού των εισφορών των χωρών μελών.

15. Όσον αφορά στις παροδικές ταμιακές ελλείψεις, η Κυβέρνηση της Συνομοσπονδίας της Ελβετίας χορηγεί βραχυπρόθεσμα τις αναγκαίες προκαταβολές, υπό όρους οι οποίοι καθορίζονται κατόπιν αμοιβαίας συμφωνίας. Η Κυβέρνηση αυτή εποπτεύει δωρεάν, την τήρηση των οικονομικών λογαριασμών καθώς και τη λογιστική του Διεθνούς Γραφείου μέσα στα όρια των πιστώσεων τα οποία καθορίζονται από το Συνέδριο.

Άρθρο 126

Αυτόματες κυρώσεις

1. Οποιαδήποτε χώρα η οποία δεν μπορεί να εκχωρήσει για ότι προβλέπεται στην παράγραφο 9 του άρθρου 125 και η οποία δεν συμφωνεί ώστε να δεχθεί ένα προτεινόμενο χρονοδιάγραμμα αποπληρωμής από το Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με το άρθρο 125, παράγραφος 10, ή η οποία δεν συμμορφώνεται με ένα τέτοιο πρόγραμμα, τότε αυτομάτως χάνει το δικαίωμα ψήφου της στο Συνέδριο και στις συνεδριάσεις στο Διοικητικό Συμβούλιο και στο Συμβούλιο Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης και δεν θα έχει πλέον το δικαίωμα του εκλέγεσθαι σαν μέλος αυτών των δύο Συμβουλίων.

2. Οι αυτόματες κυρώσεις θα αίρονται αδιαμφισβήτητους και με άμεση ενέργεια μόλις η ενδιαφερόμενη χώρα η μέλος πληρώσει τις καθυστερούμενες οφειλές της εντολής της συνεισφοράς που οφείλονται στην Ένωση, σε κεφάλαιο και τόκο, ή αποδεχθεί το χρονοδιάγραμμα αποπληρωμής των οφειλών της.

Άρθρο 127

Κατηγορίες συνεισφορών

1. Οι χώρες μέλη συνεισφέρουν στην κάλυψη δαπανών της Ένωσης σύμφωνα με την κατηγορία συνεισφορών στην οποία ανήκουν. Αυτές οι κατηγορίες είναι οι ακόλουθες:

κατηγορία 50 μονάδων·
κατηγορία 40 μονάδων·
κατηγορία 35 μονάδων·
κατηγορία 25 μονάδων·
κατηγορία 20 μονάδων·
κατηγορία 15 μονάδων·
κατηγορία 10 μονάδων·
κατηγορία 5 μονάδων·
κατηγορία 3 μονάδων·
κατηγορία 1 μονάδων·
κατηγορία 0.5 μονάδας, για τις λιγότερο προηγμένες χώρες όπως απαριθμούνται στην κατάσταση των Ηνωμένων Εθνών και για τις άλλες χώρες τις οποίες ορίζει Διοικητικό Συμβούλιο.

2. Κατά παρέκκλιση των κατηγοριών εισφορών όπως εμφανίζονται στην παράγραφο 1, οποιαδήποτε χώρα μέλος μπορεί να επιλέξει να συνεισφέρει περισσότερες από 50 μονάδες.

3. Οι χώρες μέλη κατατάσσονται σε μία από τις προαναφερθείσες κατηγορίες συνεισφορών κατά την στιγμή της εισδοχής τους ή της προσχώρησης τους στην Ένωση σύμφωνα με την διαδικασία που ορίζεται στο άρθρο 21, παράγραφος 4, του Καταστατικού.

4. Οι χώρες μέλη μπορούν μετέπειτα να αλλάξουν την κατηγορία συνεισφοράς με τον όρο ότι αυτή η αλλαγή ανακοινώνεται στο Διεθνές Γραφείο τουλάχιστον 2 μήνες πριν την έναρξη του Συνεδρίου. Η γνωστοποίηση αυτή η οποία τίθεται υπόψη του Συνεδρίου, φέρει αποτέλεσμα από την ημερομηνία ενάρξεως των οικονομικών διατάξεων που αποφάσισε το Συνέδριο. Οι χώρες μέλη οι οποίες γνωστοποιούν την επιθυμία τους για αλλαγή κατηγορίας συνεισφοράς μέσα στην επιβεβλημένη χρονική περίοδο, θα παραμένουν στην κατηγορία στην οποία υπάγονταν μέχρι τότε.

5. Οι χώρες μέλη δεν μπορούν να απαιτήσουν να καταταχθούν σε κατώτερη κλίμακα περισσότερο από μία κλίμακα τη φορά.

6. Ωστόσο, σε εξαιρετικές περιπτώσεις όπως οι φυσικές καταστροφές που απαιτούν προγράμματα διεθνούς βοήθειας, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί να εγκρίνει μία προσωρινή μείωση στην κατηγορία συνεισφοράς άπαξ μεταξύ δύο Συνεδρίων όταν ζητηθεί από μία χώρα μέλος εάν το προαναφερθέν μέλος αποδείξει ότι δεν μπορεί πλέον να διατηρήσει την συνεισφορά του στην κατηγορία την οποία είχε αρχικά επιλέξει. Στις ίδιες περιπτώσεις, το Διοικητικό Συμβούλιο μπορεί επίσης να εγκρίνει μία προσωρινή μείωση για τις όχι εντελώς αναπτυσσόμενες χώρες που βρίσκονται ήδη στην κατηγορία της μίας μονάδας τοποθετώντας τις στην κατηγορία της 0.5 μονάδας.

7. Η προσωρινή μείωση στην κατηγορία συνεισφοράς κατ' εφαρμογή της παραγράφου 6 μπορεί να εγκριθεί από το Διοικητικό Συμβούλιο για περίοδο μεγαλύτερη των δύο ετών ή μέχρι το επόμενο Συνέδριο, οτιδήποτε είναι νωρίτερα. Κατά την εκπνοή της συγκεκριμένης περιόδου, η ενδιαφερόμενη χώρα περιέρχεται αυτομάτως στην αρχική κατηγορία συνεισφοράς.

8. Κατά παρέκκλιση των παραγράφων 4 και 5, οι αλλαγές που αφορούν σε υψηλότερες κατηγορίες δεν υπόκεινται σε οποιουσδήποτε περιορισμούς.

Άρθρο 128

Πληρωμή των ειδών που προμηθεύει το Διεθνές Γραφείο.

Τα είδη τα οποία το Διεθνές Γραφείο προμηθεύει επί πληρωμή στις ταχυδρομικές υπηρεσίες πρέπει να καταβάλλονται το συντομότερο δυνατό και το αργότερο μέσα σε έξι μήνες από την πρώτη ημέρα του μήνα που έπεται της αποστολής του λογαριασμού στο Διεθνές Γραφείο. Μετά από αυτήν την περίοδο θα προστίθεται τόκος στα οφειλόμενα ποσά υπέρ της Ένωσης της τάξης του 5% ετησίως που υπολογίζεται από την ημερομηνία εκπνοής λήξης αυτής της περιόδου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟ V

Διαιτησία

Άρθρο 129

Διαδικασία Διαιτησίας

1. Εάν μία διαφορά πρέπει να ρυθμισθεί με διαιτητική απόφαση, κάθε μία από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες που βρίσκονται σε αντιδικία, επιλέγει μία ταχυδρομική υπηρεσία μίας χώρας μέλους η οποία δεν εμπλέκεται άμεσα στην διαφορά. Όταν αρκετές ταχυδρομικές υπηρεσίες συνενδιαφέρονται, λογίζονται ως μία μόνη υπηρεσία για τους σκοπούς αυτής της διάταξης.

2. Εάν μία από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες που βρίσκονται σε αντιδικία δεν ενεργεί σύμφωνα με την διαιτητική απόφαση μέσα σε διάστημα έξι μηνών, το Διεθνές Γραφείο, εφόσον του υποβληθεί αίτηση, προκαλεί με τη σειρά του το διορισμό ενός διαιτητή από την ταχυδρομική υπηρεσία η οποία αδυνατεί ή ορίζει το ίδιο έναν οίκοθεν.

3. Τα μέρη που βρίσκονται σε αντιδικία μπορούν να συνεννοούνται για την υπόδειξη μόνο ενός διαιτητή ο οποίος μπορεί να είναι το Διεθνές Γραφείο.

4. Η απόφαση των διαιτητών λαμβάνεται με την πλειοψηφία.

5. Σε περίπτωση ισοψηφίας , οι διαιτητές επιλέγουν για την επίλυση της διαφοράς μία άλλη ταχυδρομική υπηρεσία, η οποία έτσι και αλλιώς δεν εμπλέκεται στην διένεξη. Σε περίπτωση ασυμφωνίας για την επιλογή, η ταχυδρομική υπηρεσία αυτή ορίζεται από το Διεθνές Γραφείο μεταξύ των ταχυδρομικών υπηρεσιών οι οποίες δεν έχουν προταθεί από τους διαιτητές.

6. Εάν η διένεξη αφορά σε μία από τις Συμφωνίες, οι διαιτητές μπορούν να ορίζονται μόνον από τις ταχυδρομικές υπηρεσίες οι οποίες είναι μέλη της Συμφωνίας.Κεφάλαιο VI

Τελικές Διατάξεις

Άρθρο 130

Όροι έγκρισης των προτάσεων οι οποίες αφορούν στους Γενικούς Κανονισμούς

Για να τεθούν σε εφαρμογή, οι υποβληθείσες προτάσεις στο Συνέδριο που αφορούν σε αυτούς τους Γενικούς Κανονισμούς πρέπει να εγκρίνονται από την πλειοψηφία των χωρών μελών που εκπροσωπούνται στο Συνέδριο. Τα δύο τρίτα τουλάχιστον των χωρών μελών της Ένωσης πρέπει να είναι παρόντα κατά τη διάρκεια της διεξαγωγής της ψηφοφορίας.

Άρθρο 131

Προτάσεις οι οποίες αφορούν τις Συμφωνίες με τα Ηνωμένα Έθνη

Οι όροι έγκρισης οι οποίοι αναφέρονται στο άρθρο 130 εφαρμόζονται επίσης και για τις προτάσεις τροποποίησης των Συμφωνιών που έχουν συναφθεί μεταξύ της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης και Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, καθόσον αυτές οι Συμφωνίες δεν προβλέπουν όρους τροποποίησης των διατάξεων που περιέχουν.

Άρθρο 132

Έναρξη εκτέλεσης και διάρκεια των Γενικών Κανονισμών

Οι Γενικοί Κανονισμοί αυτοί οι θα τεθούν σε εφαρμογή την 1η Ιανουαρίου 2001 και θα παραμείνουν σε ισχύ μέχρι να τεθούν σε εφαρμογή οι Πράξεις του προσεχούς Συνεδρίου.

Σε πιστοποίηση αυτού οι πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών υπέγραψαν τους παρόντες Γενικούς Κανονισμούς σε ένα πρωτότυπο το οποίο βρίσκεται κατατιθέμενο στο γραφείο του Γενικού Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Ένα αντίγραφο αυτού θα επιδοθεί σε κάθε μέλος από την Κυβέρνηση της χώρας στην οποία πραγματοποιήθηκε το Συνέδριο.

Υπογράφηκε στο Πεκίνο, 15 Σεπτεμβρίου 1999

Διευθέτηση σχετικά με την Υπηρεσίες των Ταχυδρομικών Πληρωμών

Περιεχόμενα

Συμφωνία σχετικά με την Πληρωμή των Ταχυδρομικών Υπηρεσιών

Οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των χωρών μελών της Ένωσης, έχοντας υπόψη το άρθρο 22, παρ. 4, του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης που συμφωνήθηκε στη Βιέννη στις 10 Ιουλίου 1964, υπέγραψαν, κοινή συναινέσει σύμφωνα με το άρθρο 25, παρ. 4, του Καταστατικού, την παρακάτω Συμφωνία.

Κεφάλαιο I

Προκαταρκτικές διατάξεις

Άρθρο 1
Σκοπός της Συμφωνίας

1. Αυτή η Συμφωνία διέπει όλες τις υπηρεσίες σχετικά με την μεταφορά των ταχυδρομικών κεφαλαίων. Οι συμβαλλόμενες χώρες από κοινού συμφωνούν στην παρούσα Συμφωνία για τα προϊόντα τα οποία σκοπεύουν να διαθέσουν στις αμοιβαίες σχέσεις τους.

2. Μη ταχυδρομικοί οργανισμοί μπορούν να συμμετάσχουν μέσω της ταχυδρομικής Υπηρεσίας, στην υπηρεσία GIRO ή ενός ιδρύματος που διαχειρίζεται δίκτυο μεταφοράς ταχυδρομικών κεφαλαίων στις συναλλαγές που διέπονται από τις διατάξεις αυτής της Συμφωνίας. Τέτοιοι οργανισμοί συμφωνούν με τον ταχυδρομικό οργανισμό της χώρας τους ώστε να διασφαλίσουν πλήρη εφαρμογή όλων των όρων της Συμφωνίας και με αυτή την συμφωνία θα ασκήσουν δικαιώματα και θα εκτελούν καθήκοντα ως ταχυδρομικοί οργανισμοί οριζόμενοι από αυτή τη Συμφωνία. Ο ταχυδρομικός οργανισμός ενεργεί σαν ενδιάμεσος στις σχέσεις τους με τους ταχυδρομικούς οργανισμούς των άλλων συμβαλλομένων χωρών και με το Διεθνές Γραφείο.

Άρθρο 2

Προϊόντα που είναι δυνατόν να διατεθούν

1. Επιταγές

1.1. Ο αποστολέας παραδίδει το ποσό στη θυρίδα συναλλαγής κάποιου ταχυδρομικού γραφείου ή δίνει εντολή να χρεωθεί ο τρέχων λογαριασμός του και ζητά μετρητοίς εξόφληση του ποσού στον δικαιούχο της εντολής πληρωμής.

1.2. Ο αποστολέας παραδίδει το κεφάλαιο στη θυρίδα κάποιου ταχυδρομικού γραφείου και ζητεί να πιστωθεί στον τρέχων λογαριασμό του δικαιούχου ή σε άλλες μορφές λογαριασμού που εκτελούνται από τις Υπηρεσίες.

2. Μεταφορά

2.1. Ο κάτοχος λογαριασμού ταμιευτηρίου ζητά να χρεωθεί το ποσό του σίτο λογαριασμό του και να πιστωθεί στο λογαριασμό ταμιευτηρίου του δικαιούχου, ή σε άλλες μορφές λογαριασμού που ενεργούνται από τους οργανισμούς ή στον τρέχων τραπεζικό λογαριασμό του δικαιούχου, μέσω του οργανισμού προορισμού.

3. Postcheque

3.1. Το postcheque είναι ένα διεθνές νομικό έγγραφο που εκδίδεται στους κατόχους των λογαριασμών ταμιευτηρίου και πληρώνεται επί τη εμφανίσει στα ταχυδρομικά γραφεία των χωρών που συμμετάσχουν στην υπηρεσία.

3.2. Το postcheque μπορεί επίσης να δοθεί σαν πληρωμή σε τρίτους όπου υπάρχει συμφωνία για αυτό μεταξύ των συμβαλλομένων οργανισμών.

4. Ανάληψη από τα ταμεία διάθεσης μετρητών μέσω του δικτύου POSTNET.

4.1. Ταχυδρομικά ή μη οικονομικά ιδρύματα τα οποία έχουν αποδεχθεί με συμφωνία το δίκτυο POSTNET μπορούν να προσφέρουν στους κατόχους των καρτών τη δυνατότητα ανάληψης μετρητών από τα μηχανήματα διάθεσης μετρητών του δικτύου POSTNET.

5. Λοιπές υπηρεσίες

5.1. Οι ταχυδρομικοί οργανισμοί είναι δυνατόν να συμφωνήσουν στις διμερείς ή πολυμερείς σχέσεις τους την καθιέρωση άλλων υπηρεσιών οι όροι των οποίων ορίζονται μεταξύ των ενδιαφερομένων οργανισμών.

Κεφάλαιο ΙΙ

Κατάθεση εντολών

Άρθρο 3

Έκδοση επιταγών και αποδοχή των εντολών πληρωμής (νόμισμα, μετατροπή, ποσό)

1. Σε περίπτωση που δεν υπάρχει ειδική συμφωνία, το ποσό των επιταγών και εντολών πληρωμής εκφράζονται στο νόμισμα της χώρας πληρωμής.

2. Η εκδίδουσα την εντολή Υπηρεσία ορίζει το ποσοστό μετατροπής του νομίσματος σ' αυτό της χώρας πληρωμής.

3. Το ποσό των μεταφορών κεφαλαίων είναι απεριόριστο, εκτός αν οι ενδιαφερόμενοι οργανισμοί αποφασίσουν κάτι διαφορετικό.

4. Ο οργανισμός που εκδίδει την πληρωμή είναι εντελώς ελεύθερος να ορίσει τα έγγραφα και τις μεθόδους κατάθεσης των νομικών εγγράφων και εντολών πληρωμής, εκτός εάν μεταφέρονται ταχυδρομικά. Σ' αυτή την περίπτωση, θα χρησιμοποιούνται μόνο τα έντυπα που ορίζονται από τους Κανονισμούς.

5. Νομικά έγγραφα και εντολές πληρωμής που στέλνονται τηλεπικοινωνιακά υπόκεινται στις διατάξεις των Διεθνών Τηλεπικοινωνιακών Κανονισμών.

Άρθρο 4

Χρεώσεις

1. Ο οργανισμός που εκδίδει την εντολή πληρωμής είναι ελεύθερος ν' αποφασίσει τη χρέωση που θα αποδίδεται τη στιγμή της έκδοσης. Σ' αυτή τη βασική χρέωση, προστίθενται οποιεσδήποτε χρεώσεις που ανήκουν στις ειδικές υπηρεσίες που παρέχονται στον αποστολέα.

2. Ο οργανισμός που εκδίδει την εντολή πληρωμής μπορεί, κατόπιν συμφωνίας με την Υπηρεσία πληρωμής, να εισπράττει από τον αποστολέα το ποσό των χρεώσεων που ανήκουν στις ειδικές υπηρεσίες οι οποίες παρέχονται στο δικαιούχο. Το ποσό αυτών των χρεώσεων αποδίδεται στον οργανισμό που ενεργεί την πληρωμή.

3. Οι μεταφορές κεφαλαίων που ανταλλάσσονται μεταξύ κάποιας συμβεβλημένης και μη συμβεβλημένης χώρας, μέσω του ενδιάμεσου μιας χώρας μέλους αυτής της Συμφωνίας, υπόκεινται στον ενδιάμεσο οργανισμό με κάποια επιπλέον χρέωση που καθορίζεται από τον τελευταίο με βάση το κόστος που δημιουργείται από τις υπηρεσίες που διεξάγει. Το ποσό αυτής της χρέωσης συμφωνείται μεταξύ του ενδιαφερόμενου οργανισμού και αφαιρείται από το ποσό του παραστατικού. Ωστόσο, αυτή η χρέωση μπορεί να πληρωθεί από τον αποστολέα και δίδεται στον οργανισμό της ενδιάμεσης χώρας εάν έχει συμφωνηθεί από τους ενδιαφερόμενους οργανισμούς.

4. Σε περιπτώσεις όπου απαιτούνται διπλές εντολές πληρωμής σύμφωνα με τις διατάξεις των Κανονισμών, και εάν δεν έχει δημιουργηθεί υπηρεσιακό λάθος, επιβάλλεται, κάποια χρέωση, η οποία ορίζεται από τον οργανισμό στον οποίο έγινε η αίτηση, και εισπράττεται είτε από τον αποστολέα είτε από τον δικαιούχο, εκτός εάν η χρέωση έχει ήδη εισπραχθεί σε ό,τι αφορά το ειδοποιητήριο πληρωμής.

5. Έγγραφα, παραστατικά, και εντολές πληρωμής που ανήκουν στις μεταφορές ταχυδρομικών κεφαλαίων που ανταλλάσσονται μεταξύ των οργανισμών ταχυδρομικά σύμφωνα με τους όρους των άρθρων 8.2 και 8.3.1 έως 8.3.3 της Σύμβασης εξαιρούνται όλων των χρεώσεων.

Κεφάλαιο ΙΙΙ

Διαβίβαση εντολών πληρωμής

Άρθρο 5

Μέσα ανταλλαγής

1. Η ανταλλαγή μέσω ταχυδρομείου διενεργείται μέσω εντύπων που προβλέπονται στους Κανονισμούς, απευθείας μεταξύ του γραφείου έκδοσης και του γραφείου που διεξάγει την πληρωμή ή μέσω των ενδιαμέσων γραφείων ανταλλαγής.

2. Η ανταλλαγή μέσω τηλεπικοινωνιών διεξάγεται με αποστολή που στέλνεται απευθείας στο γραφείο πληρωμής ή σε κάποιο ανταλλακτήριο γραφείο, με την προϋπόθεση ότι τηρούνται από τη συμφωνία όλα τα απαραίτητα μέτρα για την ασφάλεια των ανταλλαγών μεταξύ των ενδιαφερομένων οργανισμών.

3. Οι μεταφορές κεφαλαίων υποβάλλονται στη χώρα που διεξάγει την πληρωμή σε μαγνητική ταινία ή σε οποιοδήποτε άλλο μέσο που συμφωνείται μεταξύ των οργανισμών. Οι οργανισμοί που διεξάγουν την πληρωμή είναι ελεύθεροι ν' αποφασίσουν τι είδους έντυπα θα χρησιμοποιούνται σαν μέσο για τα ποσά που πληρώνονται μετρητοίς στους δικαιούχους.

4. Όλες οι μεταφορές κεφαλαίων διεξάγονται μέσω ηλεκτρονικών δικτύων με βάση ειδικές συμφωνίες που υιοθετήθηκαν από τους ενδιαφερόμενους οργανισμούς.

5. Οι οργανισμοί συμφωνούν να χρησιμοποιούν μέσα ανταλλαγής εκτός εκείνων που προβλέπονται στο άρθρο 5.1 έως 4.

Κεφάλαιο IV

Διαχείριση στην χώρα πληρωμής και αναζητήσεις

Άρθρο 6

Πληρωμή

1. Κατά κανόνα, το συνολικό ποσό των επιταγών θα πρέπει να αποδίδεται στον δικαιούχο. Είναι δυνατόν να επιβάλλονται προαιρετικές χρεώσεις εάν ο τελευταίος ζητά συμπληρωματικές ειδικές υπηρεσίες.

2. Η ισχύς των επιταγών διευρύνεται:

2.1. σαν γενικός κανόνας, μέχρι τη λήξη του πρώτου μήνα μετά την έκδοση,

2.2. κατόπιν συμφωνίας μεταξύ των ενδιαφερομένων οργανισμών, μέχρι τη λήξη του τρίτου μήνα μετά την έκδοση.

3. Κατόπιν αυτής της περιόδου, οι επιταγές που στέλνονται στα γραφεία πληρωμής θα πληρώνονται μόνο εάν φέρουν εξουσιοδότηση για παράταση της περιόδου ισχύος η οποία δίνεται κατόπιν αιτήσεως του γραφείου που πληρώνει την επιταγή από την εντεταλμένη υπηρεσία του οργανισμού ο οποίος εκδίδει της επιταγές. Εξουσιοδότηση για παράταση της περιόδου ισχύος θα αφορά νέα ισχύ για τις επιταγές η οποία θα αρχίζει από την ημέρα που μεταβιβάζεται για την ίδια διάρκεια με αυτήν που θα είχε μία επιταγή που θα εκδίδεται την ίδια ημέρα. Οι επιταγές που στέλνονται στους Υπηρεσίες πληρωμής, σύμφωνα με το άρθρο 5.3, είναι δυνατόν να μη παρατείνουν την περίοδο ισχύος.

4. Εάν πριν τη λήξη της ισχύος η αδυναμία πληρωμής οφεί-

λεται σε λάθος υπηρεσίας, είναι δυνατόν να επιβληθεί κάποια χρέωση για εξουσιοδότηση παράβασης της περιόδου ισχύος η οποία θα ορισθεί από την Υπηρεσία πληρωμής.

5. Οι επιταγές θα πληρώνονται σύμφωνα με τους κανονισμούς της εξοφλούσας χώρας.

Άρθρο 7

Αναζητήσεις

1. Ισχύουν οι διατάξεις του άρθρου 30 της Σύμβασης.

Άρθρο 8

Οικονομικές Υποχρεώσεις

1. Αρχή και εύρος οικονομικών υποχρεώσεων.

1.1. Οι ταχυδρομικοί οργανισμοί είναι υπεύθυνοι για τα ποσά που πληρώνονται στη θυρίδα ή χρεώνονται στον λογαριασμό του κατόχου της επιταγής έως το χρόνο που η επιταγή θα έχει πληρωθεί ή πιστωθεί στο λογαριασμό του δικαιούχου.

1.2. Οι οργανισμοί είναι υπεύθυνοι για λανθασμένες πληροφορίες που έχουν χορηγήσει και οι οποίες έχουν δημιουργήσει είτε αδυναμία πληρωμής είτε λάθη σε εκτέλεση της μεταφοράς κεφαλαίων. Η οικονομική υποχρέωση επεκτείνεται σε λάθη μετατροπής και μεταβίβασης.

1.3. Οι ταχυδρομικοί οργανισμοί απαλλάσσονται από όλες τις υποχρεώσεις :

1.3.1. για καθυστερήσεις οι οποίες μπορεί να συμβούν κατά τη μεταβίβαση, αποστολή και πληρωμή των παραστατικών και εντολών πληρωμής,

1.3.2. όταν, λόγω καταστροφής των υπηρεσιακών αρχείων από ανωτέρα βία, δεν μπορούν να λογοδοτήσουν για μεταφορά κεφαλαίων, εκτός εάν η απόδειξη της υποχρέωσης τους αποδεικνύεται διαφορετικά,

1.3.3. όταν ο κάτοχος της επιταγής ή κεφαλαίου δεν έχει καμιά απαίτηση εντός της περιόδου που ορίζεται στο άρθρο 30.1 της Σύμβασης,

1.3.4. όταν έχει λήξει περίοδος ορισμού της επιταγής στην εκδίδουσα χώρα.

1.4. Σε περίπτωση επιστροφής χρημάτων ασχέτως αιτίας το επιστρεφόμενο ποσό προς τον αποστολέα δεν υπερβαίνει το ποσό που πλήρωσε ή χρεώθηκε στο λογαριασμό του.

1.5. Οι οργανισμοί συμφωνούν επίσης μεταξύ τους να εφαρμόσουν ευρύτερους όρους οικονομικής υποχρέωσης στις απαιτήσεις των εσωτερικών υπηρεσιών τους.

1.6. Οι όροι για εφαρμογή της αρχής οικονομικής υποχρέωσης και, ειδικά, ο καθορισμός της υποχρέωσης, επιστροφής των οφειλομένων ποσών, δικαιώματος πληρωμής επιταγής, επιτρεπόμενου χρόνου για πληρωμή και αποζημίωση του οργανισμού που πλήρωσε την αποζημίωση θα είναι εκείνα πού θα θεσπίζονται στους Κανονισμούς.

Κεφάλαιο V

Λογαριασμοί, τρέχοντες λογαριασμοί

Άρθρο 9

Αποζημίωση της Υπηρεσίας πληρωμής

1. Για κάθε επιταγή που εξοφλείται, ο οργανισμός που την εκδίδει καταβάλλει στον οργανισμό πληρωμή αποζημίωσης το ποσοστό της οποίας ορίζεται στους Κανονισμούς με βάση το μέσο ποσό των επιταγών που περιλαμβάνονται στον ίδιο μηνιαίο λογαριασμό.

2. Αντί των ποσοστών που ορίζονται στο άρθρο 9.1, οι οργανισμοί συμφωνούν σε διαφορετικά ποσοστά αποζημίωσης ή ορίζουν μία σταθερή αποζημίωση για. Κάθε πληρωμή που διεξάγεται.

3. Για κάθε μεταφορά, ο οργανισμός προορισμού μπορεί να ζητήσει πληρωμή μιας χρέωσης άφιξης. Αυτή η χρέωση είναι δυνατόν είτε να χρεωθεί στο λογαριασμό του δικαιούχου είτε να επιμεληθεί από τον εκδίδοντα την επιταγή οργανισμό με χρέωση του τρέχων λογαριασμού.

4. Μεταφορές κεφαλαίων χωρίς χρέωση δεν απαιτούν αποζημιώσεις.

5. Όπου συμφωνούν οι ενδιαφερόμενοι οργανισμοί, μεταφορές βοηθητικών κεφαλαίων που εξαιρούνται χρεώσεων από τον εκδίδοντα οργανισμό μπορούν να εξαιρεθούν από την αποζημίωση.

Άρθρο 10

Οικονομικές σχέσεις μεταξύ των συμμετεχόντων οργανισμών

1. Οι οργανισμοί συμφωνούν μεταξύ τους να χρησιμοποιούν τεχνικές μεθόδους προκειμένου να διευθετήσουν τα χρέη τους.

2. Τρέχοντες λογαριασμοί GIRO

2.1. Όπου οι οργανισμοί έχουν σύστημα GIRO, ο καθένας θα αναλάβει το άνοιγμα στο όνομα του ενός λογαριασμού GIRO του αντίστοιχου λογαριασμού μέσω του οποίου θα διευθετούνται αμοιβαία χρέη και αιτήματα που απορρέουν από τις ανταλλαγές μέσω της υπηρεσίας GIRO και πιθανόν επιταγές και οποιεσδήποτε άλλες λειτουργίες τις οποίες οι οργανισμοί θα συμφωνήσουν να διευθετούν με αυτό το μέσο.

2.2. Όταν η Υπηρεσία πληρωμής δεν έχει σύστημα GIRO, ο τρέχων λογαριασμός GIRO θα ανοίγεται σε άλλο οικονομικό ίδρυμα.

2.3. Εάν ο τρέχων λογαριασμός είναι χωρίς αντίκρισμα, θα πληρώνεται τόκος για τα οφειλόμενα ποσά, το ποσοστό των οποίων ορίζεται στους Κανονισμούς.

3. Μηνιαίοι λογαριασμοί

3.1. Κάθε οργανισμός που πληρώνει προετοιμάζει για κάθε εκδίδοντα οργανισμό μηνιαίο λογαριασμό στον οποίο δείχνει τα ποσά που πληρώνονται για επιταγές. Τα μηνιαία ποσά ενσωματώνονται, κατά περιόδους, σε κάποιο γενικό συμψηφιστικό λογαριασμό ο οποίος συντελεί στον καθορισμό του υπολοίπου.

3.2. Η εξόφληση των λογαριασμών μπορεί επίσης να γίνεται βάση μηνιαίων λογαριασμών, χωρίς συμψηφισμούς.

4. Κανένα μονόπλευρο μέτρο, όπως αναστολή πληρωμών, απαγόρευση μεταφορών κεφαλαίων, κ.λ.π. δεν μπορεί να αντιτίθεται στις διατάξεις αυτού του άρθρου και εκείνων που απορρέουν από τους Κανονισμούς.

Κεφάλαιο VI

Postcheques

Άρθρο 11

Λειτουργία των postcheques

1. Έκδοση των postcheques

1.1. Κάθε οργανισμός μπορεί να εκδίδει postcheques για τους κατόχους λογαριασμών GIRO.

1.2. Οι κάτοχοι λογαριασμών GIRO για τους οποίους εκδόθηκαν τα postcheques θα εφοδιαστούν με μία εγγυητική κάρτα postcheque η οποία πρέπει να επιδεικνύεται την ώρα πληρωμής.

1.3. Το ανώτατο ποσό εγγύησης θα είναι τυπωμένο στο πίσω μέρος κάθε postcheque ή σε παράρτημα στο νόμισμα που έχει συμφωνηθεί μεταξύ των συμβαλλομένων χωρών.

1.4. Ελλείψει ειδικής συμφωνίας με τον οργανισμό που διεξάγει την πληρωμή, ο οργανισμός που εκδίδει το postcheque θα καθορίζει το ποσοστό μετατροπής του νομίσματος του σε εκείνο της χώρας που διεξάγει την πληρωμή.

1.5. Ο οργανισμός που εκδίδει το postcheque μπορεί να επιβάλλει κάποια χρέωση στον κάτοχο του postcheque.

1.6. Εάν χρειάζεται, η διάρκεια της ισχύος του postcheque ορίζεται από τον οργανισμό που το εκδίδει. Αυτό θα φαίνεται από την εκτύπωση της τελευταίας ημερομηνίας ισχύος επάνω στο postcheque. Εάν δεν υπάρχει τέτοια ένδειξη, η ισχύς των postcheques θα είναι απεριόριστη.

2. Πληρωμή

2.1. Το ποσό των postcheques θα αποδίδεται στον δικαιούχο στο νόμιμο νόμισμα της χώρας πληρωμής.

2.2. Το μέγιστο ποσό το οποίο μπορεί να αποδίδεται μέσω postcheque θα ορίζεται με, κοινή συμφωνία μεταξύ των συμβαλλομένων χωρών.

3. Οικονομική υποχρέωση

3.1. Το ποσό των postcheques θα απαλλάσσεται όλων των οικονομικών υποχρεώσεων όταν μπορεί ν' αποδειχθεί ότι η πληρωμή διεξήχθη υπό τους όρους που ορίζονται στα σχετικά άρθρα των Κανονισμών που έχουν σχέση με την παρουσίαση των postcheques στη θυρίδα συναλλαγής για πληρωμή και τους όρους της πληρωμής.

3.2. Ο εκδίδων οργανισμός δεν θα δεσμεύεται να χρεώσει παράνομα ή πλαστά postcheques που του επιστρέφονται μετά από το χρόνο που ορίζεται στο σχετικό άρθρο των Κανονισμών και αφορά στην επιστροφή των postcheques που έχουν πληρωθεί στην υπηρεσία GIRO καταγωγής.

4. Αποζημίωση του οργανισμού που διεξάγει την πληρωμή.

4.1. Οι οργανισμοί που εκδίδουν και πληρώνουν postcheques ορίζουν διμερώς το ποσό της αποζημίωσης η οποία θα καταβάλλεται στον οργανισμό πληρωμής.

Κεφάλαιο VII

Το δίκτυο POSTNET

Άρθρο 12

Όροι πρόσβασης και συμμετοχής

1. Η πρόσβαση στο δίκτυο μπορεί να γίνει με την υπογραφή της συμφωνίας της POSTNET και την πληρωμή ενός τέλος καταχώρησης εισόδου.

2. Οι όροι πρόσβασης και συμμετοχής στην υπηρεσία ορίζονται στη συμφωνία POSTNET.

Κεφάλαιο VIII

Αντικείμενα με αντικαταβολή (COD)

Άρθρο 13

Ορισμός της υπηρεσίας

1. Μη συστημένα, συστημένα και ασφαλισμένα αντικείμενα επιστολικού ταχυδρομείου και απλά και ασφαλισμένα ταχυδρομικά δέματα μπορούν να σταλούν με αντικαταβολή βάσει διμερών συμφωνιών.

2. Το όργανο που παρέδωσε το αντικείμενο θα καταβάλλει τα κεφάλαια στο ταχυδρομικό οικονομικό ίδρυμα και θα ζητήσει να γίνει η πληρωμή του ποσού στον δικαιούχο.

Κεφάλαιο IX

Διάφορες διατάξεις

Άρθρο 14

Αίτηση για άνοιγμα λογαριασμού GIRO στο εξωτερικό

1. Από τη στιγμή που θ' ανοιχθεί ένας λογαριασμός ταμιευτηρίου στο εξωτερικό, οι ταχυδρομικοί ή μη ταχυδρομικοί οικονομικοί οργανισμοί των χωρών μελών συμμετέχουν σε αυτή τη Συμφωνία, συμφωνούν διμερώς για τη βοήθεια που μπορούν να παρέχουν η μία στην άλλη, σαν μέρος της συνήθους επαλήθευσης της αιτούσας χώρας.

Κεφάλαιο X

Τελικές διατάξεις

Άρθρο 15

Τελικές διατάξεις

1. Η Σύμβαση θα εφαρμοσθεί, όπου απαιτείται, αναλογικά, σε όλες τις περιπτώσεις που δεν διέπονται ακριβώς απ' αυτή τη Συμφωνία.

2. Σ' αυτή τη Συμφωνία δεν θα ισχύει το άρθρο 4 του καταστατικού.

3. Όροι για έγκριση προτάσεων που αφορούν αυτή τη Συμφωνία.

3.1. Για να έχουν ισχύ, οι προτάσεις που υποβάλλονται στο Συνέδριο σχετικά με αυτή τη Συμφωνία πρέπει να εγκριθούν από την πλειοψηφία των κρατών μελών που συμμετέχουν σε αυτή τη Συμφωνία είναι παρόντα και ψηφίζουν. Τουλάχιστον μισά από τα κράτη μέλη που αντιπροσωπεύονται στο Συνέδριο θα είναι παρόντα την ώρα της ψηφοφορίας.

3.2. Για να έχουν ισχύ, οι προτάσεις που αφορούν τους Κανονισμούς αυτής της Συμφωνίας εγκρίνονται από την πλειοψηφία των μελών του Συμβουλίου της Ταχυδρομικής Εκμετάλλευσης τα οποία συμμετέχουν στη Συμφωνία.

3.3. Για να έχουν ισχύ, οι προτάσεις που υποβάλλονται μεταξύ δύο Συνεδρίων και αφορούν αυτή τη Συμφωνία πρέπει να διασφαλίζουν :

3.3.1. δύο τρίτα των ψήφων, τουλάχιστον εν δεύτερον των χωρών-μελών που συμμετέχουν στη Συμφωνία, εάν αφορούν σε προσθήκη νέων διατάξεων και έχουν ανταποκριθεί στην γνωμοδότηση.

3.3.2. πλειοψηφία ψήφων, τουλάχιστον εν δεύτερον των χωρών μελών που συμμετέχουν στην Συμφωνία που έχουν ανταποκριθεί στην γνωμοδότηση, εάν αφορούν σε τροποποιήσεις των διατάξεων αυτής της Συμφωνίας.

3.3.3. πλειοψηφία ψήφων, εάν αυτοί αφορούν σε ερμηνεία των διατάξεων αυτής της Συμφωνίας.

3.4. Παρά τις διατάξεις του 15.3.3.1, οποιαδήποτε χώρα μέλος της οποίας η κρατική νομοθεσία δεν συμβαδίζει με την προτεινόμενη προσθήκη μπορεί, εντός 90 ημερών από την ημερομηνία γνωστοποίησης της τελευταίας, να υποβάλλει γραπτή δήλωση στον Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου και να δηλώνει ότι είναι αδύνατον να δεχθεί την προσθήκη.

4. Αυτή η Συμφωνία θα αρχίσει να ισχύει στις 1 Ιανουαρίου 2001 και θα παραμείνει έως την έναρξη ισχύος των Πράξεων του επόμενου Συνεδρίου.

Οι παρόντες πληρεξούσιοι των Κυβερνήσεων των συμβαλλομένων χωρών υπέγραψαν αυτή την Συμφωνία σε ένα μόνο πρωτότυπο το οποίο θα κατατεθεί στον Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου. Αντίγραφό του θα επιδοθεί σε κάθε μέρος από την Κυβέρνηση της κάθε χώρας στην οποία διεξήχθη το Συνέδριο.

Αποφασίσθηκε στο Πεκίνο, 15 Σεπτεμβρίου 1999

Άρθρο δεύτερο

Τελικές διατάξεις

Από την έναρξη ισχύος του παρόντος νόμου καταργείται ο Ν. 2883/2001 (ΦΕΚ 18 Α') «Κύρωση των Πράξεων του XXI Παγκόσμιου Ταχυδρομικού Συνεδρίου (Σεούλ 1994) και του Κανονισμού Εκτέλεσης της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Σύμβασης με το Τελικό Πρωτόκολλο (Βέρνη 1995)» εκτός από την κύρωση του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης, όπως τροποποιήθηκε με τα πρόσθετα Πρωτόκολλα του Τόκυο 1969, της Λωζάνης 1974, του Αμβούργου 1984, της Ουάσιγκτον 1989 και της Σεούλ 1994, άρθρο πρώτο περίπτωση α'.

Άρθρο τρίτο

Έναρξη ισχύος

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και των Πράξεων που κυρώνονται από την 1η Ιανουαρίου 2001 ημερομηνία θέσης σε ισχύ διεθνώς των Πράξεων, σύμφωνα με το άρθρο V του Έκτου Συμπληρωματικού Πρωτοκόλλου του Καταστατικού της Παγκόσμιας Ταχυδρομικής Ένωσης και τα οριζόμενα στις λοιπές Πράξεις.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 30 Αυγούστου 2002

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
Ν. ΧΡΙΣΤΟΔΟΥΛΑΚΗΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

ΜΕΤΑΦΟΡΩΝ ΚΑΙ ΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΧΡ. ΒΕΡΕΛΗΣ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 3 Σεπτεμβρίου 2002

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

Φ. ΠΕΤΣΑΛΝΙΚΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * TELEX 223211 YPET GR * FAX 010 52 21 004
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http: www.et.gr
e-mail: webmaster @ et.gr

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΔΗΜΟΣΙΕΥΜΑΤΩΝ Φ.Ε.Κ.: Τηλ. 1464

Πληροφορίες Α.Ε. - Ε.Π.Ε. και λοιπών Φ.Ε.Κ.: **010 527 9000**

ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.

ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ - Βασ. Όλγας 227 - Τ.Κ. 54100	**(0310) 423 956**
ΠΕΙΡΑΙΑΣ - Γούναρη και Εθν. Αντίστασης Τ.Κ. 185 31	**010 4135 228**
ΠΑΤΡΑ - Κορίνθου 327 - Τ.Κ. 262 23	**(0610) 638 109 -110**
ΙΩΑΝΝΙΝΑ - Διοικητήριο Τ.Κ. 450 44	**(06510) 87215**
ΚΟΜΟΤΗΝΗ - Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00	**(05310) 22 858**
ΛΑΡΙΣΑ - Διοικητήριο Τ.Κ. 411 10	**(0410) 597449**
ΚΕΡΚΥΡΑ - Σαμαρά 13 Τ.Κ. 491 00	**(06610) 89 127 / 89 120**
ΗΡΑΚΛΕΙΟ - Πλ. Ελευθερίας 1, Τ.Κ. 711 10	**(0810) 396 223**
ΛΕΣΒΟΣ - Πλ. Κωνσταντινουπόλεως Τ.Κ. 811 00 Μυτιλήνη	**(02510) 46 888 / 47 533**

ΤΙΜΗ ΠΩΛΗΣΗΣ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

Σε έντυπη μορφή:

- Για τα ΦΕΚ από 1 μέχρι 40 σελίδες 1 euro.
- Για τα ΦΕΚ από 40 σελίδες και πάνω η τιμή προσαυξάνεται κατά 0,05 euro για κάθε επιπλέον σελίδα.

Σε μορφή CD:

Τεύχος	Περίοδος	Τιμές σε EURO
Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	Μηνιαίο	60
Α΄ και Β΄	3μηνιαίο	75
Α΄, Β΄ και Δ΄	3μηνιαίο	90
Α΄	Ετήσιο	180
Β΄	Ετήσιο	210
Γ	Ετήσιο	60
Δ΄	Ετήσιο	150
Παράρτημα	Ετήσιο	75
Αναπτυξιακών Πράξεων και Συμβάσεων (Τ.Α.Π.Σ.)	Ετήσιο	75
Νομικών Προσώπων Δημοσίου Δικαίου (Ν.Π.Δ.Δ.)	Ετήσιο	75
Δελτίο Εμπορικής και Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	Ετήσιο	75
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου	Ετήσιο	75
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων	Ετήσιο	75

Η τιμή πώλησης του Τεύχους Α.Ε. & Ε.Π.Ε. σε μορφή CD - rom για δημοσιεύματα μετά το 1994 καθορίζεται σε 30 euro ανά τεμάχιο, ύστερα από σχετική παραγγελία.
Η τιμή διάθεσης φωτοαντιγράφων ΦΕΚ 0,15 euro ανά σελίδα

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Σε έντυπη μορφή: Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531 euro	Σε έντυπη μορφή: Κ.Α.Ε. ΤΑΠΕΤ 3512 euro	Από το Internet: Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531 euro	Από το Internet: Κ.Α.Ε. ΤΑΠΕΤ 3512 euro
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κτλ.)	205	10,25	176	8,80
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κτλ.)	293	14,65	205	10,25
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κτλ. Δημ. Υπαλλήλων)	59	2,95	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	293	14,65	147	7,35
Αναπτυξιακών Πράξεων και Συμβάσεων (Τ.Α.Π.Σ.)	147	7,35	88	4,40
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κτλ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	59	2,95	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κτλ.)	30	1,50	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Δελτίο Εμπορικής και Βιομ/κής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	59	2,95	30	1,50
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	ΔΩΡΕΑΝ	-	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	ΔΩΡΕΑΝ	-	ΔΩΡΕΑΝ	- -
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	2.054	102,70	587	29,35
Διακηρύξεων Δημοσίων Συμβάσεων (Δ.Δ.Σ.)	205	10,25	88	4,40
Α΄, Β΄ και Δ΄			352	17,60

Το κόστος για την ετήσια συνδρομή σε ηλεκτρονική μορφή για τα προηγούμενα έτη προσαυξάνεται πέραν του ποσού της ετήσιας συνδρομής του έτους 2002 κατά 6 euro ανά έτος παλαιότητας και κατά τεύχος

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στις ΔΟΥ που δίνουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται και από τις ΔΟΥ.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού έχουν τη δυνατότητα λήψης των δημοσιευμάτων μέσω internet, με την καταβολή των αντίστοιχων ποσών συνδρομής και ΤΑΠΕΤ.
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Φεβρουάριο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γραμμάτια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ